

la météo

Vents froids avec passages nuageux. Maximum: 32.

# LE DEVOIR

Fais ce que dois

La solution humanitaire de  
Pelletier contre le légalisme

— page 3

Office fédéral

Vol. LXVI - No 264

Montréal, samedi 16 novembre 1974

25 CENTS



L'ex-ministre des Affaires indiennes, M. Jean Chrétien, et le chef Billy Diamond, du Grand conseil des Cris, ont paraphé, de même que plusieurs autres représentants d'Ottawa, de Québec, des Cris et des Inuit, l'entente de principe garantissant la préservation du mode de vie traditionnel des autochtones du territoire de la baie James et leur accordant une indemnisation de \$150 millions.

## Cris et Inuit négocieront pendant un an Baie James: Québec offre 150 millions et des garanties

par Clément Trudel

Sans toucher à l'épineuse question des droits aborigènes, les gouvernements canadien et québécois ainsi que le Grand conseil des Cris et l'Association des Inuit du nord du Québec ont convenu hier d'un jour de tombée pour leurs négociations touchant le développement du territoire de la baie James. Le 1er novembre 1975 en effet, l'on saura si les membres des huit communautés de Cris et les treize communautés d'Inuit du nord québécois se contentent de certaines garanties offertes quant à la préservation de leur mode de vie traditionnel, garanties assorties d'une indemnisation de \$150 millions, dont \$75 millions leur seraient versés à compter de novembre 1975 et dans les dix ans qui suivront.

L'offre antérieurement faite par le gouvernement du Québec à l'intention des Inuit et des Cris était de \$100 millions. La mise est maintenant augmentée et le gouvernement fédéral, tuteur en droit et en

fait de ces populations, épaula l'entente d'une participation de près de \$33 millions.

En deux phases, hier, la même entente de principe a fait l'objet du déploiement habituel de conférences de presse. Au Holiday Inn de la Place Dupuis, à 10h, le Grand Council of the Crees (of Québec), dont le porte-parole, Bill Diamond, chef de la bande de Rupert House, s'excuse de ne parler qu'en anglais et la Northern Quebec Inuit Association (président: Charles Watt) exposent la genèse de cette entente de principe. Une tournée de toutes les communautés visées s'achève. En principe, la population indienne Cri et les Inuit s'opposent toujours au projet de la baie James mais ils ont clairement mandaté ces deux organismes pour en venir à un accord. L'important est que le mode de vie de ces autochtones ne soit pas bouleversé indûment par l'aménagement hydro-électrique et que cette population

ait l'occasion de participer aux décisions quant à l'avenir du territoire dont elle tire subsistance.

Deux heures plus tard, à la mezzanine de l'immeuble occupé par l'Hydro-Québec, boulevard Dorchester, le volet politique de l'entente de principe est expliqué en présence du premier ministre, M. Robert Bourassa du ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Gérard D. Lévesque et de M. John Ciacchia, auquel M. Bourassa attribue tout le mérite de ce qui se produit (M. Ciacchia, député de Mont-Royal à l'Assemblée nationale, fut un temps sous-ministre des Affaires indiennes à Ottawa).

Pour le fédéral: les ministres Judd Buchanan (Affaires indiennes) et Jean Chrétien (Conseil du trésor, mais ancien titulaire des Affaires indiennes). Sont aussi présents, ceux qui parapheront ce mini-traité bilingue (français et anglais) dont l'exemplaire relié cuir et écarlate est

frappé de lettres dorées (en anglais seulement). La négociation, informera M. Ciacchia, s'est déroulée en partie avec des traducteurs pour les langues cri et inuk.

Entouraient tous ces hommes politiques, outre les huit chefs Cris et les six leaders Inuit: le président de la Société d'énergie de la Baie James, Robert A. Boyd, le commissaire Yvon de Guise (Hydro-Québec); et le président de la Société de développement de la Baie James, M. Charles Boulva.

Dans l'euphorie du moment, on a distribué aux journalistes, comme dossier de presse, une biographie et une photo du député libéral de Mont-Royal "qui agit comme représentant spécial du premier ministre Bourassa dans les négociations avec les populations autochtones de la Baie James". Mais l'on oublie d'y insérer copie de l'entente de principe et de ses annexes — une centaine d'exemplaires

Voir page 6: Baie James

## Se disant victime d'un coup monté le juge Ancil va en Cour suprême

par Jean-Pierre Charbonneau

Se disant victime d'un "coup monté par des avocats et des criminels" et dénonçant la partialité du Juge Fred Kaufman de la Cour d'appel du Québec, le juge retraité Jacques Ancil de la Cour des sessions de la paix de Montréal, s'est adressé hier à la Cour suprême du Canada afin d'obtenir la permission d'en appeler d'un jugement qui a amené récemment sa mise à la retraite prématurée.

Toute cette affaire a débuté en janvier 1972 à l'occasion du procès d'un nommé Edwin Pearson accusé d'un vol de \$54 et de possession d'outils de cambrioleur. Cet individu qui est aujourd'hui enquêteur privé pour le compte de certains criminalistes montréalais, avait été arrêté avec un présumé complice en 1967, par suite d'une enquête policière sur les vols dans les buanderies publiques des conciergeries. Pris sur le fait, son présumé complice avait immédiatement plaidé coupable. Arrêté en même temps que lui, Pearson avait pour sa part proclamé son innocence. Mais il avait finalement été

trouvé coupable et condamné à six mois de prison.

Cependant, Pearson porta sa cause en appel et il obtint gain de cause par suite de difficultés à obtenir les notes sténographiques de certaines dépositions faites au procès. (On s'aperçut plus tard qu'une partie des pièces à conviction avait également disparu). Un nouveau procès fut ordonné par la Cour d'appel et, en janvier 1972, le juge Jacques Ancil est appelé par hasard à la présider. Au début, le juge Henri Masson-Loranger avait été désigné pour présider le tribunal.

Le procès commence donc et l'accusé Edwin Pearson décide d'assurer lui-même sa défense. Toutefois, il est assisté dans l'ombre, raconte M. Ancil, par quelques avocats dont Mes Denis Pontbriand et Bourgeois pour qui il travaille souvent. Bien qu'assis aux côtés de l'accusé, les deux criminalistes assurent le juge Ancil qu'ils n'ont aucun mandat pour le représenter. Cependant, plus tard, l'un d'eux avouera qu'il assistait au procès dans l'intention bien arrêtée de

prendre des procédures judiciaires contre le magistrat.

A un moment donné, au cours du contre-interrogatoire d'un témoin de la Couronne, l'attention du juge Ancil est attirée par le va-et-vient d'un individu qui passe sans temps à entrer et à sortir de la salle d'audience. Exaspéré par l'attitude de cet homme, le juge l'interpelle et lui demande de s'identifier. Il apprend alors qu'il s'agit de Lucien Proulx, commissionnaire et chauffeur d'un autre criminaliste, Me Maurice S. Hébert, pour qui travaille également Edwin Pearson.

A l'audition du nom de Proulx, le juge Ancil sursaute. Il croit alors reconnaître l'individu qu'il avait expulsé quelques mois plus tôt de la Cour où se déroulait l'enquête préliminaire des frères John et Gerry Matticks, accusés de tentative de meurtre sur la personne d'un employé du port de Montréal. Durant une preuve d'adieu, présentée par Me Hébert, Lucien Proulx faisait la navette durant l'exclusion des témoins alors que l'un d'eux hésitait sur la date et l'heure d'une rencontre

avec les accusés. A l'issue de l'enquête préliminaire, le juge Ancil avait cité les accusés à procès. Au cours de celui-ci, ils devaient être cependant acquittés justement sur une défense d'alibi.

Afin d'être certain de l'identité de Proulx, le juge Ancil demande à son huissier d'aller vérifier à son bureau s'il s'agit du même personnage qu'il a expulsé le 5 novembre 1972. Devant la réponse affirmative qu'il reçoit, le juge Ancil ordonne alors à son huissier d'aller chercher Proulx qui avait à ce moment quitté à nouveau la Cour et qui conversait avec l'un des policiers appelé à témoigner. A ce stade du procès, l'expulsion des témoins avait déjà été ordonnée.

Muni de sa photo et de son dossier judiciaire, le juge Ancil lance à Proulx: "J'ai votre photographie ici dans ma main. Vous avez un dossier judiciaire. Dehors de la Cour, des fraudeurs comme vous, j'en ai pas besoin dans la Cour. Dehors de la Cour et dehors du palais de justice!"

Voir page 6: Juge Ancil

## Lévesque appelle à l'unité pour profiter d'un vent favorable

par Gérald LeBlanc

QUÉBEC — Décelant un vent favorable, confirmé par la percée du RCM à Montréal et le récent sondage de la Presse, le chef du Parti Québécois, M. René Lévesque, a lancé un vibrant appel à l'unité des troupes indépendantistes, déchirées depuis le raz de marée libéral d'octobre 1973.

"Ce cinquième congrès national s'ouvre à un moment où il est clair comme jamais que si le Parti Québécois devait un jour sombrer dans l'échec, et ce pays pour lequel nous travaillons retomber dans le néant des illusions perdues, ce serait d'abord et avant tout par notre très grande faute", lançait le leader péquiste, dès le début de son discours, dont copie avait été remise à la presse.

Précédent remarquable dans sa longue carrière politique, M. Lévesque s'est en effet présenté au congrès avec un texte écrit — "pour une des premières fois de ma vie, on m'a imposé, je me suis imposé de lire un texte", disait-il d'ailleurs avant de commencer son discours — qu'il a suivi fidèlement.

Avec le résultat que M. Lévesque s'est montré moins enflammé, moins convaincant que d'habitude mais également moins acerbe quand il a décoché des flèches à l'endroit de ceux qui ont contesté son leadership, les "dissidents exhibitionnistes", durant les derniers mois.

Les congressistes ont répondu avec la même modération, applaudissant peu, conversant même à l'arrière, et réservant à M. Jacques Couture, leader du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) une ovation égale, sinon supérieure, à celle offerte au leader péquiste, à la fin de son discours.

Plusieurs facteurs expliquent cette baisse de ferveur par rapport aux derniers congrès péquistes: M. Lévesque s'accommode difficilement d'un texte écrit, le mysticisme quasi-religieux des fervents de l'indépendance s'efface devant les visées électorales du PQ, les événements heureux des derniers jours n'ont pas effacé complètement les traces du mécontentement de plusieurs à l'endroit du leadership de M. Lévesque et, enfin, le caractère de déjà entendu des propos du président.

D'autre part, l'assemblée plénière adoptée en soirée, une proposition émanant de la direction du Parti et portant de

11 à 14 le nombre des membres du Conseil exécutif. Le quorum du Conseil est en conséquence porté de sept à neuf. Le débat qui a précédé la mise aux voix de cette résolution avait un caractère essentiellement procédurier. Sur le fond, la très grande majorité des délégués n'ont pas vu d'objection à l'élargissement de l'Exécutif, qui comptera désormais neuf conseillers de la classe "B" plutôt que cinq. Les deux postes de conseillers "A", réservés aux députés, sont occupés par MM. Robert Burns et Marcel Léger, élus

Voir page 7: Lévesque

## Des chèques du 144, en "orbite dans l'espace"

par Louis-Gilles Francoeur

Le dépôt, hier, devant la commission Cliche, d'une série de chèques, a permis de constater que sept d'entre eux, totalisant \$17,500, n'apparaissent pas dans la comptabilité des "dons" effectués par les employeurs à l'Association sportive du local 144 (les plombiers de la FTQ-Construction). Si on ajoute ce montant aux \$22,500 découverts par la commission au cours des deux journées précédentes, il y a jusqu'à présent \$30,000 "en orbite" quelque part dans l'espace", selon le mot du juge Cliche.

La commission a demandé aux journalistes de taire pour l'instant les noms des trois représentants syndicaux — l'un d'eux n'est pas un officier de l'Association sportive — qui ont endossé et encaissé les chèques manquants au lieu de les déposer dans le compte dont ils ont la responsabilité. Ces trois personnes seront assignées devant la commission dans

Voir page 6: Des chèques

## \$600 millions pour le contribuuable 'ordinaire' dans le budget Turner?

par Claude Lemelin

OTTAWA — Les contribuables "ordinaires" du Canada peuvent raisonnablement attendre du budget fédéral de lundi prochain des allègements fiscaux dont la valeur pourrait facilement dépasser un demi milliard de dollars, d'ici la fin de l'année financière 1974-75, soit les six mois jusqu'au 31 mars prochain.

En effet, le ralentissement de l'expansion économique au pays — en particulier le fléchissement en cours des dépenses de consommation privée — devrait inciter M. John Turner à se montrer plus généreux envers les consommateurs, le 18 novembre, qu'il n'était prêt à l'être le 6 mai dernier.

Au surplus, le ministre des Finances a bel et bien les "moyens" de soulager les particuliers, puisque la défaite de son

budget pré-électoral, combiné à un taux d'inflation "fiscale" (malgré l'indexation) peut-être plus élevé que prévu, ont gonflé les recettes de la trésorerie fédérale. C'est ainsi que, depuis six mois (du 1er avril au 30 septembre 1974), le total des recettes budgétaires d'Ottawa a augmenté de 34 pour cent en regard du chiffre de 1973, alors que M. Turner prévoyait le 6 mai, pour toute l'année financière 1974-75, une augmentation de 26 pour cent seulement.

Il est par conséquent fort probable que John Turner proposera à nouveau lundi les quatre modifications du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers rejetées par le PC et le NPD au printemps:

● Le relèvement de \$100 à \$150 — à l'avantage des gagne-petit — du dégrève-

ment minimal de l'impôt sur le revenu (le maximum est de 5%) consenti en 1973.

● La déductibilité des versements (jusqu'à concurrence de \$1,000 par an et de \$10,000 au total) faits par les contribuables à un régime enregistré d'épargne-logement.

● La déductibilité de la première tranche de \$1,000 du revenu d'intérêts (soit le revenu de l'épargne) des particuliers.

● L'extension de la déduction supplémentaire de \$1,000 déjà accordée aux aveugles et aux invalides, aux contribuables qui doivent garder le lit ou la chaise roulante une grande partie de la journée pendant plus de 12 mois.

Ces allègements fiscaux, s'ils étaient entrés en vigueur en mai, auraient réduit d'environ \$600 millions le fardeau des

contribuables pendant l'année 1974-75; si M. Turner les présente à nouveau — à compter, disons, du 1er novembre — il fera donc aux particuliers un "cadeau" d'environ \$300 millions.

Mais il y a aussi la fiscalité indirecte. Nous savons déjà que la suppression de la taxe de vente sur les vêtements et les chaussures sera proposée à nouveau par M. Turner, puisqu'elle a été mise en vigueur par voie réglementaire dès après les élections du 8 juillet dernier; et les contribuables se trouveront ainsi soulagés, d'ici au 31 mars prochain, d'environ \$200 millions d'impôts. De même, tout indique que la détaxation des autres produits de consommation ainsi que les réductions douanières (un projet de loi pré-

Voir page 7: Budget Turner

mini-loto



30 Séries émises—90,000 chacune

POSSIBILITÉ DE:

30 GAGNANTS DE \$5,000.

93762

3762

240 GAGNANTS DE \$500.

762

2430 GAGNANTS DE \$100.

TIRAGE 33

VENDREDI 15 nov. 1974

LOTO  
PERFECTA

33e COURSE 14 nov. 1974

ORDRE: \$2,580.70

DÉSORDRE: 104.00

PRIX  
46

1141

VENTES TOTALES: \$494,643.00

RÉSULTAT

A B C D

10 4 3 5



# Refouler, c'est exposer à la mort

par ANTHONY PHELPS

■ Poète haïtien exilé au Québec, l'auteur de cet appel à M. Pierre Elliott-Trudeau est journaliste à la salle des nouvelles de Radio-Canada à Montréal.

Les relations entre humains, sont souvent gouvernées par des sentiments égoïstes. Les rapports entre États n'échappent point à cette règle, et s'il y a des pays sous-développés, c'est qu'il existe des pays sous-développés. Ceux-ci perpétuent leurs privilèges par des lois qu'ils édictent, et dont ils veulent scrupuleusement à assumer le bon respect.

Le Canada a édicté ses propres lois de l'immigration, nul ne les peut enfreindre sans encourir les sanctions qui y sont attachées. Toutefois, ces lois canadiennes n'étaient point aussi rigoureuses dans les années 1965-1970. Durant cette période plusieurs milliers d'Haïtiens ont pu s'installer dans votre pays, plus particulièrement dans la province de Québec. La très grande majorité d'entre eux étaient des spécialistes, des techniciens, infirmières, médecins, professeurs. Autrement dit, des hommes et des femmes appartenant à cette catégorie dont aucun État ne saurait se passer, que tout État cherche à accroître le plus possible, d'atteindre à un niveau supérieur de développement.

Vous n'ignorez point, que la Formation professionnelle est chose coûteuse. Un État doit débours entre 30 mille et 50 mille dollars pour former un technicien. Quand donc un pays reçoit, comme immigrants, plus de trois mille professionnels pour lesquels il n'a absolument rien déboursé, dont la formation ne lui a rien coûté, ce pays bénéficie d'un apport considérable, d'une aide, non apparente, de plusieurs dizaines de millions de dollars. Les professionnels haïtiens, qui sont venus s'installer au Canada ont donc, en fait enrichi la société canadienne. Ces professionnels n'ont eu aucun, ou si peu de problèmes avec les services d'immigration. Certains ont réclamé le droit d'asile et l'ont obtenu sans difficulté, d'autres ont pu, sur la base de leurs années d'études, de leur formation, de leurs capacités, être éligibles au visa dit "D'immigrant reçu".

Saviez-vous, monsieur le premier ministre, que durant cette époque de 1965-1970, les hôpitaux de Montréal et certaines commissions scolaires du Québec envoyaient directement à Port au Prince, un contrat de travail à tout professionnel, médecin, infirmière, professeur désireux de s'établir au Canada?

Cependant, après cette période de "protection", les non-professionnels haïtiens ont fait leur apparition sur le marché du travail canadien. Les non-professionnels, c'est-à-dire, les petites gens, les ouvriers, les modestes, les humbles, les demiscolarisés débarquaient! Ils étaient attirés au Canada, par le côté francophone du Québec, par la démocratie, par la liberté, par la possibilité de travailler et de mener une vie sans terrorisme, sans le spectre de la peur, sans la hantise des tontons macoutes. Une vie humaine, monsieur le premier ministre.

Toutefois, le Canada s'est vite rendu compte que le filon n'était plus aussi profitable. Alors, l'égoïsme, cet égoïsme que nous retrouvons dans les relations humaines et dans les rapports entre États, l'égoïsme fit surface! Le gouvernement fédéral applique un brusque coup de frein!... et les sanctions tombent. Brutales. Impitoyables. Inhumaines.

Et aujourd'hui, des centaines de mes compatriotes sont menacés de déportation! Des hommes qui n'émargent pas au budget de la Commission de l'Assurance-Chômage, mais qui travaillent, dont votre économie a besoin, parce que ces gens occupent des emplois que refusent les nationaux; ils sont garçons de cuisine, plongeurs, pompistes, aide-mécaniciens, manoeuvres, payés au salaire minimum.

Ces êtres humains sont menacés de déportation, parce que le ministre fédéral de l'Immigration et de la Main-d'œuvre se replie derrière la L.O.I.

Parce qu'il oublie, consciemment ou non, l'apport considérable que constituent les cinq mille Haïtiens, dont trois mille professionnels sur-diplômés, actifs depuis dix ans, sur le marché du travail canadien.

Ces êtres humains sont menacés de déportation et de sévices, parce que le ministre de l'Immigration les JUGE!

Mais, vous n'ignorez pas, monsieur le Premier Ministre, que "juger, c'est de toute évidence ne pas comprendre, car si l'on comprenait, l'on ne pourrait plus juger."

Au risque de paraître naïf, puis-je essayer de vous faire comprendre?

Depuis plus de six mille ans, Haïti subit l'une des dictatures les plus féroces des Amériques: celle de la famille Duvalier, qui a instauré une politique rétrograde, moyenâgeuse une politique de terreur et d'intimidation, de destruction systématique des valeurs humaines. Une politique qui brime la justice, baillonne la parole et interdit toute association, qui censure la presse et atrophie démesurément tout épanouissement de l'être humain.

Ce régime des Duvalier a créé une situation économique désastreuse et Haïti est un pays en constante régression.

Je ne vous ferai pas l'injure de vous citer des chiffres. Vous les connaissez aussi bien que moi. Les statistiques concernant Haïti sont du domaine public, du domaine international.

L'Haïti des Duvalier est devenu un pays, où la situation économique désastreuse illustre, incontestablement, l'adage: faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de la bonne finance.

Cette situation est le fait de plus de six mille jours de malversation, de mauvaise gestion, de vols, de concussions, de détournements, d'extorsion du bien public au profit d'un petit groupe d'hommes, sans foi ni loi, qui terrorisent toute une population, en utilisant les méthodes les plus barbares pour écraser toute velléité d'opposition saine et constructive.

Six mille jours, de terreur, avec une moyenne de 20 arrestations arbitraires par jour!

Alors, lorsque des non-professionnels arrivent, au prix d'énormes sacrifices, à quitter cette ile-prison, et qu'ils disent, prétendant, affirmant, que si le gouvernement fédéral les refoule en Haïti, ils seront la proie des tontons-macoutes, je vous supplie de les croire. Car leur affirmation, si elle ne s'insère pas dans la logique dite cartésienne — ces hommes ne sont pas des "subversifs", ne sont pas des opposants actifs luttant contre le régime des Duvalier — leur affirmation s'inscrit dans une logique particulière au duvalisme, qui reconnaît un ennemi dans tout individu qui ne lui a pas prêté serment d'allégeance, dans tout citoyen qui tente de trouver ailleurs un vent plus pur, plus sain, une atmosphère de liberté permettant son épanouissement.

De plus, avec toute cette publicité faite autour d'eux, ils ne sont arrivés incognito en Haïti. Les shires de Bébé-Doc les ont fichés, ils sont pointés, maintenant. Désignés. Attendus. Les refouler, ce sera les envoyer à une mort certaine. Physique ou civile.

J'ose affirmer, monsieur le premier ministre, que vous ne vous ferez pas le complice d'une telle boucherie — sous prétexte que ces êtres humains tombent sous le coup d'une loi — édictée dans un mouvement d'égoïsme.

Les lois sont faites par les hommes, ceux-ci peuvent les amender, les modifier, les adoucir selon les circonstances.

En tant que premier ministre du Canada, vous n'avez pas le droit de décevoir ces hommes qui ont cru dans votre pays. Vous n'avez pas le droit de leur donner une image fautive de votre pays, en leur laissant comprendre que le duvalisme triomphe jusqu'au Canada! Vous ne pouvez pas cautionner les six mille jours de terreur, d'horreur et de barbarie de la famille Duvalier!

# Nos lecteurs et le cas des Haïtiens

## Il faut garantir aux Haïtiens le droit d'asile

MM. Pierre Elliott Trudeau, Robert Andras, Kurt Waldheim et Paul Gérin-Lajoie.

Les signataires de cet appel ont été informés de faits suivants:

1— Depuis novembre 72, des centaines et centaines d'Haïtiens ont été arrêtés, détenus et déportés par l'Immigration canadienne, sous l'empire des nouvelles dispositions législatives, discriminatoires et antidémocratiques, le décret MacKasay, la loi Andras...

2— actuellement, des milliers d'Haïtiens récemment arrivés au Canada sont menacés de déportation. Plus de soixante d'entre eux ont été déjà déportés;

3— l'opposition anti-duvaliste est périodiquement harcelée par la politique canadienne. En 72, 3 mil-

lions antiduvalistes qui occupaient le consulat d'Haïti — pour réclamer un passeport furent arrêtés et détenus toute une nuit par la police canadienne. Le samedi 17 août, au Parc des Gouverneurs à Québec, 4 militants antiduvalistes ont été arrêtés et gardés à vue 3 heures d'affilée, parce qu'ils distribuaient des tracts — dénonçant la dictature des Duvalier;

4— actuellement plus de 28 réfugiés politiques haïtiens sont menacés de déportation;

5— un antiduvaliste connu entre autre pour avoir participé à l'occupation du consulat d'Haïti en 72 a été refoulé hors des frontières canadiennes le vendredi 6 septembre 1974, sans même un simulacre de jugement.

Les signataires de cet appel rappellent à votre attention que:

1) la brutale dynastie des Duvalier empêche systématiquement le peuple haïtien d'exprimer sa volonté et ne se maintient au pouvoir que par la terreur;

2) le soutien multiforme (technique, scientifique, financier et même policier) que l'administration canadienne accorde à la dictature duvaliste (dans le cadre entre autres de l'accord Paul Gérin Lajoie — Jean-Claude Duvalier) constitue une grave violation du principe de l'auto-détermination des peuples, principe consacré par la charte des Nations unies;

3) la déportation de ressortissants ayant fui leur pays d'origine

où leur vie était menacée (c'est le cas typique des Haïtiens et des Chiliens) constitue une violation des normes du droit international.

Les signataires de cet appel soulignent que cette politique du Canada ne peut qu'attiser un foyer de tension internationale à l'heure où les peuples du tiers-monde manifestent résolument leur détermination à en finir avec l'oppression.

Les signataires de cet appel déclarent que les autorités canadiennes seront co-responsables de toute persécution effectuée par le gouvernement duvaliste contre tout haïtien refoulé en Haïti par l'immigration canadienne. Elles leur demandent instamment de mettre fin aux harassements contre les réfugiés

haïtiens et de leur garantir le droit d'asile conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et en particulier aux articles 9 et 14, aux normes du droit international et à la Déclaration sur l'Asile Territorial, approuvée lors de la 1631e séance plénière de l'Assemblée Générale des Nations unies le 14 décembre 1967.

Hélène LEVESQUE, Yvon Brodeur, Normand RODRIGUE, Sylvio RICHARD, Jean FILION, Rita OLSEN, Diane SAVOIE, André SABOURIN, Jean-Pierre BIBEAU, Jean-François HAMEL, Pierre REMI, Jeanne FLANDRES, C. PAPANTONOPoulos, Claude ROY, Monique DORE, Bertrand FOURNIER, C. BEAUDOIN et autres.

## Les Haïtiens ont droit de rester

Nous tenons à protester contre la position que notre gouvernement a adoptée au sujet des Haïtiens qui doivent retourner contre leur gré, dans leur pays. Ces gens sont venus ici dans le but de participer au développement du pays, s'y sont taillé une place par leur travail et se voient menacés d'expulsion pour des raisons que je considère peu fondées. Il est impératif que notre gouvernement se penche sérieusement sur le sort des Haïtiens et leur permette de s'installer ici définitivement pour le mieux-être de tous.

Nous attendons impatiemment votre intervention.

Pierre FORTIER  
Jean-Pierre BEAUPRÉ  
Philibert RITORY  
Louise BEAUPRÉ  
Danielle RITORY  
Diane BEAUPRÉ  
R. BEAUPRÉ

Montréal, le 10 novembre 1974.

## Sur quoi s'appuie la décision ?

M. Robert Andras,  
ministre de l'Immigration

"Ca qui pas bon pou chate, pas doué bon pou macoute."  
"Ca qui pas bon pou ou pas fais m'i"  
proverbes haïtiens

Qui ne veut pas des Haïtiens, monsieur le ministre, qui? Personne. Alors pourquoi vous entêter, contre vents et marées, sous le prétexte d'une procédure qui vous permet, de toute façon, d'exercer votre clemence pour des raisons d'ordre humanitaire?

Nous en resterons là, monsieur le ministre, si vous le voulez bien, puisque vous semblez croire, jusqu'à preuve du contraire, dites-vous, que les ressortissants haïtiens n'ont rien à craindre à regagner leur pays; puisque vous semblez ignorer tout de ce pays, de ces postes frontières à

l'entrée et à la sortie de chaque ville et village, où ne passe pas qui veut. Nous y sommes allés, monsieur le ministre; nous en savons quelque chose. Vous souvenez-vous de l'appel au lambi du marron de Saint-Domingue?

Pourquoi ne pas les accepter, tous, ces Haïtiens? Pourquoi? Vous nous parlez de règles à suivre. Alors pour quelles raisons précises, j'insiste, avez-vous refusé ceux d'entre les Haïtiens qui sont passés devant votre commission? En quoi ne répondent-ils pas aux normes. En quoi? Et quelles sont ces normes? Nous voulons savoir.

Se pourrait-il que sous la faiblesse de votre argumentation, se cachent d'autres raisons? Nous serait-il permis de croire qu'il vous faille protéger quelque intérêt économiques. Nous n'avons pas encore parlé, monsieur le ministre, de ces gens qui font tic-tac aux cadrons des matraces. Nous n'avons pas encore parlé, monsieur le ministrien en Haïti.

Vous a-t-on bien renseigné sur la situation? A constater l'acharnement que vous mettez à défendre vos positions, c'est à n'en pas douter. Vous connaissez donc fort bien les tractations inextricables que tissent les Canadiens avec le régime Duvalier. Qui s'agisse de TELECO pour le téléphone, de la compagnie MIRON, de la SEDREN pour les mines de cuivre, de BONAZA PETROLEUM de Calgary pour les pétroles (contrat de 35 ans), de la N.H.N.S.E.D.A. qui assure le monopole de construction et de location, pour cent ans, des unités d'habitation ou de la Chaîne Touristique des Caraïbes et son holding Canado-suisse qui monopolise un septième du territoire haïtien, au sud de l'île, et, tout cela, sans compter la Banque royale du Canada et celle de la Nouvelle-Ecosse.

A partir de quelle information, monsieur le ministre, vous appuyez-vous pour affirmer aussi péremptoirement qu'il n'y a rien à craindre à regagner ce pays dont un cinquième de la population vit en exil?

Prouvez-moi, de grâce, nous en sommes là, que j'appartiens à un pays qui a le sens de l'honneur, le respect de la liberté, un pays qui tient à assurer la défense des droits de l'homme, à moins que la encore j'entretienne beaucoup trop d'illusions et que de tels principes ne valent, pour vous, que ce qu'ils entretiennent de privilèges et de passe-droit?

Monsieur le ministre, revisez, non seulement les cas que vous avez refusés, mais votre politique aussi... Le contraire ferait que l'on pourrait difficilement entretenir davantage le respect qu'on doit à votre autorité et votre place ne serait plus, en ce moment, à Rome ni même, plus tard, dans ce gouvernement.

Jean-André LEBLANC  
étudiant en sciences politiques  
Ottawa, le 4 novembre 1974.

## Révoltés de l'attitude de M. Andras

M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada

Révoltés par l'attitude aussi intransigeante qu'inhumaine de votre ministre de l'Immigration, Robert Andras, nous avons décidé ensemble de vous faire savoir directement combien nous sommes sympathiques à la cause des Haïtiens menacés de déportation. Nous sommes assurés que vous êtes plus en mesure que votre ministre de comprendre dans quelle situation périlleuse sont placées ces personnes et l'urgence qu'il y a, pour nous Canadiens, de les aider et de démontrer que nous sommes assez civilisés pour ménager un accueil au-dessus des mesquineries legalistes et surtout dépourvu de tout soupçon de discrimination raciale ou linguistique.

Vous ne permettez pas plus longtemps, monsieur le premier ministre, que monsieur Andras ternisse la réputation du Canada. Aussi nous comptons que vous ne tarderez pas à expulser ce ministre d'un poste qu'il ne semble pas être en mesure d'occuper plus longtemps. Souhaiter au ministre de l'Immigration une affectation qui tienne compte de ses goûts pour la recherche des raffinements legalistes sans porter préjudice à ces concitoyens, s'inscrit, veuillez nous croire, dans un désir sincère de voir grandir ses chances de bonheur.

Il nous semblerait tellement invraisemblable de demander à des pauvres gens de débourser des frais très honnêtes de transport et de séjour pour aller demander, dans un autre pays, le "privilège" bien incertain de revenir au Canada, que si la situation ne mettait pas la vie en péril des victimes de cette machination, nous la qualifierions de farce grotesque. Si nos pères avaient dû entreprendre des démarches aussi complexes, il est bien probable que nous ne serions pas dans ce pays que nous appelons nôtre.

Au nom d'un groupe de prêtres mariés et de nos épouses, nous vous demandons, monsieur le premier ministre, d'intervenir personnellement dans ce triste dossier des Haïtiens, nos frères, et de concrétiser rapidement une acceptation d'accueil empreinte et sans restriction à ces personnes qui ne demandent qu'à bâtir avec nous un pays dont la réputation pourra servir d'idéal à plusieurs autres, contrées plus soucieuses de ses intérêts égoïstes que du bonheur de ses citoyens.

Pour un groupe de prêtres mariés,  
Bernard FAVREAU  
Otterburn Park, le 12 novembre 1974

# APPEL AU PREMIER MINISTRE DU CANADA CONTRE LA DÉPORTATION DES HAÏTIENS

Monsieur le Premier Ministre,

Nous soussignés, professeurs, administrateurs, cadres et employés de soutien, de l'Université du Québec à Montréal, désirons vous faire part de notre profonde inquiétude face à la tragique situation des Haïtiens arrivés au Canada entre le 30 novembre 1972 et le 15 août 1973 et actuellement menacés de déportation. Nous déplorons l'attitude froidement legaliste du gouvernement canadien et son refus de faire intervenir des "considérations d'ordre humanitaire" qu'imposent pourtant les conditions de répression politique et de détresse économique largement documentées par des organisations haïtiennes et confirmées par différentes instances internationales (Commission des droits de l'Homme de l'OEA, Amnesty International, Conseil Économique et Social des Nations Unies, etc.). Nous estimons que les déclarations successives du ministre Andras ont éludé les éléments de solution qui pourraient donner satisfaction aux requêtes répétées des organisations communautaires haïtiennes ainsi que de l'opinion publique canadienne et québécoise. En particulier, par son communiqué de presse du 7 novembre 1974, Le Ministre Andras, tout en prétendant offrir un "compromis", refuse d'alléger l'application des règlements d'immigration. En effet, parmi les Haïtiens déportés, seuls ceux qui présenteraient les qualifications jugées nécessaires par les autorités canadiennes (la très petite minorité) seraient réadmissibles. Pour les Haïtiens concernés, le "compromis" Andras empire même leur situation antérieure car il les oblige à consentir de nouveaux frais de transport et de déménagement et d'une façon générale les désigne publiquement à des représailles certaines en Haïti. Compte tenu de la tradition d'ouverture et d'humanité que le gouvernement canadien doit respecter, nous vous demandons, monsieur le Premier Ministre, d'utiliser les pouvoirs discrétionnaires de votre office pour éviter aux Haïtiens le danger certain, documenté dans la presse (Le Devoir, 9 novembre 1974), que représente pour eux la déportation en Haïti.

En conséquence, nous vous demandons instamment de prendre les mesures que vous jugerez nécessaires pour :

- 1- suspendre les arrêts de déportation en cours;
- 2- octroyer le statut d'immigrant reçu aux Haïtiens concernés sans qu'ils soient contraints de laisser le territoire canadien.

Nous sommes convaincus que votre intervention pourra contribuer à mettre fin à l'attente dramatique et désespérée d'un millier d'hommes et de femmes qui se sont tournés vers le Canada pour une nouvelle vie de paix et de travail.

Jules Gagné, Gestion académique  
Mauro F. Malservisi, Gestion académique  
Denis Laforte, Adjoint au Vice-Recteur à l'enseignement et à la recherche  
Jean-Jacques Jolicoeur, Délégué du 1er cycle  
Lise Langlois, Secrétaire général UQAM  
Georges Cowan, Informatique  
Richard Lacroix, Informatique  
Hubert Manseau, Informatique  
Louis Savard, Informatique & Relation publique  
Marcel-Aimé Gagnon, Relations publiques  
Claudine Granger, Service Informatique  
André Matteau, Relations de Travail  
Irene Lenoir, Service du personnel  
Michèle Fortin, Recteur  
Francine Fortin, Gestion académique  
Jean Laurin, Gestion académique  
Jean Brunet, Doyen int. Etudes avancées et recherches  
Maurice Brossard, Recteur  
André Beaulieu, Prof. Etudes Littéraires  
Madeleine Gagnon, Prof. Etudes Littéraires  
Anne Gagnon, Prof. Etudes Littéraires  
Maurice Poteet, Prof. Etudes Littéraires  
Renald Bérubé, Prof. Etudes Littéraires  
Jacques Allard, Prof. Etudes Littéraires  
Yves Lacroix, Prof. Etudes Littéraires  
Jean Courbon, Prof. Etudes Littéraires  
Albert Léonard, Prof. Etudes Littéraires  
Jean Leduc, Prof. Etudes Littéraires  
Robert Cohade, Prof. Etudes Littéraires  
Jean-Pierre Cheneval, Prof. Sciences Biologiques  
Robert Elie, Prof. Sciences Biologiques  
M. Th. Rabreau, Prof. Sciences Biologiques  
Paulin Salvas, Prof. Sciences Biologiques  
Ginette Lacroix, Prof. Sciences Biologiques  
Serge Latendresse, Prof. Sciences Biologiques  
Carole Corbelle, Mathématiques  
Jean-Aimé Guertin, Sciences économiques  
Diane Vann, Administration  
Diane Constant, Certificat en administration  
Francine Séguin, Département d'administration  
Suzie Beaudoin, Département d'administration  
Viviane Parr, Département d'administration

Marie-Thérèse Tellier, Département d'administration  
Jacques Léveillé, Professeur science politique  
Jacques Lévesque, Professeur science politique  
Jean-Marc Pottier, Professeur science politique  
François Bouvier, Professeur science politique  
Monique Duvallier, Secrétaire  
Cécile Meunier, Secrétaire  
Ginette Lépine, Agent d'administration  
André Bernard, Professeur science politique  
Jacques Bourgault, Professeur science politique  
Ken Cabatoff, Professeur science politique  
Louis Grignon, Professeur science politique  
André Donneau, Professeur science politique  
Roch Denis, Professeur science politique  
Nadia Eid, Professeur histoire  
Robert Comeau, Professeur histoire  
J.P. Bernard, Professeur histoire  
P.A. Linteau, Professeur histoire  
Alfred Dubuc, Professeur histoire  
S.B. Ryerson, Professeur histoire  
Denis Bertrand, Professeur histoire  
Hélène Espeset, Professeur histoire  
R. Serbyn, Professeur histoire  
Albert Desbiens, Professeur histoire  
Richard Desrosiers, Professeur histoire  
Michel Guay, Professeur histoire  
Elaine Bonin, Coopérative du livre  
C. Dehloch, Coopérative du livre  
N. Bianchi, Coopérative du livre  
Rita Boudreau, Coopérative du livre  
Nicole Nantel, Département de géographie  
Jean Gingras, Prof. Sciences Biologiques  
Luc Desnoyers, Prof. Sciences Biologiques  
Pierre Bheureux, Prof. Sciences Biologiques  
Domingos de Oliveira, Prof. Sciences Biologiques  
Gaston Chevalier, Prof. Sciences Biologique  
Claude Hamel, Prof. Sciences Biologique  
Réjean Fortier, Prof. Sciences Biologique

Lucy Forkouh, Prof. Sciences Biologique  
Simone Humbert, Prof. Sciences Biologique  
Raafat Athanassios, Prof. Sciences Biologique  
Serge Boileau, Prof. Sciences Biologique  
Roger Sylvestre, Prof. Sciences Biologique  
Jean-Paul Rhéault, Prof. Sciences Biologique  
Donna Mergler Racine, Prof. Sciences Biologique  
Francine Dubé, Dept administration  
Jocelyne Dions, Dept administration  
Gérald Gaudet, dept. Science Économique  
Diane Trempe, Dept. Mathématiques  
Cécile Rivest, relation de travail  
Thérèse Durant-Dupuis, sec. archives de l'UQAM  
Chantal M. LeBlanc, Service du personnel  
Francine David Mectan, Service du personnel  
Michèle Delisle, service du personnel  
Francine Leroux, Service du personnel  
Irene Lenoir, personnel  
Mme Monique Lafontaine, sec. gestion académique  
Gabriel Jean, Prof. mathématiques  
André Plante, Prof. mathématiques  
Liliane Bulota, Prof. mathématiques  
Serge Alalouf, Prof. mathématiques  
Roch Roy, Prof. mathématiques  
Freg Sander, Etudes urbaines  
Gisèle Guilmon, Etudes urbaines  
Jean-Maurice Granger, Etudes urbaines  
Ginette Rochon, Etudes urbaines  
Yvon Pénin, Prof. Chimie  
R. de la Chevrotière, Chimie  
L. Poliquin, Chimie  
P. H. Bernard, Chimie  
M. Nakouk, Chimie  
J. Drouin, Physique et sciences de la Terre  
H. Viau, Biologie  
G. Bolduc, Vice-Doyen  
M. Palardy, Biologie  
S. Bigras, Sciences-techniques  
N. Gingras, Prof. Sciences Techniques  
Lucette Roy, Sciences  
Pierre Benoit, Prof. Sciences de la Terre  
Jorge Niosi, Prof. Sociologie  
Graciela Ducatzenzeller, Prof. Sociologie  
Michel Van Schendel, Prof. Etudes littéraires, Président du SPUQ

Robert Nadeau, Prof. Philosophie  
André Paradis, Prof. Philosophie  
Roger Lambert, Prof. Philosophie  
Gaëtan Saint-Pierre, Prof. Philosophie  
Jean-Paul Brodeur, Prof. Philosophie  
Georges Leroux, Prof. Philosophie  
Bernard Caron, Prof. Philosophie  
Dorval Brunelle, Prof. Sociologie  
Jules Bureau, Prof. Sociologie  
Claude Corbo, UQAM  
Ginette Truesdell, Prof. Science Politique  
Cary Hector, Prof. Science Politique  
Jacques Bélanger, Famille Sciences Humaines  
Patricia Couture, Famille Sciences Humaines  
Cécile Cormier-Lord, Famille Sciences Humaines  
Marthe Lacroix, Famille Sciences Humaines  
Nicole Lachance, Famille Sciences Humaines  
Normand Wener, Prof. Relations Humaines  
Ginette Lamarche, Famille Sciences Humaines  
Francine Richard, Famille Sciences Humaines  
Gilles Bourque, Prof. Sociologie  
Pierrette Précourt, Famille Sciences Humaines  
Jocelyne Grou, Famille Sciences Humaines  
Gérald Savoie, Prof. Travail Social  
Lucie Desautels, Service du Registraire  
Daniel Voeille, Prof. Chimie  
Michel Senex, Prof. Chimie  
Francine Paquin, Chimie  
P. de Saint-Norant, Chimie  
Geneviève Patterson-Delmas, Prof. Chimie  
Jean Desnoyers, Prof. Chimie  
Michel Boire, Chimie  
Jean-Pierre Cartier, Prof. Chimie  
Guido Capvano, Prof. Chimie  
Aubert Hamel, Prof. Géographie  
Georges Anglade, Prof. Géographie  
André Lehmann, Prof. Géographie  
Robert Desjardins, Prof. Géographie  
Claire McNicoll-Robert, Prof. Géographie  
Luc Losier, Prof. Géographie  
Jean-René Côté, C.E.R.S.E.  
Bernard Vachon, Prof. Géographie  
Jacques Peltier, Prof. Sciences Économiques  
Marielle Dionne, Secrétaire  
Louise Dulude, Prof. Sciences Économiques  
Louise Desrosiers, Secrétaire  
Carole St-Jean, Secrétaire  
Odette Huber, Secrétaire  
Gilles Beausoleil, Prof. Sciences Économiques

Diane Bellemare, Prof. Sciences Économiques  
Henri-Paul Rousseau, Prof. Sciences Économiques  
Pierre Fréchette, Prof. Sciences Économiques  
Alain Lapointe, Prof. Sciences Économiques  
A. Piérard, Prof. Sociologie  
Victor de Gami, Sociologie  
Jeanne Marcoux, Sociologie  
Michelle Comtois, Sociologie  
Ginette Gendron, Sociologie  
François Lorrain, Prof. Sociologie  
Cécile Saint-Pierre, Prof. Sociologie  
Secrétaire générale de l'Association internationale de Sociologie  
Raphaël Mergul, Prof. Sociologie  
Jules Duchastel, Prof. Sociologie  
Pierre Fournier, Prof. Sciences Politiques  
Marcel Rafie, Prof. Sociologie  
Georgina Jünemann, Prof. Sociologie  
Bruno Scherrer, Prof. Biologie  
Chaké Minassian, Prof. Etudes Littéraires  
Marie-Anne Boudewiel-Lefebvre, Prof. Géographie  
Francine Noël, Prof. Etudes Théâtrales  
André Joyal, Prof. Mathématiques  
Claude Escande, Prof. Sciences de l'Éducation  
Francine Couture, Prof. Histoire de l'Art  
Michelle Guay-Denis, secrétaire  
Robert Bureau, prof. sciences juridiques  
René Laferrère, prof. sciences juridiques  
Pierre Mackay, prof. sciences juridiques  
Georges Lebel, prof. sciences juridiques  
Louis Gill, prof. sciences économiques  
Robert Anderson, prof. mathématiques  
Claire Pinard-Huck, secrétaire  
Michel Claude, employé  
Pierre Leroux, prof. mathématiques  
Marc Venne, prof. mathématiques  
J.A. Prades, prof. sciences religieuses  
Michel Meillon, employé  
Ginette Prudhomme, employée  
Marcelle Villeneuve, réseau de communication  
Johanne Charbonneau, service d'orientation  
Marguerite Arseneault-Parent, service de l'admission  
Marie Bergevin, service de l'admission  
Carole Egglefield, service de l'admission  
Francine Lapierre, service de l'admission  
Andrée Bérubé, service de l'admission  
Jocelyne Lapchelle, service de l'admission

Madeleine Trudeau, service de l'admission  
Michèle Ménard, service de l'admission  
Denise Viens, service des finances  
Denise St-Pierre, cafétéria  
Yvon Sylvestre, cafétéria  
Jacqueline Bouthier, service des finances  
Daniel O'Donoghue, département de géographie  
Jacinthe Léveillé, département de géographie  
Marcelle Laviole, département de géographie  
Franz Mayr, prof. sciences de la terre  
C. Hillier-McMars, prof. sciences de la terre  
Claude Jacob, employé  
Michelle Lacroix, employée  
Raymond Mineau, employé  
Colette Bernacheux, agent d'administration  
Loulou, prof. sciences de la terre  
François Carreau, dept. de mathématiques  
Gilbert Labelle, dept. de mathématiques  
Y. Leibu, bureau d'études  
Sylvie Desrosiers, informatique  
Danielle Huot, perma  
Lise Guavin, bureau d'étude  
A.M. Lévesque, bureau d'étude  
Jocelyne Guavin, secrétaire général  
Eulalie Pelletier, secrétaire général  
Yves Mailhot, vice rectorat administration et finances  
Luc Bernier, vice rectorat administration et finances  
Claire Dazé, vice rectorat administration et finances  
Bonnie Campbell, Dept. science politique  
Daniel Holly, dept. de science politique  
Jacques Peltier, prof. dept. sc. économique  
Marcelle Dionne, secrétaire dept. sc. économique  
Louise Dulude, prof. dept. sc. économique  
Louise Desrosiers, secr. dept. sc. économique  
Carole St-Jean, secr. dept. sc. économique  
Odette Huber, secr. dept. sc. économique  
Gilles Beausoleil, prof. dept. sc. économique  
Diane Bellemare, prof. dept. sc. économique  
Henri-Paul Rousseau, prof. dept. sc. économique  
Pierre Frichette, prof. dept. sc. économique  
Alain Lapointe, prof. dept. sc. économique

Ce placard a été payé grâce aux cotisations volontaires des signataires et à une cotisation spéciale du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN)



## L'angoisse des immigrants haïtiens Au légalisme d'Andras, Pelletier oppose une solution humanitaire

par Jean-V. Dufresne

Aux multiples interventions publiques qui s'opposent déjà à la rigueur du ministère fédéral de l'Immigration vis-à-vis les 1.500 Haïtiens qui risquent la déportation, s'ajoutait hier, outre la voix de l'archevêque de Montréal, celle du ministre des Communications, M. Gérard Pelletier, qui dans une déclaration laisse entendre que le conseil des ministres pourrait maintenant adopter une attitude plus souple devant cet angoissant problème.

Le dossier haïtien a également fait l'objet de diverses interventions hier tant à Québec qu'à Ottawa. Il fut également évoqué par la Société-Jean-Baptiste de Montréal et, en conférence de presse, dans la métropole, par l'Organisation Ré-

volutionnaire 18 Mai et Résistance Haïtienne.

"La responsabilité de trouver une solution à ce problème repose entre les mains de M. Andras et du premier ministre. Je suis sympathique à la cause des Haïtiens et j'ai toujours été préoccupé par le pro-

blème des immigrants en difficulté", a déclaré M. Pelletier.

"Dans mon comté, poursuit le ministre, j'ai rencontré plusieurs Haïtiens et leurs représentants. Ils sont unanimes à dire qu'un Haïtien sur dix subira des pressions à son retour en Haïti. Autre-

ment dit, ils s'en trouvent un seulement sur dix qui pourrait bénéficier du statut de réfugié politique".

"Par conséquent, je ne cherche pas de solution du côté légaliste du statut de réfugié politique, auquel peu d'Haïtiens

Voir page 7: Pelletier

Le président de la FCSCQ:

## Priorité à la qualité de l'enseignement

par Lise Bissonnette

Si la prudence est une des vertus des bons stratèges, M. Hubert Lavigne est le président dont la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (FCSCQ) avait besoin pour affronter les difficiles mois de négociations qui vien-

Rencontrant hier les journalistes, avant d'entreprendre officiellement son premier mandat, M. Lavigne a cultivé l'art de ne se compromettre ni sur les thèmes-clés de cette négociation, ni sur son allure. Il faut dire que la FCSCQ procède actuellement à une consultation auprès des commissions scolaires sur le même sujet et que le nouveau président aurait mauvaise grâce à en devancer les résultats.

Le thème de la sécurité d'emploi, brandi en ce moment même à Montréal par la CEQ, il l'inclut à titre de moyen possible, dans la "priorité des priorités" de la Fédération: la qualité de l'enseignement. Soit qu'il croie aux miracles, soit que les enseignants sont plus alarmistes que lui, il déclare même que la Fédération est à étudier certaines formules de correctifs qui permettraient de régler ce problème de sécurité d'emploi à l'intérieur du décret actuel, avant les congé-

diements massifs de mai et les prochaines négociations.

Il refuse cependant d'indiquer si la FCSCQ acceptera cette fois le principe de la "priorité sectorielle" qui permettrait à un enseignant mis en surplus à un endroit de se retrouver en tête de la liste d'embuche ailleurs où on engage. La Fédération s'y était opposée lors des dernières négociations.

"Ces négociations", dit-il, "seront l'occasion pour le ministère de poser un geste en faveur de la décentralisation tant souhaitée par les commissions scolaires". Certains signes avant-coureurs laissent croire, selon lui, que le ministère ne s'opposera pas à ce que des négociations locales et régionales, sur certaines classes, soient conduites parallèlement aux négociations provinciales.

Même si le thème du congrès de la Fédération dit: "La décentralisation, on la fait", on ne saurait s'attendre à aucun coup de force de ce côté. "Nous inciterons certainement les commissions scolaires à utiliser les pouvoirs qu'elles ont déjà", déclare M. Lavigne, "mais nous ne saurions prendre directement des pouvoirs qui appartiennent au ministère à

moins que celui-ci ne décide de les laisser aller".

Comme son prédécesseur, M. Gilles Fortin, fut "l'homme de la décentralisation", M. Lavigne se verra celui de la "qualité de l'enseignement", qu'il résume ainsi: "Chaque individu qui étudie doit é-

Voir page 7: Priorité

## La CS, un agent d'administration

Selon une enquête menée auprès de ses membres par la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (FCSCQ), la très forte majorité des commissions scolaires "considèrent le système actuel trop fortement centralisé". Les commissions scolaires de taille moyenne se montrent cependant moins gourmandes de pouvoirs et se contentent d'un "assouplissement et d'une efficacité accrue des processus administratifs déjà en place", alors que les commissions scolaires de grande taille réclament "des pouvoirs discrétionnaires au niveau des moyens et de leur mise en application".

A aucun moment les critiques des commissions n'ont mis en cause les grands objectifs, principes et priorités pédagogiques définis par le ministère. Elles se sont attaquées à peu près exclusivement aux moyens, c'est-à-dire, à la bureaucratie du ministère qui provoque et maintient fermement "une normalisation rigide et uniforme".

Les enquêteurs voient là une attitude à contre-courant, à l'heure où "l'on assiste à une remise au niveau local des décisions quant aux priorités pédagogiques". Ce qui les mène à croire que cette préoccupation relativement exclusive pour l'administration financière plutôt que pour l'administration de l'enseignement "ne sera plus fonctionnelle à plus ou moins brève échéance".

Les enquêteurs s'étonnent d'autre part que les directeurs généraux et les commissaires semblent prêts à considérer comme une "tâche ministérielle" le con-

Voir page 7: La CS

## Deux accords d'assistance canadienne à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Le gouvernement haïtien et le gouvernement canadien ont signé deux accords administratifs portant sur deux projets canadiens d'assistance au développement.

Le premier projet consiste en une étude de développement régional intégré couvrant une région côtière dans la péninsule-sud du pays. Le second projet concerne un inventaire des ressources hydrauliques disponibles sur tout le territoire haïtien.

Ces deux projets, représentant une participation financière canadienne de \$3.300.000 sous forme de dons, débiteront au cours des prochains mois avec l'arrivée des premiers experts, en décembre prochain, et se réaliseront sur une période de quatre ans pour le développement régional intégré, et de deux ans pour l'inventaire des ressources hydrauliques.

Cette signature est l'aboutissement des négociations qui ont eu lieu au cours de ces derniers jours à Port-au-Prince entre les officiels haïtiens et des représentants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

## week-end

SAMEDI

Assemblée plénière à laquelle participent quelque 300 délégués de syndicats affiliés à la centrale des syndicats démocratiques à l'école Le Manège, 6, rue St-Georges, Victoriaville.

Le symposium en éthique organisé par les départements de sciences religieuses des constituantes de l'université du Québec à Chicoutimi, Montréal, Rimouski et Trois-Rivières se termine aujourd'hui à Rimouski.

Le 12e congrès du Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle prend fin demain à Québec. Thème: "L'apprentissage".

Festival Ethno-Québec au Palais du Commerce. Thème: "Ma maison est votre maison".

Conférence pour la libération des prisonniers de la junte chilienne sous les auspices des Amis des peuples d'Amérique latine, à la Bibliothèque nationale, 1700 rue St-Denis, à compter de 9h.

A 9h30, M. François Cloutier, ministre de l'Éducation, prononce une conférence au congrès de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, à l'hôtel Reine-Elizabeth.

De 9h30 à 11h30, le Service bénévole de Montréal Inc., en collaboration avec la Place Alexis Nihon, invite tous les enfants à une Matinée enfantine, au théâtre de la Place à la hauteur du métro.

A 18h30, à la salle communautaire de la paroisse de l'Immaculée-Conception, 1855 est, rue Rachel, traditionnel souper du Tiers-Monde organisé par l'Aide des volontaires à l'étranger.

DIMANCHE

A 14h30, assemblée mensuelle de l'Association des femmes célibataires à la salle paroissiale Notre-Dame, 426 rue St-Sulpice. Sujet: "Les mains habiles".

A 20h, au 7373 rue Lajeunesse, conférence du Dr Roger Foisy. Sujet: "Découvrez les merveilleuses lois du bonheur et de la santé".

Vingt blessés, jeudi

## Les pompiers réclament la démolition des bâtiments désaffectés

Les pompiers imputent aux autorités municipales et au haut-commandement du service des incendies de Montréal la responsabilité d'un sinistre qui aurait pu entraîner la mort de plusieurs sapeurs, hier soir, angle Sainte-Sainte-Maurice et McGill, à Montréal.

Le président de l'association des pompiers, M. Jean-Paul L'Abbé, estime que les immeubles condamnés devraient être démolis avec beaucoup plus de célérité qu'ils ne le sont actuellement.

L'incendie de jeudi a pris naissance dans un entrepôt désaffecté dont la démolition était déjà commencée. Une vingtaine de pompiers furent transportés à l'hôpital, les voies respiratoires et les yeux affectés par la fumée qui se dégageait du brasier.

M. L'Abbé blâme également le haut-commandement chargé de l'exécution des manœuvres d'avoir obligé les sapeurs à pénétrer dans l'immeuble abandonné, risquant inutilement la vie des combattants qui, dit-il, ont finalement circonscrit les flammes depuis l'extérieur du bâtiment.

Les pompiers ont évoqué hier l'hécatombe du magasin Woodhouse, en 1963. Cinq pompiers perdirent la vie pour maîtriser le feu dans l'immeuble désaffecté, rue Sainte-Catherine, non loin de l'actuelle Place des Arts. Il n'y avait que des vieux meubles à sauver.

"Lorsqu'un immeuble est habité, ou occupé, il est normal de mettre tout en oeuvre pour combattre l'incendie et protéger les vies ou la propriété, encore qu'il faut toujours être très prudent dans la manœuvre, a dit M. L'Abbé. Mais lorsqu'il s'agit d'un bâtiment dont on a déjà commencé la démolition, il est inutile de compromettre la vie des combattants eux-mêmes."

M. L'Abbé a ajouté que l'incendie d'hier suscite beaucoup d'inquiétude parmi les pompiers. En effet, dit-il, Montréal compte de plus en plus de structures abandonnées qu'on tarde inutilement à démolir.

"Nous ne voulons pas d'un autre Woodhouse," a-t-il rappelé.

L'incendie angle McGill et St-Paul a débuté hier après-midi vers 18h30 mais ce n'est que deux heures plus tard, lorsqu'une immense flamme jaillit soudain que les pompiers furent blessés. Un des combattants tomba dans le puits d'un monte-charge désaffecté, mais il n'a pas eu la colonne vertébrale brisée, comme on le prétend. Aucun pompier n'a été grièvement blessé, à vrai dire, mais il s'en fallut de peu. Des vapeurs mortelles d'ammoniac auraient pu s'échapper du brasier. Certains, croit-on, ont souffert de ces émanations.

## Injonctions refusées à Laval et à ses policiers

Le juge Samuel Bard, de la cour supérieure, a rejeté hier la demande d'injonction de Ville de Laval contre ses policiers qui font la grève du zèle et la demande d'injonction de la Fraternité des policiers pour que la convention collective soit respectée notamment au chapitre de la sécurité des policiers.

Le magistrat a estimé que Ville de Laval était une corporation qui faisait partie des services publics énumérés au code du travail et qu'en pareils cas, après le rapport de conciliation, il y avait arbitrage obligatoire liant les parties.

Autrement dit, d'après le juge Bard, lorsqu'il s'agit d'un conflit de travail dans les services publics le recours en injonction pour le respect de la convention collective ne peut intervenir qu'en cour d'application du contrat ou après l'arbitrage obligatoire qui est prévu.

Dans le cas des policiers de Ville de Laval, leur contrat expirait en février dernier et c'est alors qu'ont commencé les

négociations en vue d'une entente collective. Les parties ne pouvant en venir à un accord, il y a eu recours à la conciliation sans plus de succès.

Le code du travail prévoit alors que le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une enquête s'il est d'avis qu'une grève appréhendée dans le secteur public peut mettre la santé ou la sécurité des gens en danger. Ici, aucune enquête n'a été instituée, de sorte qu'il faut attendre le rapport de l'arbitre tel que le prévoit par ailleurs le code du travail.

Dans ces circonstances, le juge Bard ne croit qu'il peut intervenir et la requête en injonction de la ville est rejetée. C'est pour les mêmes raisons que celle des policiers est également rejetée, puisqu'elle concerne la convention collective. Les policiers alléguent qu'ils sont appelés à travailler dans des conditions contraires à celles prévues à la convention qui, quoique expirée demeure en vigueur jusqu'à la signature de la prochaine entente.



## L'hiver à nos portes

Montréal n'a pas eu le privilège d'être seule à recevoir sa première belle neige de l'année.

Il est tombé près de deux pieds de neige dans la région de la rivière Montréal, au nord de Sault Ste-Marie, et la météo prévoit qu'il en tombera de quatre à six pouces, aujourd'hui!

La précipitation atteindrait de deux à quatre pouces le long du lac Supérieur, au nord du lac Huron, dans la région du Niagara, de la baie Georgienne, et dans l'est du lac Ontario.

Dans les régions de North Bay et de Sudbury, des vents de 36 milles à l'heure vont entraîner des chutes de neige.

La météo n'est pas plus encourageante pour Toronto, Windsor, London, Hamilton, Peterborough, où des vents froids apportent leur cortège de neige.

Dès jeudi soir, la visibilité était presque nulle dans la région de la rivière Montréal, et dans la région de Sault Ste-Marie la police recommandait aux automobilistes d'éviter la Transcanadienne.

## Jean Drapeau déclaré maire

M. Jean Drapeau a été officiellement déclaré élu maire de Montréal par le président d'élection, hier, après qu'on eut procédé à une vérification ultime des résultats du scrutin de dimanche dernier comme le veut la loi électorale de Montréal. Du même coup, on a déclaré élus les 55 candidats qui ont obtenu la majorité des voix aux 55 postes de conseillers municipaux.

Cette vérification ultime s'est faite aux bureaux de chacun des vice-présidents d'élection des 19 districts électoraux de Montréal, en vérifiant la conformité des listes de résultats glissées dans les boîtes de scrutin, dimanche soir, avec les listes de résultats remises par les scrutateurs au

président d'élection. Cette vérification n'a amené aucun changement des résultats, et laisse au Parti civique 37 élus, au Rassemblement des citoyens de Montréal 17 élus, et à Démocratie Montréal 1 élu.

Le président d'élection procédera à la proclamation des élus mercredi prochain en publiant des avis dans les quotidiens de la métropole. Ce laps de temps devrait permettre aux candidats défaits par de faibles majorités de voix de demander un recomptage judiciaire par un juge de la Cour provinciale. On prévoit qu'une dizaine de recomptages pourront être demandés, mais chacun des partis attend à la dernière minute pour déposer ses demandes.

## LE CAMP MUSICAL

"ACCORD PARFAIT"

au Lac Simon, Côté Portneuf

Instruments de l'orchestre, guitare classique,

flûte à bec, piano (nombre limité),

chant choral, musique d'ensemble.

Natation et activités diverses de plein air.

1ère session (4 semaines):

22 juin au 19 juillet

Garçons et filles de 13 à 17 ans

2e session (3 semaines):

26 juillet au 16 août

Garçons et filles de 9 à 12 ans

Renseignements pour la région de Montréal:

Camp Accord Parfait Inc.

a/s Mme Jeanne Lavergne-Dauphin,  
2244, Old Orchard,  
Montréal (N.D.G.) H4A 3A8  
Tél.: (514) 486-5383

Renseignements et inscriptions:

a/s P. Jean-Paul Gingras, S.J., dir.,  
1150 ouest, Saint-Cyrille,  
Québec G1S 1V7  
Tél.: (418) 681-0107

Vite...c'est tout un cadeau...

SUPER & INTER

Tirage: 31 décembre

\$2,500,000. en prix  
Plusieurs prix doublés & triplés





## éditorial

# Baie James: un grand pas en avant

Un an après la célèbre décision du juge Albert Malouf qui faillit provoquer l'arrêt indéfini des travaux à la Baie James, une nouvelle extrêmement encourageante était communiquée hier au public par les principales parties intéressées, soit les deux grandes communautés indiennes de la Baie James et le gouvernement québécois.

Québec et les Indiens étaient il y a un an aux antipodes l'un de l'autre. Avec l'accord de principe dont les grandes lignes ont été dévoilées hier, ils sont au contraire sur la route d'un règlement dont les grandes lignes semblent fort acceptables.

On en est encore au stade d'une entente de principe. "Le peuple Cri", nous prévient le Grand chef Billy Diamond, "hésitait beaucoup à signer cet accord de principe". On sait aussi, par M. Charlie Watt, président de l'Association Inuit du Nord québécois, "qu'il y avait existé toujours jusqu'à un certain point beaucoup de différences entre les deux côtés". De là découle sans doute cette disposition que l'on trouve au tout début du texte de l'accord de principe: "L'entente finale qui énoncera tous les droits et obligations des parties et qui contiendra toutes les dispositions de la présente entente devra être signée le 1er novembre 1975 au plus tard, ou à une date ultérieure qui aura été mutuellement convenue par les deux parties aux présentes. Si les parties ne peuvent arriver à s'entendre en ce qui a trait aux questions qui demeurent à être négociées en vertu des présentes, la présente entente n'aura aucune force ni effet".

Les questions qui doivent faire l'objet de négociations entre les deux parties principales sont nombreuses et complexes. Elles embrassent des sujets aussi difficiles que la délimitation précise des terres devant être attribuées en tout ou en partie aux autochtones, la liste des espèces d'animaux et de poissons qui leur seront exclusivement réservées, la détermination des modalités de participation des Indiens au futur gouvernement régional, la fixation des modalités de paiement de la seconde tranche du montant de \$150 millions accordé aux Indiens en guise de compensation, la définition des critères devant présider à l'implantation de nouvelles communautés dans le territoire, etc. Devant une liste aussi imposante de questions à résoudre, il serait prématuré, à tout le moins, de chanter victoire.

Il n'empêche, comme on l'a justement dit de part et d'autre, qu'un pas majeur a été franchi. Du côté des Indiens, on accepte franchement que les richesses de la Baie James soient, en dernière analyse, la propriété de tout le peuple québécois. On accepte aussi, après l'avoir d'abord refusé, le principe du développement des ressources hydro-électriques de la région de la Baie James. Du côté du gouvernement, on accepte beaucoup plus explicitement qu'avant le jugement Malouf la nécessité d'une stratégie de développement qui respecte les droits et aspirations des Indiens et l'écologie de la région. On ne saurait invoquer

témoignage plus éloquent à ce sujet que celui de M. Watt: "L'essentiel de l'entente n'est pas dans le texte lui-même. Il réside plutôt dans un fait majeur: la province nous a écoutés, et elle a soigneusement considéré ce que nous, Inuit, avions à dire".

Il suffit d'ailleurs de lire le texte de l'accord dévoilé hier pour se rendre compte que, tout en demeurant vague sur plusieurs points, il va bien au-delà des simples déclarations générales qui n'engagent rien.

Les Indiens n'avaient cessé de revendiquer des droits très étendus sur la propriété et l'usufruit de tout le territoire de la Baie James. Or, l'accord de principe prévoit formellement que "l'entente finale devra pourvoir à l'extinction de toutes les réclamations, de tous droits, titres et intérêts de tous les Indiens et de tous les Inuit sur et dans les terres transférées au Québec par le Canada de par les dites lois de 1898 et 1912".

Québec accorde en retour aux Indiens d'importantes concessions territoriales. Les terres dont Inuit et Cris auront la propriété seront beaucoup plus étendues que ce que Québec avait proposé dans les offres rendues publiques par M. Bourassa au début de la présente année. Elles couvriront une superficie de plus de 5,000 milles carrés, alors que Québec en offrait d'abord à peine 2,000. Les Indiens se voient de plus offrir des droits de chasse et de pêche sur des territoires encore plus étendus que ceux dont ils auront la propriété exclusive. Ils auront de même une part importante — dont les modalités restent cependant à négocier — dans les décisions devant affecter le développement futur du territoire.

Sans qu'on possède la connaissance détaillée du territoire qui permettrait seule de juger de l'ampleur de l'accord envisagé, on a l'impression qu'il résoud à la satisfaction des autochtones un vieux problème qui hantait depuis plus d'une génération le Québec. C'est un progrès que nul n'eût cru possible dans un délai aussi court au lendemain du jugement Malouf.

"Nous sommes conscients", déclarait hier M. Billy Diamond, Grand chef des Cris, "que nous décevrons plusieurs personnes en signant un accord de principe avec le gouvernement du Québec. Nous sommes conscients qu'aux yeux de plusieurs amis que nous avons gagnés pendant notre lutte contre le projet de la Baie James, nous passerons pour des vendeurs".

Il se pourrait en effet qu'au jugement de l'Association Indienne du Québec, l'accord divulgué hier soit une solution insatisfaisante. Celle-ci voulait profiter du cas de la Baie James pour soulever tout le problème des droits territoriaux des Indiens au Québec. Ce n'est qu'après qu'elle eût dû consentir à se mettre en retrait pour laisser négocier les intéressés eux-mêmes que les choses se mirent à évoluer plus rondement.

Or, Cris et Inuit ont de bonnes raisons, semble-t-il, de soutenir qu'ils ont obtenu un règlement financier satisfaisant. Aux quelque 10,000 Indiens de l'Alaska, le gouvernement américain accordait il y a trois ans environ un milliard pour le règlement de leurs revendications territoriales: c'était \$10,000 par personne. Avec une offre de \$150 millions aux quelque 6,000 Indiens de la Baie James, Québec propose une somme moyenne de \$25,000 par personne. Cela paraît fort raisonnable. Pour les Indiens, c'est une somme supérieure à celle que touchèrent leurs frères américains. Pour Québec, le fait qu'une bonne partie du premier versement sera assumée par Ottawa et que la seconde partie ne deviendra exigible, suivant des tranches sujettes à négociations, qu'au terme d'un délai de dix ans, adoucit considérablement la pilule.

Dans cet arrangement, il y a une autre dimension très intéressante pour les deux parties. Les Indiens auront individuellement droit d'accès à tous les programmes gouvernementaux dont bénéficient les citoyens ordinaires; ils se verront aussi garantir un revenu annuel minimum au titre de la chasse et de la pêche. Cela garantit leur subsistance aussi longtemps qu'on puisse l'imaginer. Quant aux paiements de compensation, ils seront versés non aux individus, mais aux communautés dont ils font partie. Ce qui permet d'envisager qu'ils serviront surtout à améliorer les équipements collectifs des communautés indiennes.

Si l'on ajoute à cela que les Indiens se voient garantir une large mesure d'autogouvernement local et une participation substantielle aux décisions régionales et aux organismes institués à cette fin, on est très loin de l'unilatéralisme d'il y a deux ou trois ans. La leçon du juge Malouf a été entendue. On doute que de tels résultats eussent été possibles si ce n'avait été de la décision prise en novembre dernier par le courageux magistrat de la Cour supérieure.

Sans égard aux difficultés rencontrées à propos du bill 22, le député John Ciacchia a continué depuis novembre dernier d'agir auprès des communautés indiennes de la Baie James comme le principal représentant du premier ministre et du gouvernement du Québec. Devant les résultats obtenus, on ne peut que le féliciter de la manière dont il a mené cette entreprise délicate. On remarque aussi que le gouvernement fédéral est partie à l'entente dévolue hier et qu'il a consenti, tandis que les Indiens se voyaient garantir la propriété de terres beaucoup plus étendues, à ce que sa propre juridiction territoriale dans la région de la Baie James soit sensiblement diminuée au profit du gouvernement québécois. En attendant de connaître plus de détails et d'entendre des avis plus compétents à ce sujet, il semble que l'on soit en présence d'un geste inspiré d'un esprit aiglé Ottawa ne nous a point trop habitués. Si tel est bien le cas, il convient de le signaler.

Claude RYAN



Turner et l'inflation

## lettres au DEVOIR

### L'art supérieur de Guy Mauffette

Les Olympiades de la chanson québécoise présentées au canal 10 ont rendu hommage à des pionniers tels que Félix Leclerc, Roger de Vaudeville et plusieurs autres. D'ailleurs, nous n'insisterons pas sur la qualité exécrable de cette émission, surtout en ce qui concerne le sort réservé aux chansons de Félix Leclerc transformées en musique Steinberg et James Last. L'émission voulait, selon le propos des animateurs, remonter aux sources de l'histoire de la chanson québécoise. Pour compléter cet historique, nous aimerions mettre en relief l'expérience particulière de Guy Mauffette dont l'un des rôles a consisté à promouvoir la chanson d'ici.

Guy Mauffette a toujours mis une touche personnelle et originale dans toutes les émissions qu'il a réalisées et animées. Il serait long de les énumérer et d'expliquer en quoi il a joué un rôle d'innovateur à la radio depuis les années '40. Au début des années cinquante, les chansonniers avaient du mal à s'imposer et personne ne prenait le risque de les encourager sauf Guy Mauffette, par exemple, qui prévoyait un essor important de la chanson québécoise (il ne s'est pas trompé). Il n'hésitait pas à faire tourner les disques de nos chansonniers, à inviter les interprètes à ces émissions et surtout à dire avec conviction qu'il fallait croire en l'avenir de la chanson d'ici et permettre son existence. Il a même créé une émission Baptiste et Marianne où chaque demi-heure était consacrée à nos musiciens et auteurs-compositeurs. Ceux-ci lui doivent une fière chandelle et il faut prendre conscience que si la chanson québécoise a réussi à s'imposer au pays et à l'étranger, c'est grâce au patient combat de Guy Mauffette qui, même seul, n'a pas craint de prendre les risques. Il n'a pas attendu que les chansonniers soient au fait de leur carrière pour leur rendre hommage et surtout croire en eux. Aujourd'hui Guy Mauffette continue encore avec le même raffinement, le même sens artistique.

Un bruit d'aile et le cabaret ouvre ses portes. Il s'y échappe un oiseau de nuit. Ce soit Le Cabaret du soir qui penche ou Les Samedis de

l'oiseau de nuit, c'est le même homme derrière le micro. Chaque émission présente une continuité par la cohérence du choix des disques.

Leur enchaînement n'est pas aléatoire, il est porteur de sens. On a l'impression d'écouter une longue histoire et pour ce faire, Guy Mauffette utilise deux techniques: ou bien il marque les transitions par une phrase-clé qui suggère une atmosphère, ou bien il donne à son silence une telle présence que l'auditeur porte mieux attention au choix et fait lui-même ses transitions. Guy Mauffette est un animateur au sens plein du mot, car il anime des disques, il ne met pas que des chansons successives pour meubler quatre heures par semaine de radio. On s'ennuie de la reprise de cette émission n'a fait l'objet d'aucun commentaire, d'aucune critique dans un journal sérieux.

Louise BLAIS et Claude MONFILS, chercheurs en littérature radiophonique  
Longueuil, le 8 novembre 1974.

### L'affaire des Haïtiens: une révision s'impose

M. Robert Andras, ministre fédéral de l'Immigration Le napalm canadien lancé au Vietnam avait un peu ébranlé notre fierté d'appartenir au pays qualifié de boy-scout des Nations-unies. Puis vint le renversement du gouvernement Allende au Chili, où M. A. Ross, notre ambassadeur, avec l'approbation du ministre des Affaires extérieures alors M. Mitchell Sharp (1), ouvrit sa porte avec parcimonie aux Chiliens qui venaient chercher refuge à l'ambassade du Canada. A ce moment-là, nous nous sommes pris à envier les Suédois et les Français dont les ambassadeurs à Santiago n'avaient pas craint d'accueillir chaleureusement ceux que poursuivaient les troupes du général Pinochet.

Le 9 novembre, comme pour justifier les craintes des responsables de la Communauté haïtienne à Montréal, le journal nous apprenait qu'un jeune déporté a été arrêté à son arrivée à Port-au-Prince. Combien faudra-t-il de cas semblables pour vous convaincre, monsieur le ministre? Vous n'êtes pas un simple fonctionnaire chargé de l'application des lois! Au contraire, nous vous avons élu pour veiller à ce que leur application ne cause pas de graves injustices. N'est-ce pas le cas en ce moment?

Vous auriez déclaré aux Communautés: "Si ces personnes quittent maintenant le Canada et présentent, de l'étranger une candidature et s'ils sont qualifiés, je suis prêt à accorder le consentement que l'article 35 de la loi sur l'immigration me permet de donner pour leur retour au Canada, comme cela a été fait dans le passé, non seulement pour ces Haïtiens, mais pour d'autres en des circonstances similaires". (Le Devoir, samedi, 9 novembre 1974).

Pourquoi ne pas étudier d'avance le dossier de tous les individus en cause et s'entendre avec le gouvernement des États-Unis pour que ces

famille que par la terreur; nous n'y croyons plus quand ce même pays se propose froidement de les renvoyer sur leur terre natale alors qu'une déclaration du consul de cette dernière nation, dénonçant la présence d'éléments communistes parmi eux, laisse prévoir des représailles de la part du gouvernement haïtien.

Si le Canada vaut la peine d'être préservé de l'éclatement, ce n'est pas pour sauver les millions des industries chimiques qui fabriquent le napalm, ni les investissements canadiens en Amérique du Sud ou ailleurs, mais bien plutôt pour voir se réaliser dans les faits ce sonnet de l'homme qui a semblé marquer nos énoncés de politique internationale.

Nous espérons que vous réviserez votre position dans cette déplorable affaire en songeant aux souffrances qu'un geste de votre part pourrait éviter.

Jeanne et Claude GUERNIER Duvernay (Laval), le 9 novembre 1974.

(1) Nous avons sous la main une lettre de M. Mitchell Sharp dans laquelle il affirme que: "Les mesures appliquées par M. Ross (ambassadeur du Canada à Santiago) ont évidemment été dictées par les instructions qu'il avait reçues du gouvernement et qu'il a exécutées à la satisfaction de ce dernier".

### Les vendeurs de revues à domicile

L'histoire est simple; elle se répète sans doute des dizaines de fois par jour au Québec.

Il est quinze heures. Vous êtes au salon, en train de lire ou de regarder la télévision. On sonne: vous répondez.

Bonjour, madame. Je représente la maison Maclean-Hunter. Je vous offre un abonnement de trois ans à la revue Maclean et à la revue Châtelaine. C'est presque donné!

— Non, merci: je n'achète que les numéros qui m'intéressent...  
— C'est presque donné!  
— Non merci.

— Connaissez-vous la revue Parents?

— Oui, je la lis régulièrement.

— Nous pouvons vous abonner à la revue Parents.

— Oui?

— Vous épargnez \$5.00 en achetant la revue de nous.

Aussitôt dit, le vendeur m'exhibe le dernier numéro de la revue Parents, que je n'ai pas encore eu le temps d'acheter. Etomée, je lui fais remarquer que c'est une revue française dont le marché publicitaire n'englobe évidemment pas le Canada. Le vendeur a déjà sorti une formule de commande:

— Vous faites une bonne affaire, madame.

Vous faites comme moi: vous signez. Dix-huit heures. Arrive votre mari. Vous lui annoncez l'heureuse transaction. Contrai-

ment à votre attente, il n'explose pas de joie. Sa première réaction est de méfiance: comment une revue peut-elle réduire ainsi son prix de vente à des entreprises qui, par leur publicité, assurent son existence sans européennes et ne sont pas actives sur nos marchés. Le mari, qui a déjà eu une mauvaise expérience avec un vendeur de revues, se doute bien qu'il y a anguille sous roche. Pourtant, le vendeur a été catégorique et la formule que vous avez signée n'est équivoque: il s'agit bien d'un abonnement d'un an à la revue Parents.

Un mois plus tard, le suspense se dénoue. La revue que vous recevez n'est pas le périodique français Parents, mais l'américain Parents' Magazine and Better Family Living! Humiliée d'avoir été victime de cette duperie, vous réagissez rapidement. Vous écrivez au Maclean-

Hunter Readers' Club en exigeant remboursement immédiat des \$6.95 qu'on vous a extorqués sous de fausses représentations. Vous les menacez de procédures légales. Evidemment, vous ne recevez aucune réponse. Vous ne vous dégonflez pas: c'est une question de principe et de respect de soi! Vous vous rendez à la cour des petites créances et exposez votre cas au greffier. Deux semaines plus tard, vous recevez un chèque: \$6.95 plus \$5.00 de frais de cour. Vous reprenez confiance en vous-mêmes-mêmes et louez ce mécanisme qu'on appelle cour des petites créances. Vous prenez une résolution: je n'achèterai plus jamais de revues de la part d'un colporteur. Et, intérieurement, vous faites un sursaut: que toutes les Québécoises prennent la même résolution!

Franc K. de Bonville

St-Foy, le 11 novembre 1974.

## bloc-notes

### Un secret malsain

Il y a quelque chose de malsain dans le secret qui entoure le rapport Chaloux sur la corruption municipale et dans le contrôle que s'arrogent en cette affaire le ministre de la Justice. Loin de blâmer M. Jérôme Choquette, il faut l'appuyer dans toutes les enquêtes qu'il peut ordonner en matière de corruption d'officiers ou d'hommes publics, car il est le premier gardien de l'intégrité du gouvernement. Mais il ne doit pas, par contre, prêter le

flanc à l'arbitraire ni devenir le super-policier qui peut faire trembler juges et députés.

Il ne convenait pas que le ministre en personne annonce à la presse et à tout le public qu'un urbaniste allait faire l'objet de poursuites criminelles. Ces poursuites devaient être entamées, mais sans que la personne incriminée fasse l'objet d'autant de publicité de la part du ministre de la Justice. Là au contraire où M. Jérôme

Choquette doit être moins secret et ne pas craindre de saisir l'Assemblée nationale et le public de la question, c'est quand un rapport de pré-enquête judiciaire est de nature à impliquer des députés ou des officiers publics.

Par la fonction qu'il occupe, le ministre de la Justice est à même d'ouvrir des dossiers ou de recueillir des informations touchant les membres de l'Assemblée nationale. Il ne doit ouvrir la porte ni à des soupçons de favo-

ritisme ou de "cover-up", ni aux craintes qu'inspirent ses pouvoirs chez ses collègues du cabinet ou de l'Assemblée. M. Choquette ne doit pas agir de manière à laisser croire qu'il protège des collègues ou qu'il veut en mettre dans l'eau bouillante.

Si des députés sont impliqués dans des affaires criminelles ou simplement irrégulières, que le ministre agisse publiquement et promptement; sinon, il doit carrément dire qu'aucun député n'est en cause dans les affaires dont il a été saisi, et ainsi mettre fin au suspense qui jette du discrédit sur l'ensemble des députés.

Un journal soutenu récemment que les libéraux avaient mis sur pied une équipe spéciale chargée d'enquêter sur tous les députés ministériels et de rectifier les choses avant qu'elles n'éclatent et mettent le parti et le gouvernement Bourassa dans l'embarras. S'il est bon qu'un parti politique prenne de telles précautions — plutôt avant qu'après une élection! — il est par contre mauvais que le ministre de la Justice semble retenu sinon caché des informations de cette nature.

Si des députés sont impliqués dans le rapport Chaloux et dans d'autres enquêtes, M. Jérôme Choquette ne peut permettre qu'ils soient privés d'informations des faits qui les concernent et aient ainsi le temps et la chance de prendre leurs précautions, sinon de faire disparaître des éléments de preuve requis par la justice. Un rapport comme celui du juge Chaloux n'a peut-être pas à être rendu public intégralement, mais les éléments essentiels ne doivent pas en être cachés ou déformés.

A cet égard, les juges ou les commissaires qui sont chargés d'enquêtes analogues doivent aussi se prémunir de leur côté contre l'utilisation qui peut être faite de leurs recommandations ou de leurs recherches. On a trop dans le passé "amélioré les lois" municipales et laissé filer les corruptus municipaux. La même "compréhension" ne doit pas prévaloir à l'Assemblée nationale!

Jean-Claude LECLERC

### la parole du jour

"Tu n'opprimeras pas l'étranger." — Exode 23,9 (Législation mise par écrit au dixième siècle avant JC)

"Il n'y a qu'un seul Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous, par tous et en tous" — Ephésiens 4,6.

### L'ancien et le nouveau

## La tentation du spectacle

par JEAN MARTUCCI

Le goût du spectacle et le culte du merveilleux constituent pour l'homme une tentation de tous les domaines et de tous les instants. Dans le monde politique, par exemple, c'est la solution de facilité par excellence et le meilleur camouflage du vide idéologique. Mais, puisque le spectacle a pour fonction de faire voir les choses, la tentation du spectacle est plus vive dans tout ce qui échappe au contrôle de la raison ou ne tombe pas habituellement sous l'emprise des sens. La religion, de ce point de vue, offre un terrain de choix à la tentation du spectacle qui joue alors sur le besoin qu'on a d'un appui logique ou sensible que refuse la foi vraie.

Jésus, au dire de saint Marc, a germé du plus profond de ses entrailles devant ceux qui lui demandaient un signe spectaculaire. Il leur a déclaré péremptoirement qu'ils n'en auraient pas et il les a plantés là pour s'en aller ailleurs. Des premières pages de leurs écrits respectifs, Matthieu et Luc, dans leur langue imagée, présentent un Jésus qui refuse de se jeter du haut du Temple en bas pour se disant prouver qui il est. Jean préfère parler de signes plutôt que de prodiges. C'est dans cette lumière qu'il faut interpréter les récits évangéliques de miracles. La science exégétique a prouvé qu'ils n'ont pas tous le même degré d'historicité, mais il reste que Jésus a très certainement posé des gestes inexplicables pour leurs témoins. Même là, cependant, Jésus ne

cherche pas à les entourer de publicité, bien au contraire, et il n'en fait pas cet usage apologétique qui a marqué le pieux rationalisme catholique du siècle dernier. On a certes le droit de parler de miracles, mais il faut le faire sans violer la raison et sans dénaturer la foi. Certains parlent de Jésus comme s'il avait voulu forcer, à coups de miracles, la liberté des hommes et le mystère de Dieu. Ils veulent à tout prix voir en Jésus un faiseur de miracles à jet continu. Ils cèdent à la tentation du spectacle, celle-là même que Jésus a repoussée. Jésus est "passé en faisant le bien" (Actes 10,38) et il a offert comme autant de signes, respectueux de l'homme et de Dieu, les occasions où son amour est allé au-delà de toutes les attentes normales.

Mais la tentation du spectacle ne porte pas seulement sur le Jésus de l'histoire: elle affecte aussi notre vision du Christ glorieux. Empruntant au style imagé des apocalypses de leur temps, plusieurs textes du Nouveau Testament parlent d'une fin des temps qui sera marquée par "des signes dans le soleil, la lune et les étoiles" et précédée de "tremblements de terre, de pestes et de famines". Ces images ont été transformées en spectacle effrayant qu'aurait à subir les hommes du dernier jour du monde. Tant et si bien qu'il a fallu relativement peu de temps, dans la tradition chrétienne, pour que les croyants se mettent à avoir peur de ce que la primitive Eglise espérait de toutes

ses forces: l'avènement glorieux de Jésus. Les premiers chrétiens répétaient "Marana Tha" c'est-à-dire "Viens, Seigneur, viens" tandis que les chrétiens d'aujourd'hui, atterrés par des textes dont ils ne comprennent plus le sens, souhaitent que tarde à venir le plus longtemps possible le dernier jour du monde et espèrent secrètement de ne pas être vivants quand il arrivera! Le "signe du Fils de l'homme" venant sur les nuées du ciel", au lieu d'être la lumière et l'évidence rendant inutile la foi devenue superflue, s'est transformé en un spectacle et, même, un spectacle de terreur. Tombant dans les comptes apocalyptiques dénoncés par Jésus lui-même, on s'est mis à chercher et à prédire le jour et l'heure dont il est dit que "nul ne les connaît, ni les anges, ni les Fils, personne que le Père, seul" (Matthieu 24,36).

Prenant au pied de la lettre le langage que Matthieu, tribunataire d'une culture juive, emploie à propos de la mort et de la résurrection de Jésus, on a fait même de ce mystère un autre spectacle où les rochers se fendent et la terre tremble. Pourtant, Matthieu nous dit par là, que, dans la mort-résurrection de Jésus, la fin du monde est déjà commencée. Nous sommes entrés, pour la foi, dans un temps nouveau, celui d'un processus irréversible de transformation totale. L'univers nouveau est là, donné, et son déploiement n'est pas un spectacle à attendre, mais une responsabilité à assumer.



## des idées

## des événements

## des hommes

## document

# Texte de l'accord de principe entre Québec et les Autochtones de la Baie James

## 1) Obligations des Cris de la Baie James et des Inuit du Québec

En considération des droits et bénéfices établis aux présentes en faveur des Cris de la baie James et des Inuit du Québec, les Cris de la baie James et les Inuit du Québec s'engagent à céder, abandonner et transporter toutes leurs réclamations, droits, titres et intérêts sur et dans les terres du Québec, quels qu'ils soient, en vertu d'une entente finale à laquelle il est ci-après référé.

## 2) Obligations des autres parties:

Les gouvernements du Québec et du Canada, la Société d'énergie de la baie James, la Société de développement de la baie James et la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) s'engagent dans la mesure de leurs obligations respectives définies aux présentes, en considération de ladite cession, dudit abandon et dudit transport dont il a été fait mention à l'article 1 des présentes, de donner, de concéder, de reconnaître et de procurer aux Cris de la baie James et aux Inuit du Québec, en vertu de l'entente finale, les droits et bénéfices établis aux présentes et qui seront détaillés dans l'entente finale.

Le gouvernement du Canada par les présentes approuve la présente entente de principe et les dispositions qui y sont contenues et qui concernent le gouvernement du Canada et y consent.

## 3) Entente finale

L'entente finale qui énoncera tous les droits et obligations des parties et qui contiendra toutes les dispositions de la présente entente devra être signée le 1er novembre 1975 ou plus tard, ou à une date ultérieure qui aura été mutuellement convenue par les parties aux présentes. Si les parties ne peuvent arriver à s'entendre en ce qui a trait aux questions qui demeurent à être négociées en vertu des présentes, la présente entente n'aura aucune force ou effet.

La présente entente de principe est sans préjudice des droits des parties au cas où l'entente finale ne serait pas signée en conformité avec les termes des présentes. Cependant, les parties s'engagent par les présentes à suspendre, jusqu'au 1er novembre 1975 ou jusqu'à toute autre date pouvant être convenue par Québec et par les Autochtones, toutes les procédures judiciaires relatives au projet de la baie James ou aux réclamations, droits, titres et intérêts des Cris de la baie James et des Inuit du Québec dans les terres, y compris les effets de tout jugement rendu ou à rendre en résultant, ainsi qu'à ne pas instituer de nouvelles procédures judiciaires s'y rapportant, excepté

tion faite des droits des parties d'instituer toutes procédures nécessaires à toute demande de permission d'appeler et pour inscrire (porter) en appel de chaque décision devant être rendue par la Cour d'appel du Québec dans les causes portant les numéros 09-000890-73 C.A., 09-000896-73 C.A., 09-000905-73 C.A., 09-000906-73 C.A., ou pour contester ces procédures.

Les parties à l'entente finale devront inclure les parties à la présente entente de principe.

## 4) Législation

Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec devront recommander respectivement au Parlement et à l'Assemblée nationale du Québec, dès la signature de l'entente finale, une législation appropriée incorporant l'entente finale sans amendement, addition ni suppression afin de protéger, sauvegarder et conserver les droits et les obligations contenus dans l'entente finale.

## 5) Abandon et extinction des réclamations et (ou) des droits

A. L'entente finale devra pourvoir à l'extinction de toutes réclamations, de tous droits, titres et intérêts de tous les Indiens et tous les Inuit sur et dans les terres transférées au Québec par le Canada de par lesdites Lois de 1898 et 1912, ci-après désignées sous le nom de "Territoire", laquelle extinction sera sans préjudice des réclamations pour indemnité quant aux Indiens ou Inuit non parties à l'entente finale.

B. L'entente finale devra pourvoir à l'allocation de certaines terres aux parties Indiennes et Inuit, à la reconnaissance de certains droits d'usage traditionnel par ces parties dans d'autres régions du Territoire, et à d'autres droits et bénéfices, le tout tel qu'il est énoncé ci-après.

## 6) Droits de citoyens

Rien de ce qui est contenu dans l'entente finale ne portera préjudice aux droits des Autochtones en tant que citoyens canadiens du Québec, et ils pourrout de ce fait jouir de l'exercice de tous les droits et bénéfices auxquels ont droit tous les autres citoyens, compte tenu de la Loi sur les Indiens (dans la mesure où elle s'applique) et de toute autre législation qui s'applique à eux.

## 7) Programmes fédéraux et provinciaux

Les programmes fédéraux et provinciaux et le financement, ainsi que les obligations des gouvernements fédéral et provincial, continueront de s'appliquer aux Cris de la baie James et aux Inuits du Québec sur la même base que pour les autres Indiens et Inuit du Canada dans le cas des programmes fédé-

raux, et que pour ceux du Québec dans le cas des programmes provinciaux, compte tenu des critères établis de temps à autre relativement à l'application de ces programmes.

## 8) Changements au projet — Le complexe La Grande (1974)

Le projet de la baie James que le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James et l'Hydro-Québec peuvent construire devra être substantiellement conforme à, et être le complexe visé par la Description technique — LE COMPLEXE LA GRANDE (1974), y compris LA I et EM I, présenté par la Société d'énergie de la Baie James en date de juillet 1974, à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts de l'Assemblée nationale du Québec, sous réserve des changements suivants:

A. Les installations de LG I visées par ladite description technique et que l'on décrit comme étant situées au mille 22, ne seront pas construites au mille 22 mais pourront être construites au mille 54 ou aux environs, avec les changements nécessaires à leur localisation au mille 54.

B. En ce qui concerne le détournement des rivières Eastmain et Opinaca dans le bassin de la Grande:

(i) Le débit des rivières Eastmain et Opinaca sera maintenu à 10% du débit pendant des périodes de temps équivalant à deux mois par année. Ceci signifie que l'on maintiendra seulement environ 2% du débit annuel total actuel en aval du point de détournement. Un groupe d'études conjoint sera constitué afin d'évaluer les avantages du maintien d'un tel débit et de faire une recommandation à savoir si le maintien d'un tel débit est justifié par rapport à ces avantages; dans le cas contraire, le débit ne sera pas maintenu, et toute économie de coût jusqu'à concurrence de \$13 millions pourra plutôt être appliquée aux travaux de correction ou à la réduction des régions inondées conformément aux termes et conditions à convenir conjointement.

(ii) Il y aura d'autres négociations pour tenter sérieusement de réduire l'inondation et tout particulièrement ses répercussions sur la récolte autochtone si les coûts pour la Société d'énergie de la Baie James sont sensiblement les mêmes.

(iii) En signe de bonne foi, la bande d'Eastmain se verra attribuer 20 milles carrés en réserve et 30 milles carrés additionnels en terres de la catégorie II. En plus, la bande d'Eastmain obtiendra aussi 175 milles carrés (75 milles carrés de terres de la catégorie I et 100 milles carrés de terres de la catégorie II), à moins que l'inondation de l'étendue indiquée sur les plans actuels, y compris EM I, ne soit substantiellement réduite.

(iv) De toute façon, il sera garanti aux habitants de Fort Chimo la même récolte de poissons moyennant un effort égal et la Société d'énergie de la Baie James prendra les mesures nécessaires pour ce faire à ses propres frais.

C. De toute façon, il sera garanti aux habitants de Fort Chimo la même récolte de poissons moyennant un effort égal et la Société d'énergie de la Baie James prendra les mesures nécessaires pour ce faire à ses propres frais. Une étude conjointe sera faite pour déterminer la moyenne de prise des 5 dernières années. Il y aura un programme d'études conjointes (Québec/Société d'énergie de la Baie James — Autochtones) et des mesures correctives seront prises pour minimiser dans la mesure du raisonnable les répercussions du détournement de la Olanipassac particulièrement sur le saumon.

D. Une partie substantielle des arbres dans les réservoirs formés par le détournement des rivières Eastmain et Opinaca et dans le réservoir de LG I sera coupée avant ou pendant l'inondation.

E. Des travaux de correction d'ordre général seront exécutés aux frais de la Société d'énergie de la Baie James pour minimiser dans la mesure du raisonnable tous les dommages possibles et probables causés par le projet aux Autochtones ou aux animaux, oiseaux et poissons dont ils dépendent.

F. Tous les coûts et dépenses dont le déboursement est prévu au présent article 8 seront imputés à et payés par Québec et (ou) à et par la Société d'énergie de la Baie James.

## 9) Travaux de compensation et (ou) de correction ou engagements

A. Le gouvernement du Québec et (ou) la Société d'énergie de la Baie James installeront à leurs propres frais un système de prise d'eau pour les établis-

sements de Eastmain et de Fort George.

B. Aucune ville permanente non autochtone ne sera érigée pendant la construction du projet hydroélectrique de la baie James dans la région Eastmain-Opinaca aux fins de ce projet.

C. Des négociations se poursuivront relativement à la construction et à l'entretien de routes d'accès pour relier les établissements de Eastmain, Paint Hills (Wemindji) et Rupert House à la route principale Port George — Matagami.

D. Les propositions du gouvernement du Québec ci-jointes comme annexe "A" sont amendées concernant la première mesure relative à la protection de l'environnement de façon que ladite mesure consiste en ce qui suit:

"La capture et la relocalisation de la faune terrestre avant l'inondation (caribou, orignal, castor, ours). Les Indiens et les Inuit seront ceux qui entreprendront ces travaux s'ils le désirent".

E. La gestion des fluctuations du niveau de l'eau sera faite en tenant compte de considérations relatives à l'environnement.

F. Un mécanisme sera établi selon lequel tout trapper dont le matériel, etc., a été endommagé pourra recevoir un dédommagement personnel en raison de réclamations valables.

G. Le gouvernement du Québec et (ou) la Société d'énergie de la Baie James subventionneront la réorganisation des lignes de piégeage des habitants de Eastmain et de Paint Hills affectés par le projet hydroélectrique de façon à ce qu'ils atteignent le même niveau de récolte à des fins de subsistance que le niveau actuel établi d'après la moyenne des 5 dernières années, moyennant un effort égal, et devront payer tous les frais légitimes y relatifs. Ces programmes incluront des programmes pour les animaux à fourrure et le gros gibier. Ces programmes doivent inclure de la main-d'œuvre Cris rémunérée. Ces programmes doivent inclure la possibilité de coopérations.

H. Tous les coûts et dépenses dont le déboursement est prévu au présent article 9 seront imputés à et (ou) payés par Québec et (ou) à et par la Société d'énergie de la Baie James.

## 10) Terres

A. Québec attribuera 2,000 milles carrés en réserves aux Cris de la baie James (terres de la catégorie I) dont approximativement 120 milles carrés iront aux Cris de Great Whale River quoiqu'ils feront techniquement partie des terres de la catégorie I au nord du 55e parallèle. Les 1,880 milles carrés restants au-dessous du 55e parallèle seront répartis parmi les bandes Cris sur une base proportionnelle à la population. La bande d'Eastmain aura 20 milles carrés de plus en réserves, tel qu'il est indiqué à l'article 8 B(iii), en plus de sa part proportionnelle des 1,880 milles carrés approximativement, au-dessous du 55e parallèle. Ainsi, le total des terres en réserves pour les Cris de la baie James au-dessous du 55e parallèle s'élèvera à 1,900 milles carrés et les Cris de Great Whale River auront l'option d'avoir une réserve d'au moins 120 milles carrés.

Parmi les 1,880 milles carrés des terres de la catégorie attribuée aux Cris de la baie James, les Inuit de Fort George auront droit à leur part proportionnelle de ces terres, s'ils le veulent, laquelle sera basée sur la population totale Cris et Inuit au sud du 55e parallèle. En pratique, ceci signifie que les Inuit de Fort George auront droit à une superficie de l'ordre de 16 à 20 milles carrés en terres de la catégorie I, lesquelles terres seront détenues aux fins de la communauté Inuit. Les Cris et les Inuit de Fort George décideront ensemble de la sélection des terres auxquelles les Inuit de Fort George ont droit (sous réserve de l'article 10 D).

Environ 1,274 milles carrés seront régis et administrés en vertu de la Loi sur les Indiens. Le reste des terres de la catégorie I pour les Cris de la baie James sera attribué de façon telle que la continuation de la juridiction provinciale sur ces terres soit assurée mais sous réserve des garanties légales en faveur des Cris de la baie James assurant leur droit d'usage et de bénéfice exclusifs à ces terres à toutes fins, à l'exception de ce qui est stipulé aux présentes et conformément aux dispositions du paragraphe précédent en faveur des Inuit de Fort George.

Québec donnera en propriété aux Inuit du Québec 3,250 milles carrés à des fins communautaires Inuit, sous réserve des restrictions qui seront négociées entre les parties et feront partie de l'entente finale (terres de la catégorie I), de façon telle que la continuation de la juridiction provinciale sur ces terres soit assurée mais sous réserve

des garanties légales en faveur des Inuit du Québec assurant ainsi leur droit d'usage et de bénéfice exclusifs à ces terres à toutes fins à l'exception de ce qui est stipulé aux présentes. Cette région sera répartie à peu près également en ce qui a trait aux communautés Inuit du Québec au nord du 55e parallèle. Cette région comprendra 120 milles carrés mis de côté pour les Cris de Great Whale River. Les Cris et les Inuit de Great Whale River décideront ensemble de la sélection des terres auxquelles les Cris de Great Whale River ont droit (sous réserve de l'article 10 D).

Aucune terre de la catégorie I ne peut être vendue ou cédée à la Couronne du chef du Québec, sans préjudice des droits du Canada en autant qu'il s'agit des 1,274 milles carrés des terres de la catégorie I qui seront régis et administrés en vertu de la Loi sur les Indiens.

Dans toutes les terres de la catégorie I, Québec sera propriétaire des minéraux et des droits dans le sous-sol mais aucun de ces minéraux ou de droit dans le sous-sol ne peut être obtenu, extrait, exploité ou exercé en ce qui a trait à ces terres, sans le consentement de la bande ou de la communauté Inuit en question possédant des droits sur ces terres dans la Province et sous réserve des intérêts autres que ceux de la Province, et seulement après paiement de l'indemnité ou des redevances convenues. Néanmoins, les Cris de la baie James et les Inuit du Québec seront propriétaires, à l'intérieur des terres de la catégorie I, des dépôts de stéatite (pierre de savon) ou de tous autres matériaux utilisés traditionnellement pour des travaux ou métiers d'artisanat. Les parties négocieront un régime relatif à l'utilisation de gravier et d'autres matériaux semblables à des fins d'usage personnel et communautaire et relatif à l'utilisation possible de la stéatite ailleurs que dans les terres de la catégorie I.

Ces terres seront assujetties à des servitudes publiques mais ce, uniquement contre indemnité (en terre ou en argent) sauf en ce qui a trait à des services présentant un avantage direct pour les terres de la catégorie I ou pour la bande, ou pour la communauté Inuit possédant des droits sur lesdites terres. Les termes et conditions des servitudes publiques seront négociés.

B. En plus des terres de la catégorie I, Québec mettra de côté une superficie de 25,030 milles carrés, y compris les 30 milles carrés dont il est question à l'article 8 B(iii), pour l'usage exclusif des Cris de la baie James au sud du 55e parallèle, lequel usage exclusif se limitera cependant à la chasse, à la pêche et au piégeage tels s'ils sont pratiqués traditionnellement et aux droits en vertu du régime de chasse, de pêche et de piégeage, tel qu'il est établi à l'annexe des présentes.

La superficie qui sera mise de côté pour les Inuit du Québec au nord du 55e parallèle, conformément à ce qui précède, sera de 35,000 milles carrés. Les Inuit de Fort George participeront dans les terres mises de côté pour l'usage exclusif autochtone au sud du 55e parallèle.

Ces terres, dites terres de la catégorie II, seront mises de côté de façon telle que la continuation de la juridiction provinciale sur ces terres soit assurée.

Ces terres, dites terres de la catégorie II, peuvent être prises par Québec à des fins de développement pourvu que ces terres soient remplacées ou pourvu que, si les Autochtones le désirent et qu'une entente puisse être conclue à ce sujet, ils soient indemnisés. Les restrictions relatives à l'accès des non autochtones à ces terres afin d'explorer les développements possibles ou des questions y relatives ou afin d'y faire des études scientifiques ou à des fins administratives, lesquelles fins administratives n'entraveront pas l'usage exclusif défini ci-dessus, y compris les droits et bénéfices mentionnés dans l'annexe "B", seront détaillées dans l'entente finale, l'intention étant que le gouvernement du Québec, ou les personnes autorisées par lui, auront accès auxdites terres pour lesdites fins selon lesdites conditions. De plus, les parties reconnaissent que des concessions forestières, des droits de coupe ou des droits forestiers équiva-

lents puissent exister dans les terres de la catégorie II, sous réserve des termes et conditions à convenir lors des négociations à venir. Les terres de la catégorie II seront assujetties à des servitudes publiques sans indemnité. En outre, en ce qui a trait aux terres de la catégorie II mises de côté pour les Inuit du Québec, Québec aura le droit de prendre jusqu'à 5,000 milles carrés à des fins de développement sans être obligé de remplacer lesdites terres ou d'indemniser les Inuit du Québec à cet égard.

C. Québec, ou les personnes autorisées par lui, auront le droit d'utiliser les terres de la catégorie III (c'est-à-dire toutes les terres non comprises dans les catégories I et II), y compris à des fins de développement.

D. La sélection des terres sera faite dans des régions mutuellement acceptables aux Autochtones et au Québec, et au Canada en ce qui a trait aux 2,744 milles carrés approximatifs des terres de la catégorie I qui seront régis en vertu de la Loi sur les Indiens, conformément aux critères suivants:

(i) la sélection des terres de la catégorie I se fera dans les régions des communautés existantes prenant en considération les conditions qui prévalent présentement, et,

(ii) les terres de la catégorie

● Chacun de leur côté, le gouvernement du Québec et les leaders des Autochtones de la baie James ont divulgué hier les grandes lignes de l'accord de principe qui met fin au litige judiciaire entre Québec et les Cris et les Inuit, du moins en principe. L'accord dévoile hier devant être suivi d'un accord plus précis définissant maintes modalités demeurent vagues. Il constitue néanmoins, de l'avis des deux parties en cause, un pas décisif vers une solution négociée. On trouvera ci-dessous le texte presque intégral du document historique. Ont participé à la signature du document les chefs de bandes Inuit et Cris, les représentants de la Société d'énergie de la baie James, de la Société de développement de la baie James, de l'Hydro-Québec, du gouvernement fédéral, L'accord porte la date du 15 novembre 1974.

Il prendront en considération leur productivité en faune et flore et les projets de développement existants connus.

E. En plus de ce dont il est fait mention plus haut, les Cris de la baie James auront une petite concession forestière ou des droits de coupe ou des droits forestiers équivalents.

## 11) Chasse, Pêche et Piégeage

Les droits de chasse, de pêche et de piégeage des Autochtones sont décrits dans l'annexe "B" ci-jointe. La liste des espèces réservées exclusivement aux Cris de la baie James et aux Inuit du Québec, autres que les animaux à fourrure et les poissons, feront l'objet de négociations à venir. Toutefois, les ours

et les loups feront aussi l'objet de négociations à venir.

## 12) Développement futur

En ce qui concerne la garantie et la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des Autochtones contre le développement futur des ressources renouvelables et non renouvelables du Territoire ou tout autre développement affectant le Territoire, il sera établi par voie d'entente lors des négociations une procédure suivant laquelle lesdits développements seront assujettis à des études évaluatives de leurs répercussions sur l'environnement et le milieu social en plus d'être assujettis à des règlements visant à ce que les répercussions sur les Autochtones et les ressources fau-

Suite à la page 6

## LES PRIX DE LA FONDATION J.I. SEGAL POUR LA CULTURE JUIVE

La Fondation J.I. Segal pour la culture juive de la Bibliothèque Publique Juive à Montréal, invite tous les écrivains canadiens, vivant au Canada ou vivant provisoirement hors du pays, qui écrivent en yiddish, hébreu ou français ou anglais sur des sujets hors de soumettre leurs oeuvres, publiées en 1974, ou dans leur forme de manuscrit.

Des prix de \$500.00 chacun seront décernés pour la meilleure oeuvre littéraire (prose, poésie, drame, etc.) par un jury nommé par la Fondation.

Les auteurs sont priés de soumettre (2) deux copies de leurs oeuvres (livres ou manuscrits) pas plus tard que le 31 janvier 1975.

Les manuscrits doivent être écrits à la machine, en espaces doubles, sur un côté de chaque page et doivent contenir assez de matériel pour imprimer un livre d'au moins 100 pages.

Des oeuvres qui ont déjà reçu des prix d'autres fonds littéraires ou fondations, ne seront pas acceptées.

Des prix seront également accordés pour des contributions importantes à l'éducation juive à Montréal, et à des réalisations artistiques (théâtre, musique, arts visuels etc.).

La présentation publique des prix aura lieu vers la fin du printemps ou au commencement de l'été 1975.

Les soumissions et les demandes d'information doivent être adressées à

Fondation J.I. Segal pour la Culture Juive  
a/s La Bibliothèque Publique Juive  
5151 Côte Ste-Catherine  
Montréal, Québec H3W 1M6



la fondation  
émile-girardin

Siège social:  
8175, boul. St-Laurent,  
Montréal, H2P 2M2

## BOURSES ATTRIBUÉES pour l'année scolaire 1974-75

\$34,770.00

La Fondation Émile-Girardin, organisme du Mouvement des Caisses Populaires Desjardins, est une oeuvre sociale destinée à promouvoir l'éducation et la recherche dans le domaine de la coopération, de l'économie, de la finance, de l'administration et des sciences humaines. À ces fins, elle accorde des bourses à des personnes désirant poursuivre des études dans des institutions canadiennes ou étrangères. Cette année, la Fondation Émile-Girardin est heureuse d'annoncer l'octroi de bourses aux personnes dont les noms suivent.

## BOURSIERS

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| 1. ARSENAULT, Normand<br>Dollard-des-Ormeaux     | 22. LAFOND, Pierre<br>Montréal        |
| 2. BEAUCHAMP, Marielle-Andrée<br>Ste-Foy         | 23. LAGUEUX, Conrad<br>Thetford Mines |
| 3. BEAUDOIN, Jean-Guy<br>Lourdes du Blanc Sablon | 24. LANQUETTE, Lise<br>Ville d'Anjou  |
| 4. BOURDON, Chantal<br>Montréal                  | 25. LAPORTE, Paul-Henri<br>Albanel    |
| 5. BOUTIN, Claude<br>St-Félicien                 | 26. LAVOIE, Françoise,<br>Montréal    |
| 6. CAMUS, Michel<br>Montréal                     | 27. LECLERC, Nicole<br>Montréal-Nord  |
| 7. CARDINAL, Aurèle<br>Laval                     | 28. LEDUC, Murielle<br>Montréal       |
| 8. CARRIERE, Aline<br>Verdun                     | 29. MARTIN, Gérard<br>St-Hyacinthe    |
| 9. CÔTE, Florent<br>Ste-Foy                      | 30. MIRON, Robert<br>Montréal         |
| 10. CÔTÉ, Marguerite<br>Sherbrooke               | 31. MORIN, Serge<br>Montréal          |
| 11. COURNOYER, André<br>St-Robert                | 32. NAULT, L. Philippe<br>Los Angeles |
| 12. DESCHÊNES, Hervé<br>Ste-Foy                  | 33. NOËL, Nicole<br>Ste-Foy           |
| 13. DESLANDES, Alain<br>St-Valérien              | 34. OUELLET, Marcel<br>St-Éléuthère   |
| 14. DESLAURIERS, Jean-Pierre<br>Rouyn-Noranda    | 35. PAILLE, Daniel<br>Montréal        |
| 15. DIONNE, Alain<br>St-Onésime                  | 36. POULIN, Raymond<br>St-Georges Est |
| 16. FORTIER, Daniel<br>Longueuil                 | 37. RODNEY, Helen<br>Victoria         |
| 17. GENDREAU, René<br>La Providence              | 38. ROY, Henri<br>Québec              |
| 18. GIRARDIN, Pierre<br>Trois-Rivières           | 39. ROY, Serge<br>Montréal            |
| 19. JACQUES, Thérèse<br>Boucherville             | 40. THISDALE, Louise<br>Montréal      |
| 20. LACOMBE, Claudette<br>Montréal               | 41. TREMBLAY, Benoit<br>Montréal      |
| 21. LAFLEUR, Nicole<br>St-André Est              | 42. TRUDEAU, Paul-Émile<br>Montréal   |
|  | 43. VOYER, Pierre<br>St-Hyacinthe     |

CHURCH OF THE ASCENSION OF OUR LORD  
ANGLE SHERBROOKE O. ET AVE CLARK  
WESTMOUNT

## MUSIQUE DE J. S. BACH

PHILIPS MOTLEY — Organiste  
RICHARD HAQUE — Bariton

DIMANCHE LE 17 NOVEMBRE 3:30 P.M.  
ENTRÉE LIBRE



## "Grand Prix Littéraire de la Ville de Montréal"

1974-75

## — RÈGLEMENTS —

1. L'ouvrage primé doit avoir été édité à Montréal.
2. Dans le cas de coédition, l'édition étrangère devra porter le nom du coéditeur montréalais.
3. Le prix est décerné à l'auteur d'une oeuvre littéraire éditée sous forme de livre pour la première fois au cours de l'année précédente (roman, nouvelle, poésie, essai, histoire, etc.) (1974).
4. Le prix à décerner consistera dans le versement à l'auteur de l'ouvrage primé d'une somme de \$3,000;
5. Le Conseil des Arts paie les frais d'attribution du prix et les autres frais incidents;
6. Le Conseil des Arts forme un jury de gens de lettres et suggère au Conseil municipal la formation du jury du Grand Prix.

Tous les ouvrages doivent parvenir au Secrétariat du Conseil des Arts de Montréal avant 16 heures, le 14 janvier 1975 date limite pour l'inscription.

Les formulaires d'inscription peuvent être obtenus à l'adresse sous-mentionnée.

CONSEIL DES ARTS DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

Édifice Jacques-Viger  
700 est, rue Craig, suite 112, Montréal (Québec) H2Y 1A6  
Tél.: 866-4114 et 872-2074

C'est le temps  
de faire installer les  
GOUTTIÈRES  
(HO-DO)  
Galvanisées, cuivre  
aluminium  
Estimation gratuite  
Montréal 322-4160  
Québec 872-9244  
PRIMEAU MÉTAL INC.



suïtes  
de la première  
page

## BAIE JAMES

non cantonnées étaient, à ce qu'il semble, conservés sous clé à l'intention des journalistes mais l'on perdait un précieux temps à réperer le fonctionnaire autorisé à libérer cette précieuse denrée.

M. Bourassa précisa que la modification aux plans initiaux entraînera une perte de 300 mégawatts (sur les 10,000 prévus) mais il ne saurait apposer un chiffre précis pour cette perte d'énergie, en raison du déménagement au mile 54 de la rivière Fort-George du barrage LG 1.

Le chef du gouvernement québécois souligne qu'il s'agit d'une première, que jamais une province n'en est venue à une entente du genre avec sa population indienne ou esquimaude.

M. Clacchia estime que ce texte consacre dans les faits des droits qui existaient, mais ne voudrait pas s'engager sur l'aspect juridique de la question — l'on se rappelle que les Indiens et les Inuits avaient obtenu l'arrêt provisoire des travaux à la Baie James, par décision du juge Robert Malouf, en novembre dernier. Le gouvernement offrait par la suite un projet d'entente en 11 points, projet qui tient toujours — si les populations visées y consentent — hormis quelques dispositions amendées dans le texte de 30 pages paraphé hier.

Par cette entente de principe, avait auparavant déclaré le chef Bill Diamond, de la bande de Rupert House, nous croyons avoir éliminé les effets les plus néfastes quant à notre mode de vie. Les traités signés par le passé ont toujours établi un règlement une fois pour toutes, continue le chef, mais « nous croyons que les Cris n'ont pas réglé une fois pour toutes leurs réclamations territoriales » qui feront l'objet de négociations d'ici le 1er novembre 1975.

Cette entente est une grande victoire pour nous, affirme le chef Cris, puisque nous ne sommes que 6,000 Cris sur 6 millions du Québec et ce n'est pas souvent qu'un aussi petit groupe de personnes arrive à faire modifier les plans d'un barrage d'envergure.

Même cri de jubilation chez Charles W. Watt, principal porte-parole des Inuits, qui rappelle que son peuple s'est battu, non pas par goût mais parce qu'il était forcé de le faire et qu'il a fallu que les Inuits s'organisent afin de ne pas disparaître. La culture et l'héritage des Inuits, souhaite Watt, enrichiront l'ensemble canadien de la même manière que la culture et l'héritage français.

En cours de négociations, le gouvernement québécois devra assumer le coût (en partie) du transport du grand conseil des Cris.

De part et d'autre du 55ème parallèle, un nouveau mode de vie s'amorce ainsi pour des populations qui devront gérer collectivement des sommes importantes, en venir petit à petit à des modes de gouvernement (régional et local) similaires à ceux des corporations municipales et des communautés urbaines.

Sont admissibles à de telles retombées de l'entente: tous les Indiens Cris ayant le statut d'Indiens le 15 novembre 1974 (les Cris n'ayant pas le statut d'Indiens peuvent se prévaloir des clauses touchant la chasse et la pêche et d'autres bénéfices « à négocier »). Sont aussi couverts par la future entente: les Inuits en possession d'un numéro de disque ou ayant un quantum d'au moins un quart de sang Inuit, et toute personne considérée et admise

comme Inuit par les communautés Inuit. A noter que la contestation devant les tribunaux avait été rendue possible, pour les Cris et les Inuits, grâce à une subvention de \$1 million du gouvernement fédéral. Une équipe dirigée par Me James O'Reilly avait fourni l'équipe de recherche et assurait la défense de l'ensemble des populations autochtones face à ce que les Indiens et Inuits considéraient comme une violation de leur territoire par la Société de Développement de la baie James.

A la Chambre des Communes, hier, la secrétaire parlementaire du ministre Buchanan, Mme Iona Campagnolo, a rappelé que l'entente ratifiée hier à Montréal n'était qu'une entente de principe et qu'elle devait faire l'objet de négociations ultérieures. Pour le Parti conservateur, Mme Flora MacDonald a de son côté souhaité que l'entente ne serve pas de modèle au règlement de revendications territoriales des autochtones d'autres parties du pays.

Mme MacDonald a souligné que la compensation offerte ne représentait que 1,3% de l'évaluation totale du projet mais qu'il fallait tenir compte de la chance offerte aux autochtones de participer aux décisions, à l'avenir.

## DES CHÈQUES

quelques jours, et il se pourrait, selon certaines informations, que leur procureur soit alors Me Jean-René Maranda, un criminaliste bien connu.

Devant l'allure plutôt « étrange » de certaines opérations financières du local 144 — il manque notamment 72 pages dans la comptabilité déposée devant la commission, a-t-on appris de source proche du 144 — le commissaire Brian Mulroney a demandé au procureur Jean Dutil d'émettre un sub poena à l'endroit de M. François Bélanger, le gérant de la succursale de la Banque Canadienne nationale où s'effectuait les transactions de l'association.

Le procureur de la commission a fait remarquer à ce sujet que la BCN avait favorisé dans la mesure du possible le travail des enquêteurs, sauf la succursale dirigée par M. Bélanger.

La plupart des montants d'argent versés par les employeurs leur ont été soutirés parce que ceux-ci voulaient installer sur leurs chantiers des produits n'affichant pas l'étiquette syndicale du local 144, en syndicat formé essentiellement des travailleurs de la construction. Une grande partie des équipements en cause sont fabriqués en usine à des taux de salaire inférieurs à ceux de la construction. 144, un syndicat formé essentiellement ployeurs de faire de l'argent sur le dos de ses membres, qualifié du même soufflé de « scabs » les travailleurs de la CSN et de la FTQ qui produisent ces mêmes produits en usine.

Les compensations obtenues des employeurs qui ont défilé hier devant la commission, dépassent les \$100,000. Un de ces employeurs, la compagnie Connelly and Twissel a versé à elle-même \$60,350 au 144. Les entrepreneurs ainsi sollicités obtiennent le remboursement de ces dépenses des propriétaires des projets de construction. Quelques-uns des propriétaires et des entrepreneurs ont admis hier qu'ils préféraient payer les montants exigés et les considérer comme « une assurance contre les problèmes » plutôt que de se revendiquer du décret provincial de la construction. Celui-ci interdit formellement ces pratiques aux unions ou syndicats.

## JUGE ANTIL

Par suite de cet incident, le procès ne devait pas se poursuivre longtemps. Le jour même, assisté de Me Frank Shoofey, Edwin Pearson présente un premier chef de prohibition pour enlever au juge Antil sa juridiction dans l'affaire.

Son principal argument est que l'expulsion de son ami Lucien Proulx est un excès de juridiction qui empêche que le procès soit ouvert sans restriction au public

# Comment propulser le PQ au pouvoir ?

par Gilles Lesage

QUEBEC — L'enjeu du cinquième congrès général du Parti québécois qui a débuté hier soir à Québec semble être le suivant: comment, au-delà des raffinements idéologiques, propulser vers le pouvoir une machine patiemment bâtie et rodée depuis sept ans déjà?

Le pouvoir d'abord, l'indépendance ensuite, pourrait-on dire en caricaturant à peine l'humeur des quelque 1,500 délégués et le thème qui court en filigrane dans les documents officiels des assises.

« Le Québec, ça vaut le coup... d'écouter, d'informer, de s'organiser », peut-on en effet lire un peu partout au Petit Colisée.

Très nettement, les congressistes ne veulent pas se perdre dans les menaces et les méandres d'un programme, qui est d'ailleurs bien flou, mais bien plutôt se donner les outils qui leur manquent; plutôt que d'organiser le programme, ils veulent un programme d'organisation.

De façon latente ou ouverte, les militants péquistes veulent s'ouvrir à l'extérieur, se rendre perméables aux préoccupations quotidiennes des quelques centaines de milliers de Québécois dont ils ont besoin pour prendre le pouvoir. Ils veulent mettre un terme aux erreurs tactiques qui font la joie des libéraux et profiter de l'expérience heureuse du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), qui a réussi à ébranler M. Drapeau.

Ouverture et pénétration, tels sont les mots-clés de ces assises. Qu'il s'agisse

d'organisation proprement dite (et du rôle de l'équipe de M. Marcel Léger, qui a même réussi à amadouer M. René Lévesque), des relations entre les instances du Parti, plus particulièrement entre l'exécutif et l'aile parlementaire devenue l'opposition officielle, qu'il s'agisse même du débat capital sur l'accession à la souveraineté, les préoccupations des délégués ont un dénominateur commun: vaincre les obstacles, sécuriser la population, cheminer avec elle.

De toute évidence, la direction du PQ et la majorité des militants, forts de deux ou trois luttes électorales, veulent briser les portes du cénacle et sacrifier la pureté doctrinale des « victoires morales » à des modes d'action qui acceptent les Québécois tels qu'ils sont et non tels que les « nostalgiques » les voudraient, pour reprendre un mot de M. Lévesque.

Cette perspective concrète peut prendre appui sur une certaine impatience et sur divers indices, dont le sondage récent de La Presse, qui indique un net recul des libéraux, des gains pour l'idée de l'indépendance et celle d'un référendum préalable.

En un certain sens, ce cinquième congrès du PQ devrait trancher nettement d'avec les précédents et ressembler davantage à celui de tout autre parti politique, dont le but premier est de prendre le pouvoir. Le pouvoir sans lequel les programmes les plus complets, les réformes les plus ambitieuses ne peuvent être mis en route.

Lucien Proulx avait intenté une poursuite civile de \$50,000 contre le juge Antil et avait porté de plus une accusation criminelle d'assaut contre le huissier du magistrat qui l'avait ramené dans la Cour. (La poursuite au civil traîne toujours devant les tribunaux tandis que l'accusation criminelle contre le huissier a été rejetée à trois reprises depuis).

De plus, le président de l'Association des avocats de la défense, le criminaliste Rolland Blais, avait fait appel publiquement à tous ceux qui avaient à se plaindre du juge Antil afin qu'ils lui fassent parvenir les détails pour constituer un dossier en vue de recommander la destitution du juge.

De son côté, las de ces tentatives, le juge Antil avait demandé au Barreau d'enquêter sur la conduite professionnelle de Mes Frank Shoofey, Maurice Hébert et Rolland Blais. Il affirmait que jamais le Barreau ne donna suite à cette réclamation.

Après l'intervention du bâtonnier Moisan, le 15 octobre 1972, le juge Antil rejoint le ministre de la Justice et s'empie à le convaincre, dossiers en mains, qu'il était victime d'une machination et que le ministère de la Justice à titre de défenseur, se devait de porter le jugement Huggessen en appel. A cette occasion, le juge Antil dit avoir démontré au ministre liaison en matière criminelle du Barreau demandant que le juge Antil soit empêché de siéger. A ce moment, ce comité était présidé par Me Harvey Yarosky, procureur des notaires Caplan, accusés il y a plusieurs années déjà d'une fraude de \$8 millions aux dépens de plus de 79 personnes. C'est le juge Antil qui, refusant de remettre une nouvelle fois la cause, avait présidé l'enquête préliminaire des frères Caplan et qui par la suite les avait cités au procès. Or, au meurtre du juge Antil entendant le procès de Edwin Pearson, dans une salle attenante se déroulait le procès des notaires Caplan. La démarche du comité Yarosky faisait suite d'autre part à une série d'autres incidents.

Quelques jours après la présentation du premier bref de prohibition de Pearson,

Dans son document d'appui aux délégués, M. Lévesque lui-même fait état de cette préoccupation « électoraliste »: à trois ans des élections, et peut-être moins, dit-il, le Parti doit se donner un « indispensable nouvel élan ».

Il évoque une « offensive qui devrait permettre un nouveau bond en avant » et la nécessité de lever certaines « hypothèques » de la dernière campagne, qu'il ne nomme pas.

Sur le plan prioritaire de l'action politique, ajoute le président, le Parti doit resserrer les liens avec les groupes de citoyens, améliorer ses méthodes de pénétration et ses prises de position, et participer pleinement au travail parlementaire.

Bien sûr, plusieurs points du programme seront discutés à l'avance, surtout celui de l'accession à la souveraineté, mais ils le seront dans une perspective plus électorale, au meilleur sens du mot.

Aujourd'hui, les délégués se répartissent dans trente ateliers, dont dix seulement étudieront les 350 résolutions envoyées par les différentes instances du Parti, et qui feront demain l'objet des discussions en assemblée plénière. C'est là, notamment, que se fera le débat sur l'accession à la souveraineté. En étudiant ce thème et les autres, dit un communiqué officiel du PQ, « le parti a l'intention de demeurer le plus près possible des préoccupations de tous les Québécois ».

Mais, fait révélateur, une dizaine d'ate-

liers seront consacrés à des échanges avec la population, avec des invités dont plusieurs ne sont pas membres ou même sympathisants du PQ. « C'est la première fois, dit le communiqué, que le parti ouvre aussi largement ses portes à la critique des non-péquistes, quelles qu'en puissent être les conséquences ».

Enfin, dix autres ateliers porteront sur les méthodes d'action politique. Pour la première fois encore, ces ateliers seront divisés en deux sections, l'une s'intéressant aux secteurs urbains et l'autre au secteur rural et semi-urbain.

Il y avait 21 candidatures aux différents postes à l'exécutif. Cinq de ces candidats ont été élus par acclamation, dont le président René Lévesque, le vice-président Camille Laurin, le trésorier Pierre Renaud et les conseillers « A », les députés Robert Burns et Marcel Léger.

Mais il y aura lutte au poste de conseiller au programme entre MM. Gilbert Paquette, conseiller sortant et identifié à l'aile « radicale », et Pierre Marois, identifié à l'aile « électoraliste » et que certains prétendent être le dauphin de M. Lévesque. Le résultat de cette élection pourra être révélateur du sentiment des militants péquistes.

De même, quatorze personnes postulent les postes de conseillers « B ». Là encore, le choix des quelque 1,500 délégués en dira long sur leurs préoccupations et leurs tirailllements entre la « pureté doctrinale » et les soucis de pénétration et d'action quotidienne.

Pendant que Me Silver portait sa cause en appel avec l'assistance de Me Michel Proulx (l'un des membres du comité Yarosky et procureur dans un des brefs de prohibition déjà pris contre le juge Antil), les avocats de l'assistance judiciaire déclenchaient une grève du zèle en boycottant le juge Antil. L'un des associés de Me Yarosky, Me Morris Fish, était à l'époque membre du comité de l'assistance judiciaire.

Cette grève fut suivie les 8 et 9 mars 1973 de deux articles de George Radwanski dans The Gazette, dans lesquels, se basant sur les différentes procédures intentées contre le juge Antil depuis plusieurs années, l'auteur demandait la démission du juge ou son limogeage par le ministre de la Justice.

Jugeant les articles libelleux, le juge Antil intenta une poursuite de \$200,000 contre Radwanski et The Gazette.

La suite de l'affaire survint le 19 mars 1974 quand les juges Kaufman, Owen, Rinfret, Turgeon et Beatz de la Cour d'appel maintinrent à l'unanimité le jugement Huggessen et donc le bref de prohibition de Pearson. Dans ses explications, le juge Rinfret justifia son changement d'opinion par la justesse des propos du juge Fred Kaufman. Celui-ci au lieu de statuer sur la validité de la requête quant à l'exclusion des amis déclare plutôt que le juge Antil a perdu juridiction parce que les faits ont démontré que « la paix et la sérénité » qui sont nécessaires à la bonne conduite des procès avait cessé d'exister.

Le jugement de la Cour d'appel survient à point. Deux jours plus tard devait en effet avoir lieu l'argumentation dans la poursuite contre The Gazette. Or, selon le juge Antil, l'opinion du juge Kaufman fournissait une aide inespérée en parlant pour la première fois de sérénité dans l'affaire Pearson alors que c'était là justement un des principaux points avancés par les avocats de The Gazette. Naturellement, le jugement fut invoqué devant le juge André Demers qui présidait le débat et le 1er avril suivant l'action du juge Antil était rejetée.

Aujourd'hui, devant la Cour suprême, outre tous ces faits, le juge Antil tient à

faire valoir comment, à son avis, non seulement le juge Kaufman « a habilement entraîné ses confrères à prononcer une conclusion illégale et étrangère au dossier » mais aussi pourquoi, « il aurait dû se recuser ».

Le 4 décembre 1971, le juge Fred Kaufman alors avocat représentait un dénommé Donald Appel, co-accusé d'un dénommé Frank Hunter. Or, durant le procès, Edwin Pearson, qui se dit analyste-rechercheur, assistait les deux accusés avec Me Kaufman. Condamné, l'accusé Appel réussissait à obtenir lui aussi un nouveau procès parce que dans son cas, tout comme dans celui de Pearson, il avait été impossible pour la Cour d'appel d'obtenir la transcription sténographique de parties peu importantes des dépositions au procès.

Autre motif de récusation, selon le juge Antil: le juge Kaufman est l'ancien associé de Mes Yarosky et Fish et à ce titre a occupé pour les notaires Caplan au cours du procès qui s'est partiellement déroulé en 1972 dans la salle d'audience voisine de celle où le juge Antil siégeait durant la cause de Pearson.

« Le juge Kaufman ne tire-t-il pas réparation du fait qu'il n'a pas eu grand succès devant moi durant sa pratique? », se demande le juge Antil.

« Est-ce sur du oui-dire de corridor de palais que le juge Kaufman a par inadvertance basé sa supposition du manque de sérénité? », se demande encore le juge Antil.

« Le juge Kaufman est-il l'objet de chantage de la part de Pearson? On peut sérieusement se le demander après les services rendus par Pearson dans l'affaire des co-accusés Frank Hunter et Donald Appel », conclut le juge Antil dans sa requête pour permission d'en appeler devant la Cour suprême.

Rappelons que l'an dernier, le ministre de la Justice a cru disposer du cas Antil, en faisant amener la loi des tribunaux judiciaires afin de permettre au magistrat mis sur les tablettes de pouvoir toucher prématurément sa pension de retraite.

Depuis, le juge Antil a sollicité sa réadmission au Barreau. Plusieurs avocats tentent d'y faire obstacle.

# Baie James — Texte de l'accord de principe

suite de la page 5

niques du Territoire soient convenablement prises en considération de manière à être minimisées dans la mesure du raisonnable lorsqu'elles sont négatives.

Les études évaluatives des répercussions des développements des ressources sur l'environnement et le milieu social doivent faire pleinement la part des répercussions de ces développements sur les autochtones et leurs économies ainsi que de la conservation des ressources fauniques. Il est établi par voie d'entente lors des négociations une procédure suivant laquelle les Autochtones se verront accorder la possibilité d'être engagés dans les processus décisionnels en ce qui a trait aux décisions prises en fonction des évaluations des répercussions sur l'environnement et le milieu social et en ce qui a trait aux décisions découlant de la mise en application des règlements sur l'utilisation des terres.

## 13) Protection de l'environnement

Les Cris de la baie James et les Inuits du Québec seront représentés au Comité de l'environnement de la Société d'énergie de la baie James et seront avisés de toutes les données et de tous les plans relatifs aux possibles du projet hydroélectrique sur l'environnement. De plus, les Autochtones participeront au groupe de travail chargé des travaux de correction afin de veiller à la planification et à l'implantation des mesures de correction les plus efficaces, lesquelles seront payées par la Société d'énergie de la baie James.

Les négociations se poursuivront en vue d'impliquer les autochtones dans la formulation des lois et règlements sur l'environnement, compte tenu des procédures existantes.

Tous les développements et

servitudes publiques devront être conformes aux lois et règlements de l'environnement s'y appliquant.

## 14) Indemnisation

Les Cris de la baie James et les Inuits du Québec recevront une somme totale de \$150 millions, somme qui sera répartie entre les Cris de la baie James et les Inuits du Québec en fonction de leurs populations respectives. Ladite somme ne sera pas distribuée à des personnes individuelles, mais elle sera contrôlée et utilisée par des entités égales qui feront l'objet de négociations ultérieures et dont les détails figureront dans l'entente finale. Le premier \$75 millions, dont le Canada paiera la somme de \$32,75 millions, et dont Québec paiera le reste, sera payé sur une période de 10 années par versements annuels commençant à la signature de l'entente finale; les versements des premières années seront plus élevés que ceux des années subséquentes.

Le deuxième \$75 millions dont Québec sera responsable consistera en paiements calculés par rapport à la capacité installée de la production d'électricité des projets hydroélectriques situés sur le Territoire, payables à compter d'un an après la date de la mise en service de chaque centrale à l'exclusion des centrales hydroélectriques existantes. La période de paiement sera négociée.

De plus, les Autochtones recevront des paiements de terres représentant un montant d'au moins 25% des sommes des redevances et des bénéfices équivalents tels que les droits sur les mines (mining duties), à détailler dans l'entente finale, que Québec a droit de recevoir pour tout développement futur dans le Territoire durant les 50 ans à venir à l'exception des développements hydroélectriques. Toutefois, lesdites sommes seront

payées, relativement à chaque développement commençant durant lesdits 50 ans, seulement pour les premiers vingt ans de ces développements.

Les gouvernements du Canada et du Québec conviennent de faire en sorte que soient incorporées dans la législation confirmative devant être introduite au Parlement et à l'Assemblée nationale, des dispositions stipulant que les Cris de la baie James et les Inuits du Québec ou le ou les bénéficiaires désignés dans l'entente finale, seront exemptés de toute forme de taxation relativement à la réception du montant principal de l'indemnité, de \$150 millions dont il est question ci-dessus, et, plus particulièrement, que lesdits Cris de la baie James et lesdits Inuits du Québec ou lesdits bénéficiaires ne sont pas tenus d'inclure dans le calcul de leur revenu en vertu de la loi de l'Impôt sur le Revenu du Canada, S.R.C., 1952, ch. 148, telle qu'amendée, et en vertu de la Loi de l'Impôt du Québec, 1972, S.R.Q. ch. 23, telle qu'amendée, toute partie de l'indemnité de \$150 millions comme revenu ou gain de capital.

La présente clause ne pourra pas exclure l'application de toute exemption en vertu des lois d'application générale.

En outre, Québec reconnaîtra l'exemption de taxes en faveur des Indiens sur les réserves et des biens sur les réserves conformément à la Loi sur les Indiens et à son application et y mettra effet administrative.

Enfin, Québec aura, pour les Autochtones qui désirent pratiquer le piégeage, la chasse et la pêche comme mode de vie, un programme qui devra assurer un revenu minimal annuel qui sera supérieur aux prestations que touchent les prestataires du bien-être social.

## 15) Développement autochtone et mesures économiques

Les Autochtones auront la priorité relativement à certains contrats de projet et Québec financera aussi des programmes de formation, les services de placement, le développement économique de l'industrie de piégeage et des services touristiques. Certaines concessions seront également données en ce qui a trait aux services touristiques.

## 16) Gouvernement local et régional

A. Les Conseils de bandes auront certains pouvoirs sur les réserves en sus de ceux stipulés présentement en vertu de la Loi sur les Indiens, et il existera un gouvernement Cri régional avec certains pouvoirs sur les terres de la catégorie II.

Il sera accordé aux Cris de la baie James des responsabilités supplémentaires concernant les programmes.

Des négociations auront lieu en vue de mettre sur pied des Commissions scolaires Cris en vertu de la loi provinciale ainsi que des sections Cris de la Sûreté du Québec en vertu de la loi provinciale et en vue de prévoir une participation importante des Cris de la baie James sur une base régionale dans les questions de santé.

B. Chaque communauté Inuit aura un gouvernement communautaire élu par les Inuits de la communauté, avec des pouvoirs substantiellement les mêmes que ceux d'une corporation municipale, lequel devra avoir des garanties appropriées pour assurer que l'administration des services relatifs aux terres de la catégorie I sous sa juridiction, soit faite par lui de manière à ne pas causer de préjudice aux droits et bénéfices accordés aux

Inuits du Québec en vertu de l'entente finale.

En sus de ce qui précède, il y aura un gouvernement régional pour toute la région au nord du 55e parallèle. Le gouvernement régional devra être constitué de représentants élus des communautés ainsi que de toute nouvelle communauté qui pourrait être établie au nord du 55e parallèle et qui répond à certains critères à négocier. D'autres mécanismes pourront être négociés en ce qui a trait à la constitution initiale du gouvernement régional.

Les critères concernant l'admissibilité à la participation à l'élection du gouvernement régional doivent comprendre des critères de résidence. Il est convenu qu'il y aura des garanties relatives à la participation des non autochtones admissibles (dont la forme sera à négocier par les parties) à l'administration de tous les services qui ne se rapportent pas précisément aux questions relatives aux terres de la catégorie I. Ceci s'appliquera, quel que soit le niveau de gouvernement qui fournit ces services.

Le gouvernement régional exclusivement sous la juridiction provinciale, devra avoir certains pouvoirs administratifs et (ou) de réglementation et (ou) d'établissement de politiques sur certains sujets, dépendant si le sujet en question a trait aux services ou aux terres et aux ressources. Il est entendu que dans certains cas ces pouvoirs ne seront que consultatifs.

Le gouvernement régional aura les fonctionnaires et le personnel nécessaires pour bien exercer ses fonctions.

Les négociations pour conclure les discussions sur ces questions se poursuivront entre les Inuits du Québec et Québec.

## 17) Lieux de sépulture

Québec défradera les coûts de

marquage, et lorsque les proches parents y consentiront, et qu'il sera raisonnablement possible de le faire, il procédera au transfert des lieux de sépulture des Cris de la baie James avant qu'ils ne soient inondés.

## 18) Négociations avec d'autres autochtones du Québec

Québec s'engage à négocier avec les autres Indiens du Québec relativement à toutes leurs réclamations et (ou) droits et avec les Inuits des îles Belcher en ce qui a trait à toutes les réclamations qu'ils prétendent avoir sur le Territoire, mais les négociations avec les Cris de la baie James et les Inuits du Québec continueront à avoir priorité. Toutefois, les Cris de la baie James et les Inuits du Québec ne subiront aucun préjudice relativement à tout droit ou bénéfice en vertu des présentes, dans le cas de ces réclamations et de toute question y afférente. Rien dans le présent article ne sera censé constituer per se une reconnaissance de droits.

## 19) Admissibilité

A. CRIS DE LA BAIE JAMES Les Cris de la baie James qui ont le statut d'Indien en date du 15 novembre 1974, ainsi que leurs descendants qui ont le statut d'Indien, auront le droit de bénéficier de l'entente finale.

Les Cris de la région de la baie James qui, en date du 15 novembre 1974, n'ont pas le statut d'Indien, ainsi que leurs descendants, auront également droit aux droits de chasse et de pêche et à d'autres bénéfices à négocier. L'indemnité et les terres de la catégorie I mais non les terres de la catégorie II seront augmentées proportionnellement au nombre desdits Cris sans statut de la région de la baie James, pourvu que le maximum de cette augmentation proportionnelle soit basée sur une population de Cris sans sta-

tut de la région de la baie James d'approximativement 200.

Les détails concernant ceux qui seront admissibles selon l'entente finale feront l'objet de négociations ultérieures.

## B. INUIT DU QUÉBEC

Toute personne qui, à la date de la signature de la présente entente, est en possession d'un numéro de disque ou a un quantum d'au moins un quart de sang Inuit et qui, de plus, est née au Québec ou y est ordinairement résidente en date du 15 novembre 1974, ou, conformément aux critères à négocier, est considérée Inuit par la communauté dont elle se réclame, et toutes autres personnes qui pourraient être acceptées en cours de négociations ultérieures, et leurs descendants, seront reconnues comme Inuit et de ce fait seront admissibles aux bénéfices de l'entente finale.

## 20) Poursuite des négociations

Les négociations se poursuivront entre les parties à cette entente relativement à plusieurs détails et à plusieurs aspects de la présente entente afin de conclure une entente finale. Des discussions auront lieu en ce qui a trait aux limites des circonscriptions électorales provinciales et fédérales actuelles s'appliquant au Territoire.

## 21) Coûts des négociations, des préparations et de l'entente

Québec devra payer certains des coûts des négociations, des préparations et de l'entente et fournira certains services de transport gratuitement au Grand Council of the Crees (du Québec) et à la Northern Quebec Inuit Association en ce qui concerne les négociations et les questions relatives au règlement.

## 22) Autres avantages

Tous les bénéfices et mesures

en faveur des Autochtones, contenus dans les offres du gouvernement du Québec rendues publiques en janvier 1974 et jointes aux présentes comme annexe « A », seront mis en vigueur par Québec si les Autochtones le désirent, sauf en ce qu'ils auraient été modifiés par les présentes, ou en ce qu'ils sont incohérents avec la présente entente.

## 23) Clause interprétative

A. La législation fédérale incorporant l'entente finale devra stipuler que, lorsqu'il y a conflit entre une disposition de cette législation d'incorporation et une disposition de toute autre loi fédérale applicable au Territoire ou aux sujets traités dans la législation d'incorporation, la disposition de la législation d'incorporation prévaudra, dans la mesure dudit conflit.

B. La législation provinciale incorporant l'entente finale devra stipuler que, lorsqu'il y a conflit entre une disposition de cette législation d'incorporation et une disposition de toute autre loi provinciale applicable au Territoire ou aux sujets traités dans la législation d'incorporation, la disposition de la législation d'incorporation prévaudra, dans la mesure dudit conflit.

## 24) Intérêts privés et intérêts fédéraux

A. Des dispositions devront être établies dans l'entente finale préservant les droits de la Couronne du chef du Canada relativement aux propriétés et aux installations fédérales sur le Territoire, dont le gouvernement fédéral est propriétaire ou qu'il utilise, alors ou par intermédiaire, aux fins du gouvernement fédéral.

B. L'entente finale devra contenir des garanties adéquates en vue des droits des personnes non parties à cette entente et qui peuvent en être affectées.



suites  
de la première  
page

# BUDGET TURNER

senté en octobre nous en assure) seront reprises, réduisant le fardeau fiscal des consommateurs de près de \$100 millions. En revanche, il est vraisemblable que M. Turner propose à nouveau les hausses des taxes sur le tabac et l'alcool qu'il proposait en mai dernier et qui auraient alors coûté aux contribuables quelque \$100 millions pendant l'année financière en cours. En effet, le ministre des Finances n'éprouve sans doute aucune obligation morale de faciliter les dépenses "sompituaires" des buveurs et des fumeurs; et si par hasard la santé de l'économie exigeait qu'Ottawa laisse un peu plus d'argent dans les goussets des contribuables, le ministre préférerait probablement le faire au profit surtout des petits contribuables, par l'entremise de l'impôt sur le revenu. Sur une base de six mois, la réintroduction de cette mesure fiscale rajouterait environ \$50 millions au fardeau fiscal des contribuables. Si tout ce qui précède se matérialise lundi prochain, le fardeau fiscal des contribuables "ordinaires" (par opposition aux compagnies), devrait être allégé d'environ \$550 millions pendant le deuxième semestre de l'année financière 1974-75. Cette réduction de la ponction fiscale — qui se manifesterait par un gonflement légèrement inférieur du pouvoir d'achat des consommateurs — sera-t-elle suffisante pour maintenir à un niveau suffisamment élevé les dépenses de consommation jusqu'au prochain budget fédéral? C'est la question que M. Turner a dû poser, ces derniers temps, aux conjoncturistes de son ministère; et bien malin qui en devinerait la réponse!

Mais prenons un risque inutile et présumons que la réponse a été un "non... mais soyez prudent!"

Car il faut bien signaler que la consommation privée, après avoir été pendant plusieurs années un des moteurs de l'expansion, s'est mise au neutre en 1974 et risque (à moins d'une relance fiscale) de devenir un frein en 1975, si l'on en juge par les plus récents indicateurs.

En effet, après s'être gonflées au taux annuel de 6,9 pour cent en 1972 et 8,0 pour cent en 1973, soit plus rapidement que l'ensemble de l'économie, les dépenses de consommation privée semblent s'être maintenues en 1974 à une vitesse de croissance légèrement supérieure à celle du PNB (lequel croîtrait cette année d'environ 4,5 pour cent pour atteindre 146 milliards de dollars). Mais la vigueur de la consommation privée a été attribuable jus-

qu'ici surtout à la demande relativement forte de biens durables: automobiles, réfrigérateurs, cuisinières et le reste; car du côté des biens non durables, comme l'alimentation, et des services, comme le cinéma ou la buanderie, la demande globale était nettement moins dynamique.

Or depuis quelques mois, les indicateurs paraissent indiquer un net fléchissement de la demande des consommateurs pour les biens durables. C'est ainsi qu'on annonçait il y a deux jours que les nouvelles commandes de biens durables ont baissé de 6 pour cent pendant le mois de septembre, que les rapports stocks/expéditions et production/expéditions étaient légèrement en hausse. Des indicateurs plus fins révélaient de même que les marchés de biens de consommation, sans être en débandade, n'étaient plus le Pérou. Ainsi, les ventes de vitures particulières étaient en baisse de 2,1 pour cent (pour les modèles nord-américains) et de 7,0 pour cent (pour les modèles d'outre-mer) pendant le mois de septembre. La situation n'était guère plus reluisante du côté des machines à laver ou des réfrigérateurs.

Encore une fois, la situation de ce côté est loin d'être catastrophique — elle est bien meilleure, disons-le, qu'aux Etats-Unis et dans la plupart des autres pays industrialisés. En conséquence, les conjoncturistes des Finances s'attendent à ce que la consommation privée "suive" l'expansion de l'économie canadienne en 1975, qu'une variété d'économistes situent entre 2,5 et 4,0 pour cent.

Mais quel taux d'expansion du PNB le ministre fédéral des Finances et ses conseillers économiques jugent-ils souhaitable et réalisable? Est-il plus près de 2 p.c. que de 4 p.c. ou vice versa?

Voilà les questions qui détermineront si, lundi soir, M. Turner jugera nécessaire de réduire le fardeau fiscal des consommateurs au-delà du "paquet" ficelé par lui en mai dernier. La probabilité qu'il juge opportun d'être un peu plus généreux est assez bonne, à cause des tendances qui s'annoncent dans les autres secteurs de l'économie:

- Si l'investissement industriel doit maintenir une forte cadence jusqu'à la fin de 1975 au moins, la construction domiciliaire est en chute libre et le demeurera l'année prochaine, à moins de mesures énergiques de relance de la trésorerie fédérale;
- Les exportations sont en baisse depuis le début de l'année, devraient le demeurer jusqu'à la fin et pendant une bonne partie de 1975; tandis que les importations ont tendance à s'accroître légèrement depuis le début de l'année. C'est dire que l'économie canadienne ne peut absolument pas compter sur quelque dynamisme étranger pour maintenir son expansion pendant l'année qui s'en vient.
- Les dépenses publiques ont contribué davantage à l'expansion en 1974 (environ 7 pour cent d'augmentation) qu'en 1972 ou 1973 (taux réel de 4 p.c. chaque année); et sans doute l'essor provenant du secteur public sera-t-il un peu plus marqué en 1975. Il n'en reste pas moins que le gouvernement Trudeau, si l'on en juge par ses déclarations récentes, juge préférable de maintenir la croissance en stimulant plutôt le secteur privé.

Dans la conjoncture, cela ne peut vouloir dire que l'habitation et la consommation privée; et il faudrait que la relance de ces deux secteurs soit fort importante pour compenser absolument les effets de freinage provenant de la contraction de l'économie américaine et des autres économies étrangères.

— Mais au fait, qu'en pensez-vous, M. Turner?

— "Et bien. Voici..."

## LÉVESQUE

sans opposition. Ont également été élus par acclamation il y a déjà plusieurs jours: MM. Lévesque à la présidence, Camille Laurin à la vice-présidence, Pierre Renaud à la trésorerie. Au cours du week-end, il sera procédé à l'élection d'un conseiller au programme et de neuf conseillers "B", postes que briguent 14 candidats.

Contrairement à ce qu'il avait fait lors des dernières élections générales, M. Lévesque s'est attaqué au régime en place, dénonçant les faillites signalées depuis quelques mois dans les médias d'information.

"Avez-vous remarqué avec quel soin minutieux, et si compréhensible, on a évité en octobre de célébrer le premier anniversaire du présent mandat?"

La décadence du régime selon M. Lévesque, empêche de vouloir le célébrer comme on l'avait fait en 1971, au Colisée de Québec où se tint le congrès du PQ, en lançant le projet du siècle, la baie James.

L'incurie du gouvernement devant "la montée inhumaine du coût de la vie", la quête incessante d'investissements étrangers menant à l'attitude impérialiste de la United Aircraft et à des aveux tardifs relativement au cadeau fait à l'ITT, le manque de projet énergétique pour contrer la crise de population, par les scandales de la construction et de Paragon, constituant autant de manifestations de la décadence du régime, selon M. Lévesque.

"De plus en plus bien dans sa peau", le Parti québécois doit profiter de l'occasion pour récolter les fruits d'un projet mené péniblement depuis bientôt sept ans.

"Et pour y arriver, ajoutait-il, il est indispensable que nous sortions d'ici, dimanche soir, plus unis que jamais, et, quelle que soit l'intensité des discussions, plus loyaux que jamais aussi à l'égard de l'option que nous défendons, des consensus majoritaires qui se seront dégagés".

Vivement contesté depuis quelques mois, M. Lévesque demandait également aux troupes péquistes de cesser "de se jeter si facilement dans la dissidence plus exhibitionniste que motivée".

"Le congrès, ajoutait-il, nous donne sous le regard plus attentif que jamais de la population québécoise, la chance de résorber tout ce qu'il y avait d'inutile ou de franchement nuisible dans ces tensions récentes qui, par bonheur, ne semblent pas avoir compromis jusqu'à présent la marche en avant du Parti".

M. Lévesque indiquait enfin que le parti doit éviter de pousser plus avant le programme du parti. "Nous avons pendant les deux jours qui viennent, à travail-

ler sur le programme du parti, mais en tâchant de ne pas oublier que, depuis sept ans, nous l'avons déjà porté, dans l'ensemble, à peu près aussi loin du côté des changements que notre société québécoise telle qu'elle est peut en avoir le besoin, en même temps que la capacité".

## PELLETIER

Suite de la page 3

peuvent prétendre. Il faut plutôt chercher à tenir compte de considérations d'ordre humanitaire."

Signalons que la Commission d'appel de l'Immigration possède des pouvoirs étendus et que le ministre lui-même se voit accorder par la loi — des prérogatives discrétionnaires qu'il peut invoquer pour des raisons humanitaires.

A propos de la commission d'appel, M. Pelletier a fait observer "qu'elle peut, dans ses décisions, faire preuve de compassion. D'après mon expérience, je crois que la commission d'appel est compréhensive à cet égard".

M. Pelletier n'a pas divulgué bien entendu le type de solution qu'il préconise au conseil des ministres, mais il avertit que celle qu'il a proposée permettrait de ne pas faire exception à la loi de l'immigration.

Par le biais d'un commentaire sur la position prise jeudi par Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal, M. Pelletier n'a pas caché son opposition au libéralisme qui prévaut aujourd'hui au ministère de l'Immigration, en disant se réjouir de l'appel lancé hier par cet ecclésiastique haut rang au premier ministre Trudeau: "C'est le rôle d'un archevêque de signaler au pouvoir politique les misères et les travers auxquels il peut remédier. Cet appel sera très certainement entendu".

Signalons que le pasteur invoque précisément l'esprit de la loi, qui prescrit une mesure spéciale, lorsqu'il existe des "motifs raisonnables de croire que la personne intéressée sera soumise à de graves tribulations", ou s'il existe des "motifs de pitié et de considérations humaines".

Cependant, aux Communes, interrogé par le député conservateur Roch LaSalle, du comté de Joliette, le premier ministre Pierre Trudeau a rappelé: "Nous voulons certainement que la solution que le gouvernement fédéral adopte protégera tous les concernés, autant les Haïtiens que les Canadiens eux-mêmes".

M. LaSalle venait d'évoquer la déclaration de M. Pelletier, faite par téléphone à un quotidien de Montréal, à savoir "que le conseil des ministres a en effet entrepris d'étudier la possibilité de statuer favorablement sur le sort des Haïtiens. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire, aujourd'hui, si le cabinet étudie toujours cette question dans l'espoir de trouver une solution qui protégera à 100%, comme tout le monde le souhaite, la sécurité des Haïtiens?"

"Nous en sommes toujours saisis et le ministre (Andras) est constamment à l'affût de nouvelles méthodes pour résoudre ce problème d'une façon qui sera juste et humanitaire, et il s'en entretient constamment avec moi et ses collègues," répondit M. Trudeau.

M. LaSalle: "Est-ce que le premier ministre voudrait dire par sa réponse que la

décision, déjà prise ou annoncée par le ministre de l'Immigration, ne peut faire l'objet d'aucun changement possible? Etant donné que la loi prévoit une mesure spéciale, est-ce que cet article de la loi ne pourrait pas inviter le gouvernement à accorder une extension possible chez nous pour ces Haïtiens, si le gouvernement le juge nécessaire?"

M. Trudeau: "C'est justement, monsieur le président, à cause de cette disposition dans la loi que le ministre et le gouvernement se sont assurés que chaque cas pourrait être entendu et jugé individuellement. Il ne s'agit pas de faire des jugements globaux et massifs, il s'agit de regarder si vraiment l'aspect humanitaire, l'aspect réfugié, s'applique dans tel ou tel cas, et c'est ce à quoi le ministre s'est engagé."

Pour ce qui est des solutions plus globales, je ne sais pas ce que le député a en tête, changer la loi dans son esprit ou dans sa réalité. Il devra se rendre compte que beaucoup de ceux qui arrivent au Canada comme touristes, sont tentés ensuite de rester de façon permanente et que la question qui est devant nous, présentement, est une question qui va se poser éternellement, et qu'il faut que le gouvernement autant que les députés de l'Opposition se mettent d'accord sur les procédures qui seront justes et humaines."

Cependant, à Québec, le député créditiste de Rouyn-Noranda, M. Camil Samson, blâmait le gouvernement Bourassa pour n'avoir pas su prendre les mesures qui s'imposent, dit-il, afin d'empêcher la déportation des Haïtiens actuellement au Québec. M. Samson a fait inscrire une motion de blâme au feuilleton.

Pendant ce temps, trois Haïtiens menacés d'expulsion rencontraient hier avant-midi une quinzaine de députés libéraux québécois pour les sensibiliser à leur problème.

Le meeting eut lieu dans une salle du Parlement. L'avait organisé, le député de Louis-Hébert, M. Gaston Desjardins, qui entend se faire l'avocat des Haïtiens auprès de son collègue, le ministre de l'Immigration Jean Bienvenue.

Le porte-parole haïtien, M. Paul Dejean, qui est responsable de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, a fait appel aux sentiments humanitaires des députés, et les a invités à faire pression auprès du ministre fédéral Andras, chargé de tout le dossier.

D'après la dépêche de l'agence Presse Canadienne, "les députés ont interrogé M. Dejean avec sympathie, cherchant visiblement à se renseigner sur un dossier qu'il connaissait très mal".

M. Dejean a expliqué par exemple pourquoi les 1,500 Haïtiens en instance d'expulsion n'avaient pu bénéficier de l'opération "Mon Pays" lancée par le ministre de l'Immigration à l'automne de 1973. Cette opération, a signalé le porte-parole, ne visait que les immigrants illégaux et que les immigrants munis de visas d'étudiants, entrés au Canada avant novembre 1972. Or, a-t-il dit, les Haïtiens menacés de déportation sont tous entrés au Canada après novembre 1972.

Un seul membre du cabinet Bourassa, M. Georges Vaillancourt, ministre d'Etat aux Affaires municipales, était présent. Il

a demandé si les Haïtiens et les immigrants en général n'étaient pas responsables des troubles sociaux du Québec depuis une dizaine d'années.

"Je suis bien d'accord avec votre demande, mais depuis quelques années, il se passe une sorte de révolution au Québec, a dit M. Vaillancourt. Il y a des manifestations de syndicats, des réactions de divers groupes devant le Parlement. Ça ne se passait pas il y a dix ou quinze ans. Il y a des gens qui viennent de différents pays et on se demande si ce n'est pas ces gens-là qui organisent ces mouvements-là".

M. Dejean a expliqué très respectueusement que l'hypothèse de M. Vaillancourt est peu plausible, puisque les immigrants haïtiens sont de pauvres travailleurs venus ici uniquement pour gagner leur vie. Enfin, le député Gaston Desjardins s'est engagé à compléter un dossier complet sur la question pour en saisir tous ses collègues de l'Assemblée nationale.

D'autre part, la Société Saint-Jean-Baptiste, par la voix de son président M. Yvan Sénécal, met l'attitude de M. Andras sur le compte du "racisme anglo-saxon".

D'abord, la SSJB appuie la recommandation de la Ligue des droits de l'homme pour un recours à la mesure spéciale dont la loi sur l'immigration est assortie.

Signalant ensuite que les Haïtiens sont "noirs et parlant français", M. Sénécal dit observer les deux caractéristiques qui "semblent poser un obstacle que ne peut surmonter le racisme anglo-saxon. Si ces pauvres Haïtiens avaient le teint blanc, peut-être réussiraient-ils à s'établir au Canada au même titre que les hongrois de 1956. S'ils parlaient anglais, sans doute auraient-ils l'espoir d'être accueillis comme les Ougandais asiatiques l'an dernier."

## LA CS

Suite de la page 3

trôle sur l'efficacité de l'enseignement, c'est-à-dire sur le produit même de leur gestion. Si les commissions ne sont pas capables d'évaluer le rendement de leurs systèmes d'enseignement, concluent-ils, elles pourraient être inhabiles "à gérer de façon responsable le système scolaire de l'état".

En revendiquant une autonomie étroitement administrative, il se pourrait bien que les commissions scolaires s'apprennent à changer leur droit d'ainesse pour un plat de lentilles, ce qui permettrait au ministère de leur garder un statut "d'agents d'administration de l'éducation", pour reprendre la terminologie du rapport, plutôt que de véritables partenaires.

## PRIORITÉ

Suite de la page 3

tre en mesure de développer son potentiel propre avec intérêt, satisfaction, et même, avec amour".

Appelé à commenter la position de la Fédération, en tant que regroupement d'organismes publics, sur la croissance actuelle des écoles privées, M. Lavigne a dit vouloir s'employer à en trouver les causes plutôt que de s'engager à "combattre ou à détruire".

# SENSATIONNEL!!!

LA GRANDE VENTE GÉNÉRALE DE FIN D'ANNÉE DE LA  
**LIBRAIRIE DECELLES**  
**75,000** (LIBRAIRIE D'ESCOMPTES) TOUTES LES COLLECTIONS **50%**  
VOLUMES OFFERTS AU FORMAT DE POCHE


LIVRE DE POCHE			GARNIER-FLAMMARION			PETITE BIBLIOTHÈQUE PAYOT			FOLIO ET IDÉES		
	PRIX RÉGULIER	PRIX DECELLES		PRIX RÉGULIER	PRIX DECELLES		PRIX RÉGULIER	PRIX DECELLES		PRIX RÉGULIER	PRIX DECELLES
 <b>PAPILLON</b> HENRI CHARRIÈRE						<b>SIMPLE :</b>	<del>\$2.10</del>	<b>\$1.05</b>	<b>SIMPLE :</b>	<del>\$1.50</del>	<b>75¢</b>
			<b>SIMPLE :</b>	<del>\$1.30</del>	<b>65¢</b>	<b>FORT • :</b>	<del>\$2.60</del>	<b>\$1.30</b>	<b>DOUBLE :</b>	<del>\$2.25</del>	<b>\$1.10</b>
			<b>DOUBLE :</b>	<del>\$1.90</del>	<b>95¢</b>	<b>FORT •• :</b>	<del>\$3.15</del>	<b>\$1.60</b>	<b>TRIPLE :</b>	<del>\$2.95</del>	<b>\$1.45</b>
			<b>TRIPLE :</b>	<del>\$2.45</del>	<b>\$1.20</b>	<b>FORT ••• :</b>	<del>\$3.85</del>	<b>\$1.90</b>	<b>BIBLIOTHÈQUE VERTE</b>	<del>\$1.50</del>	<b>75¢</b>
						<b>FORT •••• :</b>	<del>\$5.05</del>	<b>\$2.55</b>	<b>MONOGRAPHIES SEGHERS</b>	<del>\$4.40</del>	<b>\$2.20</b>
			<b>QUE SAIS-JE</b>	<del>\$1.60</del>	<b>80¢</b>						
			<b>MICROSCOSME</b>	<del>\$3.80</del>	<b>\$1.90</b>						
			(écrivains, rayon de la science, planète, etc.)								

OFFREZ À VOS ENFANTS 2 LIVRES POUR LE PRIX D'UN SEUL

### CHOIX D'ALBUMS POUR LES JEUNES À MOITIÉ PRIX. DES AUBAINES INCROYABLES


**LIBRAIRIE DECELLES INC.**  
5140 rue Decelles, Montréal — Tél. : 342-5721  
(angle Decelles et Reine Marie) autobus 50-51-62-65

**SAFARI — SIGNE DE PISTE**




**PRIX RÉGULIER \$3.50**  
**PRIX DECELLES \$1.75**

**FLAMMARION-JEUNESSE**



**PRIX RÉGULIER \$2.95**  
**PRIX DECELLES \$1.45**

**FABLIO LE MAGICIEN**



**PRIX RÉGULIER \$2.75**  
**PRIX DECELLES \$1.35**

**ASTÉRIX LE DEVIN** **\$2.75 \$1.45**

**Les LAURIERS de CÉSAR** **\$2.75 \$1.45**

**ZIG ET PUCE** **\$5.00 \$2.50**

**LITTÉRATURE GÉNÉRALE • PHILOSOPHIE • PSYCHOLOGIE • SOCIOLOGIE • HISTOIRE • VOYAGES • ÉCONOMIE • ETC. ...**  
**DE MAGNIFIQUES LIVRES D'ART POUR VOS CADEAUX DE NOËL**

**50%**

**ACCouREZ !**

• Ouvert tous les jours jusqu'à 18 heures  
• Jeudi et vendredi 9h à 21h  
• Samedi 9h à 17h

Les institutions subventionnées par le gouvernement provincial ne pourront bénéficier de ces prix exceptionnels.



## La 4e manche, entre le politique et l'économique

## Le Portugal peut-il procéder à des élections sans compromettre l'acquis?

par FRANÇOIS HUOT

correspondant particulier du Devoir

Le coup d'Etat du 25 avril au Portugal prend de plus en plus l'aspect d'un processus "moment" d'un processus dont on peut supposer que les événements de la fin de septembre n'en constituent pas le terme.

Si les crises de juillet (affaire Palma Carlos) et celle de septembre (manifestation de la majorité silencieuse et complot de droite) ont conduit à une clarification des instances dirigeantes, une opposition demeure, celle du pouvoir économique. Aussi un affrontement entre ce pouvoir soutenu par un "front" groupant la droite et l'extrême-droite, et l'actuel pouvoir politique et militaire pourrait bien constituer la quatrième étape ou le terme de la révolution portugaise.

La simultanéité — ou l'identité? — de la manifestation d'appui au général de Spínola contre "l'extrémisme de gauche" et le complot d'extrême-droite ont eu pour conséquences de rapprocher les partis de gauche du Mouvement des Forces Armées (MFA) et d'identifier les militaires au pouvoir. Aussi, toute opposition à l'actuel pouvoir constitue une opposition au régime, tout conflit pose désormais un problème de régime.

Les militaires de la commission politique du MFA sont conscients des ambiguïtés et des problèmes que soulève leur présence au gouvernement. "Les militaires, au début, ne voulaient pas aller au gouvernement, mais les événements nous y ont obligés" nous confiait au milieu du mois de septembre le commandant Canto e Castro, membre de la commission de coordination politique du MFA et du Conseil d'Etat. Depuis, les auteurs du coup d'Etat du 25 avril sont passés au premier plan de la scène politique: présidence de la République, "junte" de salut national, Conseil d'Etat et, en grande partie, le gouvernement provisoire.

Depuis le 25 avril donc, un double glissement s'est produit: les militaires portugais ont été amenés à sortir de l'ombre et à se lier aux partis de la gauche.

En quelques mois sont apparus au Portugal au moins quarante mouvements et partis politiques recouvrant presque entièrement l'éventail des positions politiques de l'extrême-gauche révolutionnaire à

l'extrême-droite monarchiste. Quatre partis cependant se dégagent de l'ensemble, ce sont le parti communiste portugais (PCP), le parti socialiste (PSP), le parti populaire démocratique (PPD) et le centre démocrate social (CDS).

Le PCP est le plus vieux parti politique portugais. Longtemps interdit et objet de répression par la police politique, le PCP a quand même réussi à s'organiser; aujourd'hui c'est le parti le plus solidement implanté.

Le PS dirigé par M. Mario Soares, actuel ministre des Affaires étrangères, a été fondé en 1973 en Allemagne. Animé de plusieurs tendances (social-démocratie, socialisme chrétien, autogestion) le PS est partisan du "socialisme en liberté", et dialogue avec les organisations gauchistes et révolutionnaires. Le nombre d'adhérents est d'environ 60 000.

Le PPD est dirigé par Sa Carneiro, Magalhães Mota et Balsemao (Directeur de l'hebdomadaire Expresso), anciens participants du Sedes (organisation pour l'étude des problèmes économiques et sociaux formée en 1972 par d'anciens ministres libéraux et démissionnaires du gouvernement Caetano). Le PPD est un parti de centre-gauche à l'idéologie social-démocrate. Aux élections il entend proposer un programme précis, pragmatique, et des hommes dynamiques capables de le réaliser.

Le CDS s'affirme comme parti de centre. C'est le parti le moins connu des grands partis. Il n'existe que depuis quatre mois. C'est le mouvement qui a les moyens financiers les plus forts. Dans sa déclaration de principes, le CDS se définit comme partisan et défenseur de valeurs propres à la "démocratie pluraliste en vigueur dans les pays occidentaux". Le CDS affirme avoir 20 000 adhérents.

Les trois premiers partis forment la coalition gouvernementale avec les militaires. S'ils sont actuellement unis par les tâches urgentes de l'exercice du pouvoir, ils sont néanmoins divisés au niveau des militants et de l'idéologie.

Le PCP réussit à réunir un front contre lui: "les communistes s'imposent par la force" note-t-on chez les trois autres partis. On reproche au PCP d'être stalinien (approbation de l'initiative soviétique de 1968 en Tchécoslovaquie), peu démocratique, secret et de se cacher

derrière d'autres mouvements: mouvement démocratique portugais (MDP), mouvement des femmes démocratiques, l'inter-syndicale.

Le "noyautage" du MDP est une pomme de discorde entre le PCP et le PS. Le parti de M. Soares considère aussi que le MDP fondé sous l'ancien régime n'a plus de raison d'être maintenant. Le débat s'est envenimé lorsqu'une commission du MDP a parlé de présenter des candidats aux élections. Sur ses relations avec le PS, le PCP affirme qu'elles sont excellentes. Des militants communistes considèrent cependant que le PS est un parti de cadres, de la petite bourgeoisie libérale. Le PS est aussi critiqué par le PPD et le CDS. Pour le PPS, le programme du parti socialiste est équivalent à celui du PCP. Quant au CDS, s'il n'attaque pas directement le parti de M. Soares, il est en complet désaccord avec le programme de nationalisations du PS.

Le CDS est considéré par tous les autres comme la future grande force de la droite et des capitalistes. Et on ne manque pas de signaler que des "anciens" membres du gouvernement fasciste font partie des dirigeants de ce parti.

Les prochaines élections, qui doivent avoir lieu avant le 31 mars 1975, ne sont pas des élections législatives, mais des élections à l'Assemblée constituante. Ce n'est que lorsqu'une nouvelle constitution aura été adoptée qu'auront lieu des élections générales législatives. Selon les dispositions constitutionnelles transitoires (Loi n° 3/74):

"Il appartiendra à l'Assemblée constituante d'élaborer et d'approuver la nouvelle Constitution politique" (article 3, paragraphe 1).

On ne peut préjuger du mode de scrutin qui sera retenu dans le nouveau texte constitutionnel. On peut cependant envisager ce qui pourra arriver si — comme il semble — le scrutin proportionnel est retenu dans la nouvelle Constitution.

Ce mode de scrutin, dans le cas particulier du Portugal, peut conduire à l'instabilité gouvernementale. En effet, un sondage réalisé en août par le PPD donne 44,6% des voix au PCP, 28,8% au PCP et 26,6% au PPD. Mais le même sondage montre qu'un nombre impressionnant — 55% — de personnes "ne savent pas". Ainsi, par

rapport aux inscrits, le PS n'obtient plus que 20% (chiffre confirmé par un récent sondage), le PCP 13% et le PPD 10%. Ces chiffres et l'absence d'habitudes politiques du peuple portugais permettent d'augurer qu'aucun parti n'obtiendra la majorité absolue et qu'il y aura un gouvernement en coalition.

Il est probable, si le PPD ne se sépare pas du PS et du PCP, que les trois formations se retrouveront pour former le gouvernement. Mais il se peut aussi que le CDS, ou même le PPD — renforcé de la personne du général de Spínola? — obtienne un substantiel pourcentage des votes et gagne même — hypothèse théoriquement possible — les élections en obtenant la majorité simple des suffrages. Le CDS croit en cette possibilité: c'est pourquoi il s'est lancé, aussitôt créé, dans une vaste campagne publicitaire d'affichage national.

Quelle serait la réaction du MFA à une victoire du CDS ou à un retour du général de Spínola et, dans le cas d'un gouvernement de coalition, à la certitude d'une crise gouvernementale?

Si les militaires du MFA — à ne pas confondre avec l'ensemble de l'armée portugaise qui compte encore au moins 50% d'éléments conservateurs — ont pour objectif l'apparition d'une vie démocratique au Portugal, ils ont toujours pour projet essentiel d'empêcher la renaissance du fascisme ou d'un pouvoir de droite qui remettrait en question les grandes lignes de leur programme. C'est pourquoi le MFA entend, après son retrait du processus politique, rester "vigilant".

Mais l'application de ces principes à la réalité n'est pas simple. En effet, l'on ne peut soupçonner le général de Spínola ou le CDS de vouloir le retour au fascisme, mais ils ont des vues profondément différentes de celles du MFA sur les questions de la décolonisation et de la démocratisation. Le programme des Forces armées affirme, entre autres principes, que l'une des tâches du gouvernement est "d'adopter une nouvelle politique sociale qui (...) se fixe pour objectif la défense des intérêts des classes laborieuses". Le CDS, qui affirme sa foi dans la "libre entreprise" n'est certainement pas d'accord avec toutes les conséquences pratiques de cette affirmation de principe.

Aussi les élections législatives

risquent-elles, d'enfermer les militaires dans une antinomie: le MFA veut des élections, mais ne peut accepter de compromettre l'acquis.

En attendant ces élections, le Portugal tout entier vit dans un état permanent d'assemblées, de manifestations, de meetings populaires. Lisbonne est en effervescence: la population lit les journaux, s'informe, discute. L'un des grands sujets des débats est le Chili. Lors de la semaine d'appui au peuple chilien, on a constamment lié l'expérience du Portugal à celle du Chili. Pour beaucoup de Portugais, la destruction du colonialisme et du fascisme est maintenant liée à celle du capitalisme.

Quant aux militaires, s'ils n'emploient pas le même langage ni ne sont aussi fixés sur leurs choix politiques, ils se tournent de plus en plus vers le socialisme. La dernière tentative de droite dirigée par des fascistes et quelques "grands capitalistes" contribue à la radicalisation de l'armée. Dans la nuit du 22 au 23 septembre d'ailleurs, ce sont les brigades socialistes et communistes qui ont pris l'initiative de contrôler les routes et ont ainsi poussé le MFA à agir rapidement. La destruction du fascisme et du capitalisme se rejoignent aussi pour les militaires.

Si tel est le mouvement et si tant est qu'une force politique ou économique tend à s'exprimer ou à résister, un affrontement entre le pouvoir politique et le pouvoir économique est inévitable au Portugal.

Pour sauver l'acquis du 25 avril, le MFA a dû intervenir à deux reprises pour arrêter la contre-révolution. Une quatrième manche de combat entre la droite et la gauche est encore à venir. Pourra-t-on dire à nouveau que "l'oeillet rouge exhale un parfum qui enveloppe le monde entier"?

## Ford refuse le million de tonnes supplémentaire d'aide alimentaire

WASHINGTON (par l'AFP) — Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Ron Nessen, a confirmé que le président Ford n'avait pas accepté une suggestion de la délégation américaine à la conférence mondiale de l'alimentation qui se tient à Rome, d'augmenter immédiatement d'un million de tonnes de grains l'aide alimentaire des Etats-Unis aux pays pauvres.

Cependant, M. Nessen a sou-

ligné que la politique américaine, telle que l'avait exposée le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, le 5 novembre à Rome, était d'augmenter l'aide alimentaire des Etats-Unis, en dépit des récoltes inférieures de cette année.

Les Etats-Unis, a expliqué M. Nessen, ne peuvent pas à l'heure actuelle préciser de combien ils pourront augmenter leur aide alimentaire en atten-

dant que soient connus les résultats des récoltes de 1974.

Lorsque ces résultats seront connus, a noté le porte-parole de la Maison-Blanche, le gouvernement américain ne prendra encore que des engagements trimestriels afin de ne pas compliquer le problème de l'inflation.

M. Nessen a rappelé que les Etats-Unis avaient déjà fourni cette année 300 000 tonnes de grains à l'Inde, 250 000 au Bangladesh, 300 000 à l'Egypte ainsi que des dons de moindre importance dans le cadre des programmes de l'Agence américaine pour le développement international.

Pendant ce temps à Rome, un projet de résolution concernant la création d'un système global d'alerte et d'information dans le domaine alimentaire et agricole a été approuvé en commission par la conférence mondiale de l'alimentation.

La résolution, qui sera soumise aujourd'hui pour approbation à la session plénière de la

conférence, affirme que la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) est l'organisation la plus compétente pour la mise en oeuvre d'un tel système.

Au cours du débat, le représentant de l'Union soviétique a indiqué que son gouvernement ne "s'oppose pas en principe à la création d'un tel système et qu'il verrait de quelle façon il pourrait y participer".

Auparavant, le délégué de la Chine avait déclaré qu'un tel système "mettait en cause la souveraineté des Etats".

L'Union soviétique n'est pas membre de la FAO. La Chine a repris sa place au sein de cette organisation en avril 1973. Selon le projet de résolution, tous les gouvernements qui participent à ce système devront fournir, de façon volontaire et régulière, des informations sur les perspectives des récoltes ainsi que d'autres informations concernant les prix et les équipements destinés à la production agricole.

## APPRENEZ L'ANGLAIS

Au Vermont

Ecrivez à:

International Student Program  
St. Michael's College  
Winooski, Vermont 05404  
U.S.A.

Cours intensifs dans un milieu anglophone. Université catholique. Co-éducationnelle. Atmosphère internationale. Cours de conversation avec laboratoire.

Visitez l'Europe, avec SETA VOYAGES

**EN... AUTOMOBILE**  
ou EUROCAMPER-TOURMOBILE

Achetez ou louez une automobile neuve, hors taxes

Renault — VW — Citroën  
Fiat — Simca — Peugeot  
Volvo — Micro-bus — etc....

Assurance internationale  
Permis de conduire international etc...  
Réservations Billets: Bateau — Avion  
ITINÉRAIRES routiers gratuits

**BILLET AVION TOUTES DESTINATIONS**

DEPUIS 20 ans au service des voyageurs

**SERVICE EUROPÉEN DE TOURISME AUTOMOBILE**  
1176, rue DRUMMOND, MTL — 861-0200  
"Touring Club de France"

## JEUNES PORTEURS DEMANDÉS

pour faire la livraison du  
journal LE DEVOIR

à  
Montréal  
et  
Banlieue

Excellentes routes disponibles

844-3361

## Une épreuve aussi pour les USA

## Caramanlis ou les blindés ?

par JOSEPH KRAFT

ATHENES — "La rouille ne rongé pas notre marbre" chante le grand barde grec qu'est Mikis Theodorakis et cette métaphore est dit long sur les élections prévues pour demain en Grèce.

Les candidats semblent reprendre le travail exactement là où ils l'ont laissé lors des dernières élections grecques il y a dix ans. Les sept années de tyrannie passées sous le régime des colonels grecs semblent n'avoir rien apporté — ce qui laisse croire que l'ingénierie américaine ici n'est ni aussi terrible que les critiques le proclament ni aussi utile que les défenseurs l'affirment.

Constantin Caramanlis, âgé de 67 ans et ancien premier ministre du pays de 1954 à 1963, est le candidat le plus en vue. Il est favori pour remporter une nette majorité parlementaire. Andréas Papandreu, fils du greffier Georges Papandreu qui avait gagné la dernière élection avant le coup d'Etat de 1967 est son plus ardent adversaire.

Georges Mavros, ancien ministre des Affaires étrangères, très actif au sein du parti de M. Papandreu-père, est un autre important adversaire. Bien que les partis communiste et marxiste soient maintenant officiellement reconnus, ils sont encore regroupés en un front populaire sous la direction de Ilias Iliou.

Les débouchés n'ont pas beaucoup changé non plus. Il y a la question de la restauration de la monarchie qui avait été évincée par les colonels. Il y a aussi Chypre. Mais ces deux questions ont évolué avec le temps.

Caramanlis était jadis monarchiste. Il semble actuellement préconiser une république de type gaulliste, au sein de laquelle il jouerait lui-même le rôle du Général. Tous les autres candidats sérieux sont contre la monarchie. La décision concernant cette question de la monarchie sera prise à la suite d'un référendum qui sera tenu dans les quarante-cinq jours qui suivront l'élection.

A moins qu'il n'y ait quelque "bizarrerie", la monarchie sera battue au vote. Il est douteux qu'une république de type gaulliste réussisse ici. Il en résultera, plus probablement, un gouvernement instable à partis multiples, de modèle italien.

La solution au problème chypriote est évidemment fonction des relations entre la Grèce et la Turquie, les Etats-Unis qui ont ici d'importantes bases navales et aériennes, et l'OTAN. MM. Caramanlis et Mavros sont en faveur d'un compromis au sujet de Chypre, tout en gardant des relations avec l'Europe et les Etats-Unis et d'un rôle un peu moins actif de la part de la Grèce au sein de l'OTAN.

Papandreu joue au démagogue au sujet de Chypre en laissant entendre qu'il a l'in-

tention de retirer complètement la Grèce de l'OTAN et d'expulser les Etats-Unis de ses bases navales et aériennes. Pour l'instant, les communistes semblent se rallier davantage à l'attitude de Caramanlis qu'à celle de Papandreu.

Il ressort de tout ceci un changement marginal. La Grèce est en train de passer lentement d'une politique dominée par le dénouement du conflit monarchie-république à une politique axée sur les problèmes sociaux. Le pays passe également d'une politique étrangère dominée par l'anti-communisme et l'alliance américaine à une plus grande ouverture internationale.

Jusqu'à présent, le changement se fait très harmonieusement. Ce qui pourrait l'arrêter, c'est l'armée grecque. Les colonels sont hais avec passion et cette haine pourrait susciter la violence qui entraînerait une intervention militaire.

Si l'élection ne donnait pas le "résultat attendu", l'armée pourrait également entrer en jeu. Justement, le slogan inavoué du candidat favori est: "C'est Caramanlis ou les chars d'assaut".

Ceci remet de nouveau en cause les Etats-Unis. Washington a soutenu le régime militaire. L'armée grecque — du moins au niveau des cadres moyens et inférieurs — est une création américaine.

Les Etats-Unis ont "démocratisé" ce qui était jadis une élite, une force professionnelle d'officiers de bonne naissance. Les instructeurs américains l'ont remplacé par une force composée d'officiers villageois qui auraient fait n'importe quoi au nom de l'anti-communisme, y compris le coup d'Etat de 1967 et les sept misérables années qui suivirent.

La Grèce se serait sûrement mieux tirée d'affaire sans les colonels. Le changement qui s'amorce maintenant aurait dû survenir il y a plusieurs années. Fondamentalement, l'expérience grecque témoigne de l'inefficacité de l'ingénierie militaire des Etats-Unis dans les pays étrangers.

Mais Washington a maintenant une chance en or. L'occasion lui est fournie de montrer que les Etats-Unis ne sont pas mariés aux régimes répressifs de droite, que les Américains peuvent lâcher prise dans certains pays sans recourir à des trucs empoisonnés. En d'autres mots, la Grèce pourrait être la preuve concrète de la différence entre le contrôle communiste et la domination américaine. Elle pourrait servir à montrer que, là où le contrôle exercé par les communistes ne recule jamais, la domination américaine, au contraire, sait disparaître d'elle-même.

(Copyright Publishers-Hall Syndicate)

## Washington

## Le sourire de l'ange blanc de la droite est encore opérant

par THIERRY BRIGHT-SAGNIER

correspondant particulier du Devoir

Si vous avez quarante ans, vous devez vous souvenir de Ronald Reagan, le Roi de Hollywood. Un bel homme doté d'un sourire charmant, il n'était pas précisément génial en tant qu'acteur, mais il savait comment se tenir devant les caméras, comment frôner les sourcils, comment apparaître féroce ou courageux selon les émotions dictées par le scénario.

Il épousa une des reines du cinéma, Jane Wyman et, lorsqu'il fut mis à la retraite (les cinéastes décidèrent que ses rides étaient un peu trop apparentes), il s'exila au pays enchanté de Beverly Hills. Là, parmi ses orangers, sa piscine et ses serviteurs, il commença à s'intéresser à la politique, car à vrai dire, il demeurait acteur.

L'ex-Roi du grand écran analysa la situation politique et sociale de l'Etat de Californie. Ce qu'il vit l'effraya. La Californie était devenue l'avant-garde révolutionnaire. Il se voyait lui-même entouré de jeunes gens aux cheveux longs qui critiquaient l'ordre social. Les universités étaient bourrées d'anarchistes ou de pacifistes. Des communistes leur enseignaient. Les Noirs organisaient des bataillons armés qui se nommaient Panthères Noires. Les Latino-Américains voulaient faire la grève. Et il semblait que le gouvernement californien était incapable de stopper les abus.

Reagan, un conservateur, fut outré et se dit que tout cela devait changer. Comme cela se trouve, Ronald Reagan n'était pas passé à l'oubli. La télévision, qui souvent domine la vie américaine, montrait souvent ses vieux films et les Californiens, cette race d'insomniaques, étaient sous le charme des vieilles aventures de l'ex-Roi. Au point tel que Reagan, sans dépenser un sou (et en fait en se faisant plain de sous) bénéficiait d'un énorme avantage politique. On le voyait deux ou trois fois par semaine jouant le héros et, pour plusieurs, la réalité dépassa la fiction. On dut se dire que si Ronald pouvait vaincre les vilains à la télé, il serait sans doute capable de les vaincre à Sacramento, la capitale de l'Etat. Ronald Reagan fut élu gouverneur.

Il découvrit rapidement que le poste de chef d'Etat n'était pas aussi facile que celui de commandant de bombardier de cinéma. Il était conservateur parmi les libéraux, vieux parmi les jeunes. Il vit la rébellion des universités, envoya

la troupe et réussit à mater une grande majorité des jeunes Californiens. Il monta une enquête contre plusieurs professeurs dont les tendances politiques lui semblaient douteuses et dicta le renvoi de plusieurs parmi eux (dont Angela Davis). Il tenta de briser les grèves des Chicanos et fut bientôt considéré l'ange gardien de la droite, un titre qui d'ailleurs lui plaisait...

M. Reagan veut maintenant devenir président, une ambition tout à fait normale, il faut l'admettre, mais néanmoins dangereuse.

Il est certain qu'il pourrait réunir les signatures nécessaires à sa candidature. Les forces ultra-conservatrices ont déjà manifesté un certain intérêt à sa campagne électorale. Il pourrait facilement diviser le vote, assurant que son Etat ne puisse pas rendre une majorité pour un autre candidat républicain. Et il serait également capable de s'assurer un petit vote dans chaque Etat où il existe un résidu d'ultra-conservateurs. Mais là n'est pas vraiment le problème. Le problème est que M. Reagan vient de l'école nixonienne, celle qui veut qu'on s'entoure de truands capables de n'importe quoi, y compris le silence. M. Reagan est un de ces politiciens qui se plaisent à assommer le peuple avec de belles phrases qui, souvent, dissimulent la vérité.

Le gouverneur dit que les élections de 1972 n'ont pas satisfait le peuple. Il dit également qu'il faut un retour à l'honnêteté des élus, ce qui est très bien, mais il évite de répondre à quelques questions pressantes. A voir ses impôts? D'après ses déclarations, M. Reagan doit être très- très pauvre, presque misérable, car il paye bien peu chaque année...

Reagan reste assuré de l'innocence de Nixon et veut rallier les forces qui, jusqu'à maintenant, pensent que Nixon fut détruit par la presse libérale. Certes, il ne risque pas de gagner les élections, puisqu'il semble que le peuple cherche à voter Démocrate, mais sa candidature et sa campagne électorale pourraient diviser une fois de plus le Parti républicain qui, nous le savons, est déjà bien malade. Et cela pourrait être désastreux, car le Grand Old Party a besoin de se ressourcer s'il veut survivre. Une autre division interne pourrait être désastreuse.

Il est peut-être temps que l'on réalise qu'un beau sourire, ce n'est pas toujours charmant...

**NETTOYEUR P.M.**  
Service d'une heure ou comptoir  
Service de chemises  
8309 ST-DENIS  
381-1322

**POUR BIEN DIGERER BUVEZ:**

UNE EAU DE SANTÉ  
ALCALINE & PETILLANTE  
QUI FACILITE LE  
TRAJET DIGESTIF  
ET L'ELIMINATION

**fithines 33**



## La résolution OLP serait prête: un rappel et une reconnaissance

NATIONS UNIES (AFP) — Le porte-parole de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Chafic Hout, a déclaré hier à sa conférence de presse quotidienne, que le projet de résolution sur la question de Palestine avait atteint une forme presque définitive, et devrait être mise au point après des consultations avec les pays arabes.

Il a ajouté, en réponse à des questions, que ce texte ne serait sans doute pas présenté dans l'immédiat, ses auteurs souhaitant consulter, pour avis, les pays amis membres d'autres groupes au sein de l'Assemblée générale.

D'après les renseignements dont on dispose, la résolution contiendrait un rappel de toutes les résolutions adoptées par l'ONU touchant aux Palestiniens et proclamerait le droit des Palestiniens à l'indépendance nationale. Le préambule de la résolution confirmerait la qualité de l'OLP comme seule représentante du peuple palestinien.

Le porte-parole a indiqué par ailleurs que M. Yasser Arafat, président de l'OLP, pourrait transiter par Moscou à son retour de Cuba, où il doit rester quatre ou cinq jours.

## Une "première" au Japon et une prise de contact en URSS

WASHINGTON (AFP) — Le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, a qualifié d'"historique" le voyage que le président Gerald Ford fera la semaine prochaine au Japon, parce que, a-t-il dit, ce sera la première fois qu'un président des Etats-Unis visite ce pays.

Cette visite, a dit M. Kissinger, "réflète l'importance considérable que les Etats-Unis attachent à leurs relations avec le Japon".

Les entretiens que M. Ford aura avec le premier ministre, M. Kakuei Tanaka, porteront à la fois sur les relations bilatérales entre les deux pays qui sont d'ailleurs "excellentes", a dit le secrétaire d'Etat, ainsi que sur les problèmes internationaux.

Dans sa conférence de presse à l'avant-veille du départ de M. Ford pour le Japon, le secrétaire d'Etat a souligné que la stabilité future dans la région du Pacifique dépendait des bonnes relations entre les Etats-Unis et le Japon.

Le nouveau programme de coopération entre les pays consommateurs de pétrole, annoncé jeudi par M. Kissinger à Chicago, sera également discuté pendant la visite de M. Ford à Tokyo. Mais M. Kissinger a noté qu'un accord ne pourrait pas se faire en trois jours mais prendrait certainement plusieurs mois.

En réponse à un journaliste qui faisait allusion aux difficultés que rencontre actuellement M. Tanaka au Japon, le secrétaire d'Etat américain a répondu que les personnalités politiques japonaises avec lesquelles les Etats-Unis avaient négocié ces dernières années avaient fait preuve

d'un degré considérable de stabilité. M. Kissinger a également refusé de prendre en considération la situation du président Chung Hee Park en Corée du sud et il a ajouté que si le président Ford ne visitait pas ce pays pendant son voyage, cela pourrait être interprété comme un retrait par les Etats-Unis sur leurs engagements antérieurs pour la défense de la Corée du sud.

La rencontre de M. Ford avec M. Leonid Brejnev, premier secrétaire du Parti communiste soviétique, à Vladivostok, témoigne de la nécessité pour les leaders des deux superpuissances nucléaires d'être en contact constant, a expliqué M. Kissinger.

Elle leur permettra d'échanger leurs points de vue sur l'ensemble de leurs relations ainsi que sur les difficultés qui pourraient surgir, et de donner un nouvel élan à la détente, a dit le secrétaire d'Etat.

M. Kissinger a cependant souligné qu'il ne fallait pas s'attendre qu'en deux jours il y ait des progrès sensationnels dans les négociations SALT. C'est une question extrêmement compliquée, a ajouté M. Kissinger, et il est impossible de prédire si la rencontre entre les deux dirigeants sera un communiqué ou si les progrès accomplis seront simplement transmis à la conférence de Genève.

Cependant, M. Kissinger a exprimé l'espoir que les progrès réalisés à l'occasion de son voyage à Moscou, le mois dernier, se poursuivraient à la rencontre de Vladivostok.

# Rabin avertit la Syrie mais Kissinger ne croit pas à l'imminence de la guerre

WASHINGTON (par l'AFP) — Le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, a cherché à calmer les spéculations sur l'imminence d'une nouvelle guerre entre Israël et ses voisins arabes.

"Nous ne sommes pas dans une situation de conflit imminent", a-t-il dit pendant une conférence de presse en réponse à des questions répétées sur de prétendus accroissements de l'aide militaire de l'Union soviétique à la Syrie et à l'Egypte.

"Nous n'avons aucune preuve que l'Union soviétique est en train d'encourager la reprise des hostilités", a-t-il ajouté. "Nous utilisons toute notre influence sur les parties et sur les autres pays pour qu'ils fassent preuve de modération et nous suivions la situation avec attention".

M. Kissinger a révélé toutefois qu'il avait conféré le matin même avec le président Gerald Ford et le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, sur les mesures d'urgence à prendre en cas d'une nouvelle crise.

M. Kissinger a dit qu'il était impensable que les dirigeants soviétiques se trompent au point de chercher à favoriser la reprise des hostilités au Moyen-Orient à la veille de la rencontre entre le président Ford et M. Leonid Brejnev.

"Quiconque voudrait provoquer une guerre se mettrait dans une position difficile vis-à-vis des Etats-Unis", a-t-il dit.

Le secrétaire d'Etat a affirmé que les Etats-Unis ne prendront jamais part à une guerre au Moyen-Orient tant qu'il n'y aura pas d'intervention d'une autre puissance extérieure de la région.

Tout au long de sa conférence de presse, M. Kissinger a réaffirmé que, malgré le regain de tension entre Israël et ses voisins arabes, il ne croyait pas que la reprise des hostilités soit imminente ou inévitable.

Au cas où la guerre reprendrait, a dit le secrétaire d'Etat, le seul objectif des Etats-Unis serait, comme en octobre 1973, d'y mettre fin le plus rapidement possible.

M. Kissinger a déploré que la Syrie ne se montre pas disposée à prolonger le mandat de la force des Nations unies qui surveille le cessez-le-feu dans le Golan.

"Cette prolongation est importante, a-t-il dit, parce que si le mandat n'est pas prolongé, cela mettra en doute la stabilité des accords conclus dans la région".

Interrogé à plusieurs reprises sur la position des Etats-Unis vis-à-vis de l'Organisation de libération de la Palestine en tant qu'interlocuteur dans les négociations de paix, le secrétaire d'Etat s'est contenté de dire, comme l'avait fait la veille le président Ford, que c'était à Israël de décider avec qui il négocierait.

Il a estimé que le discours prononcé

mercredi par M. Yasser Arafat aux Nations unies n'était pas "particulièrement modéré" dans la mesure où il préconisait la création d'un Etat palestinien devant remplacer l'Etat d'Israël.

M. Kissinger a enfin déclaré qu'il n'envisageait pas de retourner dans un proche avenir au Moyen-Orient pour reprendre sa mission de médiation entre Israël et les Etats arabes.

Il reste que M. Yitzhak Rabin, premier ministre israélien, a lancé hier une sévère mise en garde à la Syrie en déclarant que toute action unilatérale de la part du gouvernement de Damas "se heurterait à un Israël plus fort que jamais et prêt à la riposte".

M. Rabin, qui parlait à une réunion publique, a indiqué que la présence des contingents de l'ONU constituait un élément de diminution de la tension au Proche-Orient. Faisant alors allusion à l'éventualité d'une non-reconduction par la Syrie du mandat de la Force d'urgence (FNUOD), le premier ministre israélien a souligné que la présence des Casques bleus sur le Golan faisait partie intégrante des accords de désengagement et que ces accords seraient annulés par le départ de la FNUOD.

Cette mise en garde à la Syrie aurait été accompagnée, selon certaines rumeurs circulant en Israël, de mesures préventives dont on ignore jusqu'à présent la nature et l'ampleur.

L'avertissement lancé à l'adresse de Damas par le premier ministre israélien n'est pas nouveau en soi, mais dans le contexte actuel, il prend une résonance particulière. On estime généralement qu'il y a un rapport entre l'accélération des envois d'armes par l'URSS à la Syrie et l'expiration prochaine du mandat de l'ONU.

Ces livraisons massives — plus de vingt

cargos soviétiques déchargés à Lataquieh selon M. Rabin — semblent vouloir confirmer l'impression à Tel Aviv que Damas refusera de renouveler le mandat des Cas-

ques bleus, ou bien que la Syrie exigera en échange un nouveau retrait israélien sur le Golan, chose qu'Israël est moins prêt que jamais à accepter.

## Pas de "froid" entre le pape et Kissinger

CITE DU VATICAN (AFP) — Le St-Siège a démenti que l'entrevue de 45 minutes, le 5 novembre, entre Paul VI et M. Henry Kissinger "se soit déroulée dans une atmosphère de froid".

La précision a été donnée par son porte-parole, le professeur Federico Alessandrini, qui a précisé que l'entrevue avait été "ouverte et cordiale".

Il répondait ainsi à un article de l'hebdomadaire L'Europeo (centre-gauche), selon lequel Paul VI aurait opposé au secrétaire d'Etat américain "une défiance et une froideur presque glaciale", en lui reprochant notamment les "ingérences américaines" dans la crise ministérielle italienne et "l'action massive, basée sur le chantage, employée par les Etats-Unis envers les pays arabes".

On rappelle qu'à la différence de la précédente entrevue, quatre mois plus tôt, l'audience pontificale de M. Kissinger n'a pas donné lieu à un communiqué. Le secrétaire d'Etat s'en était, cependant, déclaré "très satisfait".

avant de quitter Rome. M. Alessandrini a précisé hier que le St-Siège "a cru devoir garder la réserve par égard pour son hôte et pour sa délicate mission".

Selon des sources sûres, la conversation "utile" a été brève. M. Kissinger parlait en anglais et un interprète a été nécessaire. Le secrétaire d'Etat a décrit ses efforts pour ramener la paix au Moyen-Orient et le plan américain sur la situation alimentaire du monde. Il aurait également sondé le pape pour voir s'il était derrière la campagne menée par les catholiques du Sud-Vietnam contre la corruption politique et le gouvernement Thieu.

Le professeur Alessandrini a démenti également le quotidien communiste Paese Sera, selon lequel M. Kissinger aurait été introduit au Vatican "par la porte de service", pour des raisons de sécurité. La cour principale, a-t-il rappelé, était alors encombrée par les voitures des cardinaux venus pour une cérémonie religieuse.

## Paris, Londres et la CEE

## Une Europe sérieuse ou une Europe inexistante ?

DUBLIN (AFP) — Ce serait une grande déception si la Grande-Bretagne devait quitter la Communauté européenne, car la Grande-Bretagne fait partie de l'Europe, a déclaré M. Jacques Chirac au cours d'une conférence de presse tenue après les entretiens qu'il a eus hier avec le premier ministre irlandais, M. Liam Cosgrave.

"Mais, a ajouté le premier ministre français, je préfère une Europe sérieuse et bien construite sans la Grande-Bretagne à une Europe inexistante où la Grande-Bretagne serait présente".

Interrogé par un journaliste anglais "sur les sacrifices que la France serait

prête à consentir pour garder la Grande-Bretagne dans l'Europe", M. Chirac a déclaré que la France avait déjà consenti beaucoup de sacrifices au cours des négociations qui avaient abouti au traité d'adhésion, et qu'il ne voyait pas la possibilité d'en accorder d'autres.

M. Chirac a d'autre part déclaré qu'il avait fait au gouvernement irlandais une proposition de compromis sur la création du fonds d'aide régionale à laquelle l'Irlande tient beaucoup. Il a proposé de suggérer à la conférence au sommet de Paris que soit créé au bénéfice des seules Italie du sud et Irlande, les deux régions les moins favorisées d'Europe.

gouvernement, son ministre de l'Intérieur Poniowski et le patronat viennent, de porter au droit de grève et aux libertés démocratiques en décidant de faire intervenir les forces de répression contre les postiers en grève".

Dans les chemins de fer, tous les cheminots doivent cesser le travail "dans la période du lundi 18 au matin au vendredi 22 au matin" à l'appel des syndicats CGT, CFDT et NPTC (confédération française des travailleurs chrétiens). Dans les banques, plusieurs syndicats ont annoncé une commission nationale paritaire de la banque pour le 5 décembre et demandant donc au personnel de ne pas s'associer à la grève du 19 novembre. Enfin, dans les charbonnages, la situation est redevenue normale.

## Constat d'échec de Moro ?

ROME (Reuter) — Le président du conseil désigné d'Italie, M. Aldo Moro, s'est heurté à des difficultés insurmontables, déclare-t-on de source politique.

L'objectif visé par M. Moro était la formation d'un gouvernement minoritaire démocrate-chrétien qui jouirait de l'appui des autres partis.

Mais, de même source, on déclare que M. Moro n'a pas réussi à obtenir suffisamment d'appui de ces autres formations.

Les sociaux-démocrates refuseraient d'appuyer un gouvernement démocrate-chrétien dirigé par M. Moro, tout en se tenant prêts à envisager d'apporter leur soutien à un autre dirigeant démocrate-chrétien.

Les socialistes seraient disposés à appuyer que M. Moro, apprend-on de même source.

En outre, le président du conseil désigné n'aurait plus l'appui sûr des républicains.

M. Moro devra sans doute annoncer lundi au cours d'une réunion des démocrates-chrétiens que le seul appui sûr viendrait des socialistes.

Les démocrates-chrétiens seront contre la formation d'un gouvernement sur cette base, craignant un glissement vers la gauche.

Dans ces conditions, M. Moro se verra peut-être contraint, à l'issue de la réunion des démocrates-chrétiens, de dresser un constat d'échec auprès du président Giovanni Leone.

Après cela, il serait permis de s'attendre qu'une administration minoritaire provisoire démocrate-chrétienne achève le pays vers des élections législatives anticipées, sans doute au printemps prochain.

Avant M. Moro, Amintore Fanfani, secrétaire du parti, avait tenté de former une coalition des partis de centre-gauche: socialistes, social-démocrate, démocrate-chrétien et républicain.

# GOULET

3130 EST, SHERBROOKE

TÉL: 526-6655



**MAURICE GOULET**



**JOSAPHAT GOULET**

**POUR VENDRE OU ACHETER UNE PROPRIÉTÉ**

**CONSULTEZ NOS SPÉCIALISTES**

**IMMEUBLES GOULET REALTIES INC**



**MONTREAL-NORD:** 2 beaux 5/2, semi-détaché, terrain 40 x 82, cour en asphalte pour 8 autos, sous-sol fini, balcons fer forgé. Comptant \$5,000. Balance facile. Filère G-6101. Bilodeau 526-6655 ou 525-8949. Exclusif.



**VILLE DE LAVAL:** Près du bou. La Concorde et de La Rivière, sur la rue Poitou. Magnifique bungalow, terrassement extraordinaire avec terrain de 85 x 90. Cause de départ \$45,000. Exclusif. Filère G-6135. Leblanc 526-6655.



Magnifique duplex neuf, avec bachelier, salle de repas, garage double, gros revenu, grande cour. Gazonné. Prix: \$53,000. Filère G-5814. Saint-Marc 526-6655 ou 353-3005 (M.L.S.).



**ST-LIN:** (2) propriétés hiver et été, terrain 200 x 180. \$30,000. Comptant discutable. Filère G-6139. Lauzon 526-6655 ou 353-8891. Exclusif.



**LUXUEUX TRIPLEX:** avec bachelier, garage magnifique, hall d'entrée, plancher de marbre, fixures, four et poêle encastrés. Jardin et patio, sapins blancs, érabes rouges, devanture en pierre soulevée, galeries en fer forgé ainsi que portes avant. Il faut voir. Filère G-5931. Saint-Marc 526-6655 ou 353-3005.



Joli bungalow de 5 pièces, terrain de 6,000 pieds, fenêtres panoramiques en aluminium, sous-sol fini, salle de lavage, chambre de bain complète, plus grand garage. Filère F-5550. Exclusif. Houde 526-6655 ou 521-0381.



Belle villa, face rivière Richelieu, grand terrain boisé, gazon. Aussi terrain bord de la rivière, foyer naturel. Aubaine \$30,000. Filère G-5725. Houde 526-6655 ou 521-0381.



**ANJOU:** Split-Level, 3 chambres à coucher, cuisine, armoires fines Formica, grande salle de récréation au sous-sol avec deux murs de brique et foyer. Fenêtres et portes aluminium. Impeccable. Grand terrain paysagé, 8 arbres matures. Hais, 98-2 de brique. \$39,000. Filère G-6194. Exclusif. Malo 526-6655 ou 352-6827.



Split-level détaché, 5 pièces, 3 chambres, suite près école, église et centre d'achats. Terrain arriéré clôturé, salle de jeux, inclus: lustres, laveuse-sécheuse. Très belle propriété. Filère F-2946 J. Cantin 526-6655 ou 661-9147. Exclusif.



Commerce et logement: Vente et service de "Chain-saw" tondeuse, souffleur à neige, établi depuis 25 ans. Possibilité d'expansion. 2 grands terrains. Exclusif. Guy Desjardins 729-0993.



**Moorcrest — MASCOUCHE:** bungalow, 6 pièces, chauffage électrique, intercom, foyer naturel, porte-patio dans salle à manger, tapis mur à mur, 2 salles de bains, garage. Patio marbre. Terrain 78 x 750 boisé. Piscine. Tennis. \$37,000. A voir. Filère G-6068. Goupil 526-6655 ou 666-8304.



Cottage semi-détaché, 7 grandes pièces, garage, chauffage électrique, sous-sol, salle de séjour. Terrain gazonné, piscine et salle de récréation. Comptant: \$6,500. Filère G-5893. (Photo M.L.S.) Monneau 526-6655 ou 352-8292.



**LORRANE:** Cottage attaché, construction de 1969, portes et fenêtres aluminium. Planchers en marqueté. Terrain paysagé. Arbres matures. Bien situé. \$18,000. Filère G-6036. Goupil 526-6655 ou 66-8304.

**CARRIÈRE EN IMMEUBLE**

**Joignez-vous à une des plus progressives compagnies canadiennes-françaises. L'expansion est telle, que nous cherchons des dames et des messieurs, avec ou sans expérience. Les candidats devront avoir l'ambition, le sens de la communication et posséder une automobile. Pour entrevue confidentielle:**

**M. MAURICE GOULET:**

**526-5013**

**25904276**

**IMMEUBLES GOULET REALTIES INC.**

**BUREAU OUVERT DE 9 A.M. À 9 P.M.**

**SYSTEME DE VENTE GARANTIE — FINANCEMENT JUSQU'À 90% — ESTIMATION GRATUITE**

**NOS BUREAUX SONT AUSSI OUVERTS LE SOIR LES HRS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS**

### COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF (cours collégial)

#### session d'hiver 1975

- Secteur général
- Collège reconnu d'intérêt public
- Collège mixte - résidence pour étudiants seulement.

#### PROGRAMMES OUVERTS:

1. Sciences de la santé
2. Sciences pures et appliquées
3. Lettres

**DATE LIMITE: 15 décembre 1974**

#### RENSEIGNEMENTS:

**Bureau des Admissions**  
Cours collégial  
3200, chemin Sainte-Catherine  
Montréal H3T 1C1  
Tél.: 342-1320 poste 255

### MANIFESTATION DU MOIS DU LIVRE JUIF Du 8 novembre au 16 décembre 1974

#### Conférence communautaire donnée par

**PAUL RACCAH**  
Sujet

"Les relations entre les fondations de la science moderne et la tradition rabbinique"

ainsi que la participation de la **CHORALE KINOR**

**Le dimanche, 17 novembre 1974 à 20 heures**  
Édifice Samuel Bronfman, 1590 Avenue McGregor

**MICHEL SOLOMON**

Auteur sera aussi présent pour dédicacer son dernier livre "Le Struma"

Sous les auspices du Congrès Juif Canadien Région de l'Est

**ENTRÉE LIBRE**



## Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

Voir autres Avis légaux, en page 11

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC  
PERMIS NO: 23509-V-5-1  
WILSON TRUCKING (QUEBEC) LTD.

ANNEE  
LA REQUERANTE OUI DETIENT DEPUIS LE 20  
NOVEMBRE 1973, UN PERMIS SPECIAL QUI SE  
LIT COMME SUIV:

a) TRANSPORT GENERAL — longue distance —  
rayon  
b) De Montréal et toutes les localités situées dans un rayon de 5 milles des limites de la cité citée.  
c) TRANSPORT GENERAL — longue distance —  
rayon

d) De Montréal à toutes les localités situées dans un rayon de 30 milles des limites de la cité citée, et retour.  
e) TRANSPORT RESTREINT — longue distance —  
rayon

f) De Montréal à tous les points dans la Province de Québec, pour le transport de marchandises appartenant à un expéditeur par voyage.  
g) TRANSPORT RESTREINT — longue distance —  
rayon

h) Pour le transport de sucre en vrac par camion citrine à Montréal et de Montréal à toutes les localités situées dans un rayon de 150 milles de la cité de Montréal (pas de cargo retour) pour le compte de sur-paiement par St. Lawrence Sugar Refineries Limited.

DROITS ADDITIONNELS AUX CLAUSES A) ET B) Le détenteur est autorisé à transporter de la — marchandise par fardeau dans les limites des rayons autorisés aux clauses A et B de ce permis. La Commission n'autorise pas l'utilisation du droit additionnel suivant mentionné au permis de Totran Limited \$1019-V, à savoir:

Le détenteur est autorisé à louer de Métrocan Leasing Limited 3 remorques remorqueuses pour 24 mois.

Lequel se termine le 15 novembre 1974 ou décision finale, selon lequel événement arrivera le premier, demande l'extension de ce permis pour un an moins un jour et (ou) jusqu'à décision finale à être rendue sur la demande de permis permanent dont l'addition a eu lieu le 18 juin 1974.

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

AVIS DE REQUETE POUR  
CHANGEMENT DE NOM

AVIS est donné que Eugene Anthony Zinay, Ex-cé, résident et domicilié 383 Clarke Avenue, cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer de nom de famille en celui de Eugene Anthony Zinay, ledit changement de nom devra également concerner son épouse, née Teresa Claire Girard, ainsi que ses enfants mineurs, Martha Ann et Louise, tous des mêmes lieux, à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 7 novembre, 1974  
Donald Kujan, Procureur du Requêteur

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

## PROVINCE DE QUEBEC CITE DE MONTREAL-NORD COMTES SAUVE & BOURASSA

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à la Salle du Conseil, 1121 rue Hébert, MERCREDI le ONZE (11) DECEMBRE, mil neuf cent soixante-quatorze (1974) à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Kenneth Paradis	5	22
Alliance Norac Ltd	7	108
(avec bâtisse dessus érigée)		
J. Gilles Denis	7	389
(avec bâtisse dessus érigée)		
J. Gilles Denis	7	390
J. Gilles Denis	7	391
J. Gilles Denis	7	392
J. Gilles Denis	8	1448
J. Gilles Denis	8	1449
J. Gilles Denis	8	1450
J. Gilles Denis	8	1451
J. Gilles Denis	8	1452

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

J. Gilles Denis	8	1543
J. Gilles Denis	5	99
(avec bâtisse dessus érigée)		
Jean-Claude Couture	20	724
(avec bâtisse dessus érigée)		
Jean-Claude Couture	20	725
(avec bâtisse dessus érigée)		
Dino Messina	23	238
(avec bâtisse dessus érigée)		
Roger Mercier	29	1612
(avec bâtisse dessus érigée)		
Lionel Gareau	38	818
(avec bâtisse dessus érigée)		
Financement F.T. Inc.	38	867-1,867-2
(avec bâtisse dessus érigée)		
Pietro Fratta	86	245, 246
(avec bâtisse dessus érigée)		
Ignat Sokyrko	97	337-2, 338-4
(avec bâtisse dessus érigée)		
Inconnu	115	48-1-2, 53-2

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Marcel Chaput	5	77P, 18
---------------	---	---------

5-77P: — Une partie du lot soixante-dix-sept (77P) subdivision du lot original cinq (5) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le sud-ouest par partie du lot 5-15 (rue Allard), vers le nord-ouest par le lot 5-18, vers le nord-est par partie du lot 4-26-2 et vers le sud-est par partie dudit lot 5-77. Mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de deux mille deux cent cinquante pieds carrés, mesure anglaise.

(2250 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	420P
---------------	----	------

20-420P: — Une partie du lot quatre cent vingt (420P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par le lot 20-87 (rue des Parquets); vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-420 et vers le nord-ouest par partie du lot 4-26-2 et vers le sud-est par partie dudit lot 5-77. Mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

20-435P: — Une partie du lot quatre cent trente-cinq (435P) subdivision du lot originaire vingt (20) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné vers le nord-est par le lot 20-85 (avenue Jules-Auclair); vers le sud-est par partie du lot 20-420; vers le sud-ouest par partie dudit lot 20-435 et vers le nord-ouest par le lot 21-88 (avenue Jules-Auclair). Mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise.

(1800 p.c.m.a.)

### NOMS DES PROPRIETAIRES CADASTRE SUBDIVISIONS

Jean Simoneau	20	435P
---------------	----	------

PRENEZ AVIS que la compagnie CHARPEX INC. demandera au Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'abandonner sa charte.

Montréal, le 12 novembre 1974  
Me André Gauthier, avocat

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.

Le droit intéressé peut contester cette demande de permis spéciale déposée à la Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports, 505, est, rue Sherbrooke, Suite 400, Montréal.

SIGNE: FERDINAND ROY  
PROCURATEUR DE LA REQUERANTE  
ADESSKY KINGSTONE ZERBIAS & POULIN  
AVOCATS. — ATTORNEYS.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:  
GERARD TURCOT, Homme de maintenance,  
1155, 44ième Avenue,  
Fallsville, Laval, Québec

Montréal, le 14 novembre 1974  
François A. PERRAULT, avocat  
PROCURATEUR DU REQUERANT

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL  
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUEBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL  
PRENEZ AVIS QUE DATSUN AT FAIRVIEW LIMITED, 345, Brunswick, Pointe-Claire, P.Q., s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis spécial l'autorisant à donner les services suivants: — 1. — Location à court terme des véhicules de promenade (automobiles et station-wagon) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison d'un véhicule neuf. — 2. — Location à court terme de véhicules de commerce et de livraison (camions) à ses clients qui ont des voitures en réparation ou qui attendent la livraison de véhicules neufs à 345, Brunswick Boulevard, Pointe-Claire, P.Q.



# Impressions états-uniennes 3

## Enfer dans les ghettos et psychose dans les grandes villes

par GÉRALD LeBLANC

Les Américains n'ont pas seulement honte des ghettos noirs où croissent les parias de cette société d'abondance. Ils n'osent plus s'aventurer dans ces enfers et une psychose de peur s'installe dans les grandes villes des USA.

● En arrivant à Washington, on nous remet une petite brochure sur les choses à voir dans la capitale américaine. Une mise en garde peu rassurante, encadrée dans la première page: "Attention: A Washington, comme dans toute grande ville, certains quartiers sont dangereux, particulièrement après la tombée de la nuit. Nous supplions les visiteurs de ne jamais se promener, surtout pas seul, le soir, dans les parcs, les rues secondaires et les ruelles. En règle générale, il est toujours préférable de visiter en groupe".

● A l'aéroport d'Atlanta, deuxième plus important du pays, le chauffeur de taxi, qui doit nous conduire à l'hôtel, porte le regard bien en évidence à la ceinture. Environ 75% de ses collègues en font autant, selon son témoignage, et il ne s'agit pas de la préparation d'un nouveau

western-vérité. A cause des dangers inhérents à leur fonction, la loi de l'Etat de Géorgie permet en effet, aux chauffeurs de taxi d'exhiber leur capacité de se défendre.

● Une lettre de nos hôtes, le département d'Etat, nous attend au Belmont Plaza Hotel à New York. On nous demande de suivre à la lettre la consigne de l'hôtel. Un petit carton, placé bien en évidence sur les oreillers, nous livre en effet un autre petit message, écrit en rouge pompiers sonnant le danger: "Prudence. Pour votre propre protection, veuillez utiliser tous les dispositifs disponibles (de fait, il y a trois verrous) pour fermer la porte avant de vous coucher. Offrez-nous votre collaboration, s'il-vous-plait." La direction.

● Notre collègue féminine a droit à un traitement de faveur. Dans le secteur des affaires, à l'intérieur d'un building ressemblant à la Place Bonaventure, elle revient peu rassurée après avoir lu le message suivant, sur la porte de la toilette: "Fermez bien votre porte. Le viol que

vous prévenez pourrait être le vôtre".

● A Central Park, cet immense jardin entourant une ville dépourvue de verdure, les rares promeneurs sont accompagnés du plus fidèle ami de l'homme, durant les heures de clarté. En soirée, les gens bien ne s'aventurent pas dans cette zone interdite.

Volontairement alarmiste, cette énumération traduit cependant un climat réel dépassant l'entendement canadien ou européen. Les Américains ont peur des ghettos noirs et leur psychose est contagieuse.

La société américaine est plus violente qu'on ne le croyait. L'assassinat des frères Kennedy, de Martin Luther King et de sa mère, l'attentat contre George Wallace, l'ont bien démontré", nous répond M. Benjamin C. Bradlee, éditeur du Washington Post, à qui nous confions notre surprise devant ce phénomène de peur généralisée.

Le rideau placé devant l'immense peinture guerrière, ornant autrefois l'entrée du Département d'Etat, n'a sans doute pas suffi à transformer l'humeur de l'ai-

gle américain.

Ce sont cependant les américains eux-mêmes, les blancs d'abord mais également les noirs entrés dans la classe moyenne, qui font maintenant les frais de la violence. La psychose de peur semble en effet le prix à payer pour l'enfer des ghettos noirs, qui se sont encore détériorés depuis les émeutes des années 60.

Après nous avoir avoué, avec franchise et tristesse, qu'il avait peur lui aussi de se promener seul, le soir, dans Harlem, M. Julian Bond, jeune sénateur noir à la législature de Géorgie, rappelle que le sort du "sous-prolétariat" ("underclass") ne s'est aucunement amélioré depuis 10 ans.

S'il veut être élu, tout politicien, y compris le noir, doit promettre qu'il se montrera intraitable dans sa campagne pour enrayer le crime sous toutes ses formes dans les villes américaines.

Un Québécois vivant à Washington nous explique cependant qu'il s'agit d'une espèce bien particulière de crime. Repoussés dans la jungle, les parias des ghettos "chassent", selon lui, pour leur subsistance. Peu importe la couleur ou

les couleurs de la victime, pourvu qu'elle constitue une proie valable.

Seul un programme gouvernemental d'aide massif peut, selon Julian Bond, briser les chaînes de ces zones infernales. D'autres parlent d'un second plan Marshall, comme celui mis de l'avant pour ramener les villes européennes ravagées par la guerre.

Un autre héritier de Martin Luther King, M. John Lewis, directeur du "Voter education project", nous explique que les hostilités se sont déplacées vers le nord. Le mouvement des droits civils commence à porter des fruits dans les Etats du Sud, parce qu'il était organisé et parce qu'il a fourni des leaders pour récolter les effets des nouvelles lois assurant l'égalité à la minorité noire.

Dans les ghettos des villes du nord (New York, Detroit, Boston, Philadelphie, Buffalo, etc.), les émeutes des années 60 représentaient selon lui, un cri anarchique de désespoir. C'est pourquoi elles sont restées sans lendemain.

"Après la mort des Kennedy et des

King, suivie de l'élection de Nixon, ajoute-t-il, les gens ont peur d'espérer de nouveau. La génération conçue dans ce climat de frustration, d'humiliation et de haine, pourrait exploser à nouveau."

Un des éditeurs du Black Enterprise Magazine, M. Robert J. Imbriano, ajoute que plusieurs jeunes noirs des ghettos ne prennent même plus la peine de chercher du travail. Ils ont adopté le métier de chasseur et ravagent les ghettos. Fait plutôt étonnant dans le pays le plus riche du monde, le gouvernement ne connaît même pas l'existence de milliers de ces parias, qui ne sont enregistrés nulle part, selon M. Imbriano.

La maladie de la faulx ("sickle cell") vient s'ajouter à la drogue pour miner cette couche de la population noire. Environ le quart de la population noire, particulièrement celle des ghettos, est atteinte de cette maladie qui ne touche pas les blancs. Elle se manifeste par le caractère de certaines cellules, en forme de faulx au lieu d'être circulaire, et réduit à environ 25 ans la longévité de ses victimes.

## Le congrès du Conseil québécois pour l'enfance exceptionnelle

### Vers une adaptation à l'inadaptation ?

par Lise Bissonnette

Selon les catégories propres à la société québécoise, et selon les lunettes roses ou noires qu'on utilise en les définissant, de trois à cinq pour cent des enfants de zéro à 17 ans sont, à quelque titre, des "exceptionnels", ce terme très générique et peut-être pudique qui coiffe à la fois la déficience et l'inadaptation.

En chiffres plus crus, cela signifie que sur quelque 2,200,000 enfants de ce groupe d'âge, on compte actuellement de 65,000 à 100,000 exceptionnels de toutes sortes, reconnus comme tels.

Les statistiques scolaires, qui décrivent la population de cinq à 17 ans, le confirment. En 1971-72 par exemple, le ministère de l'Éducation dénombreait, pour le secteur public et privé, 60,797 inadaptés sur 1,634,657 élèves, soit un taux de 3.71 pour cent, qui ne tient pas compte des réseaux d'institutions et de services relevant du ministère des Affaires sociales.

Et ce réseau a de nombreuses ramifications pour servir l'enfance et l'adolescence inadaptée: centres d'accueil, agences de service social, services de psychiatrie infantile (externes et internes), et autres. En 1971, on estimait que la population ainsi desservie, avec celle des classes spéciales des commissions scolaires, at-

teignait 4.21 pour cent du groupe d'âge de zéro à 17 ans. Et les spécialistes croient que leurs exercices de dépistage ne réussissent pas à rejoindre tous les intéressés. On frôle donc le pessimisme cinq pour cent.

Ce qui laisse perplexe, c'est l'étonnant bond qu'a fait à cet égard le Québec, au cours de la décennie précédente. La même statistique globale donnait en effet 1.39 pour cent d'inadaptés en 1961.

Ce nombre a triplé jusqu'en 1971 et les coûts ont suivi, à un rythme moindre bien que très difficile à évaluer correctement, à cause de la dispersion des services. Les comptes publics, par exemple, indiquent un passage du simple au double ou presque (76 à 144.5 millions) pour les seuls services à l'enfance inadaptée qui relèvent du ministère des Affaires sociales, entre 1968 et 1973.

On peut attribuer cette croissance assez spectaculaire à un rattrapage normal dans la mise en place de ces services, parallèlement à la réforme scolaire générale. Mais il faut en même temps y reconnaître un phénomène inquiétant, qui ne semble guère près de toucher à sa fin, celui de la multiplication des "mésadaptés

socio-affectifs", qui abondent dans les écoles et font naître avec eux une série de classes spéciales. On les retrouve surtout en milieu urbain.

Le taux de déficience mentale réelle (profonde moyenne ou légère) est en effet constant. Il se situe à 0.39 pour cent de la population de zéro à 17 ans. Il en va de même pour les handicaps physiques (2.5 pour cent). Une bonne partie de ces enfants sont placés en institutions, qui souffrent d'un manque chronique de places.

Les mésadaptés socio-affectifs sont plutôt servis par le système scolaire, mais c'est le placement en foyer nourricier qui atteste de leur foudroyante croissance, puisqu'il est souvent le résultat de la dislocation de la famille initiale. Ces placements ont presque quadruplé entre 1960 et 1971 (de 7,026 à 26,774) alors que le placement en institutions restait relativement stable (de 11,854 à 12,978).

D'aucuns croient que ce sont les orthopédagogues et autres spécialistes apparentés qui diagnostiquent l'inadaptation à tout prix, à force de vouloir se trouver une clientèle. Mais s'il est clair que certaines mésadaptations légères font l'objet de soins plus minutieux, en lieu et place de la fureur d'autrefois, on ne peut guère exclure aussi légèrement l'existence d'une inadaptation "sociale" en progrès marqué.

Faut-il dès lors accroître les services en continuant sur la même lancée, ou déclarer la société elle-même créatrice d'inadaptation et susceptible de thérapie collective radicale? On peut s'attendre à ce que la question surgisse à chaque détour des assises-monstres que tient à Québec jusqu'à dimanche, avec environ 4,000 participants, le Conseil québécois pour l'enfance exceptionnelle (CQEE).

Mais ce n'est pas à un affrontement de thèses que vise cette année le vingtième congrès, ainsi que l'expliquait au DEVOIR M. Pierre Gauthier, président du comité scientifique qui l'a préparé.

"Ces assises sont pluridisciplinaires", dit-il, "et le programme s'est voulu très hétéroclite, comme une sorte de supermarché d'idées".

On a invité à Québec tous ceux qui travaillent avec ou pour l'enfance exceptionnelle, de l'administrateur scolaire à l'éducateur physique, en passant bien sûr par les orthopédagogues de toutes spécialisations. On estime d'ailleurs à 10,000 le nombre de personnes dont le travail est relié à ce secteur assez directement.

Lui-même professeur à l'école de Psycho-éducation de l'Université de Montréal, M. Gauthier ne croit pas qu'il s'agisse là d'une sorte d'excroissance indue, bien que les problèmes de qualification des individus et de développement des services lui semblent importer beaucoup plus, désormais, que celui des besoins en personnel.

Les mésadaptés socio-affectifs, selon lui, étaient "une population invisible" qu'une détection plus soignée a mise en lumière plus crûment. Mais leur apparition d'instruction exclusive ainsi que des la "diminution de la solidité de la cellule familiale" et à "l'ultra-spécialisation du système scolaire qui s'est donné une fonction D'instruction exclusive ainsi que des structures calquées sur celles de l'usine ou du bureau".

L'adolescence en fait une expérience souvent tragique car "l'école secondaire, organisée à la dimension et selon le modèle de l'université, n'offre plus aux jeunes la dynamique qui leur est nécessaire. On renvoie toute la tâche de l'éducation de la personnalité à la famille en présumant que la mère, au moins, s'en occupe. Mais les nécessités économiques obligent aujourd'hui la femme à travailler. Et le monde du travail, à son tour ignore la vie

familiale et scolaire".

Les jeunes sont donc ballottés dans cet univers de hiatus, qui nie leur individualité. "Il y a des milliers et des milliers de métiers", de constater M. Gauthier, "mais pour l'enfance et l'adolescence, nous avons l'imagination courte. Nous les limitons à une seule occupation: étudier".

Si tout un système se ligue ainsi pour créer et faire croître un "sentiment d'aliénation" chez les jeunes, nous sommes peut-être condamnés à voir augmenter jusqu'à l'absurde le pourcentage de ceux qu'on dira "inadaptés". Le seul espoir, selon M. Gauthier, réside dans une intervention globale, qui pourrait ressembler à une "concertation entre le gouvernement, les entreprises, les syndicats, et le secteur professionnel de l'enseignement pour donner aux adolescents les rôles sociaux importants qu'ils rêvent de jouer, pour les mobiliser dans des projets spéciaux, hors des limites traditionnelles de l'école".

En feuilletant le programme du congrès, on trouve cependant fort peu d'ateliers axés sur la dimension collective que prend de plus en plus le problème de l'inadaptation. L'accent est mis sur l'apprentissage, qui foisonne d'approches diverses et de méthodes spécialisées, et sur plusieurs expériences innovatrices.

On remarque aussi qu'il s'agit tout autant de théories et de pratiques de pédagogie générale que de pédagogie des inadaptés. M. Gauthier voit là un tournant heureux, plutôt qu'une récupération de la pédagogie par les orthopédagogues, comme on pourrait le craindre. "Nous cherchons des méthodes collectives, qui peuvent s'adresser à un plus grand nombre d'enfants. Sinon, les coûts croîtront

de façon astronomique, comme ils le font déjà."

Selon lui, les grandes théories qui ont cours actuellement ne sont pas "opérantes" et notre système scolaire est loin de s'être engagé, malgré certaines expériences particulières intéressantes, dans la voie de "recherche et développement", qui pourrait avoir des retombées significatives pour l'ensemble des groupes scolaires.

Les 4,000 participants au congrès, dont le quart seulement est membre du Conseil québécois pour l'enfance exceptionnelle (association volontaire de 3,000 membres) se partagent entre 108 activités, pour la plupart des ateliers-séminaires, dispersés au Hilton-Québec, au Concorde et au Centre des congrès de la vieille capitale.

On y a invité quelques sommités internationales et environ 125 personnes-ressources assurent l'animation des ateliers. Y aura-t-il surenchère dans ce "supermarché d'idées" et risque de fraude sur la marchandise, importée ou autochtone? M. Gauthier affirme que le comité n'a pas voulu exercer de censure intellectuelle à partir du moment où ses invités travaillaient avec des groupes et institutions reconnues. "Il ne faut pas oublier que les participants seront des critiques par excellence", fait-il remarquer.

Le Conseil québécois, qui a mis sur pied cette remarquable organisation, se demande cependant si cette expérience devra se renouveler d'année en année. Il court sans doute le risque de consacrer le domaine de l'enfance exceptionnelle comme une des activités les plus rentables du domaine de l'éducation, ou les plus prestigieuses, menant à s'installer confortablement dans l'inadaptation.

par Gilles Provost

## Le Prix scientifique du Québec au professeur Branko Ladanyi

Le "Prix scientifique" du Québec sera attribué cette année au professeur Branko Ladanyi, directeur du centre d'ingénierie nordique de l'école Polytechnique, a annoncé hier M. Denis Hardy, ministre des Affaires culturelles.

M. Ladanyi, qui est spécialisé dans la mécanique des roches, des argiles sensibles et du pergélisol a déclaré hier au DEVOIR qu'il est très heureux de cette distinction parce que sa discipline est rarement honorée publiquement. Spécialiste des fondations de bâtiments, il a noté qu'il n'y a "guère de gloire dans les fondations..."

Invité à expliquer les grands axes de ses travaux, il a expliqué que ceux qui ont eu le plus de répercussions pratiques lui avaient permis de mettre au point deux méthodes rapides, simples et économiques pour mesurer les caractéristiques des argiles sensibles directement sur le terrain. De telles informations ont évidemment une grande importance pour prévoir les glissements de terrain, par exemple.

Les mêmes techniques de mesure appliquées aux sols gelés de l'arctique (pergélisol) ont permis aussi à M. Ladanyi de prévoir le comportement mécanique de ces sols en fonction du temps. En effet, les sols gelés se déforment lentement (fluage) lorsqu'ils sont soumis à un effort et il faut connaître ces phénomènes pour l'érection des structures.

Il y a deux ans, M. Ladanyi a effectué des études pour le compte du consortium des compagnies qui veulent construire un oléoduc dans la vallée du Mackenzie: ces organismes lui ont demandé d'utiliser les deux techniques déjà mentionnées pour prévoir le comportement des piliers ancrés dans la glace et qui devraient supporter le pipeline.

Il semble en effet que le poids du pipeline ne pose pas de problème particulier mais les variations de températures de l'huile transportée dans les

conditions arctiques causent des variations de la longueur des conduites. Les piliers sont donc soumis à des forces latérales énormes...

Avec un de ses anciens étudiants (M. Guy Archambault) M. Ladanyi a aussi mis au point un modèle mathématique qui permet de prévoir théoriquement avec une excellente précision le comportement de très grandes masses rocheuses (collines, montagnes, etc.).

Les massifs rocheux, explique-t-il, sont d'énormes blocs largement fissurés et de résistance variable. Il est impossible de faire des expériences à une échelle aussi grande sans dépenser des sommes gigantesques et les modèles réduits en laboratoire ne se comportent absolument pas comme une montagne réelle.

L'avantage du modèle mathématique est qu'il permet de prévoir vraiment le comportement des grandes masses rocheuses à partir de données simples comme la résistance des roches, le coefficient de frottement entre les rochers, la densité l'importance et l'orientation des fissures, etc.

Ces travaux ont donc fait que M. Ladanyi est présentement associé à un vaste projet de recherche financé conjointement par le gouvernement fédéral et les compagnies minières pour étudier le comportement des parois de mines à ciel ouvert.

Si on creuse trop à pic, les parois de la mine peuvent s'effondrer. Par contre, si les talus ne sont pas assez inclinés, il faut une mine très grande pour une faible profondeur. Une simple différence de un degré dans l'inclinaison des parois représente des économies de plusieurs millions.

Dans ces conditions, les autorités gouvernementales et minières veulent connaître avec plus de précision les phénomènes mécaniques qui dictent l'angle d'inclinaison des parois. De la sorte, on pourra suggérer des procédures plus précises aux ingénieurs et on

ne sera pas contraint de conserver des marges de sécurité aussi grandes (l'incertitude étant moindre).

Agé de 52 ans, dans quelques jours, M. Ladanyi maintient aussi des liens très étroits avec les hommes de science soviétiques qui oeuvrent dans le même domaine et il a justement séjourné en Union Soviétique pendant cinq semaines en 1973.

Reconnu comme une autorité sur les problèmes mécaniques des sols gelés, M. Ladanyi a aussi entrepris une étude critique d'un projet de gazoduc qui relierait Baie de Prudhoe jusqu'à Edmonton. Cette étude lui a été confiée par le Ministère des Affaires du nord et des Indiens. Le gazoduc serait réfrigéré et il ne provoquerait pas de fonte autour de lui. Au contraire, il gèderait congelé une portion de sol superficiel qui fond normalement en été. Cela pose d'autres problèmes, paraît-il.

Dans l'entrevue qu'il a accordée au Devoir, le lauréat du Prix scientifique du Québec a indiqué que ses recherches sont surtout dans le domaine appliqué. Il a pourtant signalé que la plupart de ses travaux sont applicables dans d'autres milieux que les sols gelés. Des phénomènes similaires se produisent souvent dans les plastiques, les agglomérats bitumineux, etc.

"C'est aussi très fascinant de pouvoir prédire des événements que personne ne soupçonne et qui se produisent ensuite réellement comme on les avait annoncés", a-t-il avoué.

En plus des postes qu'il occupe dans de nombreux comités scientifiques canadiens et québécois, M. Ladanyi est aussi directeur du Centre d'ingénierie nordique de l'École Polytechnique. Ce Centre a été fondé en 1970 mais il n'a commencé à prendre vraiment son essor qu'au cours de l'année 1974 après avoir reçu une subvention de \$250,000 environ répartie sur trois ans. Cette subvention lui a été accordée par le Ministère de l'Éducation du Québec.

### Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

#### AVIS

PRENEZ AVIS que la compagnie CLUB DE CHASSE et DE PÊCHE DU LAC DES GRANDES BAIES demandera au Ministère des Institutions financières la permission d'abandonner sa charte.

ME CLAUDE HAMELIN, Avocat  
PROCUREUR DE LA COMPAGNIE

AVIS est par les présentes donné que ISRAEL BIRNCHWALJ demeurant au 1432, Chemin Webb, dans la Cité de Chomedey, District de Montréal, s'adresse au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui d'EDDY ISRAEL BIREN et le nom de son épouse Freda Esther, résident à la même adresse, en celui de BIREN les dits noms servant pour toutes fins légales.

MONTREAL, 7 novembre 1974

MELODORH ROSENZVEIGH SHACTER  
TAVIS SHAYNE & LEVITT  
PROCUREURS DU REQUÉRANT

PRENEZ AVIS que Rosaire Bissonnette résident et domicilié au 152 rue Malo, à Beloeil, s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour être autorisé à effectuer le transport des quatre catégories de joueurs de hockey opérant sous le nom de "Les Asgles de Beloeil", de Beloeil aux destinations appartenant à la décade des clubs inter-cité soit: Longueuil, Cowansville, St-Jean, Chambly, Greenfield Park, St-Lambert, Brossard, Sorel et Boucherville et retour pour le compte de l'Association du Hockey mineur de Beloeil, ayant un siège social situé au C.P. 132, à Beloeil, P.Q.

Toute opposition devra être faite à la Commission des Transports du Québec dans les quatre jours suivant la date de la première parution dans les journaux.

#### AVIS DE VENTE

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que, conformément à une ordonnance de la Cour Supérieure du District de Montréal, en date du 28 octobre 1974, il sera procédé, Vendredi le vingt-neuf novembre mil neuf cent soixante-quatorze (29-11-1974) à 2-00 heures de l'après-midi, au bureau du notaire soussigné, au numéro 333 des rues Cray, Suite 217, dans la Ville de Montréal, à la vente à l'enchère de l'immeuble ci-après désigné appartenant à KATIA NORMAND et PATRICK NORMAND, mineurs, savoir:

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Panama, à Ville Brossard, connu et désigné comme la subdivision numéro CENT HUIT du lot originnaire numéro QUATRE-VINGT (80-108) au cadastre officiel de la Paroisse de Laprairie de la Madeleine, ledit emplacement de forme irrégulière ayant une superficie de trois mille cinq cent soixante-dix-sept pieds carrés (3,577 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison y érigée portant le numéro civique 1241 Avenue Panama, Brossard, le mur est étant mitoyen.

Pour les conditions de la vente, s'adresser au notaire soussigné.

MONTREAL, le douze novembre mil neuf cent soixante-quatorze.

PHILIPPE JULIEN, Notaire.

GASTON VAILLANCOURT, propriétaire, demande à la Commission des Transports du Québec, un permis de camionnage en vrac selon le règlement no 12 et ses amendements pour le camion licence F302-147-74 série no 7955T3496 pour le transport de bois non œuvre de pulpe et de billets dans la région no 3, catégorie entrepreneur.

HERMEL ROUSSEAU, propriétaire, demande à la Commission des Transports du Québec, un permis de camionnage en vrac, selon le règlement no 12 et ses amendements, pour les camions GM 72, immatriculation F-169-561-74 et GM 68 immatriculation F-169-813-74, pour le transport de bois non œuvre de pulpe et de billets, catégorie entrepreneur, région no 3.

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTREAL

#### COUR SUPERIEURE

NO: 500-02-036976-740

GASTON DUBOIS

Partie Demanderesse

S. NISSIM, domicile inconnu

Partie Défenderesse

PAR ORDRE DE LA COUR

La partie défenderesse S. Nissim est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de trente jours suivant la dernière publication. Une copie du bref d'assignation et de la déclaration a été laissée à son intention au Greffe de la Cour.

MONTREAL, le 13 novembre 1974

Me Wilfrid Lefebvre  
Protonotaire, C.S.M.

Mes Lanciot & Le Corn, avocats  
3 Place Lavall, Edifice G.L.  
Suite 450  
Laval, Qué.

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE MONTREAL

COMMISSION DES TRANSPORTS

DU QUEBEC

AVIS POUR

PERMIS SPECIAL

PRENEZ AVIS que GILLES GAGNON 16 St-Alphonse, Neuuchâtel, P.Q. permis no: 22808-V s'adressera à la Commission des Transports du Québec afin de pouvoir tirer les remorques de la compagnie Brazeau Transport Inc., en vertu de toutes les clauses du permis 6793-V de Brazeau Transport Inc., laquelle compagnie fait une demande de permis de courtier en transport réproque.

Tout intéressé peut contester cette demande de permis spécial, déposée à ladite Commission, dans les quatre (4) jours de la première parution de cet avis en s'adressant à la Commission des Transports — 800 est, boul. de Maisonneuve, Suite 700, Montréal.

SIGNE: BENOIT GROLEAU

Procureur du requérant

PAQUETTE, PAQUETTE,

PERREAU & RIVET

AVOCATS-BARRISTERS

#### Voir autres Avis légaux, en page 10

#### AVIS

"Avis est par les présentes donné conformément à l'article 1571D du Code Civil qu'un acte de transport de toutes les créances présentes et futures de Alceco Machine Mfg. Ltd., ayant sa seule place d'affaires en la Cité de St-Laurent, en faveur de Banque Canadienne Nationale, en date du 11 avril 1973, a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le 12 avril 1973, sous le numéro 2419253. Banque Canadienne Nationale

MONTREAL, le 14 novembre 1974.

"Demande de permis spécial temporaire — Re: Smith Transport (U.S.) Limited — Permis Haulway

La partie requérante Smith Transport (U.S.) Limited 10755 Chemin Côte de Liess, Dorval, Québec H9P 1A6, demande le permis suivant: —

"Service de courtier en transport (Haulway) pour le transport de marchandises autorisé par la clause C du permis 659-V pour le service de remorque à la compagnie de transport Smith Transport Company, Limited, 10755 Chemin Côte de Liess, Dorval, Québec H9P 1A6.

Toute personne désirant s'opposer à cette demande peut le faire à la Commission des Transports dans les quatre jours de la première parution de ladite demande".

G. W. Conley.

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE MONTREAL

COUR SUPERIEURE

NO: 500-05-015187-741

DAME MAUREN KEOHE, épouse commune en biens de Fernand Brazeau, résident et domicilié au numéro 2118 boulevard des Laurentides, Chomedey, Cité de Laval, District de Montréal.

Partie Demanderesse

—vs—

FERNAND BRAZEAU de lieux inconnus.

Partie Défenderesse

PAR ORDRE DE LA COUR

Le défendeur, FERNAND BRAZEAU est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de trente jours suivant la dernière publication. Une copie du bref d'assignation et de la déclaration a été laissée à son intention au Greffe de la Cour.

MONTREAL, 12 novembre 1974.

W. LEFEBVRE

Protonotaire,



## en bref

## Unicef

Les cartes de Noël et les calendriers de l'Unicef seront vendus demain sur la place publique, en plein cœur de Montréal. Cette vente débutera à 10h sur les terrains du Christ Church Cathedral, rue Sainte-Catherine, entre les rues Union et University. Pour ceux qui n'aiment pas faire leurs achats en plein air frigorifiant, les cartes de l'UNICEF seront aussi en vente au 1398 ouest rue Sherbrooke, à l'angle de la rue Bishop.

## Bal juif

Le bal annuel de l'Alliance israélite universelle se tiendra ce soir à l'hôtel Bonaventure à partir de 17h. Les bénéfices de cette soirée seront versés aux écoles et institutions ouvertes aux enfants défavorisés, juifs et non-juifs. Le président international de l'Alliance est le professeur René Cassin, prix Nobel de la paix et délégué officiel de la France au Comité international des droits de l'homme aux Nations unies.

## Bénévoles

Le Service bénévole de Montréal Inc. est toujours à la recherche de personnes pouvant disposer de quelques heures par jour, par semaine ou par mois pour effectuer des tâches et des travaux divers au bénéfice des défavorisés. Par exemple, le Service a à l'heure actuelle besoin d'un volontaire pour conduire un Verdunois, les jeudis soirs, à un centre de réhabilitation, puis le ramener à la maison. On peut offrir ses services en appelant au 844-4442.

## Timbre de Noël

Ce sera Noël bientôt, et la campagne du Timbre de Noël. Cette année, le message que le Timbre de Noël communique aux Québécois se lit ainsi: "Soyez à l'affût de la qualité de l'air que vous respirez, c'est la base de la santé respiratoire". De nos jours, la mortalité par les maladies respiratoires chroniques obstructives: asthme, bronchite chronique et emphysème pulmonaire double à tous les cinq ans. C'est cette forme d'inflation que le Timbre de Noël combat en finançant la continuité de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche sur les maladies respiratoires.

## Expropriation

"L'expropriation, loi simplifiée". C'est le titre d'une brochure que vient de publier un comité de futurs expropriés, suite à une initiative de Multi-Média Rive nord. Ce comité souhaite que les connaissances acquises sur la ligne de feu au sujet de l'expropriation pour servir d'autres personnes touchées par ce même problème au Québec. On peut se procurer la brochure en écrivant à Multi-Média Rive-nord, casier postal 364, Saint-Jérôme.

## Faune pour tous

La série "Faune de l'arrière-pays", publiée par le Service canadien de la faune, vient de s'enrichir de huit nouveaux titres, dont Le lièvre d'Amérique, Les lagopèdes, Le bison d'Amérique, etc. Ces titres s'ajoutent aux 36 brochures publiées jusqu'à maintenant, et qu'on peut se procurer gratuitement en écrivant au Service canadien de la faune, Ministère de l'Environnement, Place Vincent Massey, Hull.

## Pour les aveugles

L'Institut national canadien pour les aveugles dispose maintenant à ses bureaux du 1181 de la rue Guy d'un nouveau système de télévision en circuit fermé qui permet de reproduire sur écran de télévision tout texte ou document imprimé. Cet appareil permet d'éliminer la fatigue résultant de la lecture, la distorsion optique, le champ de vision restreint, le manque de contraste et d'éclat qui, souvent, importunent les personnes ayant une vision réduite. Toute personne intéressée à se prévaloir de ce nouveau service est priée de communiquer au 931-7221, au poste 58.

## Exposition florale

La 35e exposition florale d'automne du Jardin botanique ayant pour thème "Les Antilles françaises est présentement ouverte au public tous les jours, de 9 heures à 18 heures, jusqu'au 30 novembre. Cette exposition a été réalisée par le Service des sports et loisirs et le Service des parcs de Montréal.

Il y a longtemps que vous avez eu un tête-à-tête avec votre corps?



## ANNONCES CLASSÉES RÉGULIÈRES

844-3361

\* Chaque insertion coûte \$1.50, maximum 25 mots  
\* Tout mot supplémentaire coûte 0.05 d'insertion  
\* L'heure de l'annonce est mesurée pour le lendemain

## ACHATS

ACHETERAIS encyclopédie de la musique "Grove's Encyclopedia of Music". Tél.: 935-4138 après 6 p.m. 18-11-74

ACHETERAIS anciens meubles toutes sortes: salle à manger, chambre, salon, porcelaine, bijoux, petit piano. Tél.: 374-1224. 23-11-74

## AMEUBLEMENTS À VENDRE

MEUBLES NON PEINTS: vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, bibliothèques, mobiliers de cuisine, etc.). Avons aussi matelas toutes grandeurs à prix d'abaque. 207 Baubien est. Tél.: 276-9067. J.N.O.

## ANTIQUITES À VENDRE

ANTIQUITIÉS Style Canadien et Européen achat et vente  
**JEAN CARIS CANADA LTÉE**  
St-Jacques de Montcalm  
(Rue 25, vers Joliette)  
Tél.: (514) 839-6292  
18-11-74

LIT DOUBLE en cuivre, propre, \$450. Vente privée. Tél.: 671-7177 25-11-74

TABLE de salle à manger "Les Artistes du Meuble Québécois", 8 pieds de long, 4 pieds de large, \$850. Tél.: 653-4169 18-11-74

EBENISTERIE des CHENES ENR. décapage et finition, spécialité en rénovation d'antiquité. Tél.: 658-5194 frais virés acceptés. 22-11-74

## ANTIQUITES DEMANDÉES

ANTIQUITES TOUTES SORTES, (argent comptant) Claude Morier, jour 331-0251 soir 667-0774 (J.N.O.)

## AUTOS À VENDRE

BMW 30 C.S. 1973, acheteur sérieux. Appeler Angus, 632-5242, laisser nom et numéro. 20-11-74

VOLKSWAGEN 1973, 13 mois d'usage, appelez 695-2869 ou 695-5822. 19-11-74

OLDSMOBILE Delta, 1970, excellente condition, vitres électriques. Tél.: 721-3307 ou 259-1992. 19-11-74

VOLKSWAGEN Camper, 1972, 20,000 milles, excellent état, toit ouvrant, toute équipée \$4,000. Tél.: 524-3260, soir et samedi 18-11-74

OLDSMOBILE, 1973, Delta, 2 portes, toit rigide-vinyl, climatisé, 350 automatique, servo-freins et direction, 19,000 milles, stéréo AM-FM, vitres électriques. Excellente condition. Tél.: 670-1514 18-11-74

## APPARTEMENTS À LOUER

APPARTEMENT 3 1/2 pièces, complètement meublé, tout fourni à sous-louer dans Côte-des-Neiges. Tél.: 342-1986 21-11-74

VILLE MONT-ROYAL: 4 1/2 pièces, 2 salles de bains, piscine, garage, non meublé, taxes payées. Disponible immédiatement. Tél.: 735-5048 18-11-74

ILE DES SOEURS: Studio à sous-louer, 15 décembre au 1er juillet. 14e étage, vue sur le fleuve, piscine intérieure, sauna. Loyer: \$161. Tél.: 769-8080 ou 845-0603. 18-11-74

## BATEAUX-MOTEURS-YACHTS

HORS-BORD, métal, 14 pieds, moteur 40 forces, remorque 1200 lbs. Appeler Angus, 632-5242, laisser nom et numéro. 20-11-74

## BICYCLETTE

VELO À VENDRE: excellent état. "Atala", 10 vitesses, très bon prix. Cause: besoin d'argent. Philippe Durand 937-9945. 18-11-74

## CHALET À LOUER

MAGNIFIQUES CHALETS SUISSES avec foyer, 4 milles de St-Sauveur. Idéal pour ski de fond. Tél.: 659-5590 18-11-74

VAL-MORIN: chalet bien équipé, 5 chambres à coucher, location saisonnière, 15 novembre-15 mai: \$1,800. Électricité et chauffage non inclus. Tél.: 5 à 7 p.m. 276-3122 18-11-74

CHALET SUISSE, 2 milles du Mont-Orford, 3 chambres, meublé, dinette, salon, \$1,500 — saison. Tél.: 844-3361. 18-11-74

ST-SAUVEUR: 43 Pagé, chalet neuf, 3 chambres, 1 1/2 salle de bain, foyer, meublé et décoré, tapis mur à mur. Visible fins de semaine. Location: saison seulement. Tél.: 661-2359. 18-11-74

STE-AGATHE: Luxueux Bavares, 5 1/2 flanc montagne, cheminée pierre, meubles Thibault. Semaines: jusqu'au 21 décembre et après 18 janvier. Tél.: 256-6825 ou 1-819-326-5836. 2-12-74

STE-AGATHE: Luxueux Bavares, 5 1/2 flanc montagne, cheminée pierre, meubles Thibault. Semaines: jusqu'au 21 décembre et après 18 janvier. Tél.: 256-6825 ou 1-819-326-5836. 2-12-74

LAC L'ACHIGAN: luxueux chalet, \$2,000 par saison, ski Mont-Tyrol. Aussi 4 unités, \$475, saison. 20-430e avenue. À vendre ou à louer. Tél.: 384-2811 ou 684-8499. 18-11-74

ST-FAUSTIN: chalet hiver-été, garage, foyer, façade pierre, tapis partout, 100'x230', ski Mont-Blanc. Comptant: \$3,000. ou location: \$1,800 saison. Tél.: 384-2811 ou 684-8499 18-11-74

## ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Avis: Les annonceurs sont priés de vérifier la première page de leurs annonces. Le Devoir se rend responsable d'une copie soignée et correcte. Toute erreur doit être signalée immédiatement. S.V.P. téléphoner à 844-3361.

## HOMMES OU FEMMES DEMANDÉS

La Commission Scolaire Jérôme-LeRoyer

## OFFRE D'EMPLOI

CONSEILLER EN ORIENTATION (Consultant à l'animation dans les centres de formation)  
SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

NATURE DU TRAVAIL:  
Fournir une assistance professionnelle à des adultes en situation d'adaptation personnelle et professionnelle.

Aider à l'orientation positive des ressources et des intérêts des étudiants-adultes, en vue de leur intégration dans le monde du travail.

Tenir un rôle de consultant en animation dans les centres de formation, en vue d'améliorer la qualité de la vie communautaire dans ces centres.

QUALIFICATIONS REQUISES:  
- Diplôme universitaire en orientation scolaire et professionnelle  
- Aptitude pour le travail d'équipe  
- Capacité de faire du counseling de groupe

- Expérience pertinente dans l'éducation des adultes  
- Salaires: selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation

LES CANDIDATURES SERONT ACCEPTÉES (PAR ÉCRIT SEULEMENT) AU SERVICE DU PERSONNEL JUSQU'AU 25 novembre 1974 À: 550-53e avenue, Pointe-aux-Trembles, HAT 27, PRIÈRE D'INSCRIRE LE NUMÉRO DU CONCOURS: ST-CDO-103-74. 18-11-74

## LOGEMENTS À LOUER

AVENUE COOLBROOK: 5 pièces chauffées, 2e étage, pour adultes. Occupation immédiate. Pour rendez-vous téléphoner à 334-1742 19-11-74

BOUL. ST-JOSEPH: près Christophe-Colomb et métro, 4 1/2 pièces. Libre le 1er décembre. \$98 par mois, chauffé, très propre et agréable. Tél.: 521-6382 18-11-74

## MOTOCYCLETTES-SCOOTER

HONDA Civic, 1974, appeler Angus 632-5442, laisser nom et numéro. 20-11-74

## MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

SUTTON: ancienne maison de ferme sur 14 acres, grand séjour, 3 chambres, foyer, 5 minutes des pentes. Immediatement à mi-mai \$2,000. Possibilité achat. Tél.: 843-8924. 18-11-74

## PERSONNEL

AMASO: Service de rencontres. Sérieux, 822 St-Sherbrooke, suite 5. Marthe Gaudette, b.a., b. p.d., b. ph.L. es lettres. Tél.: 524-3852. J.N.O.

HARMONIA: agence matrimoniale sérieuse et d'expérience, s'adresse à toute personne libre et sincèrement désireuse de faire ou refaire sa vie sentimentale. Côté modéré. Renseignements à 279-7730. 25-11-74

## HOMMES OU FEMMES DEMANDÉS

## TECHNICIEN (NE) EN LABORATOIRE

Nous avons une ouverture pour un(e) technicien(ne) en laboratoire à notre centre de Recherche de Mont St-Hilaire.

Le ou (la) candidat(e) devrait être bilingue, avoir un degré universitaire au niveau B.Sc. ou équivalent et un minimum de 2 années d'expérience en laboratoire. Une bonne connaissance des méthodes analytiques est requise. Une expérience en chimie des protéines serait souhaitable.

Veillez envoyer votre curriculum vitae à:

FBI FOODS LTD.,  
Case postale 65,  
Beloeil, Qué. J3G 4S8  
à/ M. Martin  
18-11-74

## HÔPITAL NOTRE-DAME

Centre hospitalier affilié à l'Université de Montréal.  
L'Hôpital Notre-Dame requiert les services d'un(e):

## TECHNICIEN (NE) EN RADIOTHERAPIE

temps complet

Qualifications:

• Technicien(ne) R.T.

• Membre de la Société des Techniciens en Radiologie du Québec.

Les personnes intéressées sont priées de s'adresser à:

M. André Paquette,

Bureau d'emploi,

1560 est, rue Sherbrooke,

Montréal. 18-11-74

## HÔPITAL HONORÉ-MERCIER INC.

St-Hyacinthe, Qué.

requiert les services d'un

## Technicien en mécanique du bâtiment

Fonctions:

— Planifier les besoins d'opération et d'entretien: plomberie, chauffage, mécanique, électricité, menuiserie, etc.

— Responsable du magasin et de l'inventaire des pièces de rechange.

— Faire des relevés techniques et autres tâches connexes.

Exigences:

D.E.C. en mécanique du bâtiment ou diplôme d'un institut de technologie.

Traitement:

\$7,000 à \$11,000.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:

Service du personnel,

Hôpital Honoré-Mercier, Inc.,

2750, Laframboise,

St-Hyacinthe, Qué. J2S 4Y8 18-11-74

## ANNONCES CLASSÉES ENCADRÉES

844-3361

\* Chaque insertion coûte \$1.50 le point  
\* L'heure de l'annonce est mesurée pour le lendemain  
\* Il n'y a pas de frais pour les illustrations.

## PROPRIÉTÉS À VENDRE

A.E. LEPAGE  
IMMEUBLES WESTMOUNT REALTIES

## DOIT VENDRE

Dissolution d'association  
22 APPARTEMENTS  
bien maintenu au centre-ville.  
Revenu \$30,000. Prix demandé: \$160,000. mais ouvert à toutes offres raisonnables. Pour plus d'informations, appelez H. Diamond, 486-9547. 18-11-74

## PROPRIÉTÉS À VENDRE

## OUTREMENT

Cottage de 4 chambres à coucher, salon, salle à manger, cuisine moderne, boiseries en pin, ambiance agréable. Dans les \$30,000.

DOLARD-DES-ORMEAUX "Elm Park"  
Split-level détaché en brique et aluminium, 3 grandes chambres à coucher, salon, salle à manger, cuisine moderne, salle familiale, grand sous-sol fini, une salle de bain complète plus un "powder-room", humidificateur central. Garage simple chauffé. Très grand terrain. Situé à proximité du centre d'achats. Appelez Stella Mongeau, bur. 849-4553, rés. 342-5747 SHERBROOKE TRUST courtiers 18-11-74

## PROPRIÉTÉS À VENDRE

## N.D.G.

Maison unifamiliale située dans le secteur est de Notre-Dame-de-Grâce. Grande salon, salle à manger séparée, den au rez-de-chaussée, "powder-room", 4 chambres à coucher à l'étage, 2 salles de bains. Sous-sol fini, "powder-room" et deux autres pièces. Jardin. Garage. Pour plus de renseignements, téléphonez à: Michelle B. Roche, 935-8541 ou 277-1250. 18-11-74

## PROPRIÉTÉS À VENDRE

## TAILLEURS

ST-JEAN: Dans rue commerciale, grand triplex, sous-sol 9', libre à être aménagé pour commerce. Faire offre (Photo M.L.S.). R. Arsenault, 348-6831 ou 658-6681. Immeubles Westgate, courtiers 18-11-74

## TERRAINS À VENDRE

DOMAINE ST-SULPICE: 7 pièces fines, garage, sous-sol, libre immédiatement. Idéal pour professionnel. Tél.: 388-5059 ou 389-7022. 18-11-74

## CARTIERVILLE: Superbe duplex

semi-détaché, brique et pierre, 1x8 1/2 pièces, 1x5 1/2 pièces. Construction récente. Chauffage contrôlable dans 3 zones. Bar-foyer. Pour plus amples informations appelez Susan Reid, 336-7477 ou 334-5330. Immeubles Westgate, courtiers 18-11-74

## ST-JACQUES LE MINEUR: A quinze

minutes de Montréal, bungalow, 5 pièces, plus sous-sol fini, garage annexé et 65 arpents de terre. Demandez à voir. (Photo M.L.S.) Germain Fleury, 348-6851 ou 658-6681. Immeubles Westgate, courtiers 18-11-74

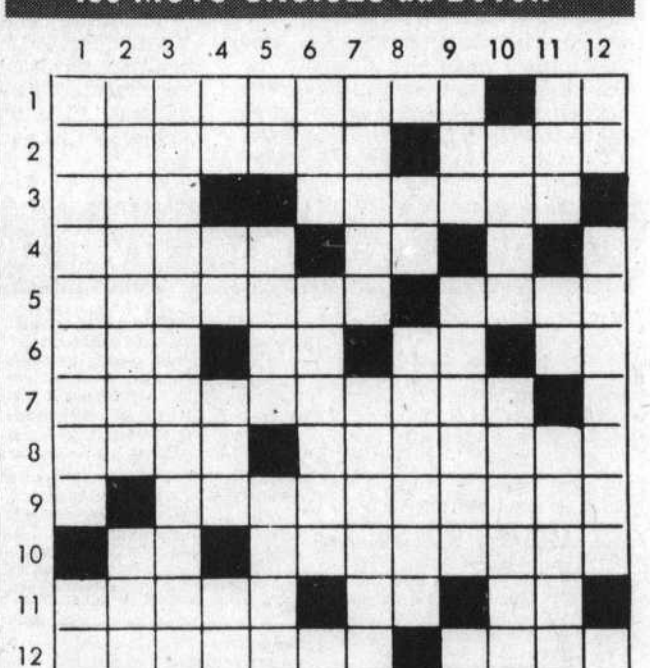
## SOREL: bungalow de 5 1/2 pièces,

magnifiquement décoré incluant tapis et tentures, sous-sol, salon de coiffure et salle de séjour, situé dans un quartier résidentiel. M.L.S. Denis Alard, 742-5925 ou 743-7182. Immeubles Westgate, courtiers 18-11-74

## ST-LUC: dans un joli sous-bois, près

rivière Montréal, grand bungalow 24'x45', 5 belles pièces, chauffage central, foyer Franklin, 30 minutes du centre-ville (Photo M.L.S.) Roland Arsenault, 658-6681 ou 348-6831. Immeubles Westgate, courtiers 18-11-74

## les MOTS CROISÉS du Devoir



## Horizontalement

1—Dégrossir un bloc de pierre.

2—Embarcation. — Germe de vie.

3—Jeta en l'air, avec force, les pieds de derrière. — Inflammation de l'uvée.

4—Celui qui professe des opinions extrêmes. — Ruisselle.

5—Enfer. — Démonstratif.

6—Saison. — Deux. — Nom du Bouddha, en Chine. — Sé-lénium.

7—Air.

8—Oiseau. — Bateau des douaniers.

9—Hardis jusqu'à l'imprudence.

10—Cinq cent un. — Qui ressemble à l'argile.

11—Babiller doucement. — Notre-Seigneur. — Saint.

12—Qui a une longue pratique de quelque chose. — Ouvrier agricole en Amérique du Sud.

## Verticalement

1—Action d'égruger. — Pronom personnel.

2—Jeune poule. — Peine des damnés.

3—Frappe d'anathème.

4—Notre-Dame. — Ile de l'A-

tlantique. — Personne sotte. — Erbum.

5—Numéro. — Plante odorante venue d'Orient. — Epoux.

6—Bienheureux. — Fournir de vêtements.

7—Partie de la bouche. — Mauvaise humeur.

8—Obtenu. — Célébrais.

9—Souverain. — Animal des mers chaudes.

10—Individu. — Brise par une compression, par un choc.

11—Change de poli, en parlant de certains animaux. — Usages. — Préfixe qui, placé devant le nom d'une unité, la multiplie par cent.

12—Confère. — Interprétation des textes.

## Solution d'hier

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1—POURVIRE DOUX

2—ERLANGER

3—RELINQUER

4—ISSANT D'UNE

5—CLOSER AVEUGLÉ

6—REMUER

7—EMMURER

8—LIT

9—TIGRES

10—ŒUVRE

11—EPI

12—SUCRATÉ

AVEC LE PETIT ROBERT... PAS DE PROBLÈME



## La bière prend de moins en moins d'importance pour les brasseries

par Michel Nadeau

Après avoir connu de belles années de croissance dorée, l'industrie de la bière entre maintenant dans une ère de stabilisation qui sera marquée par deux mouvements de fond. Les géants de cette industrie, les firmes Labatt et Molson, continueront d'accroître leur part du marché tout en diminuant l'importance de la bière dans l'ensemble de leurs opérations.

Plusieurs nuages sont récemment apparus dans le panorama de cette industrie et laissent prévoir un certain tassement tant au niveau de la croissance des ventes que de celle des profits.

● Le public-cible de cette industrie (la population âgée de 18 à 55 ans) a atteint son taux de croissance maximum l'an dernier avec 2,6% et glisse maintenant vers une augmentation annuelle de 2% au cours des cinq prochaines années.

● En raison de la rigidité du système des prix contrôlés par des organismes provinciaux sauf au Québec, les brasseries sont contraintes de répercuter par à-coups les hausses des matières premières et de la main-d'œuvre. Alors que l'indice du prix de la bière n'a augmenté que de 4,3% l'an dernier, il a fait un bond de 28,7% durant les six premiers mois de la présente année ce qui heurte quelque peu les consommateurs. Il n'est pas certain que la demande soit aussi inélastique qu'on le croit souvent; à \$6,40, le prix de la caisse de bière commence à faire hésiter certains acheteurs.

● Bien que les ventes aient augmenté bon an mal an de 6% depuis 1970, on s'attend à une hausse plus modérée pour les prochaines années, hausse qui oscillerait entre 4,5 et 5%.

● Au chapitre de la publicité, le ministre fédéral de la Santé, M. Marc Lalonde a déjà semoncé les brasseries pour l'absence de réalisme dans leurs messages commerciaux et les a incitées à faire l'éducation du public sur l'utilisation judicieuse des produits alcoolisés. Dans un exposé devant les membres de l'Associa-

tion des brasseurs en septembre dernier, le ministre a déclaré qu'il devrait accroître la réglementation si trop de brasseries continuent d'affirmer à la télévision que "la consommation de la bière est essentielle pour avoir du plaisir".

Ce resserrement du marché devrait évidemment favoriser les plus importantes entreprises du secteur. De plus en plus, Labatt et Molson enregistrent des gains aux dépens des brasseries régionales et de Carling-O'Keefe. Cette dernière compagnie — dont 50,1% des actions sont entre les mains de Rothman's of Pall Mall — a perdu l'an dernier plus de \$5 millions suite à son incursion sur le marché américain qui devient de plus en plus coûteuse. L'acquisition par Molson de Formosa Spring, une brasserie de Barrie en Ontario, pourrait réduire sensiblement l'écart qui sépare les deux leaders de l'industrie.

Toutefois, Labatt et Molson ont reconnu la vulnérabilité de leurs produits qui représentent environ 50% de leurs ventes mais plus des deux tiers de leurs profits. Ainsi, Molson a vu ses gains diminuer en 1974 suite à un été qui ne fut pas suffisamment chaud pour pousser plus souvent les consommateurs vers leur réfrigérateur. Aussi, les deux entreprises ont mené depuis cinq ans une vaste opération visant à diversifier leurs activités.

La brasserie Labatt a opté pour le secteur alimentaire principalement avec l'acquisition de Ogilvie Flour Mills, Catelli, Laura Secord... La brasserie de la rue Notre-Dame a effectué des choix pour un rendement plus stable à long terme en s'engageant dans les produits reliés au secteur de l'habitation: quincaillerie, maisons et chalets préfabriqués, meubles de bureau et scolaires, ameublement résidentiel. Toutes les deux, comme Carling-O'Keefe ont connu un certain moment de coquetterie en raffinant au passage des firmes vinicoles.

Pour encore mieux se dégager d'aventures cycliques liées à la conjoncture, Labatt et Molson ont également mis un pied dans des entreprises de fabrication de

biens industriels. Les résultats furent plutôt médiocres pour Molson dans le matériel de distribution d'essence et pour la filiale de Brascan qui a dû, pour sa part, se départir d'usines fabriquant des sous-produits farineux.

Pour ce qui est du comportement de ces entreprises à la Bourse, il faut dire qu'elles n'ont pas échappé au raz de marée et se transigent présentement à environ la moitié du sommet atteint l'an dernier.

Dans son dernier bulletin, la maison McLeod, Young, Weir prévoit pour l'an prochain un rapport cours/bénéfices de 8,8 pour les deux brasseries. Les dividendes auraient tendance à se maintenir à \$0,80 dans le cas de Molson alors que la brasserie de London hausserait de \$0,86 à \$0,96 le montant versé par action.

En ce qui concerne le long terme, les courtiers demeurent confiants en raison des gains impressionnants du côté de la productivité (entre 1961 et 1972, le nombre d'employés n'a été augmenté que de 4,5% pour une hausse de 59% du volume de bière brassée) et des choix heureux qui ont été effectués lors de la diversification.

La croissance à long terme pour les brasseries de la "50" se situeraient aux environs de 11% alors que les bénéfices tirés de la bière chantée par Tex devraient connaître une hausse de 12% d'ici 1980.

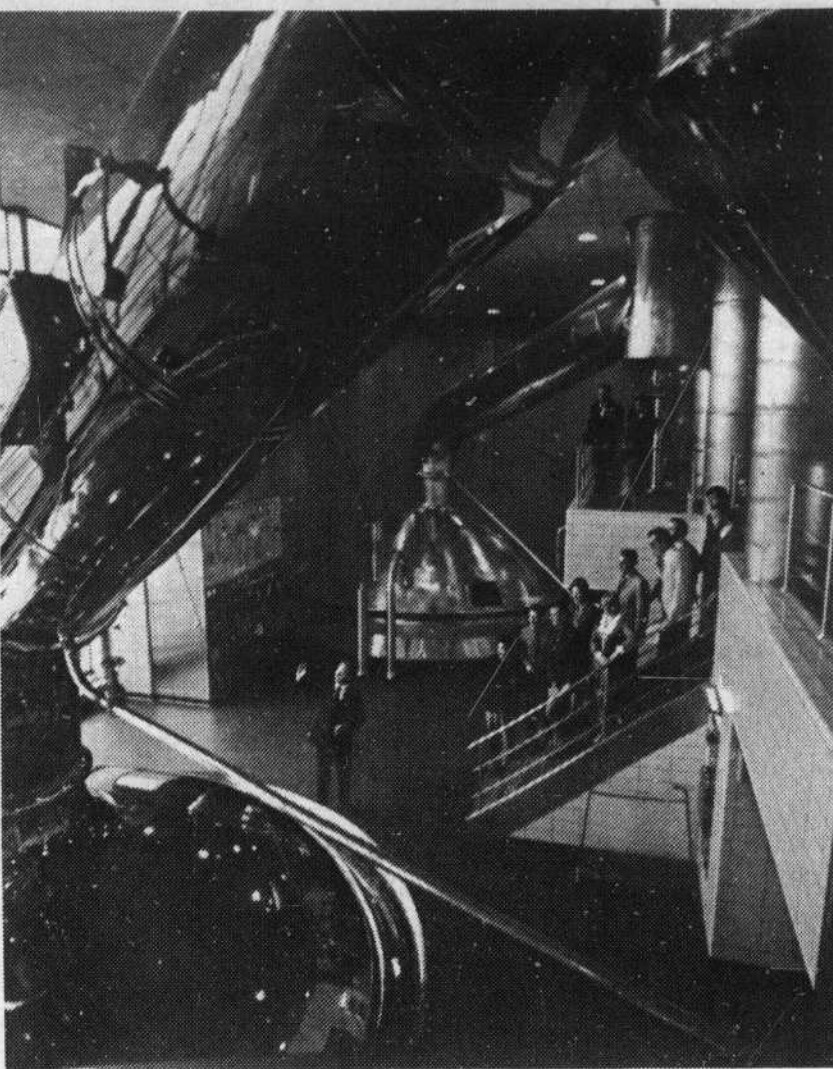
## Boeuf : c'est maintenant au tour de Washington d'imposer des contrôles

WASHINGTON (Reuter, CP) — Pour aider les éleveurs de bovins à traverser une dure crise, le gouvernement américain vient de décider l'application de contrôles sur l'importation de bovins et de viande en provenance du Canada.

Cette décision ne fera qu'accroître les maux qui touchent déjà les éleveurs canadiens, et dont justement hier la commission Plumpré faisait état dans un long rapport.

Les détails des contrôles américains devraient être annoncés aujourd'hui par le président Ford avant qu'il n'entreprenne une tournée de huit jours qui le mènera au Japon, en Corée du sud et en URSS.

Ces restrictions ont comme objectif de forcer le Canada à abolir les contingents



ments qu'il a appliqués il y a trois mois sur les ventes de bovins et de viande en provenance des États-Unis.

On croit savoir à Washington que ces contrôles seront rétroactifs au 12 août, date à laquelle le Canada a lui-même appliqué ses mesures de contingentement. Toutes les exportations de viande canadienne vers les États-Unis depuis cette date seront donc calculées dans ces contingents, qui toucheront les bovins, les porcs, la viande de bœuf et de porc, et qui devraient faire subir au Canada une perte équivalente à celle qu'a subie l'industrie américaine à la suite de la décision d'Ottawa. Cette perte se chiffre par environ \$110 millions.

Quelques heures avant que la décision de Washington ne soit connue à Ottawa, un rapport de la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires sur l'industrie bovine prédisait un avenir assez gris pour les éleveurs de veaux du Québec.

## Baisse du taux d'escompte

Amorçant une politique monétaire axée sur la détente du crédit et donnant le feu vert à un mouvement à la baisse des taux d'intérêt, la Banque du Canada a réduit hier son taux d'escompte de un demi pourcent.

Cet indicateur économique quitte ainsi son sommet historique atteint le 24 juillet dernier et passe de 9½% à 8½%.

Le gouverneur de la banque centrale, M. Gerald Bouey a déclaré que cette modification était devenue nécessaire suite à l'apparition de certains signes qui laissent présager un ralentissement de la croissance économique.

La baisse d'hier est la première depuis le 25 octobre 1971 alors que le taux d'escompte avait été ramené de 5¼% à 4¾%; depuis, il a été haussé neuf fois.

Dans ce rapport, la présidente de la Commission, Mme Plumpré, formule neuf recommandations au gouvernement, aux producteurs et aux consommateurs.

La commission suggère notamment au gouvernement d'établir certains programmes tels des primes d'encouragement aux producteurs, afin de régulariser l'échelonnement des ventes et d'éviter des distorsions injustifiées du marché.

De tels paiements, précise la commission, pourraient être en fonction des coûts additionnels encourus quand on retarderait les ventes des vaches et des génisses pour assurer un approvisionnement régulier du marché.

À l'intention des détaillants, en particulier, la commission Plumpré recommande que les magasins à succursales vendent de la viande de bœuf et de génisse au lieu de bœuf seulement, comme c'est le cas présentement.

## Découverte du tandem Silver Stack-Soquem

par Jacques Forget

Le programme conjoint d'exploration Soquem-Silver Stack sur la propriété aurifère de cette dernière compagnie dans le canton de Bousquet, voisin de la ville de Cadillac, fait encore parler de lui. Après 50 trous de forage totalisant 25,000 pieds de sondage, deux gisements recelant 3,440 tonnes de minerai à une teneur de 0,127 once d'or à la tonne ont été mis à jour. Même si l'exploration se poursuit toujours sur la propriété, on peut d'ores et déjà estimer qu'il s'agit-là de l'un des plus importants gisements d'or au Canada.

L'ensemble de la formation géologique aurifère de la propriété se divise en deux gisements. Le premier a déjà été délimité et est réputé contenir quelque 340,000 tonnes de minerai d'or à une teneur uncut de 0,20 once à la tonne et cut, de 0,176 once à la tonne. Le tout s'étend sur 1,000 pieds de long, sur une largeur moyenne de 25 pieds, jusqu'à une profondeur de 600 pieds.

Le deuxième gisement de la formation augmente ses réserves au fur et à mesure que les travaux de forage progressent.

## Le taux préférentiel baisse à 11%

En marche depuis plus de deux semaines aux États-Unis, le mouvement vers la baisse des taux d'intérêt a été entamé au Canada hier avec l'annonce par la Banque de la Nouvelle-Écosse d'une baisse de un demi pour cent de son taux préférentiel qui passera à partir de lundi de 11½ à 11%.

Le président de la banque, M. C.E. Ritchie a déclaré que "la diminution reflète le changement dans le climat monétaire au Canada et dans le monde en général".

En plus d'annoncer une réduction du taux sur les prêts consentis aux meilleurs clients de la banque, M. Ritchie a souligné que le taux sur les prêts préférentiels à \$200,000 tombera à 10½% marquant ainsi un recul de ¼%.

La banque annonce également que l'intérêt payé pour les comptes d'épargne véritable sera ramené à 8¼% du taux actuel qui se situe à 9¼%.

Par ailleurs, la Banque Royale fait savoir que son taux sur les prêts consentis en dollars américains sera baissé pour une troisième fois en autant de semaines, de 11¼% à 11¼%. Ce taux atteignait 12¼% au début du mois.

Aux États-Unis, la First National City Bank a franchi un nouveau pas dans l'escalade vers le bas des taux d'intérêt en réduisant son taux préférentiel de 10,37 à 10,15%. Au cours des sept dernières semaines, la deuxième banque commerciale des États-Unis a fait fondre son "prime rate" de 1,75%. La plupart des autres banques demeurent légèrement en arrière avec un taux de 10¾%.

Du côté des sociétés de fiducie, le mouvement vers le bas se poursuit et les nouvelles annonces de baisses de taux tombent régulièrement sur les télécriteurs des média d'information.

Hier, le Trust Général du Canada annonçait une baisse de ¼% pour la plupart des périodes sauf pour les dépôts d'une durée de deux ans qui reculent de 10 à 9½% et pour les certificats de moins de deux mois et de quatre ans qui demeurent à leur taux respectif de 10½ et 10%.

Pour sa part, Fiducie Prêt et Revenu annonce une chute des taux pour les dépôts de moins d'un an et d'une hausse de 9 à 10% en ce qui concerne les placements pour une période de deux à quatre ans. Cependant, les taux accordeurs pour les certificats d'une durée de cinq ans marquent un recul de ¼% pour passer à 10½%.

### Le marché canadien de la bière

	Labatt	Molson	Carling-O'Keefe	Autres
1969	31,0%	28,6%	32,7%	7,7%
1970	32,5	28,9	31,6	7,0
1971	34,0	29,5	31,0	5,5
1972	35,4	30,1	29,1	5,4
1973	36,0	31,6	26,4	6,0

## Acier: pas de profits excessifs

TORONTO (PC) — L'enquête fédérale sur les profits des aciéries conclut qu'il n'y a pas eu abus et qu'il n'y a pas eu accumulation de stocks pour obtenir des prix plus élevés.

L'enquête a été faite par le juge Willard Z. Estey. Il a publié hier ses conclusions, où il indique qu'un ensemble de facteurs sur les marchés mondiaux a conduit à une augmentation des prix et à une rareté des produits de l'acier.

On n'a pas à s'étonner, écrit-il, que la population songe à la possibilité de manipulation — aussi bien dans les inventaires que dans les prix — quelque part dans l'industrie de l'acier ou dans sa chaîne de distribution. Mais nous n'en avons pas trouvé.

C'est en mai dernier que le gouvernement fédéral ordonnait la tenue d'une enquête pour savoir s'il y avait eu des abus lorsque les prix de l'acier ont augmenté.

Le juge-enquêteur déclare qu'à l'avenir, toute augmentation des prix devrait dépendre directement de l'augmentation des coûts; sinon, on se trouvera devant des prix abusifs.

On lit aussi dans le rapport que les trois grands de l'acier au Canada-Steel Co. of Canada, Dominion Foundries and Steel Ltd., Dofasco et Algoma Steel Corporation Ltd. — en sont venus à un haut degré de concentration dans l'industrie de l'acier en pays, de telle sorte que leurs prix dominent le marché.

"De plus, les petits producteurs régio-

naux qui produisent de l'acier dans des fours électriques au moyen de rebuts ajoutant à leurs prix les coûts du fret à partir des usines des principaux fournisseurs d'acier, surtout lorsque l'acier se fait rare.

Récemment, comme l'acier de rebut s'est mis à coûter beaucoup plus cher, les producteurs utilisant des fours électriques ont imposé une surcharge sur toutes les ventes d'acier: l'acier de rebut a souffert de pénuries presque partout au Canada.

La solution à tous ces problèmes, conclut l'enquêteur, c'est que l'acier doit être produit et vendu dans un régime de concurrence.

Il va sans dire que le principal inculpé dans cette affaire, la Stelco, a laissé voir sa joie devant un verdict qui lave le secteur de la sidérurgie canadienne de tout blâme dans une "quelconque manipulation des prix qui aurait pu conduire à des profits abusifs". Le président de Stelco, M. Peter Gordon, a commenté le jugement Estey en ces mots: "Dès le début de cette enquête fédérale, il était apparent que les juges voulaient aller au fond des choses; sur ce terrain, la Stelco n'avait rien à craindre et nous avons ouvert tous nos dossiers. Leurs conclusions rejoignent les nôtres".

Profitant de sa rencontre avec la presse, M. Gordon est revenu sur un sujet qui lui tient à cœur: le manque de main-d'œuvre disponible dans le secteur de l'a-

cier. "Malgré le fait qu'une armée d'ouvriers de plus de 522,000 Canadiens se cherche du travail, nous n'arrivons pas à combler les 300 postes vacants à nos installations de Hamilton," de dire le président Gordon.

"Il nous est impossible de recruter du personnel et cela se comprend très bien lorsqu'on paie ces gens à ne rien faire... pourquoi se dérangeraient-ils pour venir travailler à l'aciérie," de conclure amèrement le p.d.g. de Stelco. Les propos du chef d'entreprise surviennent à la suite de la publication par Statistique Canada d'une grille de données qui montrent que 130,000 emplois sont offerts par l'industrie et le commerce; ce seul manque une hausse de 18% sur le dernier décompte du trimestre précédent.

Le complexe sidérurgique de la Stelco à Hamilton verse des salaires horaires de \$4,07 à ses travailleurs non-spécialisés, soit un montant hebdomadaire de \$162,80. Quant au personnel hautement qualifié, M. Gordon a laissé entendre que le marché était presque inélastique à leur sujet.

Dans l'industrie de la restauration, (la ville de Toronto a un pressant besoin de plus de 1,000 personnes dans ce secteur des services), l'Association canadienne des restaurateurs a reconnu que les bas salaires versés dans l'industrie (un cuisinier ne reçoit en moyenne que \$150 par semaine) étaient à la source de cette pénurie de main-d'œuvre.

## Le dollar vivement attaqué en Europe

ZURICH (AFP) — Si le dollar est resté stable à Paris, hier, à l'ouverture, il a été vivement attaqué à Zurich, Francfort et Londres, les opérateurs vendant des dollars pour acheter des devises européennes ou de l'or.

La baisse la plus brutale a été enregistrée à Zurich. A Francfort, le dollar est revenu de 2,51

à 2,50 marks. A Londres, en dépit des difficultés économiques de la Grande-Bretagne, la livre a regagné quelques fractions à \$2,3210.

On a confirmé, en Suisse, que la cause essentielle de la baisse du dollar était la récente déclaration du chancelier Helmut Schmidt, selon laquelle le gouvernement de Bonn ne s'oppo-

sera pas à une revalorisation du mark, afin de réduire l'énorme excédent commercial de l'Allemagne fédérale. Cela signifie que Bonn ne soutiendra plus le dollar.

Parallèlement à la baisse du dollar, l'or a généralement monté, en particulier à Paris où l'on a coté, vendredi matin, \$192,19 l'once, contre \$190,27 la

veille. On a enregistré à Zurich le cours record de \$189,00. A Londres, cependant, l'or était coté à l'ouverture en léger retrait à \$188.

La faiblesse du dollar ne signifie pas, estime-t-on dans les milieux suisses, que d'énormes transferts de capitaux aient eu lieu de New York à Zurich. Les transactions enregistrées à Zurich seraient d'un montant relativement modéré mais comme les dollars offerts ne trouvent pas finalement de contrepartie, le cours a baissé fortement.

Parmi les capitaux cherchant à se placer en francs suisses, figurent en bonne place, semble-t-il, des pétrodollars. Il faut noter, fait-on remarquer à Zurich, qu'on assiste aussi à un assez fort mouvement de Francfort vers la Suisse et la hausse du deutch-mark vis-à-vis du dollar-souhaitée récemment par le chancelier Schmidt — se traduit aussi par une baisse assez forte du mark vis-à-vis du franc suisse.

Pour l'instant, on ne s'attend pas, ni à Berne ni à Zurich, à

des décisions monétaires immédiates, comme le bruit en a couru à l'étranger.

La Suisse reste, comme il est de tradition, un havre d'accueil pour les capitaux craignant soit l'agitation sociale soit une récession brutale comme l'annoncent certains experts aux États-Unis. La Confédération helvétique elle-même n'est pas à l'abri "du refroidissement économique" et l'on y prévoit pour l'année 1975 la croissance zéro.

Néanmoins, pour les détenteurs de capitaux à la recherche d'un placement relativement sûr, la Suisse apparaît comme se trouvant, sur le plan monétaire, social et politique, dans une situation meilleure que ses voisins européens.

De toute façon, estiment les experts monétaires suisses, la décision de recourir au flottement du dollar, devenu incontrôlable, a ouvert, il y a trois ans, la crise. Elle ne prendra fin que lorsque les conditions seront réunies qui permettront de revenir à un système monétaire international, plus contraignant que celui des taux flottants.

### bénéfices

Commerce Capital, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$640,000-28 cents l'action, contre \$407,000-18 cents.

Dome Petroleum, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$22,088,000-\$1,97 l'action, contre \$6,872,000-65 cents.

Donohue, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$3,864,000-\$1,99 l'action, contre \$6,872,000-65 cents.

Foodex Systems, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$1,472,000-33,1 cents l'action, contre \$1,181,000-27,6 cents.

Fracana Oil and Gas, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$4,553,342-71,9 cents l'action, contre \$619,036-11,8 cents.

Hugh Russell, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$13,329,000-\$5,15 l'action, contre \$5,192,000-\$1,52.

Kilme Copper Cobalt, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$347,000-neuf cents l'action, contre \$2,059,000-53 cents.

Molson Companies, pour les six mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$12,739,000-93 cents l'action, contre \$14,201,000-\$1,04.

North Canadian Oils, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$1,431,000-24 cents l'action, contre \$1,074,000-18 cents.

Northern and Central Gas, pour les neuf mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$13,592,000-\$1,01 l'action, contre \$6,235,000-46 cents.

Quaker Oats, pour les trois mois qui se sont terminés le 30 sept. dernier, \$8,558,000-41 cents l'action, contre \$5,753,000-27 cents.

Riley's DataShare International, pour l'année qui s'est terminée le 31 mai dernier, \$392,000-30 cents l'action, contre \$305,000-24 cents.

### ÉTUDIANTS! ENSEIGNANTS!

**LE DEVOIR** une source de documentation indispensable

	DURÉE	CANADA	ÉTATS-UNIS
ABONNEMENT SCOLAIRE	7 MOIS	\$25,00	\$29,00
	8 MOIS	\$28,00	\$33,00
	9 MOIS	\$31,00	\$36,00
	10 MOIS	\$34,00	\$39,00

**MODE DE PAIEMENT** chèque ou mandat de poste payable à l'ordre de LE DEVOIR

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à: LE DEVOIR, C.P. 6033, Montréal H3C 3C9, (Québec).

Cl-inclus, \$ ..... pour un abonnement scolaire de ..... mois à compter du .....

NOM .....

ADRESSE .....

**banque provinciale DU CANADA**  
Avis d'assemblée générale annuelle

L'ASSEMBLÉE générale annuelle des actionnaires de la Banque Provinciale du Canada se tiendra en l'hôtel Reine-Elizabeth (Grand salon), 900 ouest, rue Dorchester, Montréal, Canada, le mardi 10 décembre 1974, à quinze heures trente, aux fins de soumettre le rapport annuel de la Banque, d'élire les administrateurs, de nommer les vérificateurs et de fixer leur rémunération, et de délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Pour le conseil d'administration,  
Le Secrétaire Général,  
R. Cousineau.

Montréal,  
le 25 septembre 1974







En finale de l'Est contre les Riders

## Les chances des Alouettes semblent excellentes

## football

Ligue Canadienne	
Dimanche	
Demi-finale	
Ottawa 21, Hamilton 19	
Saskatchewan 24, C.-B. 14	
Dimanche	
Finale	
Ottawa à Montréal, 13h	
Saskatchewan à Edmonton, 14h30	
Ligue Nationale	
Dimanche	
Baltimore à Atlanta	

## LIGUE NATIONALE

## Division Américaine

Section Est		pj	g	p	n	pp	pc	moy.
BUFFALO		9	7	2	0	191	150	.778
MIAMI		9	7	2	0	203	125	.778
N-ANGLETERRE		9	6	3	0	235	155	.667
JETS NY		9	2	7	0	149	208	.222
BALTIMORE		9	1	8	0	102	227	.111
Section Centrale								
PITTSBURGH		9	6	2	1	193	133	.722
CINCINNATI		9	6	3	0	222	159	.667
HOUSTON		9	4	5	0	161	198	.444
CLEVELAND		9	3	6	0	177	234	.333
Section Ouest								
OAKLAND		9	8	1	0	246	143	.889
DENVER		9	4	5	0	180	177	.500
KANSAS CITY		9	3	6	0	147	171	.333
SAN DIEGO		9	3	6	0	143	186	.333

## Division Nationale

Section Est		pj	g	p	n	pp	pc	pts
ST-LOUIS		9	7	2	0	210	149	.778
WASHINGTON		9	6	3	0	178	127	.667
DALLAS		9	5	4	0	178	140	.556
PHILADELPHIE		9	4	5	0	148	140	.444
GIANTS NY		9	2	7	0	121	194	.222
Section Centrale								
MINNESOTA		9	7	2	0	199	122	.778
DETROIT		9	4	5	0	135	156	.444
GREEN BAY		9	4	5	0	134	146	.444
CHICAGO		9	3	6	0	98	128	.333
Section Ouest								
LOS ANGELES		9	7	2	0	170	100	.778
N-ORLEANS		9	3	6	0	95	164	.333
ATLANTA		9	2	7	0	77	171	.222
SAN FRANCISCO		9	2	7	0	123	202	.222

## hockey

## Ligue Nationale

Jeudi

Montréal 4, Boston 1

Buffalo 5, Minnesota 3

Hier soir

Islanders NY à Kansas City

Philadelphia à Atlanta

Los Angeles à Vancouver

Toronto à Californie

Ce soir

Rangers NY à Montréal

Islanders NY à Detroit

Philadelphia à St-Louis

Washington à Pittsburgh

Chicago à Los Angeles

Toronto à Vancouver

Kansas City à Minnesota

Buffalo à Boston

Demain

Californie à Rangers NY

Atlanta à Buffalo

Pittsburgh à Washington

Boston à Detroit

Les compteurs

(Parties d'hiver non comprises)

b p pts

Orr, Bos.

Esposito, Bos.

Lafleur, Mon.

Perrault, Buf.

Lysiak, Atl.

Lapointe, Mon.

Mahovlich, Mon.

Pappin, Chi.

Martin, Buf.

Robert, Buf.

Ondrejsek, Van.

Dionne, Det.

D. Potvin, Isl.

Association Mondiale

Jeudi

Cleveland 2, Phoenix 1,

prolongation

N-Angleterre 7, San Diego 2

Michigan 4, Chicago 2

## LIGUE NATIONALE

Section I		pj	g	p	n	bp	bc	pts
PHILADELPHIE		17	12	3	2	58	35	26
ATLANTA		18	9	6	3	54	47	21
ISLANDERS NY		15	7	5	3	54	40	17
RANGERS NY		15	6	6	3	49	44	15
Section II								
VANCOUVER		10	4	2	58	41	22	
CHICAGO		16	7	7	2	57	40	16
ST-LOUIS		15	5	7	3	49	54	13
MINNESOTA		16	4	9	3	41	63	11
KANSAS CITY		14	2	11	1	38	67	5
Section III								
LOS ANGELES		16	10	1	5	55	27	25
MONTREAL		18	8	5	5	72	53	21
PITTSBURGH		14	5	7	2	55	57	12
DETROIT		14	5	7	2	42	62	12
WASHINGTON		16	1	13	2	33	78	4
Section IV								
BUFFALO		17	12	3	2	76	56	26
BOSTON		16	6	5	5	68	51	17
TORONTO		14	4	7	3	51	59	11
CALIFORNIE		17	3	10	4	39	75	10

## ASSOCIATION MONDIALE

Section Canadienne		pj	g	p	n	bp	bc	pts
TORONTO		14	10	4	0	67	45	20
QUEBEC		11	8	3	0	54	32	16
WINNIPEG		10	7	2	1	55	28	15
VANCOUVER		12	4	7	1	35	47	9
EDMONTON		6	4	2	0	22	19	8
Section Est								
N-ANGLETERRE		11	8	3	0	43	29	16
INDIANAPOLIS		13	4	9	0	31	50	8
CLEVELAND		9	4	1	21	26	9	
CHICAGO		11	2	9	0	25	42	4
Section Ouest								
HOUSTON		13	8	5	0	61	44	16
SAN DIEGO		12	7	5	0	38	45	14
PHOENIX		12	4	7	1	42	51	9
MINNESOTA		11	4	7	0	46	56	8
MICHIGAN		13	3	10	0	35	61	6

## LIGUE MAJEURE DU QUEBEC

Section Est		pj	g	p	n	bp	bc	pts
TROIS-RIVIERES		20	9	7	4	84	77	22
CHICOUTIMI		18	8	9	1	96	123	17
QUEBEC		18	8	9	1	70	74	17
SHAWINIGAN		17	5	9	3	76	89	13
SOREL		19	3	14	2	70	108	8
Section Ouest								
CORNWALL		20	11	4	5	90	70	27
SHERBROOKE		17	12	3	2	112	67	26
HULL		17	10	7	0	92	86	20
MONTREAL		18	8	7	3	115	100	21
LAVAL		20	5	12	3	102	113	13

En dernière analyse, seules des erreurs flagrantes, phénomène contre lequel ils ne sont malheureusement pas immunisés, pourraient empêcher les Alouettes de vaincre les Rough Riders d'Ottawa, demain après-midi à l'Autostade, et de représenter la métropole en finale pour la coupe Grey, dimanche prochain à Vancouver.

Sur papier en effet, et à plus forte raison contre les Riders, les Alouettes méritent pleinement leur championnat de la saison régulière, dans la section Est de la Ligue canadienne de football.

C'est leur brigade défensive surtout qui a inspiré l'équipe tout au long de la saison. N'a-t-elle pas conservé, en 16 matches réguliers, la plus basse moyenne de tout le circuit pour les passes concédées, soit 48,8 pour cent, en dépit de deux très vilains matches dans l'Ouest vers la fin du calendrier? Elle n'a permis que 197 passes sur 404 tirs.

Cette même formation, de plus, domine également la LCF au chapitre des courses au sol, ayant limité l'adversaire à quatre verges seulement par incursion.

Et en quatre rencontres avec les Outaouais, la moyenne défensive des Alouettes est encore plus impressionnante, bien qu'ils aient subi une défaite en cours de route. Les Riders, en effet, n'ont réussi que 43 passes en 105 lancers contre Montréal, et ont conservé une piètre moyenne de 58,3 verges en gains au sol.

La formation offensive montréalaise n'est pas si mal non plus, elle qui a totalisé 339 points, soit six seulement de moins que les Eskimos d'Edmonton, les titulaires de la section Ouest et meneurs du circuit à ce poste.

Notons d'abord la contribution de l'universitaire Johnny Rodgers. D'une part, il s'est avéré le plus dangereux receveur de passes de l'Est en accumulant 1,024 verges grâce à 60 attrapés. C'est

un seul de moins que le brillant Tony Gabriel, des Tiger-Cats de Hamilton, qui ne totalise cependant que 795 verges.

Rodgers s'est également distingué sur les courses au sol en conservant une moyenne de 5,7 verges par sortie et un total de 492 verges, malgré sa petite taille. Notons au passage que le titulaire de la LCF pour les courses est Jimmy Jones, le quart-arrière des Alouettes, dont la moyenne est de 6,4 verges en 90 courses (577 verges).

Enfin, le centre-arrière Steve Ferruggelli s'est tout simple-

ment contenté de gagner 1,134 verges au sol (298 sorties, moyenne de 5,0), et a été le seul porteur de ballon dans l'Est à franchir le cap des 1.000 verges.

Côté rendement offensif, le botteur de précision Don Sweet a pris le 4e rang des compteurs dans l'Est avec 109 points, suivi de Rodgers (11 touchés, 66 points) et de l'ailier Peter Dalla Riva (8 et 48). Jones prend le 9e rang avec 30 points.

C'est donc dire que les Alouettes partent largement favorisées, d'autant plus qu'elles ont bénéficié d'un congé de deux se-

maines, fort profitable à cette période-ci de la saison lorsqu'il s'agit de soigner une foule de petits bobos, pendant que leurs adversaires battaient tant bien que mal Hamilton 21-19 en demi-finale dimanche dernier.

Quoi qu'il en soit, l'aspect des statistiques au cours de ce match, les Riders ont alors démontré qu'ils étaient de véritables opportunistes en l'emportant malgré tout. Et c'est justement de leurs propres erreurs que devront se méfier les Alouettes, car les Riders ne pardonnent pas.

## Dave Balon réclame \$460,840 aux Nordiques

par Guy Deshaies

Le joueur de hockey, Dave Balon, qui a évolué entre autres pour les Canadiens avant d'entrer dans la Ligue mondiale du hockey au service des Nordiques de Québec, a inscrit une action en dommages de \$460,840 contre le club de hockey Les Nordiques Inc. pour l'avoir remercié de ses services en interrompant unilatéralement son contrat.

Dans sa déclaration produite au greffe de la Cour supérieure, du district de Montréal à l'appui de sa réclamation en dommages contractuels, Balon affirme que le congédiement dont il a été l'objet constitue un bris de contrat, entraîne une perte de salaire effective pour la saison 74-75 et des pertes de revenus publicitaires en plus d'une atteinte à sa réputation.

Il raconte qu'en novembre 73, durant le second match de la saison régulière, il a été blessé à la cheville par une rondelle et qu'il n'a pu revenir sur la glace qu'à la toute fin de la saison, il

affirme avoir poursuivi son entraînement durant l'été dernier après avoir reçu la confirmation des autorités médicales qu'il pouvait continuer à jouer au hockey comme avant l'accident.

Puis, en octobre dernier, avant d'entamer la période d'entraînement, il recevait une lettre de la direction des Nordiques l'informant que le contrat était résilié et qu'il devait remettre à la compagnie la somme de \$35,053 représentant le salaire touché en trop durant la saison précédente. Balon reçoit \$45,000 par année pour la saison régulière et l'entraînement.

Le club des Nordiques lui faisait savoir qu'il n'était plus apte à jouer au titre d'athlète professionnel.

Balon affirme que cette décision a été prise sans consultation médicale et que par la suite les médecins des défenseurs ont déclaré que le demandeur pouvait parfaitement jouer au

hockey pour une équipe professionnelle.

Balon déclare ensuite que la direction des Nordiques a fait preuve de discrimination à son endroit en rendant publique leur décision unilatérale et en interdisant à Balon l'accès au camp d'entraînement.

Il estime qu'il a droit au salaire de \$45,000 pour la saison 74-75 en plus de \$175,000 pour dommages à sa réputation, \$150,000 pour perte de salaire futur comme joueur de hockey, \$75,000 pour perte de revenus indirects, 27,500 pour angoisse et \$3,340.25 au chapitre des dépenses qui ne lui ont pas été remboursées entre le 25 septembre et le 22 octobre durant la période d'entraînement.

Il était stipulé au contrat que la direction ne pouvait échanger, rembourser ou diminuer le salaire avant l'expiration du contrat d'un an. Au surplus il y avait une clause pour le paiement de la saison 74-75.

Championnat de football juvénile

## Les Scorpions remporteront-ils une 12e victoire ?

L'instructeur des Scorpions de Laval, Gordon Cahill, est inquiet du match que son équipe doit disputer aux Oak Bay Farmers de Victoria, demain à Vancouver, pour le championnat de football juvénile du Canada. Et ce, en dépit du fait que son équipe a remporté 11 victoires consécutives cette saison, huit en saison régulière et trois en éliminatoires.

"Ce match m'inquiète, a dit Cahill, justement parce que nous ne savons absolument rien au sujet de nos adversaires." Précisons que les siens ne savaient rien non plus des Mustangs de Saint-Vital, qu'ils ont néanmoins battus facilement 33-19, dimanche dernier à Winnipeg en demi-finale nationale.

Le quart-arrière Luc Gagnon et le demi-offensif Guy Loneran, de même que le demi-défensif Alain Côté, sont parmi les meilleurs joueurs des Scorpions.

BILLY CASPER, le chevronné gifleur américain, ou le Formosan Huan Lu Liang remportera vraisemblablement, aujourd'hui, l'omnium du Maroc doté de \$100,000 en prix. Les deux favoris ont respectivement joué des rondes de 72 et 73, hier au club Dar es Salam près de Rabat, ce qui leur donne un total de 213 et une égalité au sommet. Ils sont suivis des Américains Larry Ziegler (215) et Lee Elder (217) et du Belge Donald Swaelens (216).

LA TCHECOSLOVAQUIE a facilement battu la Suède 8-1, hier soir à Prague, dans le der-

nier d'une série de trois matches disputés cette semaine pour le prix du journal Iztvisti.

SECRETARIAT est finalement devenu père hier, lorsque Leola, une jument de 13 ans, a donné naissance à un poulain sur la ferme Sahapin, près de Winona. Leola avait été accouplée au vainqueur de la Triple

couronne des courses sous harnais, à titre expérimental en décembre dernier.

CATFISH HUNTER, des Athletics d'Oakland qui a récemment mérité le trophée Cy Young à titre de lanceur par excellence dans la Ligue Américaine, ira devant un médiateur le 26 novembre prochain afin de réclamer l'annulation de son

contrat. La prétention de Hunter est basée sur le fait que la moitié de son salaire de \$100,000 cette saison n'aurait pas été versée, tel qu'entendu avec le propriétaire Charles Finley, dans un fonds d'été.

DALES HAYES a consolidé son emprise sur le 1er rang du tournoi de golf de l'Afrique du Sud, hier, grâce à une tournée

GP international de tennis

## Connors peut encore l'emporter

LONDRES (d'après AP) — Brian Gottfried a permis à son compatriote américain Jimmy Connors de conserver ses chances, aussi minces soient-elles, de rejoindre l'Argentin Guillermo Vilas au sommet du classement du Grand prix international de tennis, hier à Londres, lorsqu'il a battu Vilas 6-7, 6-2 et 6-1, en demi-finale d'un tournoi de \$75,000 en bourse.

Connors, titulaire de Wimbledon et de l'Omnium américain, avait amélioré quelques heures plus tôt ses chances de remporter le grand prix de \$96,000, grâce à une victoire impressionnante de 6-0 et 6-2 sur le Hollandais Tom Okker.

Vilas, un gaucher âgé de 22 ans seulement, est toujours en tête avec 725 points, tandis que le maximum que Connors pourrait atteindre, s'il gagne tous les tournois auxquels il participe d'ici la fin de l'année, est de

726. Vilas n'a besoin que d'une seule victoire, en simple ou en double, pour décrocher l'importante bourse.

A Bombay, les frères Vijay et Anand Amritraj, de l'Inde, ont été éliminés par des Australiens, en quarts de finale d'un tournoi en bourse. Vijay, 3e favori, s'est incliné 6-2 et 6-4 face à Dick Crealy, 6e choix, tandis qu'Anand était battu 6-2 et 12-10 par Tony Roche, le grand favori.

Les deux autres demi-finalistes seront le Néozélandais Onny Parun, vainqueur de l'Américain Dick Dell 6-2 et 7-5, et l'Américain John Andrews, qui a causé toute une surprise jeudi en disposant de l'Espagnol Manuel Santana 7-6 et 6-2.

A Djakarta, le Japon a rapide-

ment pris les devants 2-0 face à l'Indonésie, dans leur rencontre de la zone sud-est asiatique pour la coupe Davis, quand Jun Hamiwazumi a défait Gondo Wijoyo 6-4, 6-3 et 6-4, et Toshio Sakai a battu Wiyono 6-4, 6-3 et 6-1.

A Manille, Jun Kuki, également du Japon, a causé une surprise de taille en disposant de l'Allemand de l'Ouest Jürgen Fassbender 6-1,





**COLLÈGE DE ROSEMONT  
(CEGEP)**

## OFFRE D'EMPLOI

### Aide pédagogique individuel

#### NATURE DU TRAVAIL:

L'aide pédagogique individuel assiste l'étudiant dans le choix de sa programmation individuelle des cours et des horaires en fonction de ses goûts, aptitudes et possibilités.

#### ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:

Il conseille et informe les étudiants dans le choix de leur programme et de leurs cours, dans la fabrication de leur horaire individuel, dans les changements d'orientation ou de spécialité, dans l'abandon de cours...

Il analyse les dossiers des étudiants, diagnostique le plus précisément possible les causes et les dangers d'échecs, suggère aux étudiants des remèdes à ces situations et fait régulièrement rapport à ce sujet aux membres de la direction des services pédagogiques.

Il se tient au courant des débouchés à l'université et sur le marché du travail pour les diplômés des différents programmes afin de conseiller plus utilement les étudiants.

Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

#### QUALIFICATIONS REQUISES:

Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans une discipline appropriée.

#### TRAITEMENT:

De \$9,192.00 à \$17,116.00, selon les qualifications et l'expérience.

Un curriculum vitae détaillé doit parvenir avant 17 heures, mardi 26 novembre 1974.

**COLLÈGE DE ROSEMONT**  
Bureau des services au personnel  
6400, 16<sup>ème</sup> avenue Rosemont  
Montréal H1X 2S9

### CENTRE DE SERVICES SOCIAUX SAGUENAY-LAC-ST-JEAN-CHIBOUGAMAU RECHERCHE

#### (4) DIRECTEURS DE FILIALES

(postes à Chicoutimi, Alma, Jonquières et Roberval)

#### Sommaire des responsabilités:

Planifier, organiser, coordonner et contrôler la distribution des services sociaux dans une zone.

#### (3) DIRECTEURS DE SERVICES

(service social en milieu hospitalier)  
(service social en centre d'accueil)  
(service social en milieu scolaire)

#### Sommaire des responsabilités:

Planifier, organiser, coordonner et contrôler la distribution des services sociaux dans le milieu concerné pour l'ensemble du territoire du centre.

#### EXIGENCES:

##### Formation:

Formation universitaire de 1<sup>er</sup> cycle ou l'équivalent en sciences humaines, de préférence en service social.

##### Expérience:

Deux (2) ans d'expérience pertinente, de préférence en service social;  
L'expérience à un poste de responsabilité sera particulièrement considérée.

##### Qualités personnelles:

Leadership;  
sens de l'efficacité;  
sens de l'organisation;  
aptitudes à diriger du personnel.

#### (2) CONSEILLERS AUX PROGRAMMES

#### Sommaire des responsabilités:

Assiste le directeur de l'administration des programmes dans la planification, l'organisation, la coordination et le contrôle de la distribution d'un ou de plusieurs programmes décentralisés et assume certaines fonctions centralisées relatives au(x) programme(s) dont il a charge.

#### EXIGENCES:

##### Formation:

Formation universitaire de 1<sup>er</sup> cycle ou l'équivalent en sciences humaines, de préférence en service social.

##### Expérience:

Deux (2) ans d'expérience pertinente, de préférence en service social.

##### Qualités personnelles:

Aptitudes à planifier et à organiser;  
capacité de travailler en équipe;  
esprit de synthèse.

#### (4) CONSULTANTS

#### Sommaire des responsabilités:

Assister le D.S.P. dans l'élaboration des nouveaux programmes, la détermination et la révision périodique des objectifs, politiques et procédures des différents programmes du Centre.

#### EXIGENCES:

##### Formation:

Formation universitaire de 1<sup>er</sup> cycle ou l'équivalent en sciences humaines, de préférence en service social.

##### Expérience:

Deux (2) ans d'expérience pertinente, de préférence en service social.

##### Qualités personnelles:

Capacité de conceptualiser;  
Sourcilieux de l'éthique professionnelle;  
capacité de travailler en équipe.

#### (1) RECHERCHISTE

#### Sommaire des responsabilités:

Planifier, organiser, coordonner les projets de recherche portant sur l'identification des besoins de la clientèle, sur l'impact des différents programmes en cours et sur leur validité, rentabilité et efficacité.

#### EXIGENCES:

##### Formation:

Formation universitaire de 2<sup>ème</sup> cycle ou l'équivalent en sciences humaines, de préférence en service social avec concentration en recherche appliquée.

##### Qualités personnelles:

Facilité à communiquer;  
esprit analytique;  
capacité de travailler en équipe.

#### CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon les normes en vigueur dans les établissements relevant du ministère des Affaires sociales.

Les candidats intéressés à ces postes devront faire parvenir leur demande par écrit, incluant leur curriculum vitae avant le 26 novembre 1974 au:

**Directeur du personnel,**  
Centre de Services Sociaux  
Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau,  
599, rue Hôtel-Dieu,  
Chicoutimi, P.Q.  
Tél.: (418) 549-3254

## Carrières et Professions

Voir autres Carrières et Professions,  
en pages 17 et 18

Nous cherchons des

### PROFESSEURS DE FRANÇAIS

pour enseignement du français à des adultes à Montréal. Travail stable à temps plein ou temps partiel.

Nous exigeons:

- minimum B.A. (licence ou équivalent);
- connaissances en linguistique;
- stage V.I.F. de vive voix ou équivalent.

Écrire à:

**Dossier 2429**  
Le Devoir, C.P. 6033, Montréal H3C 3C9

### COLONIE DE VACANCES AUX ENVIRONS DE MONTRÉAL

#### Poste de directeur de camp

##### Responsabilités:

- Sous l'autorité du directeur général,
- 1- il établit la programmation d'une saison de huit (8) semaines de camp;
- 2- il sélectionne, prépare et anime le personnel requis.

##### Qualifications:

- 1- Un diplôme universitaire de premier cycle en sciences humaines ou l'équivalent;
- 2- Âge requis: devra avoir entre 25 et 35 ans;
- 3- Expérience: trois ans dans un camp de vacances ou l'équivalent;
- 4- Faire preuve d'initiative, d'entregent et de relations humaines;
- 5- Pouvoir communiquer facilement avec les gens situés à tous les niveaux d'administration;

##### Traitement:

Selon les qualifications et l'expérience.

Envoyer curriculum vitae à:

**Colonie de Vacances Les Grèves**  
C.P. 183  
Pointe-aux-Trembles  
a/s Fernand Gauthier, secrétaire

Fin du concours: le vendredi 22 novembre 1974.

### LE C.L.S.C. STE-THÉRÈSE

#### DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

##### Fonctions:

Sous l'autorité du Conseil d'administration et en collaboration avec les comités de citoyens et les groupes populaires, le directeur général:

- Planifie et voit à la mise en marche des programmes du CLSC;
- Voit à ce que les orientations, objectifs et priorités définis par les citoyens soient respectés;
- Assure le fonctionnement régulier du CLSC: planification, coordination, administration et évaluation;
- Coordonne et anime l'équipe de travail du centre;
- Voit à établir et maintenir des relations avec les groupes du milieu, les autres établissements du réseau et le ministère des Affaires sociales;
- Assure la circulation de l'information pertinente à chaque groupe.

##### Exigences:

- Être en accord avec les aspirations du milieu;
- Posséder une expérience de travail avec des organismes à caractère social et des groupes populaires;
- Avoir coordonné et/ou dirigé les activités d'un groupe de travail ou d'un organisme;
- Avoir une bonne connaissance de la Loi 65 et des CLSC;
- Posséder un esprit créateur et de synthèse;
- Avoir l'intérêt et les aptitudes pour le travail en équipe multidisciplinaire;
- Avoir de la facilité pour communiquer tant avec les groupes que les individus.

##### Salaire:

Selon la politique administrative et salariale du ministère des Affaires sociales.

Le curriculum vitae des candidats doit parvenir au CLSC avant le 16 décembre 1974 au:

**CLSC Ste-Thérèse**  
a/s Robert Dean, président  
5, rue Tassé  
Ste-Thérèse J7E 1L4

### la Société d'aménagement de l'Outaouais demande

#### UN ARCHITECTE-PAYSAGISTE

##### FONCTIONS:

Le titulaire de ce poste, sous l'autorité du directeur des études et recherches, devra:

- Participer à l'élaboration des projets d'aménagement touristique et récréatif de la S.A.O.
- Élaborer les normes d'aménagement paysagiste applicables aux propriétés de la S.A.O.
- Préparer ou faire préparer les plans détaillés d'aménagement paysagiste et de plantation des propriétés de la S.A.O.
- Participer à la programmation détaillée, aux estimations et à la confection des échéanciers de réalisation des travaux;
- Surveiller l'exécution des travaux.

##### QUALITÉS REQUISES:

- Détenir un diplôme universitaire ou une compétence reconnue dans une discipline appropriée.

##### TRAITEMENT:

Selon qualifications et expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur offre par écrit, accompagnée du curriculum vitae, d'une preuve de scolarité et d'une photographie récente, avant le 29 novembre 1974 au:



**Directeur de l'administration**  
Société  
d'aménagement  
de l'Outaouais  
768, boul. St-Joseph  
C.P. 666  
Hull, Québec  
J8X 3Y8

### GÉRANT

pour un nouveau centre communautaire  
situé à Montréal

Responsable de l'organisation et de la gérance du centre, de la promotion de ses activités, le candidat, de préférence diplômé, devra être bilingue et devra posséder expérience pertinente, esprit d'initiative et compétence.

Salaire selon expérience et qualifications.

Prière de faire parvenir curriculum vitae à:

**C.P. 578, succ. C, Montréal H2L 4K4**

### CARREFOUR ST-ARSENÈ INC.

(Centre d'accueil)

**7321, Christophe Colomb, Montréal H2R 2S5**  
Tél.: 274-5523

École et pensionnat pour enfants dont certains ont de la difficulté sur le plan socio-affectif, offre les postes suivants:

- DIRECTEUR des SERVICES ADMINISTRATIFS et des SERVICES au PERSONNEL (C.A.)

- PROFESSEUR MASCULIN (math. plus anglais, sec.I)

- SECRÉTAIRE

Faire parvenir curriculum vitae avant le 26 novembre 1974 à l'attention du Directeur du personnel.

### CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

SERVICE D'EXPERTISE PSYCHOSOCIALE A LA COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE DE LA FAMILLE)

#### UN NOUVEAU DEF I A RELEVER !!

Le C.S.S.M.M. met sur pied un service d'expertise psychosociale de garde d'enfants mineurs pour les cas de séparation ou de divorce qui se présentent à la Cour Supérieure du District Judiciaire de Montréal.

#### NOUS RECHERCHONS . . .

Un agent de liaison, plus une équipe de neuf professionnels qui possèdent les qualifications suivantes:

- diplôme universitaire en sciences humaines;
- trois années d'expérience dans le domaine conjugal, familial ou enfance;
- capacité et intérêt à travailler dans une équipe pluridisciplinaire et dans un contexte nouveau.

Cette nouvelle perspective de travail professionnel vous plaît-elle?

Les candidats qualifiés sont invités à faire parvenir leur offre de service et leur curriculum vitae avant le 28 novembre 1974, au service des:

**Ressources Humaines**  
800 est, boul. de Maisonneuve  
10<sup>ème</sup> étage  
Montréal, Québec  
H2L 1Y6



### SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

#### Poste:

#### Directeur de centre à temps plein

##### Description:

Sous l'autorité du directeur-adjoint du service de l'éducation des adultes, le directeur du centre Outremont assume l'entière responsabilité de son centre. Il planifie, organise, coordonne et dirige les activités d'enseignement et les activités éducatives et psycho-sociales offertes aux adultes sous sa responsabilité et établit des communications constantes et appropriées avec la direction du service, avec les professeurs et les étudiants. Il accomplit toute autre tâche que lui confie son supérieur. Entre autres, s'occuper également de cours de langues en industries et de cours aux immigrants.

##### Qualifications:

Diplôme universitaire exigeant au moins 16 années de scolarité ou l'équivalent.

##### Traitement:

Selon la politique administrative et salariale.

Toute personne intéressée et répondant aux exigences est priée d'envoyer sa demande avant le 22 novembre 1974 à 4h30 p.m. à:

**Directeur des services du personnel**  
1100 Côte Vertu, Saint-Laurent H4L 4V1, P.Q.

Inscrire sur l'enveloppe "CONFIDENTIEL"

La demande écrite doit être accompagnée d'un curriculum vitae.

### GÉOLOGUES

Une corporation minière faisant partie d'un grand groupe international cherche des géologues des mines pour remplir deux postes dans son programme de mise en valeur d'une mine de métaux de base dans la province de Québec.

Le premier poste est pour un géologue qui se chargera de la direction de tous les aspects géologiques et d'échantillon du forage, du calcul de la réserve de minéral et du programme de mise en valeur d'une mine à ciel ouvert et d'une mine souterraine éventuelle. Le candidat élu devra être bilingue et avoir une ample expérience dans des postes responsables de la prospection et de la mise en valeur des mines à ciel ouvert. C'est une opportunité qui le mènerait à un important poste permanent d'ordre technique supérieur dans l'opération minière en perspective.

Le deuxième poste est pour un géologue expérimenté qui se chargera du rôle responsable d'un géologue des mines durant ce programme de mise en valeur. Ses activités comprendront l'interprétation géologique, les rapports géologiques de forage, la supervision de forage et les travaux s'y rapportant. Être bilingue constituera un avantage.

Les deux géologues élus s'installeront dans une ville voisine où le logement pour les gens mariés est disponible.

Les salaires sont proportionnels aux qualités et expérience.

Répondre à titre confidentiel à:

**Dossier 2428**  
Le Devoir, C.P. 6033, Montréal H3C 3C9

### HÔPITAL HONORÉ-MERCIER INC. St-Hyacinthe, Qué.

#### Service:

Clinique d'enseignement d'hygiène dentaire.

#### Poste vacant:

### HYGIÉNISTE DENTAIRE

#### Fonctions:

Sous la responsabilité du chef du service: planifier et coordonner certaines activités professionnelles et administratives de la clinique.

#### Exigences:

- Baccalauréat en sciences avec majeur en hygiène dentaire et formation (mineur) en éducation;
- Membre en règle de l'Association des hygiénistes dentaires.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur curriculum vitae détaillé immédiatement au:

**Service du personnel**  
Hôpital Honoré-Mercier Inc.  
2750, Laframboise  
St-Hyacinthe, Qué. J2S 4Y8

en indiquant au bas gauche de l'enveloppe: CHD - 2.

### LE CENTRE HOSPITALIER ST-EUSÈBE DE JOLIETTE

recherche les services:

#### 1) D'un (1) Directeur du Personnel.

##### Nature de la fonction:

Sous la responsabilité du Directeur Général, le titulaire du poste est responsable de la gestion administrative des services au personnel, de la gestion des ressources humaines, tant au point de vue de l'acquisition et de leur utilisation maximale qu'au point de vue de leur développement; il est responsable enfin du bien-être du personnel et de l'administration des relations de travail.

##### Exigences:

Diplôme universitaire de premier cycle en relations industrielles;  
Expérience de travail au sein d'un Service du Personnel d'un Centre hospitalier;

##### Salaire:

Selon les échelles du M.A.S.

#### 2) D'une (1) diététiste professionnelle

de préférence avec expérience en administration.

Toutes personnes intéressées à combler ces postes doivent faire parvenir leur candidature avant le 23 novembre 1974 au:

**Directeur Général,**  
Centre Hospitalier St-Eusèbe,  
585, Boul. Manseau,  
Joliette, P.Q.  
J6E 3E5



**CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES  
DE LA PETITE NATION**

### AGENT DE PROJET

(Consultant en Élaboration de Projets)

A temps plein pour une période initiale de 6 mois avec possibilité de prolongation.

#### FONCTIONS:

Surtout sur les projets précis dans le domaine de l'agriculture:

- faire: des études de marché;  
des études de rentabilité;  
des études d'organisation et d'implantation;
- préparer des projets d'implantation ou de développement;

#### EXIGENCES:

Diplôme universitaire de 1<sup>er</sup> cycle en administration, en économie ou un M.B.A.  
Expérience si possible.

#### QUALITÉS:

Capable de travailler en équipe;  
Capable de travailler seul;  
Sens de l'initiative;

#### SALAIRE:

Selon les normes du M.A.S.

#### ENDROIT DE TRAVAIL:

Région de la Petite Nation située à 80 milles de Montréal et à 50 milles de Hull.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 29 novembre 1974 à l'adresse suivante:

**C.L.S.C. de la Petite Nation**  
a/s M. Gilles Bégin, directeur général  
76C rue St-André  
St-André-Avellin, P.Q.  
C. d'Argenteuil, J0V 1W0



**L'UNIVERSITÉ  
LAURENTIENNE**

EST À LA RECHERCHE D'UN

### DIRECTEUR DE L'ÉCOLE des SCIENCES de l'ÉDUCATION

#### Poste:

Le Directeur devrait pouvoir assumer la direction académique et administrative de l'École et en être le représentant officiel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université.

Par suite du statut nouveau de l'École récemment intégrée à l'Université Laurentienne, le directeur devra en particulier participer à l'élaboration des politiques et objectifs de l'École pour les prochaines années.

La durée du mandat sera de cinq (5



# CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Voir autres Carrières  
et Professions,  
en pages 16 et 18

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes



## DIRECTEUR DE LA DIVISION DES ÉTUDES STATISTIQUES

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES,  
COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES — Poste à Québec

**FONCTIONS** — Sous l'autorité du surintendant-adjoint des assurances, contrôler l'analyse et le traitement des données relatives au secteur des assurances afin de renseigner les autorités concernant l'évolution du secteur sur les plans économique et financier. À cette fin : établir des fichiers permanents sur les données de base relatives aux assurances; analyser et interpréter ces données.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire en administration, en économie, en informatique ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste; bonnes connaissances de l'économie, de l'informatique et de l'analyse des états financiers propres au secteur des assurances.

**TRAITEMENT** — De \$16,100 à \$22,000

**CONCOURS** — A621JE/03

Date limite pour l'inscription : 29 novembre 1974

Si le nombre de candidatures  
soumises par des citoyens  
canadiens est suffisant pour  
comblé ce poste, la Commis-  
sion limitera sa sélection à ces  
personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION  
PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy,  
Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE  
SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de  
main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un  
des bureaux de la Commission.

Le Conseil scolaire de Nipissing  
North Bay, Ontario

École secondaire Franco-Cité,  
Sturgeon Falls, Ont.

## UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES

pour le 6 janvier 1975.

Faire parvenir votre curriculum vitae à :

M. David Lafleur, Principal  
École secondaire Franco-Cité,  
90 rue Main, Sturgeon Falls, Ont.  
POH 2G0

Tél. : (705) 753-1510  
(705) 753-0587

(Bureau)  
(Rés.)



ALGONQUIN

DIVISION DES ARTS APPLIQUÉS  
recherche un

## PROFESSEUR EN JOURNALISME

La Division recherche un journaliste expérimenté, enthousiaste, pour  
enseigner les rudiments de la cueillette de la nouvelle et de la  
rédaction à des étudiants en journalisme, à compter du mois de  
janvier 1975, ou de la prochaine année académique.  
Les candidats doivent avoir acquis leur expérience dans la presse  
écrite. L'expérience de journalisme électronique serait un atout.

Veuillez préciser le numéro du concours dans la demande que vous  
ferez parvenir, par écrit, au :

Service du personnel  
1385, avenue Woodroffe  
OTTAWA, (Ontario) K2G 1V8

Le concours se terminera lorsque le poste aura été comblé.  
Le concours n° 316-74 s'adresse également aux femmes et aux  
hommes.

## ERRATUM

Les 7 et 9 novembre, l'offre d'emploi devait se  
lire :

L'HÔPITAL HONORÉ-MERCIER INC.

St-Hyacinthe, P.Q.

requiert les services d'un(e)

## PSYCHOLOGUE

Exigences :

- Maîtrise en psychologie
- Expérience clinique en pédo-psychiatrie.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le  
20 novembre 1974, au :

Service du personnel,  
Hôpital Honoré-Mercier Inc.,  
2750 rue Laframboise,  
St-Hyacinthe, P.Q. J2S 4Y8

## ÉDUCATEURS

(JEUNES ADULTES DÉFICIENTS MENTAUX)

Personne qui en collaboration avec l'équipe en place, répond  
aux besoins physiques, psychologiques et de rééducation  
totale des Jeunes-Adultes handicapés, par une action  
éducative personnelle et par des méthodes d'initiation, en  
collaboration avec les professionnels en charge des  
différentes thérapies, en vue de leur formation et de leur  
réintégration à la société. Elle organise et coordonne les  
activités de l'unité de vie. Elle suit l'évolution des Jeunes  
Adultes en remplissant les documents de contrôle  
d'évolution. Elle fournit la programmation de sa journée.

### LES CANDIDATS :

- I. Éducateur de vie de groupe
- II. Éducateur spécialisé en éducation physique et  
psycho-motricité adaptées pour adultes débiles  
mentaux.
- III. Éducateur, menuisier-ébéniste plus particulièrement  
pour la finition des meubles — sablage, teinture, peinture  
au pistolet, etc. . . .  
Expérience dans l'industrie du meuble serait souhaitable.  
Capable d'organiser une production en série.

Le bilinguisme sera un atout

Salaire — Bénéfices marginaux :

Selon la convention collective du ministère des Affaires  
sociales.

Faire parvenir un curriculum vitae complet au :

Directeur des Services de la Vie de Groupe  
Maison Notre-Dame des Érables  
C.P. 40, Brigham (Brome)  
P. Québec. JOE 1J0

## AVOCAT

Une étude d'avocats (6) rattachée à une institution financière  
ayant son siège social à Montréal, désire retenir les services  
d'un confrère ayant 3 ans ou moins d'expérience.

Le travail consiste à agir comme conseiller juridique et à  
plaider devant les tribunaux au sujet de problèmes relevant  
principalement du droit civil et commercial.

— Bénéfices marginaux et avantages sociaux intéressants.

Lieu de travail : Montréal

Prière d'envoyer un curriculum vitae incluant le détail des  
résultats académiques obtenus lors des études de Droit et  
mentionner le salaire désiré à :

DOSSIER 2427,  
Le Devoir,  
C.P. 6033, Montréal H3C 3C9

"Toute communication sera traitée confidentiellement."



Université  
Laval

L'Université Laval  
est à la recherche d'un

## PROFESSEUR DE CINÉMA

pour le cours : "Le cinéma comme phénomène de com-  
munication" (session : hiver 75 — de janvier à avril).

S'adresser à :

M. Hubert Giroux,  
Histoire de l'Art,  
Université Laval,  
Ste-Foy, Qué.  
Tél. : (418) 656-2701

Cité universitaire, Québec

L'HÔPITAL HONORÉ-MERCIER INC.  
St-Hyacinthe, Qué.

requiert pour son département de santé communautaire

## UNE NUTRITIONNISTE

Fonctions :

La nutritionniste est responsable de la planification,  
programmation et l'exécution des activités en nutrition.

Exigences :

- B.Sc. en nutrition.
- Internat — de préférence en nutrition  
communautaire.
- Être membre actif de la C.P.D.Q.

Salaire :

Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le  
27 novembre 1974 au :

Service du personnel,  
Hôpital Honoré-Mercier Inc.,  
2750, Laframboise,  
St-Hyacinthe, Qué. J2S 4Y8

Centre de réadaptation Lethbridge

T.S.P.

Fonctions :

Travail direct auprès des stagiaires, de leur famille. Au  
sein d'un équipe multidisciplinaire de notre atelier  
protégé ouvert à des stagiaires handicapés physiques  
et mentaux.

- Participer à l'évaluation psycho-sociale du stagiaire  
et à l'établissement de programmes d'activités  
thérapeutiques.
- Travailler avec les familles des stagiaires et dans la  
communauté pour intégrer les stagiaires à la  
société.

Exigences :

Maîtrise en service social; appartenance à la corporation; 5  
ans d'expérience incluant travail de groupe et animation  
sociale; dynamisme et initiative; capacité de travailler en  
français et en anglais.

Salaire : Échelle M.A.S.

Disponibilité : Immédiate.

Contactez : Mme L. Poteet, M.S.S., t.s.p.  
Directrice, Service social  
7005 ouest, boul. de Maisonneuve  
Montréal, Qué.  
Tél. : 487-1770

LE COLLÈGE DE JOLIETTE

requiert les services de professeurs pour la 2e  
session dans les disciplines suivantes :

- **Techniques infirmières**  
— un professeur à temps partiel  
— diplôme de 1er cycle (baccalauréat de préférence)  
— expérience de préférence en médico-chirurgical
- **Mathématiques**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Géographie**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Civilisation**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Psychologie**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Sciences politiques**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Sociologie**  
Diplôme de 1er cycle — temps partiel ou à la leçon
- **Techniques administratives**  
Diplôme de 1er cycle  
410-220 Droit des affaires (6 pér.)  
410-102 Administration (3 pér.)  
410-130 Sciences du comportement (3 pér.)  
410-120 Structure d'entreprise (3 pér.)
- **Secrétariat**  
Scolarité minimum : 13 ans; et expérience pertinente  
41-404 Stage (3 pér.)

Les personnes désireuses de poser leur candidature à l'un ou  
ou l'autre de ces postes, sont priées de faire parvenir leur  
curriculum vitae au plus tard le 22 novembre 1974 à 17  
heures, au :

Secrétaire général,  
Collège de Joliette,  
20 sud, rue St-Charles,  
Joliette, Qué.

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

que nous recherchons . . .

- est intéressé à relever un défi de taille;
- est sensibilisé à la philosophie et à la démarche des  
C.L.S.C.;
- est capable d'animer une équipe multidisciplinaire et d'en  
coordonner les activités en y suscitant une prise en charge  
chez chacun de ses membres;
- a une personnalité forte et conciliante; un tempérament  
ferme et souple;
- peut démontrer une habileté solide à manipuler les  
techniques modernes de gestion.

Si vous croyez répondre à ces exigences, que vous avez une  
formation universitaire en administration et/ou en sciences  
humaines et que vous avez occupé pendant au moins deux  
(2) ans un poste de coordination ou de direction.

nous vous invitons à faire parvenir votre curriculum  
vitae détaillé avec vos attestations d'études à

Le Président du Conseil d'administration  
C.L.S.C. Basse-Ville,  
355 Marie de l'Incarnation,  
Québec G1N 3G9

d'ici le 16 décembre 1974, 17 heures en mention-  
nant sur l'enveloppe : **Concours directeur général.**



c.e.g.e.p.  
de saint-laurent

Le Cegep de Saint-Laurent recherche les services de  
professeurs chargés de cours en

## TECHNIQUES INFIRMIÈRES pour la session hiver 1975

No du concours	Cours	Titre du concours
P74-050	180-301 Soins infirmiers obstétricaux	
P74-051	180-501 Soins infirmiers psychiatriques	
P74-052	180-601 Soins infirmiers	médico-chirurgicaux

### Qualifications requises :

- Membre de l'Association des infirmières et infirmiers de la  
province de Québec.
- Diplôme universitaire de 1er cycle dans une discipline  
appropriée et expérience pédagogique.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur  
curriculum vitae au plus tard le jeudi 21 novembre 1974, en  
mentionnant le numéro de concours, à l'adresse suivante :

Cegep de Saint-Laurent,  
Service du personnel,  
625, boul. Ste-Croix,  
Ville St-Laurent H4L 3X7



## LA COMPAGNIE MINIERE QUEBEC CARTIER SURINTENDANT DE MINE

Mont Wright, Qué.

Nous sommes à la recherche d'un surintendant de mine à ciel ouvert  
dont les responsabilités seront de coordonner et surveiller des  
contremaîtres généraux, contremaîtres et environ 400 travailleurs qui  
s'occupent de l'exploitation minière 24 heures par jour. En outre il doit  
préparer l'horaire des équipes de travail. Le candidat bilingue doit  
posséder une expérience relative à ce genre de travail et de  
préférence posséder un diplôme universitaire. Cette mine est pourvue  
d'équipements lourds très modernes (foreuses 12 1/2", pelles  
électriques 16 et 20 verges, camions de 150 tonnes etc.). Il relève du  
surintendant divisionnaire de la mine.

Excellentes possibilités pour les candidats intéressés à faire carrière  
dans l'industrie minière. Plan d'avantages sociaux. Allocation  
nordique de \$150.00 par mois aux personnes mariées et \$135.00 par  
mois pour les célibataires. Les facilités de logement, services publics  
et éducatifs sont disponibles à la nouvelle ville de Fermont. Frais de  
déménagement payés.

Faire parvenir votre curriculum vitae au

SUPERVISEUR DE L'EMBAUCHAGE :  
LA COMPAGNIE MINIERE QUEBEC CARTIER  
PORT CARTIER, QUÉBEC.



Office  
national du film  
du Canada

National  
Film Board  
of Canada

## CARRIÈRE DANS LA GESTION FINANCIÈRE

Pour un(e) diplômé(e) universitaire (ou sur le point de  
le devenir) ayant une concentration en comptabilité  
et finance, OU ayant une accréditation professionnelle  
(C.A., R.I.A., C.G.A.). Les personnes qui ont complété  
3 années du R.I.A. ou du C.G.A. pourront être consi-  
dérées.

La formation en cours d'emploi sera axée sur tous les  
aspects de la comptabilité financière et du prix de  
revient.

Le (la) candidat(e) choisi(e) aura 3 à 4 années d'expé-  
rience pratique dans le domaine de la comptabilité  
générale et du prix de revient; il (elle) sera bilingue et  
capable d'assumer des responsabilités dans la section  
des comptes généraux avec un minimum d'entraîne-  
ment.

Salaire jusqu'à \$14,000 par année selon la compéten-  
ce. Avantages sociaux généreux.

Prière de faire parvenir votre demande au :

Service du personnel,  
Office national du film,  
C.P. 6100, succursale A,  
Montréal H3C 3H5

## ANALYSTE-CONSEIL EN FORMATION (2)

### LE CONTEXTE

La direction de la formation, issue en 1973 d'une fusion entre le service de  
l'éducation et la fédération et l'équipe pédagogique de l'Institut coopératif  
Desjardins, a comme mandat général de soutenir et de coordonner les  
diverses instances du mouvement Desjardins responsables de la mise en  
place de moyens de formation et de développement de leurs employés et  
de leurs dirigeants.

### LA FONCTION

Les deux analystes-conseils en formation que nous recherchons  
participeront, en étroite collaboration avec les cadres et les professionnels  
de la fédération et des autres instances du mouvement, à l'élaboration, la  
réalisation et l'évaluation, de divers programmes de formation et seront  
appelés, à l'occasion, à jouer un rôle conseil sur les plans de l'analyse  
organisationnelle et du développement des ressources humaines.

### LES CANDIDATS

Les candidats que nous recherchons devront posséder une formation  
universitaire de premier cycle en sciences administratives de même qu'au  
moins deux (2) années d'expérience pratique en formation du personnel  
et/ou en éducation des adultes. Une expérience plus poussée pourrait  
toutefois compenser pour un degré moindre de formation. De plus, les  
candidats devront pouvoir témoigner d'un esprit de synthèse et d'une  
capacité de travailler dans des équipes multidisciplinaires.

### LIEU DE TRAVAIL : Lévis

La fédération offre un salaire concurrentiel et des avantages sociaux  
complets.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae  
avant le 28 novembre 1974, à la direction du personnel, 150 avenue des  
Commandeurs, Lévis, Qué.

## Commission de la fonction publique concours de recrutement

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes.

## ANALYSTE DES POLITIQUES DE SÉCURITÉ DU REVENU

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES — 2 postes à Québec.

**FONCTIONS** — Collaborer à la détermination des besoins actuels de la population en matière de  
sécurité du revenu; participer à l'évaluation de la politique actuelle et à la définition  
des changements à y apporter; élaborer des programmes d'action correspondant  
à cette politique; participer à la mise en œuvre de ces programmes et à la planification  
et des objectifs eux-mêmes.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire en économie; de préférence, quelques années d'expé-  
rience dans un domaine connexe.

**TRAITEMENT** — Initial de \$8,992 à \$17,274

Concours A105CV/03

Date limite pour l'inscription : 29 novembre 1974

## CONSEILLER EN ORGANISATION

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES —  
Postes à Québec et à Montréal

**FONCTIONS** — Réaliser des études d'organisation générale dans les établissements du réseau du  
ministère : centres hospitaliers, centres locaux de services communautaires,  
centre d'accueil, centres de services sociaux. Conseiller les établissements dans  
l'élaboration et l'implantation de leurs plans d'organisation et formuler des  
politiques administratives pour améliorer la gestion des établissements.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire en sciences de l'administration, en génie ou en sciences  
humaines. Posséder au moins 2 ans d'expérience pertinente aux fonctions.

**TRAITEMENT** — Initial pouvant atteindre \$20,198

Concours A108AA/03

Date limite pour l'inscription : 29 novembre 1974

Si le nombre de candidatures  
soumises par des citoyens  
canadiens est suffisant pour  
comblé ce poste, la Commis-  
sion limitera sa sélection à ces  
personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION  
PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy,  
Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE  
SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres  
de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à  
l'un des bureaux de la Commission.

LA FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS 150, AVENUE DES COMMANDEURS, LÉVIS, QUÉBEC. G6V 6P8



## télévision

## Saint Augustin, quinze siècles après

par Jean Basile

Prétentieux comme nous sommes, il va de soi que le monde d'aujourd'hui est, sinon le meilleur des mondes, du moins le plus intelligent. Que n'avons-nous pas fait? La lune nous est acquise en attendant Vénus et Mars, le Soleil peut-être. Nous avons inventé la mémoire infallible de l'électronique. Nous avons, surtout, tué les anciennes superstitions et nous voulons que l'univers soit un perpétuel élan vers un Avenir parfait.

La grande ville triomphe sur

la campagne. Il n'y a plus de paysans. Il n'y a plus de nature. Il n'y a plus de sacré. Il n'y a plus de métaphysique. Il n'y a plus de religion. Il n'y a plus d'émotion critique. Il n'y a plus d'émotion créatrice. Il n'y a plus d'âme.

L'intelligence a tout conquis. Quand Saint Augustin, au 5<sup>ème</sup> siècle, fonda l'orthodoxie chrétienne occidentale en rejetant, dans ses polémiques célèbres, toutes les formes du passé de son temps, savait-il que nos capitales allaient, quinze siècles

plus tard, ressembler à cette Rome antique qu'il aimait tant, et qui s'effondra sous ses pieds, perdue de luxure, d'avarice, d'injustice et d'indifférence, cette Rome de l'intelligence?

Quoi qu'on en dise, tout recommence. Et c'est un peu la thèse de Malcolm Muggeridge qui, dans la première émission de son "Troisième testament" consacrée à Saint Augustin, fait justement le lien entre le temps de Saint Augustin et le nôtre, entre le théâtre érotique romain des premiers siècles de notre

ère et nos films pornographiques, entre les diseurs de bonne aventure qui encombraient le Forum de Constantin et tous les partisans modernes de toutes nos vaniteuses psychanalyses, entre la creuse rhétorique qui séduisit l'évêque de Carthage dans sa jeunesse dorée et notre brave sociologie.

En d'autres termes, nous sommes mûrs pour un nouveau Saint Augustin. Mais, viendra-t-il?

On se doute bien qu'une émission d'une heure ne peut guère

rendre justice à un personnage de cette envergure. Du moins, Malcolm Muggeridge a-t-il réussi à nous en dresser un portrait chaud et vivant. Car Saint Augustin, au-delà de trop de commentaires restrictifs, était, en bon Africain, un homme de chaleur et de vie. Comme le souligne si bien le commentateur, il aimait la Nature et aimait les hommes dans leur Temps. Amoureux de la pureté, il n'était pas puritain. Enfin, et c'est cela que l'on oublie trop aujourd'hui, tout confis que l'on est dans l'analyse de sa radieuse intelligence et de ses dons littéraires, il croyait que le plaisir divin, le plaisir de connaître Dieu, de communiquer avec Dieu, était aussi réel, oserais-je dire aussi sensuel, que toute la cohorte de nos plaisirs humains. Au fond, et cela Malcolm Muggeridge le souligne justement, Saint Augustin était fait pour la vie intérieure, pour l'expérience monastique; il aurait pu être un mystique de la Nature, un peu comme Saint François d'Assise; après tout, sa double conversion n'eut-elle pas lieu dans un jardin?

Mais le cours de l'histoire et le sens de sa vie en décidèrent autrement. L'écrasement de l'Empire romain et le bouleversement des valeurs morales et politiques qui s'en suivirent le forcèrent presque à renoncer à son désir mystique profond pour participer étroitement aux mouvements de son siècle. Selon la bonne expression de Malcolm Muggeridge, il dut donc "reconstruire une arche de Noé, à l'intérieur de laquelle l'Eglise chrétienne put survivre dans les jours sombres qui l'attendaient".

En quelque sorte, Saint Augustin sacrifia son profond désir de vie mystique pour devenir l'homme public que l'on connaît aujourd'hui. Son intransigent dogmatisme, sa rigueur morale, sont peut-être le corollaire du sacrifice qu'il s'imposa. Il n'est pas facile de sauver en même temps le monde et son âme.

La réalisation de cette émission est intéressante. On montre à l'écran le pays où vécut Saint Augustin, au moins ce qu'il en reste. On tente de reconstituer les décors de son temps par l'intermédiaire d'œuvres d'art, ici des mosaïques. Cette émission a beaucoup de similitudes avec la série que Clark consacra, il y a quelque temps, à l'histoire de l'art. L'auteur en est le narrateur et l'on veut, sans tomber dans la vulgarisation, rendre accessible le sujet au plus grand nombre possible de spectateurs.

Cependant la personnalité de Malcolm Muggeridge n'est pas aussi séduisante que celle de Clark ou, si l'on veut une correspondance en français, que celle de Guillemin.

Il n'empêche que c'est une série intéressante qui fait honneur à la télévision. Au canal 6, mercredi à 21h30.

## Les auteurs-compositeurs du Québec s'organisent...

La Société des auteurs et compositeurs du Québec (SACQ) est maintenant devenue une réalité et regroupe depuis une semaine un fort contingent d'artistes.

A l'issue de sa réunion de fondation, la SACQ a d'ores et déjà défini plusieurs objectifs; ils se lisent comme suit:

- elle est une société à but non-lucratif édictée pour la défense des droits et la promotion des intérêts de ses membres;
- elle est concernée par tous les problèmes d'ordre professionnels et économiques de ses membres;
- elle souhaite, d'ici un an, recueillir l'adhésion de tous les auteurs et compositeurs québécois;
- elle entend faire des représentations sérieuses et considérées auprès de la Commission de refonte de la loi du droit d'auteur et auprès du Conseil de la radio et de la télévision canadiennes;
- elle a reçu, dès le départ, et continuera de recevoir un appui énergique de la part du ministère des Affaires culturelles du Québec, appui déjà concrètement manifesté par le département des industries culturelles et son directeur, M. Yvon Leclerc;
- elle espère pouvoir ouvrir sous peu un bureau permanent;
- elle verra à se doter d'un code d'éthique professionnelle du type de ceux qui régissent les grandes corporations professionnelles et surveillera, dans l'intérêt de tous, son application;

- elle mettra sur pied les structures nécessaires à l'élaboration de plans de retraite, avantages sociaux et autres bénéfices du même ordre déjà acquis au compte de sociétés analogues dans d'autres pays "civilisés";
- elle se considère d'ores et déjà comme l'interlocuteur valable au nom des auteurs et compositeurs auprès de l'AQPD, du CRIC, des différents gouvernements, des diverses unions, etc.

Parmi les auteurs-compositeurs déjà impliqués au sein de la SACQ, mentionnons Paul Baillargeon, Jacqueline Barrette, Jacques Blanchet, Gilbert Bourgeois, André Bruneau, Mario Bruneau, Robert Charlebois, Christine Charbonneau, Michel Conte, François Cousineau, Yvon Deschamps, Claude Denjean, François Dompierre, Claude Dubois, Jean-Pierre Ferland, Pierre Flynn, Louis Forestier, Marc fortier, Claude Gauthier, Germain Gauthier, Marc Gélina, Pauline Julien, Roger Joubert, Pierre Ladouceur, Claude Lafrance, Pierre Leduc, Sylvain Lelièvre, Pierre Létourneau, Claude Léveillé, Raymond Lévêque, Jacques Michel, Frank Mills, Mouffe, Raymond Paquin, Jacques Perron, Daniel Piché, Luc Plamondon, Céline Prévost, Michel Robidoux, Marie-Claire Séguin, Richard Séguin, Robert Toupin, Guy Trépanier, Gilles Valiquette, Stéphane Venne, Gilles Vigneault et d'autres dont l'inscription est parvenue récemment. C'est de bon augure.

## danse

## Caviar et nourriture pour bébés

par René Picard

Le chorégraphe alimenté de son hérédité, son environnement et sa formation traduit en tant qu'artiste sa perception du monde. A partir de ces prémices, pas étonnant que deux chorégraphes puissent être si profondément différents l'un de l'autre, même si par le geste et le mouvement dans un espace et dans le temps, ils créent une oeuvre éphémère: la danse. En revoyant les Grands ballets canadiens à la salle Wilfrid Pelletier jeudi soir, les différences entre Balanchine, chorégraphe de "4 Tempéraments", et Briand Macdonald avec sa "Loterie" et son "Tam Ti Delam" sont apparues d'elles-mêmes.

Ce spectacle s'inscrit dans la présente série d'automne de la compagnie à Montréal, offrant cependant dans bien des rôles d'importants changements de distribution. On définit souvent Balanchine comme un chorégraphe abstrait, c'est vrai; chez lui, rarement d'histoire. Cependant "l'abstraction" n'est pas muette et elle éclate de structures brillantes sous-tendues par une musicalité du même calibre. Son style trahit la grande école russe, l'univers de Petipa et le raffinement américain amené au niveau d'un esthétisme universel. Après sa collaboration avec Diaghilev, puis avec les Ballets Russes de Monte-Carlo, Balanchine est invité en Amérique par Lincoln

Kirstein, vers les années 33 où il se remettra immédiatement à la création chorégraphique.

A la première de "4 Tempéraments" en 1946, Balanchine vivait à New York depuis plus de 10 ans et y avait subi une certaine mutation. Catherine Dunham et Martha Graham, ces valeurs maintenant sûres en danse moderne américaine (ainsi que le monde de Broadway) l'avaient marqué. Mettant en vedette avant tout la danse, traduite par la danseuse effilée, Balanchine continue d'étonner les amateurs de danse par sa capacité d'invention. On peut revoir et revoir "4 Tempéraments". Les Montréalais intéressés à la danse et qui rateront cette chorégraphie aux Grands ballets manqueront quelque chose de valable.

La présente distribution, contrairement à celle de la semaine dernière, met plus en évidence la contribution des danseurs dans cette oeuvre. Guillermo Gonzalez apporte une grande qualité à traduire le tempérament mélancolique, le premier des 4 tempéraments. Coulant et sûr, il s'engage avec les six danseuses qui l'entourent dans des mouvements translucides. Soudainement, au tempérament sanguin apparaît Vincent Warren. Non seulement un bon danseur, il est l'âme de la danse. Il connaît Balanchine et sa musicalité. La présence et la

disponibilité de Warren à sa danseuse illuminent toute cette création. Domage que Sonia Vartanian soit si maniérée. Au tempérament flegmatique, William Josef ne passe pas, et c'est d'autant plus décevant qu'il reçoit un excellent support de Louise Doré, Trudi Hirsch, Shirley New et Susan Tournine. Le final de "4 Tempéraments" nous fait oublier rapidement cette faiblesse. Ce tableau nous ramène tous les mouvements, aucun n'y est gratuit.

Cette présente distribution offre à Susan Tournine plusieurs occasions de se mettre en valeur. Précise dans Balanchine et crédible dans le rôle de la mère dans "La loterie", elle assure au public deux bons moments de danse et ce, malgré ses partenaires qui l'aident plus ou moins, soit William Josef, dans "4 Tempéraments", et Anthony Bouchard, le père dans "La Loterie". De plus, pour ceux qui avaient vu la création du rôle de la mère par l'excellente Helen Heineman, une "idée préconçue" existait. Susan Tournine approche le rôle d'une manière différente de la précédente, toujours très maternelle, présente au drame qui se prépare; elle semble plus étherée dans ses émotions ce qui entraîne une impression de moins grande douleur physique. Cette comparaison n'a rien de négatif; elle ne fait que souligner un autre comportement face à la souffrance.

Dans ce ballet à histoire inspirée d'une nouvelle de Shirley Jackson, impliquant des villageois et une famille désignée pour prendre un de ses membres, on arrive à la conclusion (par les mouvements utilisés) que Macdonald se cache un démon doublé d'un putain. Cette danse narrative s'alimente nécessairement de mouvements chorégraphiques et d'éléments théâtraux. Pourquoi alors, rapprocher des composantes voulues modernes (mouvements, décor, costumes) et une conception théâtrale aussi conventionnelle. A l'entracte je ne pouvais que penser au Section 10 de New York, aux Els Jorglers d'Espagne, à l'Orlando Furioso du Teatro Libero di Roma, etc.

La Loterie "sur le plan de sa structure présente un côté "nourriture pour bébé" bien facile à digérer. "Tam Ti Delam", sans changement de distribution, fait danser beaucoup de monde sur une musique de Vigneault. D'une danse carrée enlignée de pirouettes, une ligne double se forme et donne l'occasion aux danseurs de sortir de scène par couples à l'aide des grands jets. Trois couples reviennent: ils travaillent; puis un couple, puis le tableau final. Une bonne occasion de montrer qu'on sait danser, comme au Bolchoi. Ce tableau final commun des danseurs immobiles en formation triangulaire ne s'inspire sûrement pas de celui des "Variations Goldberg" de Jerome Robbins, encore moins de celui de Balanchine. Moins pressé par le temps, Macdonald devra nous offrir quelque chose de plus substantiel.

Les GBC se sont constitués un vaste public: preuve en est, cette bonne salle de jeudi, j'ose espérer que ses exigences sont très élevées.

Fonction publique  
CanadaPublic Service  
CanadaCE CONCOURS EST OUVERT ÉGALEMENT  
AUX HOMMES ET AUX FEMMESVÉRIFICATEURS  
DES ENTREPRISES\$12,610. -  
\$14,887.MINISTRE DU  
REVENU CANADA,  
IMPÔT  
MONTRÉAL, P.Q.

Le ministère du Revenu Canada, division de l'impôt cherche présentement à combler des postes de vérificateurs d'entreprises à Montréal.

**FONCTIONS:** Sous supervision générale, applique les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'établir l'impôt exigible de différentes entreprises commerciales d'importance moyenne où la solution des problèmes de cotisation et de vérification exige une connaissance approfondie des principes de la vérification et l'aptitude à interpréter et à appliquer des dispositions de la Loi de l'impôt et ses règlements.

**QUALITÉS:** Les candidats doivent posséder soit un C.A., C.G.A. ou R.I.A. ou un diplôme universitaire, avec spécialisation en comptabilité, en administration des affaires, en commerce ou en finance et posséder une expérience de vérification.

Les candidats doivent posséder les qualités requises en ce qui concerne la connaissance et l'usage de la langue française. Les dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

Si vous êtes intéressé veuillez remplir une formule de demande d'emploi (PSC 367-401) que vous pouvez vous procurer dans les bureaux de poste, dans les centres de main-d'œuvre du Canada ou dans un bureau de la commission de la Fonction publique du Canada et l'envoyer le plus tôt possible à l'adresse suivante:

**DIVISION DU PERSONNEL  
MINISTÈRE DU REVENU CANADA  
DIVISION DE L'IMPÔT  
305 OUEST, BOUL. DORCHESTER  
MONTRÉAL, QUÉBEC.**

Veuillez mentionner le numéro de concours 74-TAX-MTL-504-204 (AU 1)

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE — Poste à Québec

**FONCTIONS** — Sous l'autorité du sous-ministre adjoint, conseiller les ministères et organismes en ce qui a trait à l'élaboration ou la révision de leurs structures et l'analyse de leurs effectifs ou de leurs systèmes et méthodes. À cette fin, faire des recommandations à la direction supérieure sur les politiques d'exécution des programmes concernant l'organisation administrative et sur les techniques de planification, d'élaboration et d'évaluation des plans d'organisation et d'effectifs; voir à la formation des personnels concernés en matière d'organisation administrative; coordonner des études sur les plans d'organisation et d'effectifs et sur les systèmes et méthodes en usage et ce, dans le but d'accroître l'efficacité; sur demande, assurer la liaison avec les organismes péri-publics en matière d'organisation administrative.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; vaste expérience reliée aux fonctions du poste plus particulièrement dans le domaine de l'organisation administrative et de la rationalisation du travail; une connaissance des structures administratives et des programmes gouvernementaux est souhaitable.

TRAITEMENT — \$20,000 à \$28,000.

CONCOURS — A620DQ/03

Date limite pour l'inscription: 30 novembre 1974.

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler ces postes, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8, à l'aide du questionnaire "OFFRE DE SERVICE" qu'on peut se procurer aux bureaux de la Commission à Québec (643-3984) à Montréal (873-3035) à Chicoutimi (545-4152) à Hull (776-1531 poste 352) à Rimouski (724-9220) ou aux centres de main-d'œuvre.

## Carrières et Professions

Voir autres Carrières et Professions,  
en pages 16 et 17Fonction publique  
CanadaPublic Service  
Canada

CONCOURS OUVERTS ÉGALEMENT aux HOMMES et aux FEMMES

## PROFESSEURS DE FRANÇAIS

Traitement jusqu'à \$20 653

Direction générale du perfectionnement  
Bureau des langues  
Commission de la Fonction publique

**FONCTION:** Enseigner le français comme langue seconde aux fonctionnaires fédéraux et aux membres des Forces armées canadiennes dans divers centres urbains et bases militaires au Canada.

**CONDITIONS DE CANDIDATURE:** Une connaissance approfondie du français. Être titulaire d'un baccalauréat ès arts ou d'un baccalauréat dans une discipline se rattachant au programme en cause. (Les personnes qui prévoient obtenir ce diplôme au printemps de 1975 peuvent s'inscrire à ce concours; cependant aucune offre ne leur sera faite avant que les documents attestant l'obtention du diplôme n'aient été fournis.)

Des avis de concours plus détaillés et la formule de demande d'emploi PSC 367-4110 (Rev. 1/74) sont disponibles aux bureaux régionaux de la Commission de la Fonction publique, aux Centres de la main d'œuvre du Canada, ou dans les bureaux de poste.

Les demandes doivent être adressées comme suit:

**CONCOURS 75-CFP-PER-OC-1(0-2)  
PROFESSEURS DE FRANÇAIS  
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA  
DIVISION DU PERSONNEL, UNITÉ "A"  
PLACE DE VILLE, TOUR "A"  
OTTAWA, K1A 0M7**

Il est absolument essentiel, que la demande d'emploi soit accompagnée des pièces justificatives en ce qui a trait aux études et à l'expérience professionnelle. Des entrevues auront lieu dans les centres urbains suivants: Victoria, Vancouver, Edmonton, Regina, Winnipeg, Sudbury, Toronto, Ottawa, Rouyn, Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi, Rimouski, Moncton, Halifax, St-John's (N.S.), Charlottetown.

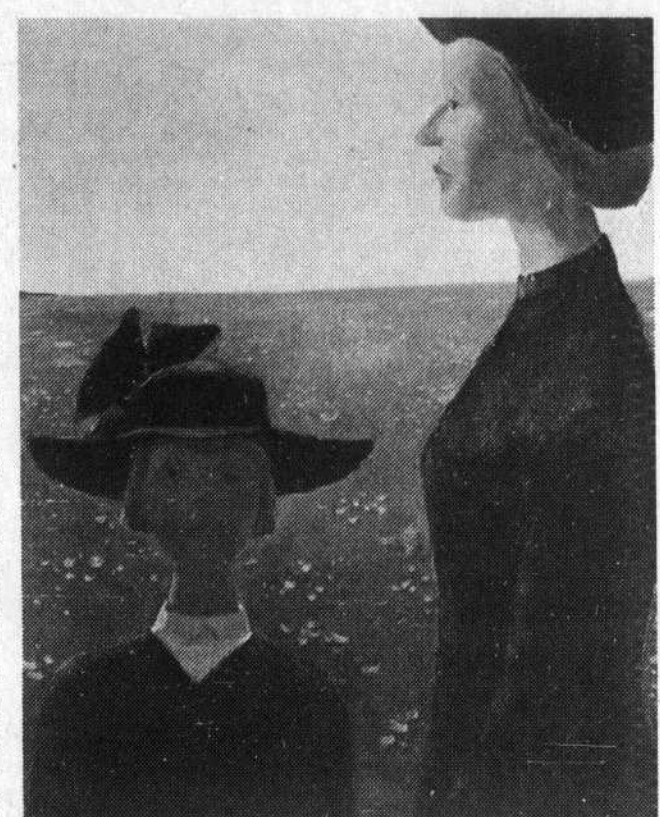
Les candidats devront assumer tous les frais relatifs à leur déplacement pour se présenter à l'entrevue.

Référence à rappeler dans votre demande: 75-CFP-PER-OC-1 (02)

LA DATE LIMITE D'INSCRIPTION EST LE 10 JANVIER, 1975.

Les dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

## Paris accueille...

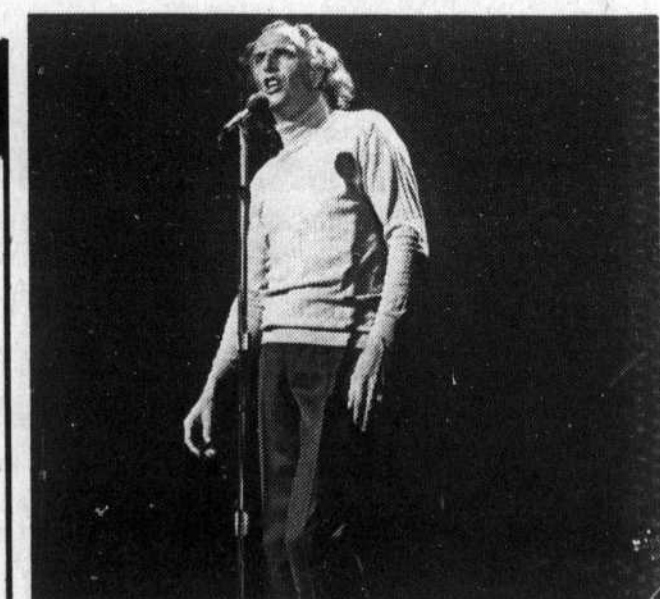


## Jean-Paul Lemieux

L'exposition Jean-Paul Lemieux, présentée depuis hier au Musée d'art moderne de Paris, constitue un splendide témoignage de l'oeuvre du peintre québécois.

Soixante-huit toiles sont exposées; elles ont été exécutées entre 1956 et 1973. Elles expriment admirablement l'art original de Jean-Paul Lemieux, hanté, comme il l'a dit lui-même, par l'écoulement du temps. Aussi bien, ce sont des

instants de celui-ci qu'il a voulu lui dérober et fixer pour l'éternité, par le moyen très naturel de la réalité quotidienne québécoise. Il y a donc là portraits, paysages, scènes familiales, où le peintre traduit sa solitude et son angoisse devant l'implacable fuite du temps par des figures isolées, d'immenses espaces souvent nus, et des couleurs ternes où le gris est toujours présent. L'exposition est ouverte au public jusqu'au 5 janvier.



## et Gilles Vigneault

Le chanteur, compositeur, poète québécois Gilles Vigneault, est de retour en France où il va donner une série de représentations à Paris et en province jusqu'au 20 mars.

Sa venue coïncide avec le lancement, par la firme de disques CBS, d'une grande campagne au titre révélateur: "Le Québec en chansons". C'est toute une série de disques fabriqués en France, qui est mise d'un coup sur le marché et où Gilles Vigneault, No 1 de la chanson québécoise, occupe une place de choix.

Mais, à ses côtés, figure toute une pléiade d'artistes: Pauline Julien, Claude Léveillé, Claude Gauthier, Monique Leyrac, Luc Berthomier, Edith Butler, Patsy Gallant, Claude Pélouquin, Jean Sauvageau et un groupe, "Contraction", orchestre de jazz qui réunit sept garçons et deux filles.

Au total, il est prévu une quinzaine, dont d'ores et déjà une demi-douzaine ont été distribués à 2,000 disques à travers la France et mis en vente à partir de ce jeudi.

Une réception a été organisée hier soir à la Délégation générale du Québec à l'occasion de ce lancement. Gilles Vigneault était très entouré.

Il arrive, a-t-il dit, avec un lot de chansons nouvelles, mais il ne faut pas croire qu'il lui est si facile de les écrire. Sans doute l'ambiance québécoise est-elle favorable, car la chanson tient encore une place plus importante au Québec qu'en France, "car c'est le miroir dans lequel le peuple québécois s'est reconnu".

Gilles Vigneault donnera à Paris son tour de chant au Théâtre de la Renaissance, du 27 novembre au 31 décembre.



## le CINÉMA

## Un nouveau Fellini éblouissant, à voir et à revoir

par ANDRÉ LEROUX

Il existe des films auxquels on peut difficilement résister, car leurs pouvoirs de séduction et leur magie incantatoire nous enveloppent dès les premières images, nous emportant dans un tourbillon d'émotions insaisissables et pourtant bien réelles. *Amarcord*, le dernier film de Federico Fellini, nous entraîne à l'intérieur même des sinuosités enivrantes de sa rêverie, et nous propulse dans les méandres évanescents de sa méditation sur un monde révolu dont les échos finissent par nous rejoindre subtilement.

Pour évoquer l'univers enchanteur et inquiétant de son enfance à Rimini, petit village d'Italie, Fellini — aidé par son scénariste Tonino Guerra — a, de toute évidence, plongé au plus profond de lui-même et fouillé tous les recoins d'un passé empreint de désirs fulgurants, de bonheurs éphémères et de chagrins lancinants. Tout le film baigne dans un climat d'étrange irréalité, comme si les événements surgissaient lentement au niveau de la conscience et apparaissaient à travers le filtre de la mémoire. On sent que Fellini, en poète éclairé, s'est laissé envahir par le flot des souvenirs et par la douce émotion qui s'en dégageait.

Il ne faut donc pas chercher dans *Amarcord* une exacte reconstitution historique d'une région de l'Italie des années '30 et '35, mais bien plutôt une appréhension fugace d'une atmosphère sociale au moment de la

montée du fascisme en Italie. Fellini s'est glissé dans son passé par les voies du cœur et il a ressuscité, par bribes souples et décontractées, les contradictions déchirantes de tout un petit monde replié sur lui-même.

Déjà, dans *Vittelloni*, Fellini s'était penché sur la stagnation spirituelle et affective qui régnait dans une petite ville de province. Les individus, prisonniers d'une existence morne et vide, tournaient en rond et se contentaient d'espoirs médiocres sans lendemain. Seul Moraldo, le personnage positif du film, réussissait, en quittant ses amis et sa famille, à éviter l'enlèvement définitif et meurtrier. *Amarcord* est en quelque sorte le prolongement et l'aboutissement d'*Vittelloni*. On y retrouve la même atmosphère tour à tour désolante et enjouée, les mêmes attentes frustrées et les mêmes illusions fracassées. Mais on ne peut s'y tromper! Si *Vittelloni* relevait encore de la chronique néo-réaliste, *Amarcord* appartient fondamentalement au domaine du songe, de la rêverie éveillée et de l'introspection méditative.

Fellini est l'un des rares cinéastes contemporains, avec Robert Altman, à ne travailler qu'en fonction de ses impulsions, de ses instincts et de sa sensibilité. La vision baroque et échevelée de ce génie en quête d'absolu inaccessible ne laisse jamais indifférent, car elle provoque toujours le spectateur et l'implique à un niveau émotionnel où le cœur et la raison, le

connu et l'inconnu, le conscient et l'inconscient, deviennent carrément indissociables. En regardant un film de Fellini, le spectateur a la nette impression de pénétrer dans des zones de lui-même jusque-là inaccessibles.

Au-delà de la multiplicité foudroyante des anecdotes, *Amarcord* qui signifie en dialecte italien "Je me souviens", nous submerge dans la volupté du désir jamais assouvi, dans la fragilité des rêves patiemment caressés et dans la douce folie de l'ignorance béate. Le jeune Titta (Bruno Zanin) est le pivot central de l'œuvre qui a permis à Fellini d'opérer le retour aux sources et de se retrouver face à lui-même. Mais l'auteur de *La Dolce Vita* ne s'est pas contenté de saisir, à la lumière de son expérience d'adulte, les tiraillements de l'enfance; il a ressuscité, avec un sens prodigieux du détail humoristique et de l'attention émue, la vie grouillante d'une famille et d'un village soumis au déroulement des saisons.

*Amarcord* s'ouvre magistralement, sur le retour du printemps au moment où les "manine", ces petits flocons moussus impalpables, annoncent la fin de l'hiver. Tout le village se métamorphose progressivement et ses habitants retrouvent une gaieté, une joie de vivre que l'hiver semblait avoir étouffées. Le film se terminera par le retour cyclique des "manine", alors que Grascida (Magali Noël), la proie convoitée de tous les hommes du village, quittera, au bras de son mari et dans les pleurs, ses amis réunis pour fêter son mariage.

Entre ces deux retours du printemps, nous ferons la connaissance de l'énorme propriétaire (Donatella Gambini) d'une petite tabagie, qui gémît de désirs lorsqu'un jeune garçon tente de la soulever, de la Volpina (Josiane Tazilli), incarnation vivante et provocante de la sensualité animale, des professeurs de lycée impuissants à établir un véritable contact avec leurs élèves, de la famille hétéroclite et griaude de Titta, du comte Lovignano (Antonino Faa Di Bruno) qui vit retransmis des villageois dans son palais désuet et, de l'officier fasciste qui n'en finit pas de croire à la grandeur du parti. Fellini a un talent extraordinaire pour suggérer la petitesse et la basse mesquinerie de gens uniquement préoccupés à satisfaire leurs aspirations personnelles et à se gargariser de discours creux et insipides. Mais son regard ne se gonfle jamais de méchanceté; il sait scruter les faiblesses humaines pour en révéler les aspects les plus pathétiques et les plus désolés, sans toutefois s'enliser dans une lourde complaisance caricaturale.

La fascination incroyable qu'exerce *Amarcord* sur le spectateur tient au fait que Fellini nous insère au cœur même de son film. Nous ne sommes jamais tenus à l'écart de ce que nous voyons. La mise en scène tend plutôt à nous rendre complices des comportements et des agissements des personnages, et à nous immerger dans l'ultime désolation de vies rongées par de violents besoins d'évasion, de fuite et de merveilleux. Fellini infléchit continuellement ses digressions narratives dans le sens du dynamisme impondérable et aérien d'un songe. Il amplifie la fragilité de chaque image en la dissolvant dans le flux limpide d'une rêverie nimée de fantastique. L'agrément pictural des images est sans cesse happé par l'animation interne des plans et l'harmonieux glissement des séquences les unes sur les autres. Nous sommes emportés dans le mouvement interne d'évocations oniriques qui déploient lentement tous leurs attraits capiteux pour ensuite se dérober et s'évanouir définitivement.

La beauté exaltante d'*Amarcord* provient de l'aisance souveraine avec laquelle Fellini tisse en nous un réseau fort complexe d'émotions délicates, à partir d'images qui semblent surgir des souvenirs les plus lointains, pour finalement retourner au passé dont elles sont issues. Il y a au milieu du film une admirable séquence qui, à elle seule, synthétise la coloration douce-amère de la rêverie fellinienne. Tous les villageois décident d'aller à la rencontre d'un luxueux paquebot par un beau soir d'été. Isolés par petits groupes dans des barques, ils avancent sur la mer ténébreuse à la rencontre de l'immense navire. Subitement, celui-ci, tout illuminé, jaillit de l'obscurité angoissante et resplendit des mille chatouillements du rêve. Jamais Fellini n'a exprimé avec une telle puissance poétique les aspirations inaccessibles, les rêves insensés et les espoirs démesurés des petites gens pour qui la vie se résume à attendre des changements qui ne se réaliseront jamais.

Que l'on songe encore à cette brève séquence où la caméra cadre un paon qui fait la roue dans la neige sur le bord d'une fontaine. Au moment où l'on s'y attend le moins, il y a tout à coup sur l'écran un déploiement de beauté fulgurante rejoignant les plus foudroyantes illuminations lyriques de Huit et demi et Juliette des Esprits. Fellini excelle à créer des chocs visuels qui se nourrissent des contradictions les plus mystérieuses et qui désarçonnent nos certitudes les plus rassurantes. L'acuité de sa vision transperce les apparences, bouleverse les conventions, arrache les masques du conformisme et nous irradie de la lumière aveuglante des mystères de la vie.

Fellini a une telle passion pour tout ce qui explose ou qui cherche à éclater sauvagement, que sa caméra a de la difficulté à resserrer le réel, à le comprimer dans le cadre de l'image. L'irradiance de la photographie de Giuseppe Rotunno étirent tout ce qu'elle peut, comme s'il s'agissait de fixer sur pellicule tout ce que l'œil pouvait saisir, de ne pas laisser s'échapper le moindre détail et de pressurer tout ce que la vie pouvait contenir de loufoque, de pittoresque, d'imprévisible, de merveilleux, de grotesque et de poignant. Les images de Rotunno sont tellement denses et pleines qu'elles débordent de toutes parts.

Fellini est un cinéaste pour qui l'acte de mettre en scène n'a rien d'illustratif ou de laborieux. Les images jaillissent et bondissent sur l'écran avec une liberté peu commune, comme si Fellini, parvenu au sommet de son art, ne devait plus se plier à aucun effort créateur. A cet égard, la séquence où tous les membres de la famille de Titta se disputent sans contrainte pendant un repas est remarquable de totale décontraction et de parfaite aisance. Les images s'enchaînent à un rythme trépidant sans qu'on puisse jamais discerner comment le cinéaste est arrivé à orchestrer une telle frénésie chorégraphique. *Amarcord* est, sans aucun doute, l'un des films les plus achevés de Fellini, car toute trace d'effort a disparu au profit d'une élégance détendue qui enfonce les portes de l'imaginaire sans se soucier de tout ce qui pourrait entraver ses élans et ses emportements. Fellini ne se fie qu'à son instinct et il gagne sur tous les plans.

La réussite d'*Amarcord* est d'autant plus admirable que le cinéaste met à nu toutes les facettes du réel et qu'il ne s'enferme jamais dans les étroites limites de l'apitoiement narcissique ou du romantisme accablant. Ainsi la dimension autobiographique est toujours gommée et tamisée par une sérieuse remise en question du passé. A aucun moment, Fellini ne s'abandonne à une glorification de ses souvenirs ou à une exaltation des grands moments de son enfance. Au fur et à mesure que les souvenirs émergent au niveau de la conscience, il en démystifie toutes les fausses grandeurs et toutes les fascinations douteuses.

Certes, il ne peut cacher une certaine nostalgie envers un monde qui l'a vu grandir, mais il accentue les traits de ses personnages, enfle les situations, agrandit les rêves, les espoirs, les désirs, les frustrations, les ignorances de chacun pour préciser et démasquer tout ce que la province italienne pouvait alors renfermer et entretenir de complaisances malsaines et de satisfactions égoïstes. La séquence de la parade fasciste organisée en l'honneur de la visite d'un haut dignitaire tourne en dérision la grandiloquence et la pompe de l'événement tout en dénonçant l'attrait qu'exerce sur la population ce spectacle ridicule. On a l'impression que les gens de Rimini sont beaucoup plus fascinés par la grandeur carnavalesque de la parade que par le sens qui s'en dégage. Seul le père du jeune Titta s'objecte ouvertement alors que sa femme lui reproche ses positions trop ouvertement antifascistes. Ainsi, il est brusquement arrêté pour avoir fait jouer un hymne socialiste pendant un ralliement fasciste.

Fellini se sert ici du passé pour mieux illuminer le présent et nous faire comprendre que la docilité et l'apathie nous guettent à tout instant et que sans une vigilance constante nous pouvons facilement accepter toutes les horreurs et toutes les injustices. Dans *Amarcord*, le spectateur n'est pas seulement complice des ébats et des débordements quotidiens des personnages; il se reconnaît aussi à travers les lâchetés et les indifférences d'une population qui préfère rêver plutôt que d'affronter des réalités sociales et politiques insupportables. D'où l'extrême richesse d'une œuvre aux images somptueuses à double facette et rarement aussi rassurantes que leurs surfaces éclatantes. Fel-



Les cruautés de l'enfance: "Amarcord".

lini nous convie à un long voyage exaltant vers un monde disparu que sa sensibilité exacerbée et sa mémoire fébrile nous restituent par larges pans d'ombre et de lumière sculptés et ciselés par une imagination furibonde.

On sort d'*Amarcord* triste et mélancolique car, comme toujours chez Fellini, la gaieté s'effrite, se dégrade et laisse planer un sentiment de séparation finale comme si tout ne pouvait inévitablement que se refermer sur la nuit et sur le silence. La dernière séquence nous montre un couple dansant, après la noce, dans une immense plaine vide à l'horizon bouché. On entend le bruit de la mer et les dernières notes d'un accordéon. Tout s'estompe dans la lumière du soir. Fellini se retire discrètement après nous avoir donné

son plus beau poème et sa rêverie la plus libre et la plus lucide sur un monde qu'il doit désormais livrer à la mémoire de son plus fidèle complice: le spectateur. *Amarcord* est une œuvre bouleversante signée par l'un des plus grands poètes de notre temps. Au cinéma Elysée, salle Resnais.

Les Femmes au Cinéma d'Outremont: du 17 novembre au 25, inclusivement, se déroulera au cinéma Outremont une semaine de cinéma international consacrée à la femme. 14 longs métrages réalisés par des femmes, et pour des femmes, seront présentés dans le cadre de cette importante manifestation cinématographique. On pourra aussi voir quatre longs métrages réalisés par des hommes mais dont les thèmes et les sujets gravitent autour de la

femme, de ses préoccupations, de ses aspirations et de sa participation à la vie politique économique et sociale.

Le clou de cette semaine de cinéma sera la présentation de trois films encore inédits à Montréal, dont trois ont été réalisés par des femmes. O: sagot de George Qui? du cinéaste français Michèle Rozier; de Débarras, cinquième film de l'épouse du cinéaste hongrois Miklos Jancso, Marta Meszaros; et de Pic et Pic et Colegram, premier film de la française Rachel Weinberg. Il ne faut pas oublier de mentionner la première montréalaise du très beau film du Français François Chardoux: L'Inde au Féminin, qui brosse un étonnant et très délicat portrait de la femme indienne.

Les cinéphiles pourront aussi

voir ou revoir, à l'intérieur de cette manifestation de première importance, *La Maman et La Putain* de Jean Eustache; *L'Après-midi d'Eric Rohmer*; *Love du hongrois Karoly Makk*; *La Fiancée du Pirate* de Nelly Kaplan; *Mimi Métello* de Lina Wertmüller; *Les Créatures* d'Agnès Varda; *La Salamandre* d'Alain Tanner; *Sambizanga* de Sarah Maldoror; le film canadien *Madeleine Is...* de Sylvia Spring; *La Vie Révée de la Québécoise* Mireille Dansereau; *Les Filles du Roy* de la québécoise Anne Claire Poirier et trois films extraits de la série *En Tant que Femme* de L.O.N.F.: *J'me Marie*, *J'me Marie pas*; *Souris, tu m'inquiètes*; *A qui Appartient ce Gage?*

La programmation détaillée pourra être obtenue en téléphonant à l'Outremont.

## du COURRIER

## "Toute une vie": dove l'intégrale?

Messieurs, Récemment je suis sorti, écoeuré, d'un excellent film: "Toute une vie", le dernier-né de Claude Lelouch, que j'ai eu le plaisir de voir à Paris cet été, au mois de juillet. Alors, j'en avais été très satisfait. "Il faudrait se brancher" me direz-vous. En effet, le film que j'ai vu récemment (dans une salle de cinéma de Montréal) n'était pas pareil à celui montré en France: il était malheureusement coupé de ses quarante-cinq dernières minutes, y compris de son thème essentiel, où Lelouch nous projette dans l'avenir. Selon lui le problème n. 1 de l'humanité sera la reproduction de l'espèce, qui sera affligée d'un virus épidémique se traduisant par la naissance d'enfants cadavres. Le signal d'alarme donné, on installera à grande échelle des cliniques de reproduction où des couples autorisés iront passer plusieurs mois dans un cadre genre "Club Méditerranée" ou Miami Beach,

pour se débarrasser de ce virus, grâce à des traitements de désintoxication, pour pouvoir enfin s'accoupler, et produire des enfants sains. Avoir un enfant ne sera plus d'une simplicité naturelle.

Quelques questions: 1. Comment s'arrange-t-on pour expédier un film en quatre mois entre Paris et Montréal? 2. Lorsqu'on paye pour voir un film, n'a-t-on pas le droit de voir "l'intégrale"? Je précise que l'original était "propre" et que cette œuvre n'a rien à voir avec une censure quelconque. Ce film a simplement été coupé d'environ 45 minutes. Sa fin prévue n'y est plus, et tant pis pour le public!

3. Au début de la projection, n'est-il pas supposé être indiqué qu'il s'agit d'un film raccourci de "x" minutes, et pour quelles raisons, et ce avec l'approbation du réalisateur?

Philippe LAMBERT  
Montréal

## Les CINÉMAS

**Juggernaut:** La brillante réponse de Richard Lester à tous les films qui traitent de catastrophes et de cataclysmes. Sept bombes ont été placées à bord d'un transatlantique par un terroriste qui se fait appeler "Juggernaut". Le ton misanthropique de la mise en scène convient parfaitement à la pompe tragique du sujet. Un film captivant, dans ses limites commerciales, superbement rehaussé par la très belle photographie de Gerry Fisher. (York).

**Les Beaux Dimanches:** L'exemple typique d'une mauvaise adaptation théâtrale. Une belle pièce de théâtre ruinée par les excès mélo-dramatiques de la mise en scène et le peu de talent du réalisateur Richard Martin. Pitoyable.

**Les Ordres:** L'humiliation douloureuse de cinq Québécois jetés en prison sans raison pendant la célèbre Crise d'octobre. On peut y lire en filigrane l'aventure de 450 autres. Un film magnifiquement interprété qui s'impose avec une évidence psychique. (Rivoli: Versailles).

**Harry and Tonto:** Les fascinantes pérégrinations d'un vieil homme (magistral Art Carney) qui traverse les États-Unis avec son chat Tonto. Une comédie unique, débordante de tendresse retenue, d'humour souriant et de tragédie étouffée. L'un des meilleurs films de l'année 1974. Inoubliable et émouvant. (Westmount Square).

**Chinatown:** Corruption, viol, meurtre, chantage. Tels sont les ingrédients du dernier film de Roman Polanski qui réévalue, à sa façon, toute la longue tradition du film de série noire américain. Un peu trop fidèle aux modèles originaux (plus particulièrement à *The Big Step* de Raymond Chandler) mais traversé d'éclairs fulgurants. Un très bon scénario de Robert Towne et une flamboyante interprétation de Faye Dunaway. (Place Ville-Marie).

**Lacombe Lucien:** Une méditation soignée mais monotone de Louis Malle sur l'inconscience. Un jeune paysan, Lucien Lacombe, s'engage dans la Gestapo sans trop savoir pourquoi. Malle nous tient toujours à une certaine distance de son personnage et sa mise en scène oscille constamment entre la sympathie tacite et la condamnation ouverte. Trop ambigu pour être véritablement convaincant. (Cinéma V).

**The Longest Yard:** Le dernier film détestable du vétéran Robert Aldrich. La violence en prison. Une comédie puérile qui essaie de nous faire croire que la violence excessive peut être divertissante. (Au Loew's).

**Toute une Vie:** Le super-navet de Claude Lelouch. Du pseudo-romantisme. De la pseudo-philosophie existentielle. De la pseudo-psychologie. Du pseudo-cinéma. Un film à l'image de son auteur: narcissique et basement démagogique. (Dauphin).

A.L.

## Les Beaux Dimanches

Drame d'Auguste Strindberg, traduction d'Adamov, adaptation de René Dionne et mise en scène et réalisation de Louis-Georges Carrier. Musique de Claude Léveillée.

## Le Pélican de Strindberg

L'une des cinq "Pièces de chambre" du célèbre auteur suédois, "Le Pélican" a pour thème l'éveil à la réalité et met en scène une veuve et ses enfants dans un terrible règlement de compte.

## Le 17 novembre à 20h30

En vedette: Marjolaine Hébert, Daniel Gadouas, Dorothee Berryman, Serge Turgeon et Marthe Thiéry. Aux "Beaux Dimanches", le 17 novembre à 20h30.



## A la télévision de Radio-Canada







## les ARTS plastiques

## La belle galerie Signal

par CLAUDE GOSSELIN

En même temps que la galerie de la Société des Artistes Professionnels du Québec (S.A.P.Q.) changeait de locaux, elle changeait de nom. Maintenant située au 4545 rue St-Denis à Montréal, elle a été baptisée "Galerie Signal". Elle est un service offert aux membres de la Société, dont la plupart sont peintres, mais qui compte aussi des graveurs, des sculpteurs et des artistes multi-

Gilles Bossé et Reynald Piché, bien qu'utilisant des matériaux différents, parlent le même langage. Bossé travaille la surface de ses "Build-up" comme s'il était à la recherche de textures mystérieuses. Il aime sentir et palper des doigts la matière qui vit. Il en est de même de Piché qui exploite la richesse des qualités de surfaces de ses aluchromies. Il en sort des travaux différents mais réu-

donne une direction. Il y a donc ici deux actions dont l'une s'adresse à l'oeil comme organe de perception de phénomènes visuels et l'autre à l'oeil comme organe de liaison entre l'objet et le cerveau, c'est-à-dire la pensée créatrice. Cette dualité d'intérêt m'a beaucoup plu et, en ce sens, l'oeuvre semble particulièrement réussie.

Robert Venor, pour sa part, garde dans sa peinture, et

puis ses toutes premières heures. "La Pendule", une oeuvre de l'exposition, est particulièrement didactique. Il suffit de mettre en relation différentes couleurs en jouant avec les "bras" du pendule. On notera les rapports de force que peuvent ainsi s'établir entre les couleurs vives et les couleurs foncées et tout autre rapport d'harmonie. L'oeuvre est sans prétention, elle est un jeu que tous peuvent comprendre.

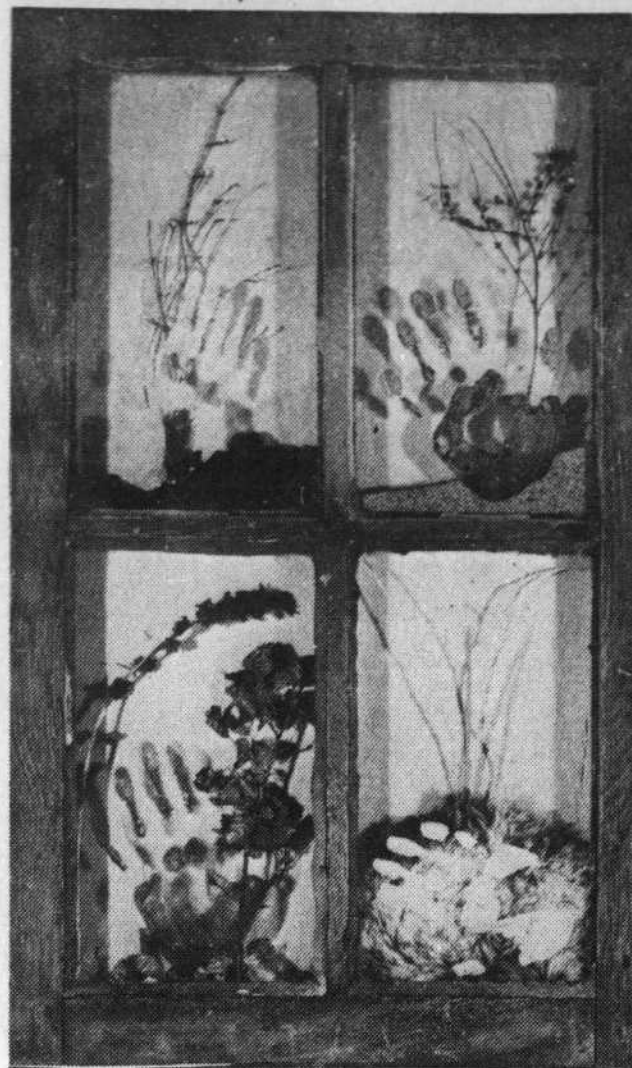
Aurélien Sandomato est, quant à lui, plus prétentieux. Son "Espace no 33" arrive en retard sur les minimalistes (les artistes dont les recherches visent à obtenir un maximum d'effets avec un minimum d'éléments). Au Québec, Yves Gaucher a déjà réalisé des oeuvres semblables depuis quelques années.

Un peu dans la même veine, mais avec un résultat tout autre, Giuseppe Fiore a construit une sculpture en appliquant en alternative l'une sur l'autre, tantôt en à-plat, tantôt de côté, des pièces de bois reprenant le design d'une épingle à linge dont l'ensemble a été peint blanc. La surface créée par la répétition des éléments capte la lumière tout en découvrant les contours et les surfaces des composants de la sculpture. Fiore obtient ainsi une étude intéressante de la modulation de la lumière sur un corps. Le fait que cette étude, tout compte fait très technique, ne soit pas sèche et rébarbative tient à l'utilisation d'une forme connue et populaire: l'épingle à linge. Cette façon de rattacher le spectateur à une démarche scientifique en se servant d'images communes à lui et à l'artiste, en les transposant visuellement à un autre niveau pour démontrer un concept, est le propre de l'artiste conscient qu'il s'adresse à un public dont il doit employer le code (le langage) de communication. C'est à ce niveau que jouent les rapports sensibles entre l'artiste et le spectateur participant.

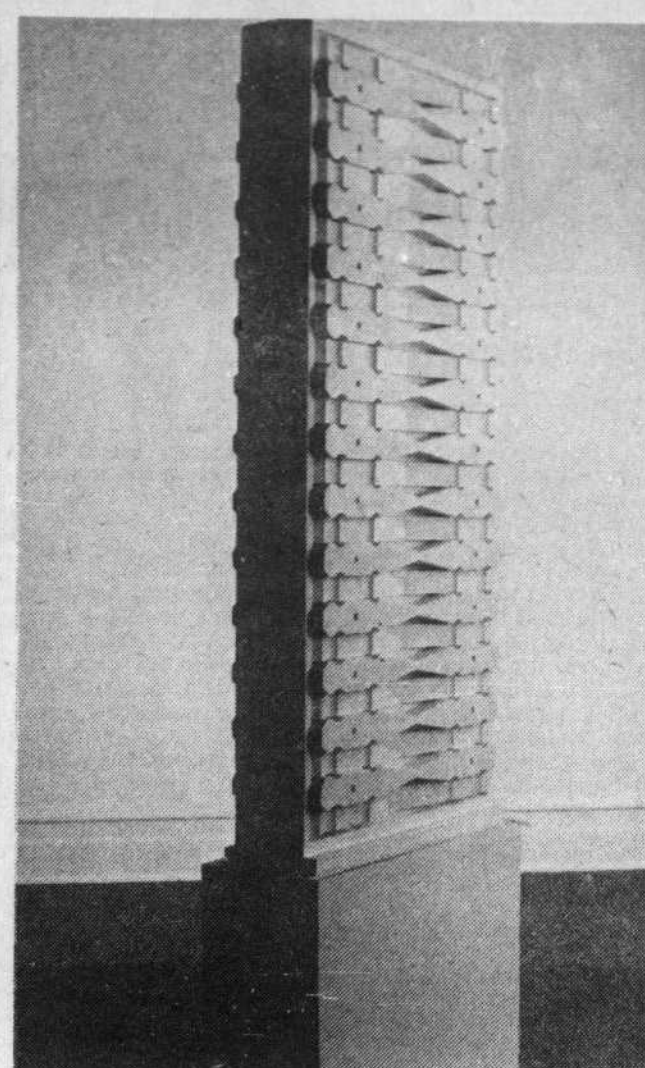
Enfin, par le titre-même que Fiore donne à sa sculpture, il demande au public de reconstruire ce qu'il voit en conciergerie, où l'anonymat règne, malgré le fait que tous ses habitants soient entassés les uns sur les autres comme des "sardines" ou des épingles à linge. Il y a là l'idée d'une contestation que je me contenterai de signaler.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'exposition et ses expositions. Le choix que j'ai présenté reste très limité, et ne témoigne pas de toutes les recherches visuelles qui s'y trouvent. Par contre, il montre bien qu'il est possible de lire une exposition et des recherches visuelles tout comme il est possible de lire un livre ou d'assister à un film. Je pense de plus qu'une exposition doit être présentée comme un spectacle. Un spectacle ayant ses propres normes, qui ne soient pas celles du théâtre, de la danse ou de tout autre art de la scène. Un spectacle qui a déjà un public mais qui pourrait être grandement développé.

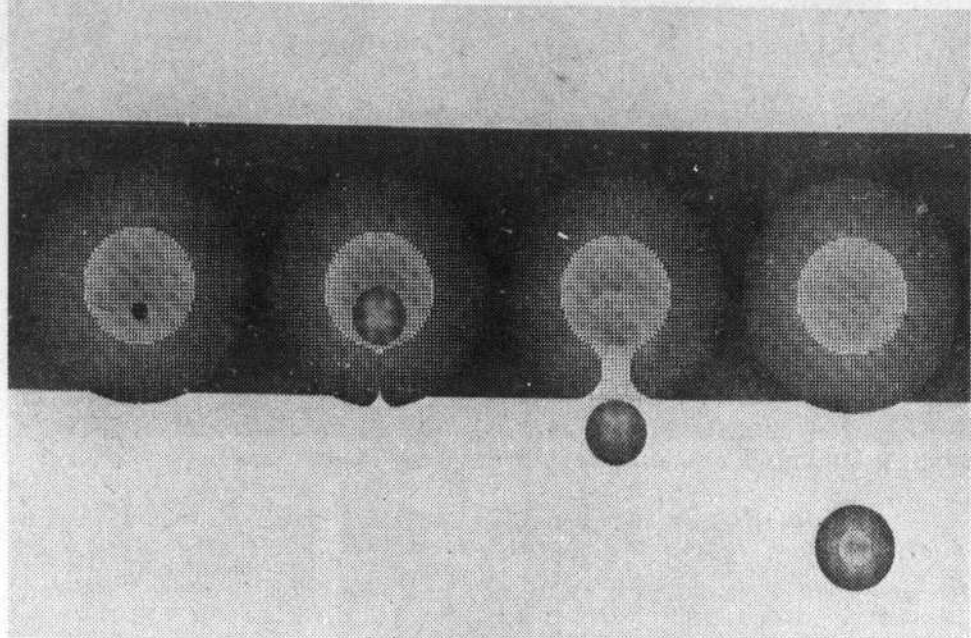
L'exposition collective actuellement à la galerie Signal doit être vue comme un spectacle pour lequel il n'y avait pas de règle de participation sinon celle de présenter un travail soigné. Il en résulte inévitablement un ensemble désordonné qui n'est pas forcément négatif. Le désordre a l'avantage de créer des rapports qui n'auraient sans doute pas été réalisés sans lui, et ceux-ci permettent enfin des comparaisons



Pierre Archambault



Giuseppe Fiore



Henri Bettinville

disciplinaires. Actuellement, une exposition collective d'environ trente-cinq artistes s'y tient jusqu'au 21 novembre.

Il est toujours assez étonnant d'analyser une exposition regroupant des oeuvres de toutes les disciplines des arts plastiques. Il est d'autant plus difficile de saisir la portée d'une telle exposition, quand elle ne s'élabore autour d'aucun thème, aucune théorie plastique ou visuelle, aucune technique particulière. Et c'est le cas de la présente exposition à la Galerie Signal.

Et pourtant, ce genre d'exposition n'est pas sans intérêt. Entre autre, il a l'avantage certain de nous montrer différentes approches de l'art (des arts plastiques). Puis elle permet de comparer des résultats. Enfin, si l'on questionne suffisamment l'exposition, il sera possible d'en conclure une synthèse qui, assurément, ne sera pas la seule possible.

L'approche de l'art perçue comme l'expression lyrique d'un chant intérieur individualisé se manifeste chez plusieurs artistes. Pierre Archambault a réussi un assemblage très sensible où l'homme symbolisé par une main imprimée sur les carreaux d'une fenêtre voudrait s'emparer d'une nature qu'il a déjà étouffée. L'oeuvre m'a d'abord surpris, mais je me suis vite mis à l'aimer. Se rapprochant de ce même esprit parabolique, Suzanne Joubert déplace un élément (grange, bougie) qu'elle resitue sur la toile, tantôt à l'endroit, tantôt à l'envers, tantôt de côté. Malheureusement, les éléments n'ont pas assez de force pour occuper l'espace qui leur est donné. La composition est muette et l'allégorie n'est pas saisie.

## théâtre

CASANOVUS: (Association espagnole) 485 Sherbrooke O. 944-9091. Raul Dugay et Claude Vivier — du jeudi au dimanche, 22h30. IN CONCERT: 2 Le Royer, 961-5669. J. P. Turcotte, 21h30, 22h30, 1h30. NOUVELLE COMPAGNIE THEATRALE: 1200 Bleury "A toi, pour toujours, ta Marie-Lou" de M. Tremblay — (Horaires irréguliers). LE PATRIOTE: 1474 E. St-Catherine, 323-1131. "Louise Forestier" Sam. 20h. — 23h. Dim. 20h. du lundi au vendredi 21h. LE PATRIOTE EN HAUT: "Dis-moi qu'y fait beau, Moe" de J. Barette — mercredi au vendredi 20h. Sam. 20h-23h30. — Dim. 20h. Lundi et mardi: Relâche. REVUE THEATRE: 1858 Maisonneuve, 937-2753 "No place to be somebody" du mardi au sam. 21h. RIDEAU VERT: 4664 St-Denis, 844-1793. "Le tournant" de F. Dorin — du mardi au sam. 20h. Dim. 19h. THEATRE DU NOUVEAU MONDE: 84 St-Catherine O. 861-0563. "L'oeuvre-botte" de V. Lauson — du mardi au ven. 20h. sam. 17h. 21h. dim. 19h. THEATRE D'AUJOURD'HUI: 1297 Papineau, 523-1211. "Les hauts et les bas d'une vie d'une diva" de J. C. Germain — 20h30, relâche, lundi. THEATRE DE QUATROIS: 100 ave. des Pins 445-7277. "Le suture de Beaucanton" de Claude Roussin, mardi au ven. 22h30.

## PLACE DES ARTS

SALLE WILFRID PELLETIER: Sam. Les grands ballets canadiens — 20h30. Dim. Relâche. SALLE MAISONNEUVE: Sam. Emmanuelle, 20h30. dim. Société Pro Musica, Le quintette de Vienne, 18h30. THEATRE PORT-ROYAL: "Charbonneau et le chef" de J.T. McDonough. Sam. 18h30 22h30. Dim. 14h30, 20h30.

**ASSOCIÉE DES APPELS UNIFIÉS ET FÉDÉRÉS**

nis au sein d'une même préoccupation, celle de faire jaillir du ou des matériaux utilisés la poésie qu'il(s) contient(nent). Parfois Piché ajoute des connotations végétales qui ne sont pas sans nous faire penser aux oeuvres de Roland Giguère. Maxime Cosma, par la gravure qu'il présente, se rattache également aux recherches de Bossé et de Piché.

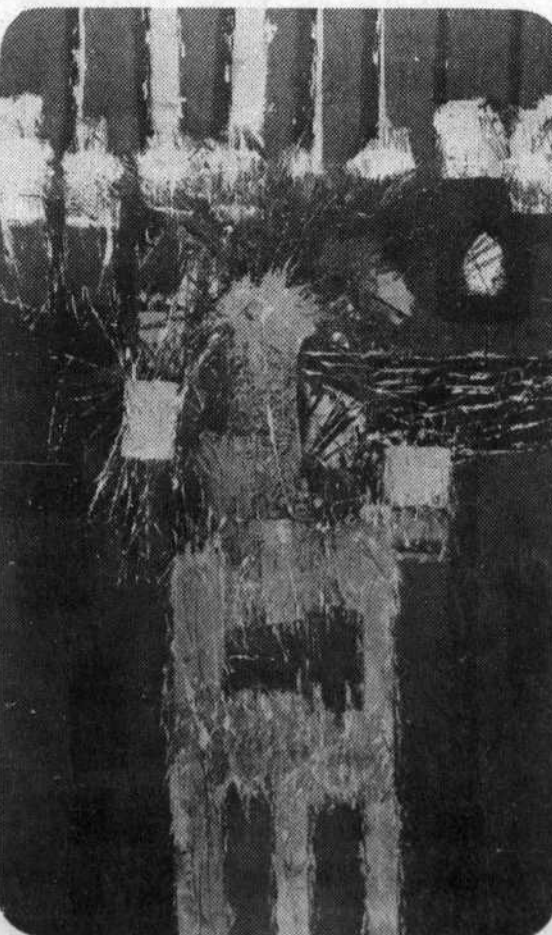
Je me servirai d'Henri Bettinville et de Robert Venor pour passer du lyrisme aux études chromatiques pures. Bettinville, tout en utilisant une grille où les effets optiques sont évidents, introduit un élément en apparence interte auquel il

même en ce qui concerne sa sculpture, un lien avec la réalité matérielle perçue. Le dessin, même s'il est décomposé en "arcs-en-ciel", ou en surfaces planes, n'en laisse pas moins deviner les montagnes, l'eau, l'horizon, le soleil... Tous ces éléments se maintiennent et sont saisis grâce à un rapport harmonieux de couleurs. L'ensemble est agréable et décoratif, pas plus.

J'ai la chance de compter sur Denis Juneau pour présenter une recherche très formelle en art: celle des rapports mathématiques entre les couleurs. Denis Juneau fait partie de ce groupe d'artistes, appelés au Québec "les plasticiens", de-

## un ERRATUM

Monsieur Michel Morin, qui expose présentement ses oeuvres à la Boutique Soleil, nous fait remarquer que la photo de son acrylique sur maquette "Nous aurons raison de la nuit" a été reproduite samedi dernier dans cette page, mais à l'envers. Nos lecteurs peuvent voir ci-dessous "Nous aurons raison" à l'endroit.



## Galerie nationale du Canada

Musées nationaux du Canada

Angle des rues Elgin et Albert, Ottawa (613) 922-4636

Jusqu'au 5 janvier 1974

## RÉTROSPECTIVE ALBERTO GIACOMETTI

organisée par le Solomon R. Guggenheim Museum, New York, avec le concours de la Fondation Pro Helvetia, Zurich, Suisse et comprenant 106 sculptures, peintures, dessins et oeuvres graphiques, la plupart desquels ont été prêtés par la Fondation Alberto Giacometti en Suisse.

Entrée libre

Heures: lundi:

dimanche:

mercredi, vendredi

et samedi:

mardi et jeudi:

Jour de fermeture

14 h à 18 h

10 h à 18 h

10 h à 22 h

## les EXPOSITIONS

Galerie Guernica. Une toute nouvelle et très belle galerie qui se spécialise dans l'art espagnol. La directrice, madame Denyse Delrue, a réuni un choix remarquable de sculptures, peintures et multiples (sculptures et gravures). Dali, le célèbre, disait, non sans une certaine exagération nationaliste, que "les peintres espagnols sont meilleurs que les autres, C'est vrai! La peinture moderne gravite autour de l'Espagne depuis Vélasquez". Faut-il le croire?

Claude Girard expose ses oeuvres récentes à la galerie L'Apo-gée, de Saint-Sauveur-des-Monts jusqu'au 8 décembre.

Les peintures réalistes de Christiane Pflug sont montrées au Centre Saidye Bronfman de Montréal.

Gilles Boisvert expose une très belle série de dessins au Musée d'art contemporain.

La bibliothèque du Musée d'art contemporain est maintenant ouverte les samedis et dimanches de midi à 18 heures. Choix impressionnant de livres, diapositives, catalogues, et dossiers d'artistes pouvant être consultés.

C.G.

## Teri Singer

"Family and Friends"

Jusqu'au 26 novembre

galerie libre

2100 rue Crescent

288-6025

## Arthur Villeneuve

6 nov. au 20 nov.

Galerie Morency

1564, rue St-Denis  
Métro Berri-Dumontigny  
Sortie St-Denis845-6442  
845-6894

**LD**  
galerie  
bernard  
desroches

exposition

HELMUT GRANSOW

Paysages, natures mortes et nus

du 21 novembre au 5 décembre

1194 ouest, rue sherbrooke, montréal

tél. 842-8648

## FOYER DES ARTS EATON

9<sup>e</sup> ÉTAGE, CENTRE-VILLE

Jusqu'au samedi 7 décembre

Exposition des peintures d'artistes canadiens réputés

tels que L. Ayotte, G. Pfeiffer, M. Favreau, R. Simpkins, J.M. Blier, A. Zadorozny, G. Gingras, P. Trudeau, K. De Condé, H. Januszewicz, G. Rae, R. Montpetit, V. Walker, A.S. Kirshner, W. Ferrier, I. Shaver, C. Fauteux, B. Beecher, H. Gerh et autres

EATON

## la relève

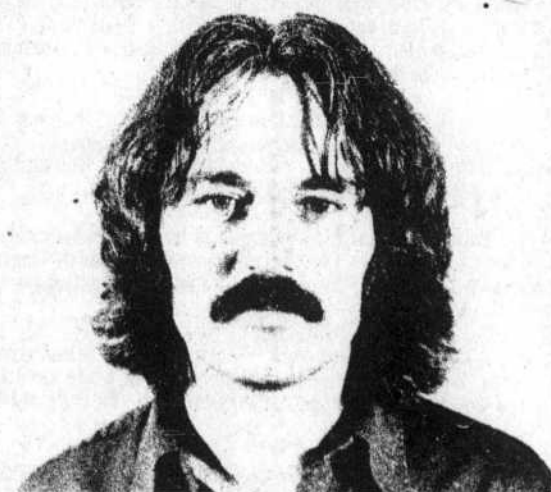
jusqu'au 30 novembre

photographies couleurs

de Roland Weber

3611, rue Saint-Denis 845-3898

## boisvert



## dessins

Musée d'art contemporain

14 novembre — 5 janvier

Gilles Boisvert est représenté au Québec par ART GLOBAL INC. Tél.: 271-9158

## À LA MAISON DES ARTS LA SAUVEGARDE

160 est, rue Notre-Dame  
Montréal  
Tél.: 861-2658du 16 novembre  
au 16 décembre 1974TIN YUM LAU  
gravuresJEAN VALLIÈRE  
céramiques

ENTRÉE LIBRE

la maison est ouverte tous les jours  
de 12h à 18h



## le THÉÂTRE

## TNM: pinte de bon sang/RV: spectacle en sourdine

par ADRIEN GRUSLIN

Le spectacle de "L'Ouvre-boîte" déride son public de façon peu commune. Il est sûrement superflu de se demander qui de Victor Lanoux ou d'Yvon Deschamps fait rire sur la scène du TNM. La publicité au théâtre misait sur le retour d'Yvon Deschamps, le public ne sera pas déçu. Il s'agit d'un retour qui n'en est pas vraiment un dans la mesure où le personnage de Jacques manifeste la même naïveté, la même innocence que l'ouvrier des monologues. Quant à Jean-Louis Roux, en plus de bâtir une mise en scène sobre et efficace, il donne la réplique de façon d'autant

plus remarquable que la seule présence de Deschamps menaçait de le reléguer aux oubliettes. "L'Ouvre-boîte" met en présence deux archétypes ultraconnus au théâtre: l'intellectuel et le terre à terre ou le sans-grade. De là, tout devient relations d'oppositions entre l'esprit et le corps, le sage et l'analphabète, le possesseur et le possédé, etc... Un tel stéréotype porte une vision sociale indéniable. Au TNM cependant, cet aspect ne prend guère d'importance. Il s'efface au profit du comique suscité par le mille et une réparties du Jacques d'Y-

von Deschamps. Pour ce, il semble assez évident que le texte de Victor Lanoux a subi des adaptations nombreuses. Non seulement peut-on parler d'équivalents mais encore de vraisemblables changements. L'esprit, le fil restent, la lettre, les détails ont été transformés par les acteurs eux-mêmes. Ceci demeure vrai, surtout pour le personnage de Jacques.

"L'Ouvre-boîte" c'est plusieurs jours dans la vie de Jacques et Jean, retirés du monde mais toujours en vie, reclus dans une espèce de chambre à fournaise, lieu anonyme, souterrain, aussi épuré qu'essentiel. La relation avec les Vladimir et Estragon d'"en Attendant Godot" s'impose d'elle-même, à la différence que l'attente de ces derniers était beaucoup plus sentie, beaucoup plus existentielle. On a beau se dire que, n'ayant rien à faire, Jacques et Jean n'attendent que la fin, le spectateur ne sent jamais le tragique souhaité. Le rire triomphe de ces êtres condamnés. Même après la pièce, il reste ce dont on se souvient. Le ressort basique de ces rires tient dans les différences fondamentales entre les deux individus.

Curieusement, Jacques et Jean ont les occupations de leurs semblables clowns de Samuel Beckett. Tour à tour, ils s'occuperont à jouer aux caries, faire du yoga (pour tromper la

Le jeu seul subsiste, seul il reste stable. Les élucubrations intellectuelles de Jean ne constituent qu'absurdités inintéressantes, que futilités gargarisantes de son esprit. Quant aux constants "J'ai faim - j'vas crever d'faim" de Jacques, s'ils expriment un besoin viscéral essentiel, ils ne parviennent pas à faire penser à l'humanité souffrante. Tout est dans la manière!

S'ils sont intarissables, les deux J. ne se prennent jamais pour l'humanité entière contrairement aux deux vagabonds humoristes de Beckett. Ils demeurent forcément nos dignes représentants. La soirée passée en leur compagnie permet le rire à son meilleur. On est conquis à l'avance. Avant même qu'il n'ait proféré un seul mot, le Jacques ouvrier d'Yvon Deschamps déchaîne le processus libérateur du rire. C'est dire la force de frappe qu'a atteint le personnage de ses monologues.

Dans "L'Ouvre-boîte", il a la répartie facile, il réagit toujours selon les ressorts qu'il utilise familièrement: naïveté, côté bonne poire, raisonnement simpliste, maniement de l'absurde, relations cocasses entre les choses, etc... Rien d'étonnant, ni surtout de décevant, au contraire, une constante efficacité. Le public enthousiaste manifeste bruyamment.

De son côté, Jean-Louis Roux s'intègre merveilleusement. De façon étonnante, il parle, il philosophe, imperturbable il riposte, traite de con, suggère. Son Jacques tente constamment d'imposer ses règles du jeu. Jamais l'improvisation de l'autre ne le désarçonne. Il se permet même d'imiter son compagnon après avoir changé de costume. Le subterfuge énorme réussit un temps, l'effet naïf allume les rires. La rigidité de son personnage devient la marque de son aisance sur scène. Quant à la mise en acte, sa sobriété et son réglage la rendent des plus intéressantes. Rien de mieux pour se payer une pinte de bon sang!

Le spectacle du Rideau-Vert nous fait voir une apologie du boulevard par lui-même. L'auteur Françoise Dorin, bâtit sa comédie avec les méthodes reconnues du genre: triangle, qui-proquo, phrases clés, etc... Une certaine efficacité reste indéniable. La pièce gagne en subtilité ce que le vaudeville a perdu en mouvement. "Le Tournant" permet une production gentille dans une mise en scène accompagnant parfaitement le texte, i.e. conventionnelle. La soirée se déroule sans heurts bien qu'on se prend à



Hubert Noël, Marthe Choquette, Robert Maltais: "Le tournant".

penser que les comédiens pourraient pousser davantage leurs personnages respectifs.

A partir du triangle, il fallait s'y attendre, "Le Tournant" constitue un plaidoyer boulevard. En mettant en présence deux dramaturges de deux générations, l'un écrivain vaudevillesque — l'autre so-disant d'avant-garde, l'écrivain confronte deux types de théâtres. Françoise Dorin place Romain jeune gauchiste, dans des situations ridicules, drôlatiques. Le point vue, contrairement à la manière d'échapper au cliché: Romain succombe immédiatement sous la caricature. Ce théâtre terriblement sérieux mais habile coucheur cocufie le mari à l'écriture traditionnelle. Pourtant, Philippe le compositeur comique, sort grandissant au fil du déroulement de la pièce.

L'humour certain dont il fait preuve relègue aux oubliettes son cocufiage. Ainsi, surprenant le jeune avant-gardiste en caleçon dans son placard, il trouve tout de suite la réplique qui le sauve du ridicule. Joyeux, il s'é-

crie: "Ma femme a un Jules et il s'appelle Romain." Régulièrement, dans l'histoire, il nous servira ce genre de réparties. Déroutant aux attaques habituelles, ce boulevard ne manque pas d'une certaine subtilité. Jamais le spectateur ne rit à gorge déployée mais il lui arrive de sourire.

Dans ce contexte, le jeune homme se trouve toujours, symboliquement du moins, les "culottes à terre". Ce tragique auteur aux prises avec l'absurde, vivant intensément, s'avère l'éternel dindon de la farce. Même sa petite amie Tatiana, militante russe (quel cliché!), s'en mêle afin de le reconquérir. Le dénouement ne nous décevra pas, les couples se reformeront. La facture qu'érige Françoise Dorin reste un peu grosse dans l'ensemble même si la satire tombe souvent bien.

La production débute plus que lentement. On croirait entendre une vieille auto par les grands matins d'hiver. Partira... partira pas... Peu à peu, les répliques accrochent, le rire prend place, il ne fusera cepen-

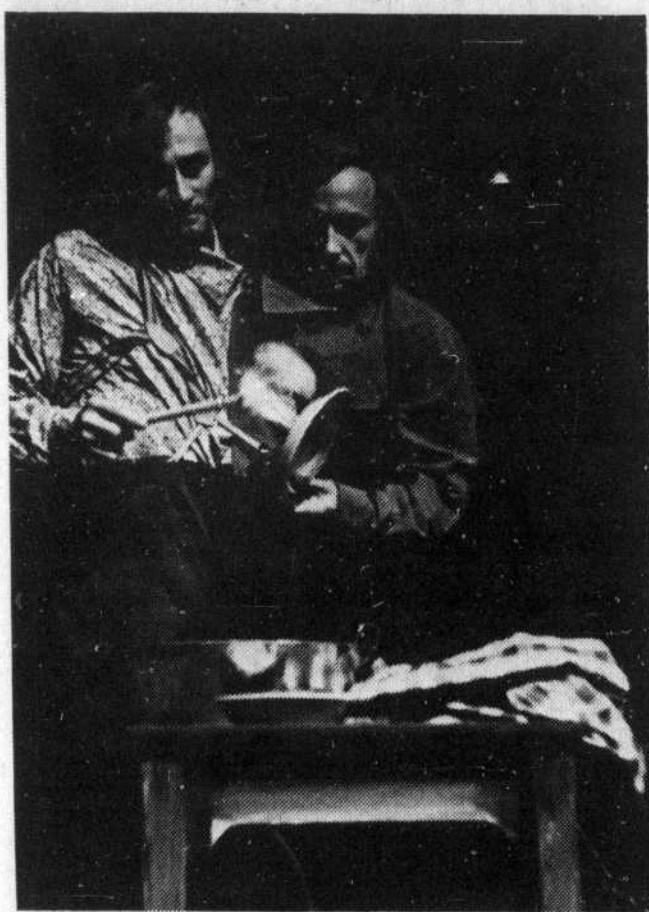
dant jamais. Le boulevard reste plus sympathique que vraiment drôle. La mise en scène ne fait rien pour sortir la pièce d'une tonalité mineure. On a droit à un spectacle en sourdine.

Daniel Roussel a effectué un travail qui, s'il ne marque pas de faux pas, ne fait pas preuve de très grande originalité. Sa mise en acte nous situe dans l'inévitable chambre tenant occasionnellement lieu de salon. On sait l'importance de la couche au boulevard. Le lit trône normalement à droite, le placard au fond, un bureau se dresse à gauche, aux besoins une table viendra occuper le centre. Le tableau est complet. Non seulement les décors, mais costumes et déplacements s'inscrivent dans les mêmes sillons coutumiers. On va le plus souvent de gauche à droite et inversement. En somme, peu de variantes, la pièce n'en nécessite peut-être pas! Tout est dans la plus pure tradition.

Les huit comédiens compo-

sant la distribution offrent un jeu convenable. Philippe, l'auteur boulevardier d'Hubert Noël, me semble le plus alerte de tous. Il a le verbe d'autant plus facile que le dramaturge a mis presque tous les bons mots dans sa bouche. Il faut souligner la vivacité de l'épouse incarnée par Marthe Choquette comme d'ailleurs l'allure comique à souhait de la vieille bonne de Lénie Scotté. Le docteur ami de la famille d'André Cailloux est tout ce qu'il y a de plus correct tandis que le Jules de Robert Maltais se défend plus ou moins bien. Louise Deschamps fait une présence assez peu remarquable dans le personnage de la russe Tatiana.

L'apologie du boulevard de Françoise Dorin ne marque pas de tournant du tout et puis après!... Je pense que la pièce ne se prend pas au sérieux. Occasionnellement déridante, elle aura toujours le mérite de ne pas surcharger la mémoire du spectateur d'aujourd'hui.



"L'ouvre-boîte": Jacques et Jean.

## les THEATRES

"Les hauts et les bas dans la vie d'une diva, Sarah Ménard, par eux-mêmes": Sarah Ménard, diva new-look, prima dona, fille "game pis wide-open", originaire de Ste-Marthe-sur-mer en bas d'la côte. L'incarnation de Nicole Leblanc nous en fait voir de toutes les couleurs. Une bonne soirée, grâce à J.-C. Germain. (au Théâtre d'Aujourd'hui).

"L'ouvre-boîte": Un dialogue provocateur... de rires. Le tragique tombe un peu à plat, mais le spectacle séduit. Yvon Deschamps garde bien haut sa réputation et son personnage, alors que Jean-Louis Roux étouffe. (au TNM).

"Le Tournant": un plaidoyer sur le boulevard, fabrication distancée de vaudeville. Le spectacle ne manque pas de finesse, mais reste en sourdine. L'ensemble demeure sympathique. (au Rideau-Vert).

"Dis-moi qu'y fait beau Méo" — Un show qui marche fort. Jacqueline Barrette, récupère agréablement le texte théâtral. La satire tombe bien, tout est drôle et efficace. (au Patriote-en-haut).

"A toi pour toujours, ta Marie-Lou" — une pièce à revoir avec des comédiens nouveaux, dans une mise en scène semblable, à quelques gadgets près, une sombre musique à quatre voix, (au Gesù, NTC).

"Le Sauter de Beaucanton": les comédiens nous font passer des moments agréables dont on ne se souviendra pas très longtemps. Une première pièce de Claude Roussin, plus sympathique que bonne. (Au Quat'sous).

"Wouf Wouf" — un "freak for all" d'Yves Hébert Sauvageau. Un spectacle peu banal, grâce à la mise en scène d'André Montmorency. (Au Gesù, Atelier NCT).

"Charbonneau et le chef": Que dire de cette fresque historique? Son succès est éloquent, on affiche déjà complet. Alors pour ceux qui n'ont pas de billets, il y aura bien une prochaine fois... (Compagnie Jean Duceppe, Port-Royal, PDA).

A.G.

Les aventures d'un jeune homme en proie à la violence et de Beethoven!

**ORANGE MÉCANIQUE**

UN FILM DE STANLEY KUBRICK

EN COULEUR

**GENE HACKMAN AL PACINO L'EPOUVANTAIL**

UN FILM DE SCARCELOW

EN COULEUR

**Cinéma 7 art**

3180 rue BELANGER

ORANGE VEN.: 9.35 SAM.: 5h - 9.35 DIM.: 2.50 - 7.30 SEM.: 9.35

EPOUVANTAIL VEN.: 9.35 SAM.: 12.45 - 9.35 DIM.: 10h SEM.: 7.30

**"UNE BRILLANTE RÉUSSITE"**

Les Beaux Dimanches

Marcel Dubé

Jean Duceppe Denise Filiatrault

dans un film de Richard Martin

**CINEMA DE PARIS** 888 0. Ste Catherine 861-2996

**FLEUR DE LYS** 858 Ste Catherine 288-3303

**JEAN-TALON** 4295 Jean Talon 725-7000

**MAISONNEUVE** 3001 Ste Sherbrooke 525-2174

**CINEMA V** 489 5509

Fleur de Lys — Cinéma de Paris: 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30

Maisonneuve — Jean-Talon: Cinéma V: sur semaine: 7.30 - 9.30

et dimanche: 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30

Les Films Mutuels présentent

**LES ORDRES**

un film de Michel Brault

Jean Lapointe Hélène Loiselle Guy Provost Claude Gauthier Louise Forestier

produit par les Productions Prisma

**8e SEMAINE!**

**RIVOLI** ST-DENIS & BELANGER, 277-3125

**VERSAILLES** 7265 SHELBORNE E. 352-4020

REVOL-H, 1.30, 3.30, 5.10, 7.10, 9.10

VERSAILLES (Rouge) SEMAINE 7.00 & 9.00, SAMEDI 3 DIMANCHE, 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00

**AMARCORD**

V.O. sous-titres anglais

DE **FELINI**

FREDERICO

"AMARCORD est le meilleur film de Fellini et se classe parmi les meilleurs jamais réalisés". — Time

"Une leçon de cinéma époustouflante orchestrée par un Gargantua truculent et cocasse". — Télérama

"Un film captivant, merveilleux, fait avec beaucoup de soin. Un autre triomphe pour Fellini". — Cye

"Une oeuvre cinématographique étincelante; il n'y a rien d'autre à ajouter: c'est tout simplement fantastique". — Bergen Record

"On ne peut guère douter après ce film que Fellini soit des plus Grands". — Cinema 74

"AMARCORD" est le plus beau beau film de Fellini... une étape importante de l'histoire du cinéma". — Newsweek

"Un grand exploit cinématographique, une oeuvre de génie. Vous vous devez de le voir". — Wnew-TV

"Un film d'une réjouissante beauté". — New York Times

**SALLE EISENSTEIN**

**S. LAURENT**

**MONTREAL MAIN**

UN FILM DE FRANK-VITALE AVEC ALLAN BOZO MOYLE ET STEVE LACK

**5e SEMAINE**

**14 ANS**

"Montreal Main un peu à la manière de 'Il était une fois dans l'est...' est avant tout un film sur un milieu en marge... Frank-Vitale a de toute évidence un talent fou." — LE JOUR

**LE GROUPE LA LAURENTIENNE PRÉSENTE**

**LES GRANDS EXPLORATEURS**

**PSYCHO-CHIRURGIE GUÉRISSEURS DES PHILIPPINES**

PAR JEAN-CLAUDE ROBOLY

qui commente personnellement son film-couleur.

Des images d'opérations saisies sur le vif.

**UN CINÉ-SPECTACLE/DIALOGUE**

**SALLE LE PLATEAU**

3710, Calixa-Lavallée

parc Lafontaine —

métro Sherbrooke

et autobus 24 est

**14-15-16-17-21-22-23-24 à 20.30 hres**

**NOVEMBRE**

**BILLETS: \$3.00 et \$2.00 (étudiants)**

**BILLETS EN VENTE:**

**EXPLO-MUNDO**, 451 St-Sulpice, métro PLACE D'ARMES

**LA CORDE**, 2159, Ste-Catherine est, métro PAPINEAU

**SALLE LE PLATEAU** de 13.00 hres à 18.00 hres

**RENSEIGNEMENTS:**

**284-3222/284-0151**

**UNE PRODUCTION EXPLO-MUNDO**

Venez voir les opérations psychiques des guérisseurs des Philippines effectuées sans anesthésie ni douleur, sans scalpel et ne laissant aucune cicatrice.

Représentations en anglais: les 18-19-20 NOVEMBRE à 20.30 hres

**HORS SÉRIE**

UN ÉVÉNEMENT à ne pas manquer! pour tous les cinéphiles de la région de Montréal... IL FAUT AVOIR VU...

## ciné-marathon ("ZOOM" -IN) FRANÇOIS TRUFFAUT (1958-1963)

**CINÉMA 2001**

855 DÉCARIE NORD 277-2001

au nord du boulevard Métropolitain

PRES DE CÔTE-VERTU

STATIONNEMENT GRATUIT à l'arrière du cinéma

demandez VOTRE PROGRAMME-CALENDRIER

vendredi 15 novembre

samedi 16 novembre

dimanche 17 novembre

et lundi 18 novembre

PERMANENT dès 1 heure 30

... et jusqu'à MINUIT app.

TOUT VOIR ou REVOIR D'UN SEUL COUP

durée totale du ciné-marathon: 10h.30

pour voir tous ces films avec un seul billet

**PRIX SPÉCIAL UNIQUE \$2.50**

(quelle que soit l'heure de votre arrivée)

arrivez tôt! notre salle ne contient que 700

sièges... et apportez votre lunch ou achetez-le au cinéma

**UNE HISTOIRE D'EAU**

**TIRE AU FLANC '62**

**LES MISTONS**

**LES 400 COUPS**

**ANTOINE ET COLETTE**

**TIREZ SUR LE PIANISTE**

**JULES & JIM**

**LA PEAU DOUCE**

... en plus: 9 "trailers"

14 ANS



## la MUSIQUE

## Souvenir d'un pianiste profondément épris de son art

par GILLES POTVIN

Ces jours derniers, les journaux nous apprennent le décès, survenu le 2 novembre à Yorktown Heights, dans l'Etat de New York, à l'âge de 83 ans, du célèbre pianiste canadien Jean Dansereau. Retiré de la carrière active depuis une vingtaine d'années l'éminent musicien et pédagogue vivait paisiblement auprès de sa femme, la cantatrice américaine Muriel Tannehill. Le public montréalais était sans nombre d'années. Mais il est certain qu'un grand nombre de mélomanes d'âge mûr se souviennent de cet artiste, dont le nom brilla avec éclat dans la vie musicale montréalaise des années '40 plus particulièrement.

Pour toute une génération, Jean Dansereau a été le pianiste "romantique" par excellence. Il était particulièrement à l'aise dans les oeuvres de Chopin, Schuman, Liszt, Beethoven, mais montrait aussi une affinité pour Debussy. Sa chevelure abondante, son regard perçant, sa concentration lorsqu'il était au piano, contribuaient également à imposer cette image d'un pianiste de la Grande Époque, dont le prototype a été Vladimir de Pachmann. C'est pourquo, à partir du moment où Jean Dansereau fit sa rentrée sur la scène montréalaise en 1938, il ne tarda pas à rallier une foule d'admirateurs, surtout chez la gent féminine, qui suivait avidement ses nombreux récitals, particulièrement ses récitals-causeries.

Sur le plan technique, les exécutions de Jean Dansereau n'étaient pas sans défaillance. Il avait parfois des blancs de mémoire; je me souviens notamment d'une exécution du Concerto de Schumann à la salle du Plateau, avec l'OSM (alors l'Orchestre de la Société des Concerts Symphoniques de Montréal) où le chef, sir Ernest MacMillan, vint à la rescousse du pianiste en plaçant, en un clin d'oeil, sa partition sur le piano. Mais Jean Dansereau possédait comme peu de pianistes cette chose impondérable qui s'appelle la communication. Quand il était dans sa meilleure forme, il arrivait à établir un rapport intime entre la musique et l'auditoire, chose que des exécutants au mécanisme quasi-infaillible sont souvent incapables de faire.

Je me souviens personnellement de l'un de ses récitals à l'auditorium du Collège Saint-Laurent, le 17 février 1940. Devant l'auditoire d'étudiants que nous étions, Jean Dansereau avait réussi cette communion avec le public au point que le souvenir de ce récital est encore très vivace dans mon esprit. Il avait ouvert son programme avec les Variations de Franz Liszt sur le motif de Bach: "Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen", puis avait enchaîné Dieu sait si les circonstances ont voulu que je réentende ces oeuvres maintes fois depuis. Or chaque fois qu'un pianiste joue l'une des oeuvres ci-dessus, je me reporte aussitôt à cet



après-midi d'hiver où Jean Dansereau révélait à un jeune public médusé des pages de Liszt et de Chopin.

Jean Dansereau était né à Verchères le 21 avril 1891, région qui vit naître aussi Calixa Lavallée. La mère du futur pianiste était d'ailleurs une cousine de l'auteur de l'"O Canada". Il étudia d'abord avec sa mère, puis avec Angéline Normandin-McNamara et un certain Walter Hungerford, au conservatoire de l'université McGill. Son prénom est Hector mais il le changera pour celui de Jean en 1924, en mémoire du ténor polonais Jean de Reszke et à la demande de la veuve de ce dernier: du moins la légende le veut ainsi.

En 1913, il joue le Concerto no 1 de Tchaïkovsky avec l'orchestre du conservatoire McGill. L'année suivante, il gagne le quatrième Prix d'Europe, institué en 1911, mais il ne partira qu'en 1916, à cause de la guerre. À Paris, où il se trouve en même temps que Wilfrid Pelletier, il étudie avec Isidor Philipp, Edouard Risler et Charles-Marie Widor. On possède peu de renseignements sur l'activité européenne de Dansereau à cette époque. Il appert qu'il montra un réel talent pour l'accompagnement, ce qui l'amena à se produire avec des artistes de la trempe de soprano Mary Garden, du ténor Edmond Clément et du ténor canadien Rodolphe Plamondon.

Avec eux, il voyagea en France et en Europe ainsi qu'en Amérique. Un fait est certain. C'est qu'il enregistra aux studios de RCA à Camden, deux séries de disques avec Mary Garden, la créatrice du rôle de Mélisande dans le drame lyrique de Debussy.

Ces disques, réalisés en 1926 et 1929, comprennent des oeuvres de Debussy, Grieg, Schumann, Cadman, Alfano, ainsi que des chansons écossaises. La liste

## au DEUX

## Demain: Mozart

Demain matin à onze heures trente, la série "Concerto" de Radio-Canada présente sa dernière émission de la saison, au canal deux.

Le réalisateur Yves Courville a inscrit Mozart au programme, et il a invité comme solistes un trio de pianistes à réputation internationale, que se chargera de

Les détails sur l'activité de Jean Dansereau sont imprécis jusqu'en 1936 alors qu'on le trouve à Vienne, où il travaille avec le pianiste Emilie von Sauer, un élève de Liszt et de Nicholas Rubinstein. Au moment où il effectue sa rentrée artistique au Canada, comme soliste de l'Orchestre de la Société des Concerts Symphoniques, dirigé par Wilfrid Pelletier, le 28 octobre 1938, à la salle du Plateau, Dansereau ne semble pas s'être fait entendre ici comme soliste depuis son départ pour l'Europe en 1916, soit une période de 22 ans. Il interprète alors le Concerto no 3, en do mineur, obtenant un succès des plus vifs. Pour une bonne partie du public, Jean Dansereau est un pianiste plus ou moins inconnu.

Mais son succès est si grand qu'il va bientôt être demandé pour donner des récitals dans cette même salle, le 22 novembre suivant, puis le 28 janvier et le 6 mars 1939. À Toronto, il est

soliste de l'orchestre de cette ville puis est engagé pour des cours de perfectionnement. À la mort de Léo-Pol Morin dans un accident en 1941, il est engagé pour lui succéder comme professeur à l'École supérieure de musique d'Outremont, aujourd'hui l'École Vincent-d'Indy. Quand le Conservatoire de musique de Montréal ouvre ses portes au printemps de 1943, Jean Dansereau est au nombre des premiers professeurs engagés.

La carrière du pianiste fut des plus actives au cours de la décennie suivante. Il fut soliste des principaux orchestres canadiens et donna des récitals dans nombre de grandes villes canadiennes et américaines. En 1942-43, il fit un long séjour au Brésil où il se fit entendre avec orchestre et en récital. À Montréal, il forma de nombreux élèves dont plusieurs suivirent son exemple et obtinrent le prix d'Europe.

Jean Dansereau laisse le souvenir d'un pianiste profondément épris de son art, soucieux avant tout de faire partager aux auditeurs, surtout aux jeunes, l'amour des oeuvres qu'il interprétait avec passion et conviction.

## les CONCERTS

Dimanche, à 16h.30, à la salle Maisonneuve, Pro Musica présente le Quintette de Vienne, un quatuor à cordes et un pianiste. Le programme comprend un quintette rarement joué d'Anton Webern.

À la salle Wilfrid-Pelletier, lundi, à 20h.30, un récital d'extraits d'opéras et de chansons ukrainiennes avec Yevhenia Miroschnichenko, "la Lily Pons ukrainienne" et Dmytro Hnatiuk, baryton, deux "voix d'or" de l'Opéra de Kiev.

Mardi et mercredi, à 20h.30, salle Wilfrid-Pelletier, troisième "concert gala" de l'Orchestre symphonique de Montréal sous la direction de Rafael Fruehbeck de Burgos, qui dirigera le Mouvement symphonique no 2, du compositeur québécois Roger Matton et la suite "Pétouchka" de Stravinsky. Le soliste, le violoniste Pinchas Zukerman, jouera le Concerto no 2, en ré mineur, de Wieniawski.

Mercredi, 20 novembre, à midi, au Piano noble de la salle Wilfrid-Pelletier, aura lieu un autre Concert-midi de l'OSM. Au programme, l'Ensemble Pierre-Rolland avec un pianiste invité.

Jeudi après-midi, à 14h.30, les membres du Ladies' Morning Musical Club pourront entendre le réputé Trio Beaux-Arts dans un programme de trios pour piano, violon et violoncelle.

Vendredi, 22 novembre, 20h.30, à la salle Claude-Champagne, les concerts gratuits de Radio-Canada mettent à l'affiche des extraits de l'opéra "Don Quichotte" de Massenet, en première audition montréalaise, avec Robert Savoie dans le rôle-titre, et Paule Verschelden, mezzo-soprano dans celui de Dulcinée. Au pupitre: Jacques Beaudry. G.P.

## les DISQUES

Plusieurs remarquables réalisations de la Deutsche Grammophon nous sont parvenues récemment. À souligner: "De Temporum fine comedia", un "jeu de la fin des temps" de Carl Orff, oeuvre créée au festival de Salzbourg de 1973 sous la direction de Herbert von Karajan qui la reprend ici sur un disque (2530 432) avec une imposante distribution, des chœurs et un orchestre spectaculaires (celui de la Radio de Cologne). Une autre oeuvre où le rythme est roi, l'auteur de "Carmina burana".

Okko Kamu, jeune chef finlandais, et protégé de Von Karajan, dirige avec autorité et compréhension la Symphonie no 1 de son compatriote Jan Sibelius. La sonorité de l'Orchestre de la radio finlandaise est somptueuse, dans la meilleure tradition de DGG. Le disque comprend aussi le poème symphonique "Le Barde", op. 64. (2530 455).

Salvatore Accardo, le jeune violoniste italien spécialiste des oeuvres de Paganini, a gravé le Concerto no 6, en mi mineur, une oeuvre posthume du célèbre violoniste-compositeur. Accardo possède la technique nécessaire pour maîtriser les traits souvent diaboliques de l'oeuvre que DGG présente avec le concours de l'Orchestre philharmonique de Londres sous la direction de Charles Dutoit (2530 467).

Chez Select, collection classique, paraît un disque consacré à deux oeuvres d'Alexander Brott déjà publiées par RCA — "Paraphrase in Polyphony" sur un thème de Beethoven et "Profundum praedictum" pour contrebasse. Le compositeur dirige l'Orchestre de Radio-Canada et l'Orchestre de chambre McGill. La virtuosité du contrebassiste Gary Karr est bien mise en évidence sur la face I, mais l'intérêt des oeuvres est quelque peu mince. (CC-15.088).

G.P.

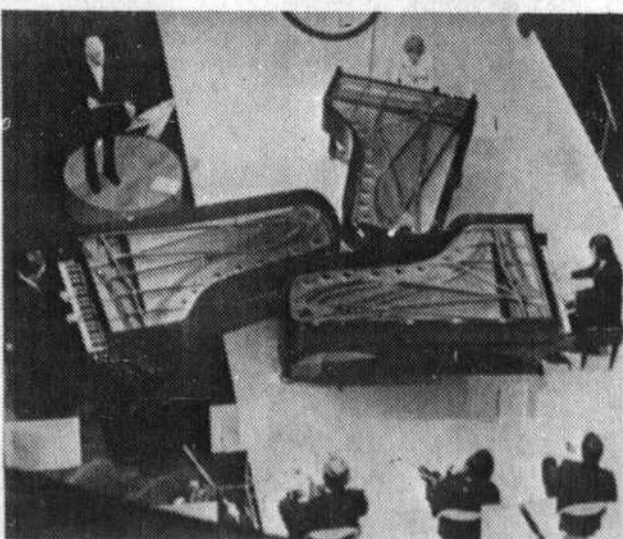
## Une soirée à la Place du Goût.



Sous la direction du réputé chef JEAN SALIOU l'ensemble gastronomique du Chateaubriand exécutera pour votre bon plaisir, plusieurs pièces tirées de son vaste répertoire. Il est à noter que le choix de ces pièces sera entièrement votre. Le tout se déroulera dans une atmosphère reposante au milieu d'un somptueux décor. Mesdames et messieurs, place au goût, tous les soirs au restaurant Le Chateaubriand. Pour réserver vos places, téléphonez à 842-4881.

le Chateaubriand

Holiday Inns  
PLACE DUPUIS  
1415 rue St-Hubert (angle Ste-Catherine)  
Administré par Affilié Inc.



Bouchard, Deslauriers, Morisset, Savard.

présenter Raymond Charette: Victor Bouchard, Renée Morisset et Claude Savard. Pour diriger l'orchestre de trente-six musiciens qui accompagnera les pianistes, Monsieur Courville a fait appel à Jean Deslauriers.

Ce dernier a déjà trente ans de carrière dans le monde musical canadien et étranger. Tous les mélomanes se souviennent du brio avec lequel il dirigeait l'Orchestre de Radio-Canada durant la diffusion de séries telles que "Sérénade pour cordes" et "Sérénade estivale". Aujourd'hui chef d'orchestre adjoint à l'Opéra du Québec, il a dirigé entre autres: "Samson et Dalila", "la Fille du régiment", "Manon" et "Madame Butterfly".

Quant à Bouchard et Morisset, ils comptent parmi les pianistes-duettistes les plus acclamés dans le monde. Après des tournées au Canada et aux États-Unis, Victor Bouchard et Renée Morisset ont sillonné l'Europe, se faisant connaître dans plus de deux cents salles de concert, de même qu'à la radio et à la télévision.

Claude Savard, premier prix du Conservatoire en 1963, a étudié sous l'habile direction de maîtres tels que Vlado Perlemuter et Suzanne Roche, à Paris. Il a été successivement lauréat de concours internationaux comme ceux de Vercelli en Ita-

lie, de Genève en Suisse, de Lisbonne au Portugal et de Munich en Allemagne. Ses tournées aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe ont fait de lui l'un des jeunes pianistes canadiens les plus remarqués ces dernières années.

À "Concerto", Claude Savard, Victor Bouchard et René

# Toute une Vie

de Claude Lelouch

Je considère ce film comme mon premier vrai film

C'est l'anatomie d'un coup de foudre



Marthe Keller  
André Dussolier  
Charles Denner  
Gilbert Bécaud  
Carla Gravina  
Charles Gérard  
Musique de Francis Lai

SEM. : 7.00 — 9.30

SAM. — DIM. : 2.00 —

4.30 — 7.00 — 9.30

le DAUPHIN

BEAUBIEN PRÈS D'YVERVILLE 721-6060

La Boite à Films

Le Chef-d'œuvre de la littérature érotique devient enfin un film.

BERRI  
ST-DENIS, STE-CATHERINE 878-2424



Emmanuelle

18 ANS

Un film de JUST JAECKIN

Couturier

LAISSEZ-PASSER ET CARTE D'ÂGE D'OR NON VALABLES

SOREL VALLEYFIELD ST-HYACINTHE ST-HUBERT

RIO PARIS DES RIVIÈRES MASKA LE PARIS JOLIETTE



EATON  
**lundi**

**seulement**

Dans tous les magasins Eaton  
des centaines et des  
centaines d'articles-vedette:

c'est **la vente surprise**

**15% à 30% de rabais**  
sur plusieurs articles "Vente Surprise."

**Voici de vraies...de vraies aubaines**

pour un jour seulement, lundi 18 novembre. Vêtements d'hiver et accessoires pour toute la famille, meubles et éléments décoratifs au goût du jour, accessoires de qualité pour l'auto, articles ménagers, radios, téléviseurs, électroménagers et davantage.

**Quantité limitée! Achats en personne seulement**  
Utilisez votre carte-comptable Eaton.

Chez Eaton Centre-ville, Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish, Carrefour Laval. Ainsi qu'aux Centres d'aubaines LaSalle et Langelier. Egalement à ou par Sherbrooke au Carrefour de l'Estrie et à ou par Ottawa au Centre Commercial Bayshore.

**DESTINATION EATON**  
Rendez-vous tôt le meilleur choix sera pour vous.